

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE
142, RUE DU CHEVALERET - 75013 PARIS - TEL.:(01) 45-84-14-20

CREDOC

"Bibliothèque"

142, rue du Chevaleret

75013 PARIS

Tél. : (11) 40 57 85 00

CREDOC

SEPT ANS DE PERCEPTIONS

Evolution et Structure des Opinions en France
de 1978 à 1984

Ludovic Lebart

Rapport Final de la Phase VII (Automne 84)

Sou1986-2240

Sept ans de perceptions / L.
Lebart. (Mai 1986).

Mai 1986

CREDOC-Bibliothèque



265(1)

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE
142, RUE DU CHEVALERET - 75013 PARIS - TEL.:(1) 45-84-14-20

CREDOC
"Bibliothèque"
142, rue du Chevaleret
75013 PARIS
Tél. : (1) 40 77 85 06

SEPT ANS DE PERCEPTIONS

Evolution et Structure des Opinions en France
de 1978 à 1984

Ludovic Lebart

Rapport Final de la Phase VII (Automne 84)



Mai 1986

Etude réalisée à la demande ou avec la participation de :

La Caisse Nationale d'Allocations Familiales

Le Commissariat Général du Plan

Le Ministère de l'Environnement

Le Centre d'Etudes des Revenus et des Coûts

Le Ministère des Transports

L'Institut National de Recherche sur les Transports et leur Sécurité

Le Centre d'Etude des Transports Urbains

La Direction de la Sécurité et de la Circulation Routière

La Société Nationale des Chemins de Fer Français

L'Electricité de France

L'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie

L'Observatoire de l'Energie

Le Ministère de la Jeunesse et des Sports

Le Ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme

Le Secrétariat d'Etat à la Consommation

Le Ministère du Travail

La Présidence de la République

"Enquêtes conditions de vie et aspirations des Français"

Equipe de recherche animée par L. Lebart et composée de :

F. Boscher, G. Drouault, C. Duflos, B. Ezvan, F. Gros,

M. Grignon, L. Haeusler, Y. Houzel, P. Pleuvret, T. Lambert.

C R E D O C

Président : B. Jouvin

Directrice : C. Blum

AVANT-PROPOS

Ce rapport final de la septième phase du **Système d'Enquêtes sur les Conditions de Vie et Aspirations des Français** constitue un second bilan de l'opération, après le rapport de synthèse publié en 1981 à l'issue des trois premières phases.

La banque de données "Aspirations" n'est pas seulement un outil destiné à satisfaire des interrogations ponctuelles: elle représente un capital statistique qu'il serait dommage de laisser reposer. Le corps de questions permanentes de l'enquête (qu'il s'agisse de caractéristiques de situations ou de perceptions), par son ampleur et sa diversité, est un élément de valorisation de toutes les autres questions: c'est à la fois un point de repère, une grille d'analyse, un instrument de critique et de validation. Il est donc utile, et même vital pour le maintien (au sens de "maintenance") du système d'enquêtes de procéder périodiquement à un travail de mise en valeur de ce qui fait la richesse et l'originalité du recueil d'informations.

Les volets plus spécialisés de l'enquête, comme les thèmes introduits récemment et donc moins concernés par des travaux récapitulatifs et les études d'évolutions, font comme les années précédentes l'objet de notes ou de rapports techniques qui doivent donc être considérés comme des satellites de cette exploitation générale.

Il en est de même pour certains thèmes généraux lorsque les conventions passées prévoyaient un document particulier à l'issue de la septième phase.

Parmi les notes ou rapports techniques relatifs à la septième phase déjà publiés, citons notamment:

- Rapport technique; thème Transport (Avril 86), F. Boscher 157p.
- Rapport technique; thème Energie (Sept. 85), F. Gros 89p.
- La Famille et la Politique Familiale (Janv. 86), M. Grignon 30p.
- Attitude vis-à-vis de l'énergie (Mars 85), F. Gros 33p.
- Estimations sur les revenus de quelques professions-types. Annexes statistiques (Janv. 86), P. Pleuvret 182p.
- Cadre de vie et environnement; Les Français bien dans leur élément. C. Duflos. Consommation et Mode de vie, n°8, Fév. 86.
- Annexes statistiques pour les Ministères de l'Environnement (Janv. 86) et du Travail (Juil. et Sept. 85), et pour la Direction du Tourisme (Juil. 85) C. Duflos.

Le présent rapport a été réalisé avec la collaboration informatique de Philippe Pleuvret.

Sommaire

Introduction.....	1
 Chapitre 1:	
LA PERCEPTION DU NIVEAU DE VIE ET DE SON EVOLUTION.....	13
1-1 Evolution du niveau de vie personnel.....	16
1-2 Evolution du niveau de vie des Français.....	28
1-3 Les conditions de vie dans les 5 années à venir.....	35
1-4 Les restrictions, les tensions budgétaires.....	42
 Chapitre 2:	
STRUCTURE ET EVOLUTION DE QUELQUES OPINIONS SUR LA FAMILLE.....	51
2-1 Qui souscrit à une image autarcique de la famille.....	55
2-2 L'image du mariage: une évolution timide.....	63
2-3 Le travail des femmes: une progression plus nette.....	66
2-4 Les noyaux modernistes et traditionalistes.....	71
 Chapitre 3:	
ENVIRONNEMENT, PROGRES TECHNIQUE.....	77
3-1 Le cadre de vie quotidien.....	80
3-2 La préservation de l'environnement.....	84

3-3 Le progrès scientifique.....	88
3-4 La diffusion de l'informatique.....	94
 Chapitre 4:	
QUELQUES OPINIONS RELATIVES A LA SANTE ET AUX SOINS MEDICAUX.....	99
4-1 La perception de l'état de santé.....	102
4-2 La petite morbidité déclarée.....	106
4-3 Attitudes vis-à-vis des soins médicaux.....	108
 Chapitre 5:	
VIE ASSOCIATIVE, VIE SOCIALE, SOLIDARITE.....	115
5-1 La vie associative de 1978 à 1984: un ralentissement?.....	118
5-2 La solidarité, les attitudes vis-à-vis de la collectivité...	124
 Chapitre 6:	
LA SOCIETE, LA JUSTICE.....	133
6-1 Qui souhaite des transformations profondes de la société?...	136
6-2 La justice fonctionne mal: un jugement constant.....	143
 Chapitre 7:	
LES MEMES ATTITUDES ET OPINIONS... AU JAPON.....	149
7-1 L'évolution du niveau de vie.....	153
7-2 La famille.....	154
7-3 L'environnement physique et technologique.....	160
7-4 Santé et soins médicaux.....	163

7-5 Les inquiétudes en France et au Japon.....166

Chapitre 8:

LES AFFINITES ENTRE OPINIONS, UNE SYNTHÈSE.....175

8-1 Les principales zones de l'espace des opinions.....183

8-2 Qui pense quoi? Les caractéristiques des répondants.....196

8-3 Evolution de la structure des opinions.....203

8-4 Existence et autonomie des structures.....207

Références bibliographiques.....211

Annexe.....217

INTRODUCTION

Une crise économique a parfois le mérite de révéler une crise de société peut-être plus profonde et plus ancienne.

Après l'anesthésie de la croissance, le "ron-ron" des taux de croissance positifs suscitant l'espoir d'une diffusion progressive du bien être et d'une résorption corrélative des inégalités, une angoisse diffuse semble succéder à un rêve presque bienheureux.

Les explications de la crise économique ne manquent pas dans lesquelles le contexte international est en général cité comme premier responsable: le déplacement du centre de l'"économie-monde", les explosions démographiques dans le tiers monde et les explosions technologiques à ses frontières, les vicissitudes de l'offre de matières premières et d'énergie sont autant de facteurs interdépendants dont les effets sont reconnus. La forme prise par cette crise dans chaque pays dépendrait alors de facteurs structurels internes, et en particulier du contexte social et institutionnel.

Mais une crise de société n'est pas aussi facilement explicable, ni même simplement identifiable: elle se manifeste chez les individus sous forme de malaise, d'inquiétude ou d'insécurité, d'absence d'adhésion à de grands projets; elle se manifeste au niveau des structures par des rigidités, une complexification apparemment sans fin, des inégalités ou des injustices, une inaptitude à intégrer des changements comme ceux qui affectent les structures familiales, les modes de communication et d'expression, la répartition et l'organisation du travail et de la production.

Quelle est dans ces manifestations la place des situations et des contraintes économiques, mais aussi celle des cultures, des idéologies, des valeurs, elles-mêmes issues de dynamiques et de contraintes passées?

Il faudrait comprendre pour prévoir et s'adapter, mais les analyses interprétatives de cette crise en profondeur se heurtent trop souvent au manque de faits mesurables ou d'observations quantifiées.

C'est pourquoi des demandes accrues d'informations statistiques nouvelles émanent de nombreux organismes ou institutions soucieux d'agir ou de gérer au sein d'une société de plus en plus complexe, dont les acteurs sont de plus en plus interdépendants.

En ce qui concerne les comportements des agents économiques, on peut savoir, avec une précision satisfaisante, ce que produisent, ce qu'achètent, ce que consomment les Français.

Mais ces informations purement factuelles, plus indispensables que jamais, apparaissent de plus en plus insuffisantes.

Rappelons quelques critiques ou objections maintenant classiques:

Lorsque la consommation alimentaire représentait une part importante du budget des ménages, les mesures de consommation étaient pratiquement assimilées à des mesures de bien-être. Une dépense élevée signifiait alors une modification en qualité ou en quantité du produit consommé qui ne pouvait aller que dans le sens d'une satisfaction plus grande du consommateur.

Mais l'augmentation progressive du niveau de vie, la modification et la diversification des modes de vie, l'accroissement de la concentration urbaine et de l'interdépendance entre individus, la dépendance accrue vis à vis d'institutions ou d'équipements collectifs ont profondément altéré ce contenu systématiquement positif de la dépense.

Une dépense de transport élevée peut signifier une localisation très défavorable du lieu de travail

Des dépenses de soins médicaux élevées peuvent aussi traduire une morbidité exceptionnelle...

Un pays aux villes insalubres, aux communications inextricables, où l'alcoolisme sévit et où les accidents sont nombreux pourra ainsi paraître plus riche au regard des dépenses totales qu'un pays mieux organisé dont les habitants sont en meilleure santé et en sécurité.

Ces exemples très schématiques montrent simplement la nécessité d'inclure de nouvelles mesures pour compléter celles de la comptabilité la plus traditionnelle.

On sait qu'il a été envisagé dans cet esprit de substituer à la notion de Produit National Brut celle, encore assez utopique, de Bonheur National Brut... Cet agrégat pour l'instant fictif a le mérite d'illustrer la dérive progressive, le *détournement de finalité* opéré par les mesures les plus classiques.

Un essai de remède plus modeste et plus opératoire à ces insuffisances de la comptabilité nationale a été l'établissement d'"*indicateurs sociaux*". Un certain nombre de comptages ou de mesures (par exemple nombre d'échecs scolaires, d'accidents du travail, de crimes divers) ou encore d'indices plus élaborés enrichissent le "tableau de bord de l'économie" pour en faire un "tableau de bord de la société". Mais il s'agit encore de quantités macro-économiques ou macro-sociales, issues de statistiques institutionnelles.

N'existe-t-il pas d'autres éléments d'information, accessibles auprès des individus eux-mêmes, qui pourraient compléter utilement les mesures de consommation ou de fréquentation usuelles?

L'un des objectifs du présent travail est de donner, à la suite d'une expérience statistique assez extensive et prolongée, la raison d'être et le mode d'emploi des *mesures de perception* (expression qui est ici synonyme de "variables subjectives" et regroupant les questions d'opinion, d'appréciation, de connaissance).

*
* *

Nécessité et limites du niveau subjectif

Un exemple simple peut illustrer différents types et différents niveaux de mesures: l'achat d'un récepteur de télévision et les dépenses d'électricité d'un individu donnent des informations assez pauvres sur son comportement vis à vis des moyens de communication audio-visuels.

Une mesure du temps passé devant le récepteur, mesure non-monnaire donc, opérée lors des enquêtes de "budget-temps", constituera une amélioration considérable de l'information. On ne saura quand même pas si une écoute d'une heure tel jour aura été source de ferveur et d'enthousiasme ou au contraire d'ennui et de consternation.

On n'échappe pas au sentiment que la vraie vie, disons ce qui donne du sens à la vie, (et même ici plus banalement ce qui a vraiment motivé l'achat du récepteur de télévision) passe à travers les gros filets tendus par les outils statistiques.

Ce qui ne porte pas beaucoup à conséquence dans le cas d'une activité de loisir éminemment facultative peut devenir beaucoup plus grave dans le cas de l'accès ou de l'usage de services ou équipements collectifs.

Lorsqu'il n'existe pas de marché pour révéler le succès d'un produit ou d'un service, c'est à dire finalement son adéquation à une certaine demande, comment procéder pour évaluer le fonctionnement d'une entreprise?

Le problème n'est pas simple. Dans certains cas, des mesures d'attitudes, d'opinions, de satisfactions pourront apporter des éléments d'appréciations intéressants, mais il s'en faut de beaucoup que de telles mesures puissent suffire. Ce que l'on voudrait montrer ici, c'est que de telles mesures, utilisées avec certaines précautions, sont, sinon indispensables, du moins utiles.

Montrons d'abord, par quelques contre-exemples classiques que des mesures de satisfaction ne peuvent jouer qu'un rôle extrêmement modeste dans l'évaluation de l'activité et des résultats de certains organismes publics producteurs de services.

Des missions comme la Défense Nationale ont des finalités qui transcendent, ou disons qui dépassent souvent dans une large mesure la perception qu'en ont les "usagers". Les institutions politiques sont là pour servir d'instrument d'évaluation ou de sanction.

Le cas de missions comme l'Education Nationale est déjà plus nuancé. Si les dix premières années d'enseignement sont obligatoires, c'est certainement pour ne pas tenir compte des éventuels avis, opinions ou décisions des usagers directs (écoliers ou lycéens) et indirects (familles ou tutelles). On sait cependant que les moyens à mettre en oeuvre peuvent donner lieu à des appréciations diverses, à des débats.

Ici encore, la globalité de l'enjeu, l'extrême centralisation de l'institution, des facteurs historiques et régionaux spécifiques auront pour effet de donner une dimension politique aux débats et aux éventuelles décisions à prendre.

Mais alors que l'armée et son fonctionnement sont entre les mains de techniciens qui sont des "compétents exclusifs" travaillant à l'écart de la plus grande partie de la population, le système d'éducation a trop d'implication dans la vie quotidienne des Français et de leurs familles pour pouvoir être mis en oeuvre, géré et modifié sans tenir compte des opinions et attitudes des usagers.

On conçoit donc la nécessité, parce que précisément les débats politiques et les consultations électorales sont trop rares ou espacés, ou encore exigent pour être déclenchés des enjeux exceptionnels, d'une prise d'information, d'un "feed back", sous forme par exemple de mesures de perceptions, d'opinions, d'aspirations à propos de l'institution, auprès des usagers directs ou même de l'ensemble de la population.

Les périls de cette démarche sont aussi évidents que sa nécessité. Les instruments d'observation et de régulation qui font souvent défaut actuellement ne peuvent pas et ne doivent pas se substituer aux canaux institutionnels existants: comme le rappelle P. Bourdieu (1973), la somme des opinions recueillies individuellement, sans explication ni discussion, n'a que peu de rapport avec une "opinion publique" qui émergerait de la mobilisation des acteurs concernés et des débats ainsi suscités.

En somme, les "paquebots institutionnels" admettent avoir besoin d'un "radar social" ... mais ceci ne signifie pas qu'ils doivent dorénavant "naviguer à vue".

*
* *

Un système de mesures subjectives: l'enquête sur les Conditions de vie et Aspirations de Français

Les travaux présentés ici voudraient contribuer à définir le statut et la valeur opératoire de ces nouvelles informations.

Celles qui sont présentées et analysées au cours des chapitres qui vont suivre sont produites dans le cadre d'une demande émanant d'institutions et d'entreprises publiques. Le renouvellement puis la diversification de cette demande depuis 1978 ont permis de créer une source statistique publique et permanente à partir d'un financement contractuel: le système d'enquêtes sur les conditions de vie et aspirations des Français.

Les circonstances matérielles et administratives de la création puis du maintien d'une source statistique ne peuvent évidemment laisser un sociologue ou un économiste indifférent. Il n'existe pas d'observation en sciences sociales sans lieu d'observation, et le mot "lieu" désigne alors bien autre chose que de simples coordonnées géographiques. Il permet de *situer* l'observateur, c'est à dire de connaître l'enjeu du recueil d'observations et les problématiques des demandeurs.

L'exploitation d'un système d'enquêtes à financement contractuel n'est peut-être pas la situation la plus confortable pour des chercheurs en sciences sociales, mais cette situation a le mérite de la clarté: l'instrument d'observation ne prétend à aucune "neutralité académique", il est lui même un fait économique et social d'une nature particulière.

La description technique du système d'enquêtes (listes des différents organismes financeurs, caractéristiques de l'échantillon, liste des publications et rapports techniques) figure en Annexe; on insistera plutôt ici sur ce qui fait la spécificité de cet instrument d'observation.

Ce système d'enquêtes multi-thèmes, périodiques, comportant de nombreuses mesures d'opinions et de perceptions n'est pas le produit d'une commande unique: il se présente sous la forme d'une *fédération de questionnements*. Ces questionnements émanent d'organismes financeurs divers dont les participations sont d'ailleurs d'importances très inégales. Mais les questionnaires ne sont pas formés de compartiments étanches, comme cela est souvent le cas dans un contexte plus commercial: les informations sont mises en commun, ce qui augmente considérablement les capacités d'analyse et d'investigation des organismes participants.

Dans la mesure du possible, c'est à dire dans la mesure où les exigences des clients et les limitations techniques (volume du questionnaire) le permettent, l'accent est mis sur l'observation des tendances "lourdes", structurelles, les plus indépendantes possibles des débats d'opinions conjoncturels. Les centres d'intérêt sont donc distincts et complémentaires des instruments d'observation des "thèmes d'expression ou de conflits" (cf Fabre et alii, 1981).

Enfin, il faut signaler deux options supplémentaires de l'opération: sa *transparence* (le questionnaire, le détail des techniques d'exploitation sont publiés ou disponibles) et son caractère *public*: la source statistique peut être utilisée par les chercheurs ou universitaires avec évidemment un décalage dans le temps et une clause de non-concurrence auprès des organismes financeurs.

*
* *

Questionnements et hypothèses

Chacun des organismes qui participent au système d'enquêtes a ses propres problématiques et interrogations. Celles-ci peuvent être très spécialisées, techniques même.

On peut distinguer plusieurs types de questionnements.

Le premier type recoupe ceux qui ont motivé la construction et l'usage des indicateurs sociaux: Il s'agit de *l'identification ou simplement la hiérarchisation des aspirations ou besoins qui sont ou deviendront des sujets de préoccupations importants.*

On a affaire là à une analyse de la demande qui n'est plus limitée aux produits et services disponibles sur un marché, mais qui peut concerner les équipements ou services, les institutions les plus variées.

Le second type de questionnement est à rapprocher des motivations des enquêtes réalisées dans le domaine du marketing. Il concerne *l'image d'institutions, de services, d'équipements.*

Les administrations centrales ou les organismes occupant une position de monopole doivent désormais dans une certaine mesure "se vendre" comme des entreprises privées ou des marques, même si les sanctions consécutives à une image défailante sont moins immédiates: l'utilisateur est de plus en plus considéré comme un client dont les attitudes et les appréciations comptent.

Le troisième type de questionnement, plus technique, concerne le degré d'information de la population: il se propose d'évaluer *la connaissance de réalités socio-économiques ou administratives* (connaissance de lois, de droits, de prestations, de coûts). On conçoit que la complexification de la société civile rende nécessaires de véritables "modes d'emploi des institutions"; les dispersions observables dans la connaissance et le maniement de ces modes d'emploi sont certainement sources d'inégalités lorsqu'il s'agit d'accès à des équipements collectifs ou à des prestations.

Enfin un quatrième type de questionnement concerne *la perception de phénomènes ou de faits économiques et sociaux dans un cadre général.*

Ce questionnement correspond à des préoccupations de gestion à plus long terme: il met en jeu l'insertion sociale, la finalité, la politique générale des organismes ou institutions qui participent au système d'enquêtes.

Ce sont évidemment les questions les plus intéressantes dans le cadre d'une synthèse confrontant les attitudes et opinions vis à vis de thèmes variés.

*
* *

Trois hypothèses générales

Au delà des hypothèses internes à chaque thème, propres à chaque "client" de l'enquête, des hypothèses de travail "inter-thèmes" ou méthodologiques interviennent au niveau de l'opération statistique d'ensemble et lui confèrent son unité.

La première hypothèse, d'ordre méthodologique, concerne *la pertinence des recueils de mesures individuelles de perceptions.*

Chaque individu est un acteur fondamental, certes, mais la perception qu'il a de la société, de son évolution, des institutions n'est peut-être pas fondamentale, ni même simplement pertinente pour l'étude de la structure et du fonctionnement de ladite société. L'établissement de cette pertinence (de ses conditions, de ses limites) est précisément l'un des objectifs de l'opération.

Les grandeurs estimées ici occupent une position intermédiaire entre les "agrégats de suffrages" qui simulent les mécanismes usuels de l'institution politique et les agrégats de grandeurs mesurables ou observables qui alimentent les statistiques générales macro-économiques ou démographiques.

Si l'opinion publique est le résultat de l'expression spontanée d'opinions élémentaires mûries au sein de groupes micro-sociaux (famille, amis, lieux de travail, voisinages) en interrelation avec l'événement et les médias, il est clair que les interviews individuelles des enquêtes par sondage, avec leur caractère urgent et intempestif, leurs "impositions de problématiques" sont extrêmement mutilantes.

Le cas des questionnaires politiques en période pré-électorale fait exception puisqu'il s'agit dans ce cas de "cueillir" une opinion déjà mûrie dans le cadre d'un débat qui peut être considéré comme général.

On s'efforcera de dégager la vraie valeur opératoire de ces informations, leur possible vocation, en écartant a priori l'interprétation la plus courante en termes de suffrages ou d'opinion publique.

La seconde hypothèse concerne *la valeur heuristique de l'étendue du champ d'observation.*

De nombreux recueils ou sources statistiques permettent de décrire ce que pensent les Français à propos de thèmes les plus divers (cf. par exemple Mermet (1985), Sofres (1984-1985)), mais le caractère multi-thèmes de ces recueils tient à la juxtaposition d'enquêtes réalisées auprès d'échantillons différents.

Ici, ce sont les mêmes individus qui répondent à toutes les questions: on pourra en quelque sorte explorer l'intérieur d'un volume dont on ne connaissait que les facettes. Cette originalité de l'information peut faire espérer au moins une description d'ensemble de la façon dont s'organisent les attitudes et opinions, avec aussi l'espoir de mettre en évidence des traits structuraux ayant des propriétés d'invariance ou de stabilité.

La troisième hypothèse concerne *le rôle dévolu au cadre factuel, c'est à dire aux mesures objectives, dans la détermination des attitudes et opinions.*

On insistera sur le fait que le contexte socio-démographique et économique doit être pris en compte de la façon la plus exhaustive possible avant toute interprétation: les *indicateurs de perception* ne

peuvent être interprétés que par référence aux *indicateurs de situations*.

Cette hypothèse de la primauté de l'objectif prend en quelque sorte le contrepied de nombreux travaux privilégiant des éléments plus psychosociologiques ou moraux et leur conférant à la fois une certaine autonomie et un pouvoir prédictif. Un mouvement de "bascule", peut-être provoqué par le désarroi de la crise actuelle, a pu faire délaissé les mesures objectives, parfois décevantes, on l'a vu, pour des études trop exclusivement fondées sur des données subjectives, qui sont des compléments et non des substituts.

Les variables de type psycho-sociologiques jouent certainement un rôle fondamental dans la description et la prédiction de certains comportements d'achat: elles doivent évidemment être prises en compte dans des secteurs tels que le marketing et la publicité, puisque dans un cadre objectif donné, ce qui détermine le choix d'un produit relève en grande partie de facteurs psycho-sociologiques.

Mais les décisions d'achat dans le secteur concurrentiel ne constituent qu'un aspect particulier des conditions de vie, que l'on voit en fait sous le verre grossissant de son enjeu commercial.

*
* *

Chacun des chapitres qui vont suivre montre, thème après thème, l'importance de l'ancrage factuel des opinions; le dernier chapitre montrera d'ailleurs qu'un tel ancrage concerne non seulement les opinions dans leur ensemble, mais aussi le réseau de leurs interrelations; l'effet du cadre factuel n'est pas en général très clair si les caractéristiques objectives sont considérées isolément, ce qui explique les "caprices" et l'apparente autonomie des mesures de perceptions ou d'opinions. Mais des combinaisons assez simples de ces caractéristiques permettront de résoudre certains effets antagonistes et de mettre en évidence le rôle important des situations.

Les six premiers chapitres correspondent à six thèmes généraux présents depuis l'origine du système d'enquêtes en 1978 et pour lesquels on dispose de séries complètes.

Ces six thèmes sont: *la perception du niveau de vie; la famille; l'environnement physique et technologique; la santé; la vie associative; la justice et la société.*

Les questions étudiées ici ne constituent d'ailleurs qu'une petite partie de volets beaucoup plus vastes, mais aussi parfois plus techniques. D'autres thèmes importants ne font pas l'objet de chapitres spécifiques dans ce document, mais pourront intervenir dans la mesure où ils sont liés à ceux précédemment cités.

Les deux derniers chapitres portent sur l'ensemble des thèmes: pour procéder en premier lieu à des comparaisons entre la France et le Japon où certaines questions des enquêtes "Aspirations" ont été reprises dans une enquête nationale; enfin pour procéder à une synthèse générale en structure et en évolution.

La perception de l'évolution du niveau de vie passé, présent, ou dans un futur proche (Chapitre 1), traduit un pessimisme croissant de 1978 à 1984 (avec cependant l'exception de l'automne 1981). Les appréciations négatives du niveau de vie, mêmes lorsqu'elles concernent le passé récent, seraient difficilement décelables à partir d'indicateurs objectifs. Les personnes jeunes, celles dont le niveau de vie est élevé, les personnes diplômées (seulement en fin de période), sont globalement les plus satisfaites.

Résultat connu pour les périodes de crise: le niveau de vie de l'ensemble des Français est jugé moins satisfaisant que le niveau de vie personnel (le chapitre 7 confirmera *a contrario* ce résultat pour le Japon).

Au niveau de la vie quotidienne, la tension budgétaire ressentie dépend de façon régulière du niveau de vie réel, du sexe (les femmes sont moins satisfaites que les hommes), du nombre d'enfants à charge: chacun des trois facteurs cités maintient son effet lorsque les deux autres sont fixés.

Les opinions des Français sur la famille, le mariage, le travail des femmes (Chapitre 2) reflètent jusqu'en 1982 une croissance régulière du "modernisme". Depuis cette date, on note une stabilisation très nette, sans signe de régression cependant. Les opinions sur la famille dépendent de façon très circonstanciée de la situation de la personne interrogée, et tout particulièrement de l'âge, du niveau de diplôme, du type d'agglomération, dont les trois effets se cumulent.

Le "déploiement des perceptions" (expression utilisée tout au long de ce rapport pour désigner la dispersion régulière des perceptions en fonction des situations) est exceptionnel lorsqu'il s'agit d'approuver une image traditionnelle de la famille, mais aussi à propos de combinaisons simples de réponses permettant d'isoler des "noyaux" modernistes et traditionalistes dont les attitudes et les caractéristiques sont très typées.

On ne s'étonnera pas de la stabilité, dans le temps, du niveau de satisfaction vis-à-vis du cadre de vie quotidien (Chapitre 3): les personnes âgées sont toujours les plus satisfaites, ainsi que celles logées en pavillon; dans les immeubles collectifs, l'insatisfaction est maximum chez les locataires d'HLM/ILN.

L'importance attachée à la préservation de l'environnement est moins constante; elle augmente de façon uniforme en 1981, quelles que soient les catégories de diplômés des personnes concernées, alors que ces mêmes catégories sont responsables de grandes disparités d'attitudes.

Les effets attendus des découvertes scientifiques donnent lieu à une appréciation apparemment constante au cours de la période, mais cette constance cache une divergence croissante d'opinions entre les personnes diplômées, de plus en plus confiantes, et celles qui ne le sont pas. Les attitudes positives envers le progrès technique vont de pair avec un niveau de vie élevé.

Les opinions sur la diffusion de l'informatique, qui évoluent en moyenne de façon favorable à cette technique, montrent une divergence encore plus marquée: la proportion de personnes estimant souhaitable cette diffusion est la même quel que soit le diplôme en début de période; elle est deux fois plus élevée chez les bacheliers que chez les personnes non-diplômées en fin de période.

Les Français sont par ailleurs satisfaits de leur *état de santé*, mais auraient tendance à déclarer plus fréquemment de petites affections (comme le mal au dos ou la nervosité) (Chapitre 4); ces petites affections, plus souvent citées par les femmes, ne sont pas indépendantes de difficultés ou de handicaps économiques ou sociaux: on les voit apparaître, tout au long de ce rapport, associées à l'insatisfaction et au pessimisme.

On pense de moins en moins que *le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins*, bien que l'évolution entre 1978 et 1984 soit d'une amplitude faible par rapport aux dispersions dont sont responsables, ici encore, les niveaux de diplôme.

Renouveau ou déclin de la *vie associative*? Les séries disponibles semblent marquer un léger repli des taux d'adhésion ou de participation à la plupart des associations, à l'exception des associations sportives (Chapitre 5). Participer aux activités d'au moins une association, quelle qu'elle soit, concerne moins d'un Français sur deux: c'est un indice de niveau culturel et de niveau de vie supérieur à la moyenne. C'est aussi le niveau culturel qui fait pencher en faveur des équipements collectifs (et donc en défaveur d'une aide monétaire directe) lorsqu'il s'agit de venir en aide aux familles.

La *société a besoin de se transformer* pour les deux tiers des Français (Chapitre 6). La *justice fonctionne plutôt mal* pour une proportion similaire de citoyens.

Ces jugements qui sont globalement stables dans le temps cachent, comme les opinions sur le progrès scientifique, d'importants mouvements au niveau des caractéristiques des répondants. En particulier, les personnes habitant l'agglomération parisienne, les bacheliers figurent parmi les catégories dont les opinions sont les plus critiques en début de période, et les moins critiques pour les années les plus récentes.

D'un niveau de développement comparable à la France, le Japon en est séparé par la géographie, l'histoire, la langue, la culture... Les réponses aux questions de l'enquête "Aspirations" posées au Japon en 1983 (Chapitre 7) ne permettent pas de procéder à des analyses d'évolutions, mais révèlent d'étonnantes similitudes de structure: même dépendance des réponses vis-à-vis de l'âge, du niveau de diplôme pour des thèmes tels que "la famille" ou "les inquiétudes".

Quelques anomalies seront hautement révélatrices des dérapages sémantiques imputables à la traduction et des limitations qu'imposent des contextes culturels différents.

Les études d'évolution réponse par réponse font peut-être oublier que ce sont les mêmes individus qui donnent ces réponses, et donc qu'il doit exister des associations privilégiées entre celles-ci, avec corrélativement, des regroupements d'individus ayant des "profils de réponses" voisins.

Une synthèse typologique (Chapitre 8) délicate à interpréter parce que très (trop) suggestive permet de représenter la structure des réponses, et même de synthétiser les observations faites au fil des chapitres précédents sur les liens entre situations et perceptions: l'espace des opinions est compartimenté en huit zones aux contours incertains qui

résumant les regroupements d'opinions les plus fréquents, eux-mêmes associés à des caractéristiques socio-démographiques précises.

Le déploiement de ces caractéristiques dans l'espace des opinions est une véritable réhabilitation du rôle des situations, souvent négligé au profit d'interprétations plus psychologiques.

Enfin, cette description synthétique des affinités entre réponses permet de rendre compte des déformations, légères mais intéressantes, de la structure des opinions au cours du temps.

Chapitre 1

LA PERCEPTION
DU NIVEAU DE VIE
ET DE SON EVOLUTION

Chapitre 1

LA PERCEPTION DU NIVEAU DE VIE ET DE SON EVOLUTION

La perception de la situation économique générale ou personnelle ,de l'évolution du niveau de vie, des tensions budgétaires, n'est ni un simple reflet des situations objectives, ni la simple manifestation irritée ou bienheureuse d'un contexte psycho-social spécifique.

L'expression de cette perception, dans une enquête par sondage, par exemple, est en fait une opération complexe... fort éloignée d'un *prélèvement* d'information comme pourrait le faire penser une conception naïve ou optimiste des mesures en socio-économie.

Pour illustrer cette complexité, puis pour tenter de discerner quelques faits de structure, on va étudier ici les réponses à quatre questions ayant trait à la perception du niveau de vie et de son évolution de 1978 à 1984 et à l'appréciation de l'évolution des conditions de vie dans un futur proche, aux tensions budgétaires traduites par l'existence de restrictions sur certains postes de dépense.

On s'intéressera aux changements de ces perceptions, bien sûr, mais aussi aux différents facteurs susceptibles d'expliquer les disparités de ces perceptions, ce qui conduira naturellement à évaluer et critiquer l'information recueillie.

Les réponses concernant l'évolution du *niveau de vie personnel* suggèrent une montée assez régulière du pessimisme ,plus indépendante du contexte politique général que celles relatives à l'évolution du niveau de vie de l'ensemble des Français, dont l'image est à la fois plus sombre et plus fluctuante .

L'appréciation du *niveau de vie des Français* est incontestablement une question plus politique que celle du niveau de vie personnel...

L'acte de réponse change presque de nature, puisque l'on ne demande plus à la personne interrogée une information qu'elle est seule à connaître, mais une appréciation qui a un peu le caractère d'un suffrage.

L'appréciation portée sur les *conditions de vie personnelles de l'enquêté au cours des cinq prochaines années* est également assez politique, puisqu'elle implique une certaine vision de l'avenir; les réponses seront évidemment très modulées par la situation personnelle du répondant.

La dégradation des appréciations est moins nette quand il s'agit du futur.

Dans les trois cas , et surtout pour les deux derniers cités, l'année 1981 est atypique.

La question portant sur les restrictions budgétaires, beaucoup plus personnelle et proche de la vie quotidienne, est beaucoup moins influencée par la conjoncture politique. Le niveau de vie réel, le sexe, le nombre d'enfants au foyer joueront un rôle prééminent dans le choix des réponses.

Les questions auxquelles on s'efforcera de répondre seront : qui est satisfait et qui ne l'est pas? Mais aussi : qui est satisfait et ne devrait peut-être ne pas l'être ... qui est satisfait pour lui et insatisfait pour les Français ? L'évolution du niveau de vie réel est loin de fournir une explication satisfaisante des réponses... d'autres caractéristiques de situation devront intervenir, et celles-ci devront être combinées pour que s'affinent les prédictions.

A côté de ces *caractéristiques de situation* qui font partie du signalétique statistique des répondants, il y a place pour un questionnement en termes de *parentés d'opinions ou d'idées*: que pensent également, à propos d'autres thèmes comme la famille, la société en général , ceux qui sont satisfaits ou ceux qui ne le sont pas? Les affinités entre opinions mises en évidence permettent de comprendre comment et dans une certaine mesure pourquoi les personnes interrogées choisissent leurs réponses.

1.1 EVOLUTION DU NIVEAU DE VIE PERSONNEL

Comme le montre le Tableau 1.1 qui donne le libellé exact de la question et dresse un bilan global des réponses pour la période 1978-1984, le sentiment d'une dégradation régulière des conditions de vie est clairement exprimé, avec, pour l'année 1981, un palier plutôt qu'un changement de tendance. Le pourcentage de réponses "ça va moins bien" double en sept ans, passant de 24 à 48%, alors que celui des réponses "ça va mieux" décroît de façon presque symétrique de 46 à 25%.

On peut s'étonner de la rapidité de l'évolution au cours des années récentes, alors que le libellé exact de la question précise "...depuis une dizaine d'années...". Une compréhension ou une prise en compte littérale de ce libellé devrait normalement conduire la personne

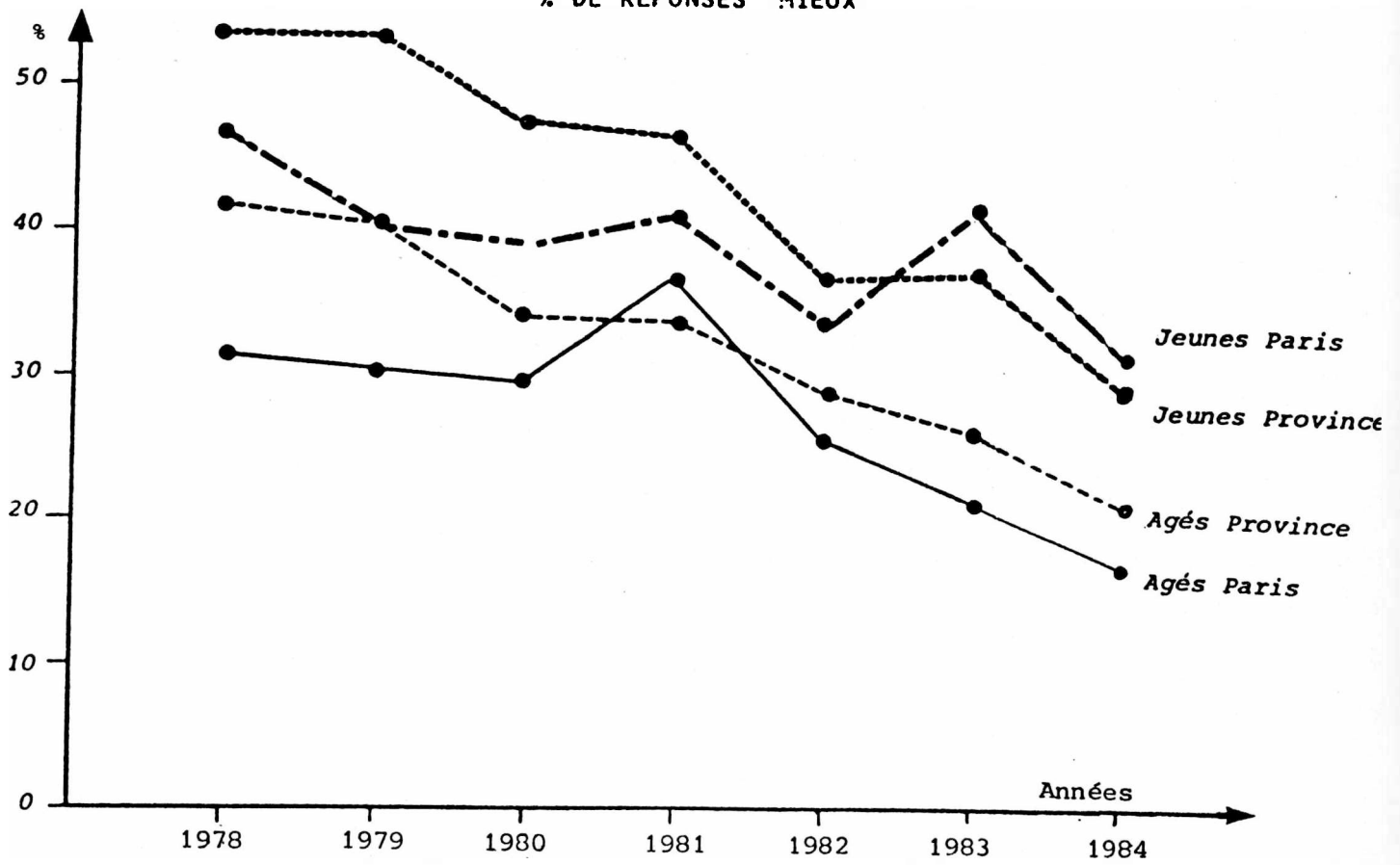
TABLEAU N° 1 - 1
Evolution du niveau de vie personnel

En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années... ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%	%	%
Ça va mieux	45,9	44,6	39,1	39,6	32,0	31,0	25,1
C'est pareil	27,0	25,3	24,5	26,7	29,1	28,0	24,0
Ça va moins bien	24,4	27,7	33,6	31,6	35,9	38,0	47,9
Ne sait pas	2,7	2,4	2,8	2,1	3,0	3,0	3,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

- FIGURE 1-1 -

NIVEAU DE VIE PERSONNEL DEPUIS 10 ANS
% DE REPONSES "MIEUX"



interrogée à donner un poids faible (de l'ordre de un dixième) à la dernière année, et donc à amender fortement sa réponse.

Bien entendu, les réponses n'ont pas le caractère d'un bilan froidement calculé, et le "lissage" théoriquement imposé n'apparaît pas dans les réponses.

Comment se différencient ces réponses ?

Les jeunes sont plus satisfaits, les parisiens plus insatisfaits, surtout avant 1982...

On a représenté l'évolution des pourcentages de réponses "ça va mieux" pour quatre catégories de Français dont on sait par ailleurs qu'elles sont associées à de grandes disparités d'opinions et d'attitudes: pour les plus de quarante ans, comme pour les moins de quarante ans, les habitants de la région parisienne sont distingués de ceux du reste de la France (Figure 1-1).

Les évolutions de ces quatre groupes sont remarquablement parallèles, toutefois, on note que les réponses des provinciaux ont les évolutions les plus régulières, et les moins influencées par l'année 1981.

L'âge est un facteur de différenciation important : sur l'ensemble de la période, l'âge moyen de ceux qui répondent "ça va mieux" est de 42 ans, alors que l'âge moyen de ceux qui répondent "ça va moins bien" est de 46 ans, différence qui peut paraître modeste mais qui est hautement significative. L'optimisme tout relatif des jeunes de la région parisienne en fin de période n'est peut être pas indépendant de la situation de l'emploi dans cette région.

La Figure 1-2 représente toujours l'évolution des réponses "ça va mieux", mais maintenant en fonction du niveau de vie appréhendé par un indicateur de niveau de vie et d'équipement. Cet indicateur assez sommaire est simplement le nombre d'items que la personne interrogée possède ou dont elle a la jouissance dans une liste de 8 équipements ou éléments de patrimoine, eux mêmes sélectionnés à partir d'une liste beaucoup plus large (voir légende de la Figure 1-2).

En fait, c'est une analyse factorielle réalisée sur une importante batterie d'équipements qui a permis de sélectionner ces items, qui constituent un succédané pratique et facile à cerner du premier facteur de l'analyse, facteur décrivant le niveau global d'aisance matérielle.

Il apparaît que les personnes aisées sont uniformément plus satisfaites de leur niveau de vie, bien que les effets de l'équipement et de l'âge soient ici antagonistes: les personnes peu équipées sont en effet plus jeunes (41 ans en moyenne) que les personnes équipées (47 ans) .

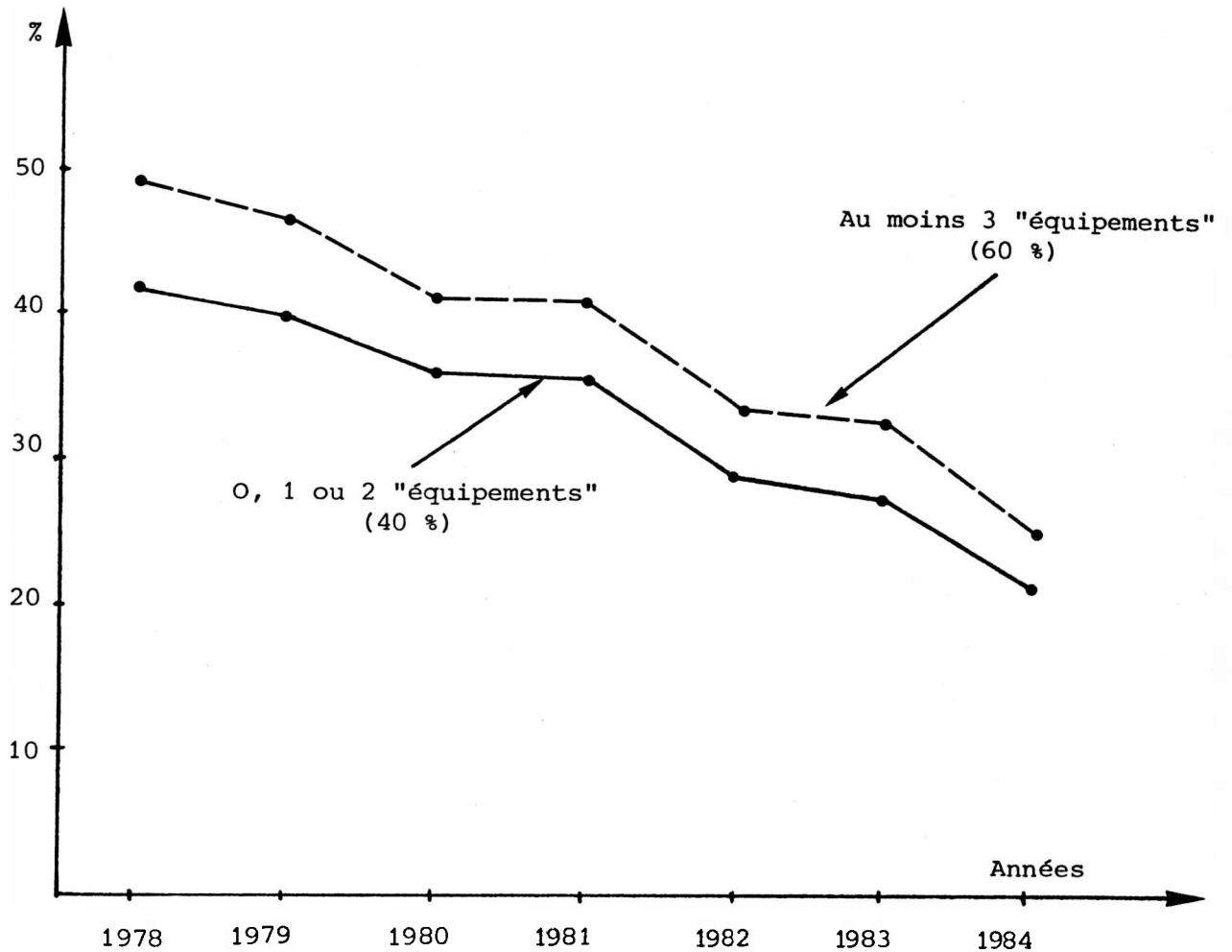
On verra plus loin que l'effet de l'équipement est encore plus marqué à l'intérieur de grands groupes d'âges, avec l'exception notable

- FIGURE 1-2 -

EVOLUTION DES CONDITIONS DE VIE PERSONNELLES

% de réponses "ça va mieux"

Influence du "niveau de vie/équipement"



Liste des "équipements"
(ou indicateur de patrimoine)

Propriété de l'habitation principale
Possession d'une résidence secondaire
Possession de valeurs immobilières
Possession de biens immobiliers
Possession d'au moins un produit
d'épargne liquide
Eau chaude
Téléviseur couleur
Piano

tracé en traits pleins concerne la sous-population (40% du total) des individus ayant déclaré avoir possession (ou la jouissance) de moins de trois items dans la liste ci-dessus.

tracé en tirets représente la sous-population complémentaire.

du groupe des plus de 65 ans ,dont le comportement est très spécifique (Figure 1-8). Cette spécificité se confirme d'ailleurs à propos de l'appréciation de l'évolution du niveau de vie de l'ensemble des Français. Le taux moyen sur l'ensemble de la période de réponses " moins bien" varie ainsi de 15% pour les 18/30 ans aisés à plus de 50% pour les 46/64 ans démunis. Ce dernier taux est certainement beaucoup plus élevé en fin de période ,mais les effectifs annuels ne permettent pas d'en calculer une estimation significative.

En se limitant à une classe d'âge assez homogène du point de vue de l'activité et de l'insertion économique, - les 31-45 ans- ceux qui répondent "ça va mieux " déclarent un revenu global moyen du foyer de 11550 F (en francs 1984) , contre 9285 F pour ceux qui répondent "c'est pareil", et 8650 F pour ceux qui répondent "ça va moins bien". Le revenu moyen de l'ensemble de cette classe d'age ,de l'ordre de 10000 F ,n'est dépassé que par la classe des réponses "ça va mieux " .

L'âge, le niveau de vie, le revenu exercent donc une influence incontestable sur le niveau de satisfaction exprimé à travers cette question , mais il s'en faut de beaucoup que ces variables objectives suffisent à expliquer les pourcentages obtenus. Ces variables peuvent encore moins expliquer le sens des évolutions observées.

On lit par exemple sur la Figure 1-3 les évolutions par classes d'âge de l'indicateur d'équipement et de niveau de vie utilisé précédemment : la croissance régulière que l'on peut observer n'est d'aucun secours pour comprendre la façon dont évolue la perception du niveau de vie personnel.

La prise en compte d'indicateurs plus classiques donne des résultats similaires: Pendant la période considérée, le taux d'équipement téléphonique passe de façon régulière de 56% à près de 88% ,le taux de possession de téléviseurs couleur de 33 à 68%, le taux de possession de lave-vaisselle de 17 à 27%.

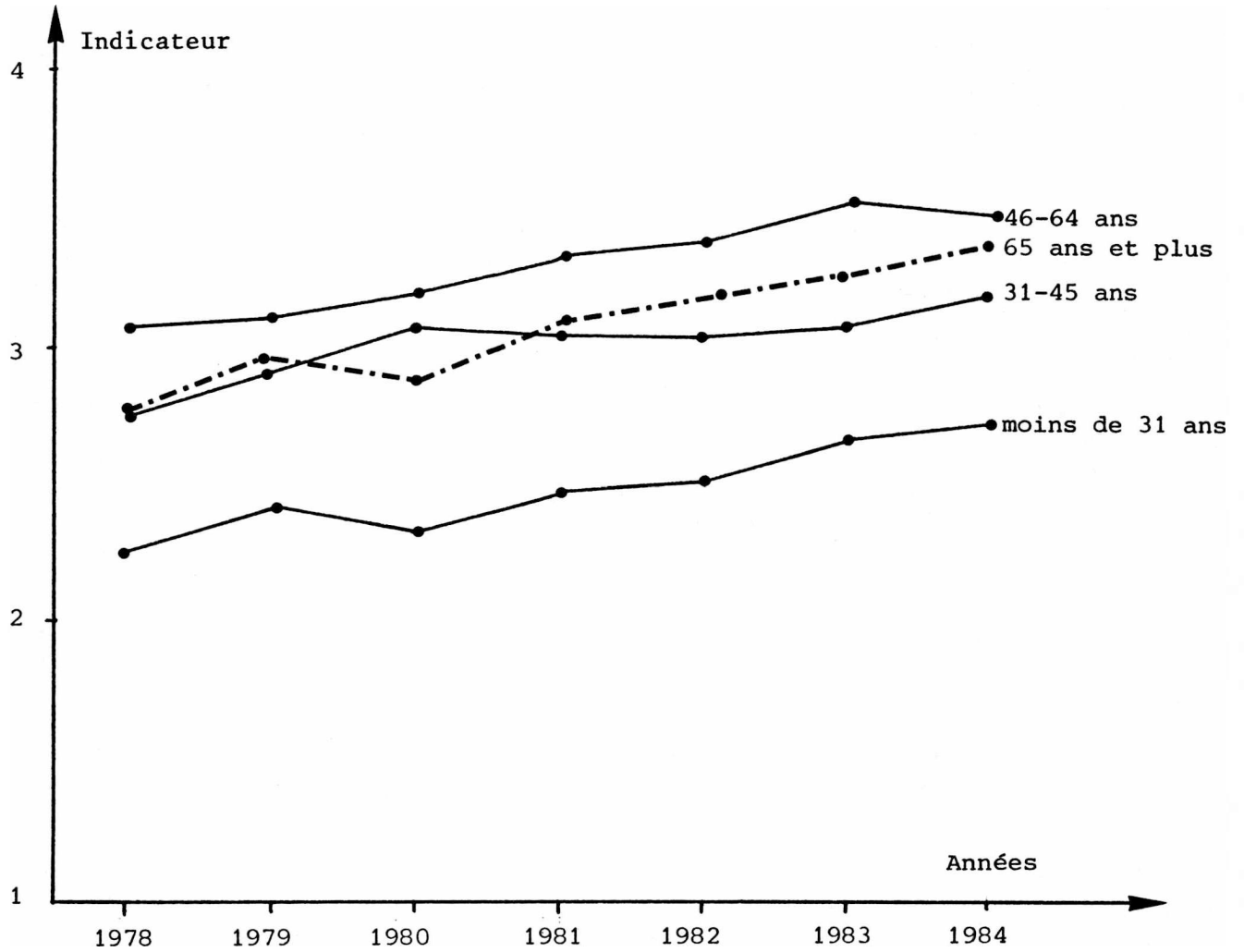
Le niveau de vie réel, responsable de disparités en coupe instantanée, semble presque contredire la dynamique de l'évolution du niveau de vie perçu.

Pour expliquer la dégradation de l'opinion, on peut, comme C.Fontaine (1985), évoquer "l'extrême sensibilité des Français à la baisse de leur pouvoir d'achat", que ne contredit effectivement pas l'achat d'équipements ou de biens planifié à l'avance ou s'inscrivant sur la lancée d'une croissance prolongée.

Ainsi, par exemple ,les taux de progression du pouvoir d'achat des salaires dans le secteur privé ont été successivement ,des années 81/80 aux années 84/83, de 1,8, 0,4, 0,2, -0,6 (INSEE ,1985). En fait ,ces taux ne sont eux aussi que des indicateurs d'une évolution générale de la situation économique qui est vraisemblablement appréhendée de façon plus intuitive et globale par les personnes interrogées .

- FIGURE 1-3 -

EVOLUTION DES "INDICATEURS"
de niveau de vie/équipement par classe d'âge



L'idée selon laquelle le niveau de l'opinion ressemble plus à un gradient, qu'à une mesure de niveau des phénomènes mérite d'être retenue: la tendance préoccupante prime sur la grandeur réelle.

La réponse aurait à la fois le caractère d'une prédiction et d'un avertissement: l'enquête-doléance se substitue à l'enquête-mesure.

On va maintenant montrer que, parallèlement au cadre socio-démographique et économique qui vient d'être évoqué, les réponses se situent également dans un contexte psycho-social spécifique.

Les opinions ou perceptions associées

Les personnes insatisfaites de l'évolution de leur niveau de vie au cours des dix dernières années marquent aussi leur insatisfaction vis-à-vis d'autres situations ou d'institutions diverses, dont certaines ont peu de rapport avec le contexte économique récent.

Dans la description résumée qui suit, une attitude ou opinion prêtée à une catégorie d'enquêtés ne signifiera pas que cette attitude ou opinion soit unanime, ni même majoritaire dans cette catégorie, mais simplement en proportion significativement élevée par rapport à la moyenne.

L'insatisfaction n'est pas, en général, limitée aux conditions de vie...

Les personnes les plus insatisfaites de leur conditions de vie ont souvent une attitude négative vis-à-vis de la science ("Les découvertes scientifiques n'améliorent pas du tout la vie.."), réticente vis à vis de la diffusion de l'informatique, (" La diffusion de l'informatique est une chose regrettable"), critique vis-à-vis du fonctionnement de la justice ("La justice fonctionne mal ou très mal"), de l'institution médicale (" on est mieux soigné si l'on a des relations et de l'argent.."). Elles sont inquiètes de l'éventualité d'agressions, d'accidents, du chômage. Elles estiment que la société a besoin de se transformer ,et préconisent plutôt des changements radicaux que des réformes progressives .

De façon plus personnelle, et cette fois-ci probablement en rapport assez direct avec le sentiment exprimé de détérioration des conditions de vie, elles sont insatisfaites de leur cadre de vie, sont gênées par des bruits, déclarent s'imposer des restrictions et considèrent leurs dépenses de logement comme une lourde ou une très lourde charge.

De façon encore plus personnelle, elles sont assez peu satisfaites de leur santé, et déclarent souvent avoir souffert, au cours des quatre dernières semaines, de maux de tête, d'insomnie, de nervosité, d'état dépressif , de mal au dos.

On insistera sur le fait que toutes ces caractérisations se font sur la base de critères de signification statistique ; ainsi, par exemple , la proportion de réponses "ça va mieux " parmi ceux qui estiment que la justice fonctionne mal est très significativement plus faible, compte tenu des effectifs mis en jeu , que la proportion moyenne de réponses "ça va mieux " dans l'ensemble de la population .

Les attitudes vis à vis du fonctionnement de la justice, qui sont remarquablement stables au cours du temps, permettent de départager, l'appréciation portée sur l'évolution du niveau de vie personnel . La justice est une institution relativement neutre vis à vis du niveau de vie, et la relation de dépendance observable a toute chance d'être imputable à une attitude générale, et non à une similitude de contenu des deux questions (Figure 1-4).

Le décalage des trajectoires exprime l'effet d'un *grief sociétal* qui vient probablement entacher l'appréciation sereine du niveau de vie personnel. On note que seule la trajectoire des personnes critiques vis à vis du fonctionnement de la justice est vraiment affectée par le contexte politique de l'année 1981. On peut avancer l'idée que *l'état de grâce* souvent évoqué a eu des effets assez différenciés : il n'y a pas eu diffusion uniforme d'optimisme , mais en quelque sorte rattrapage chez ceux qui ont de façon constante une attitude critique vis à vis de certaines institutions.

La Figure 1-5 décrit le décalage (mieux observable cette fois-ci sur les réponses "moins bien" que sur les réponses mieux) entre les personnes ayant déclaré avoir ou ne pas avoir souffert de nervosité au cours des quatre dernières semaines .

Des effets tout à fait analogues peuvent être imputés aux autres petites affections déjà citées (insomnies , maux de tête,...), et la Figure 1-6 nous montre que ces effets se cumulent chez les personnes qui déclarent avoir souffert simultanément de plusieurs des symptômes cités.

En abscisse de la Figure 1-6 se trouvent les "Nombres d'affections déclarées"; obtenus en sommant les réponses positives aux cinq items proposés, dont la liste figure dans la partie basse du graphique.

Contrairement à celles des graphiques précédents, ces courbes sont relatives à l'ensemble des années, les effectifs ne permettant pas d'obtenir une ventilation aussi détaillée des réponses annuelles .

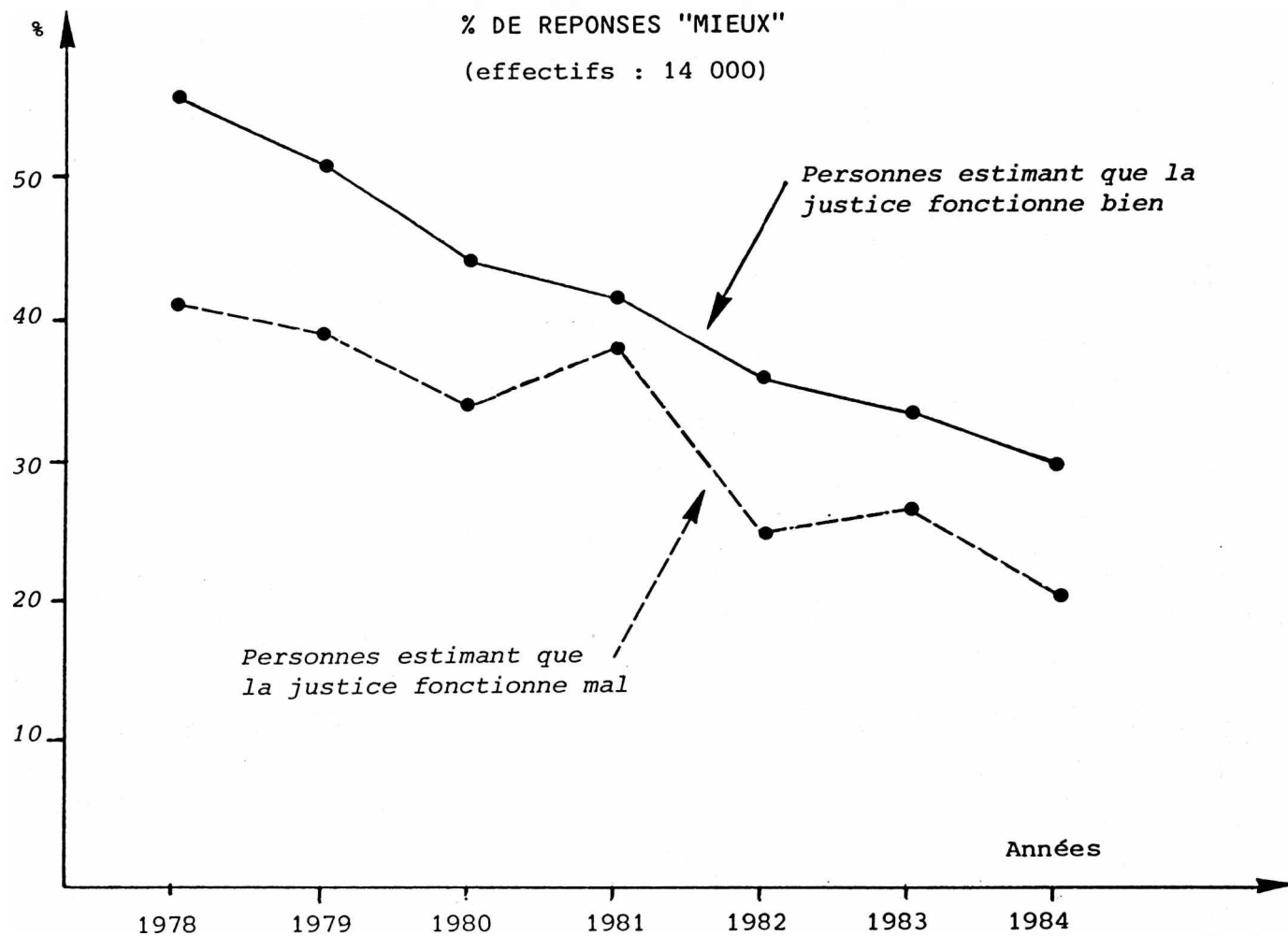
Les Figures 1-5 et 1-6 posent autant de problèmes de méthode que de problèmes d'interprétation.

La batterie de questions de "petite morbidité" , sans aucune ambition épidémiologique, est utilisée ici pour construire un indicateur d'insatisfaction personnelle, ou d'inadaptation à l'environnement socio-économique et physique .

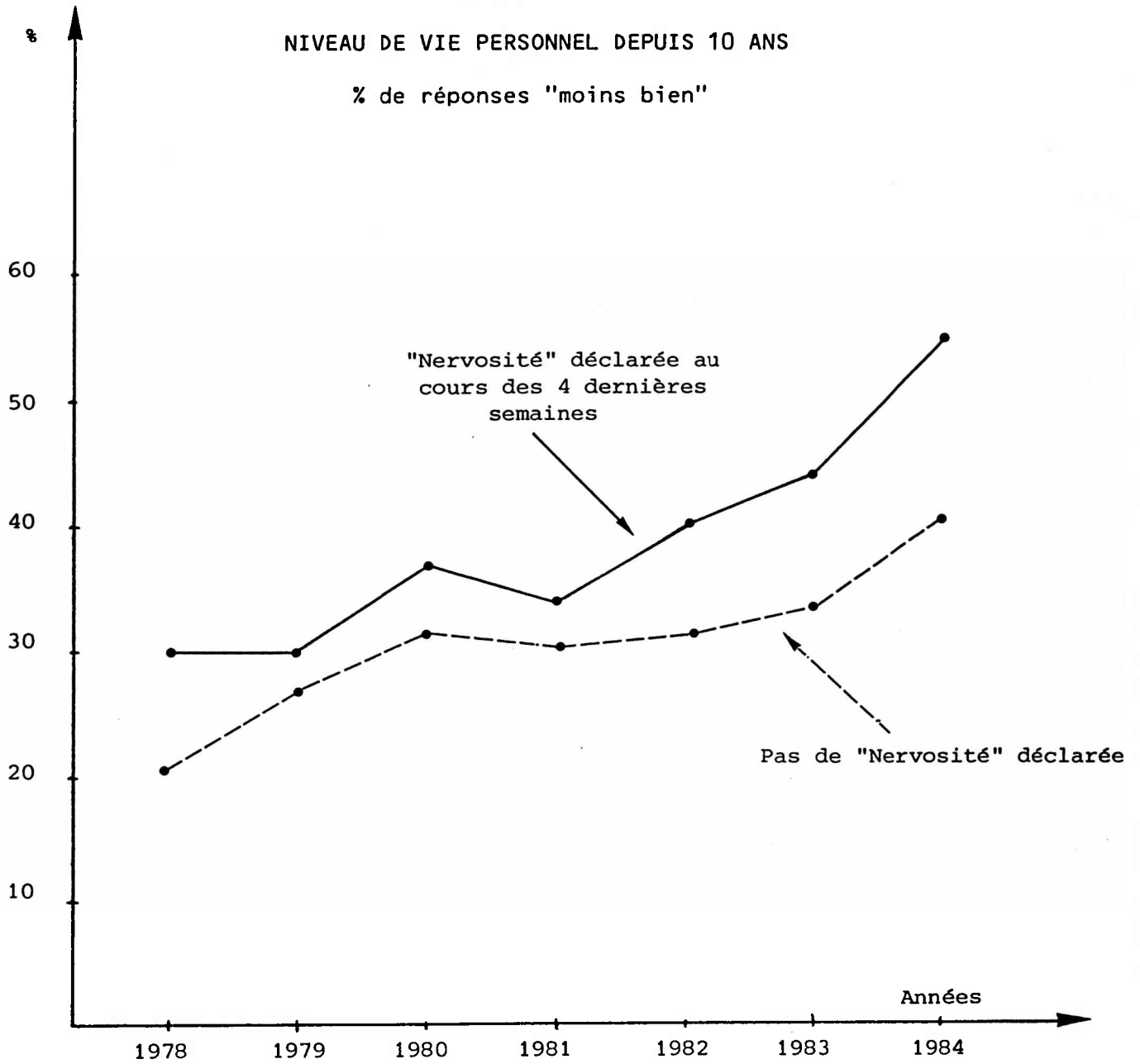
Si cet indicateur peut décrire les conséquences personnelles d'une situation objective précaire, qui conduit naturellement à une appréciation négative de l'évolution du niveau de vie, il peut décrire aussi une propension à la plainte ou à la récrimination, et donc être sensible à certains traits de caractère ou de personnalité. Il peut

- FIGURE 1-4 -

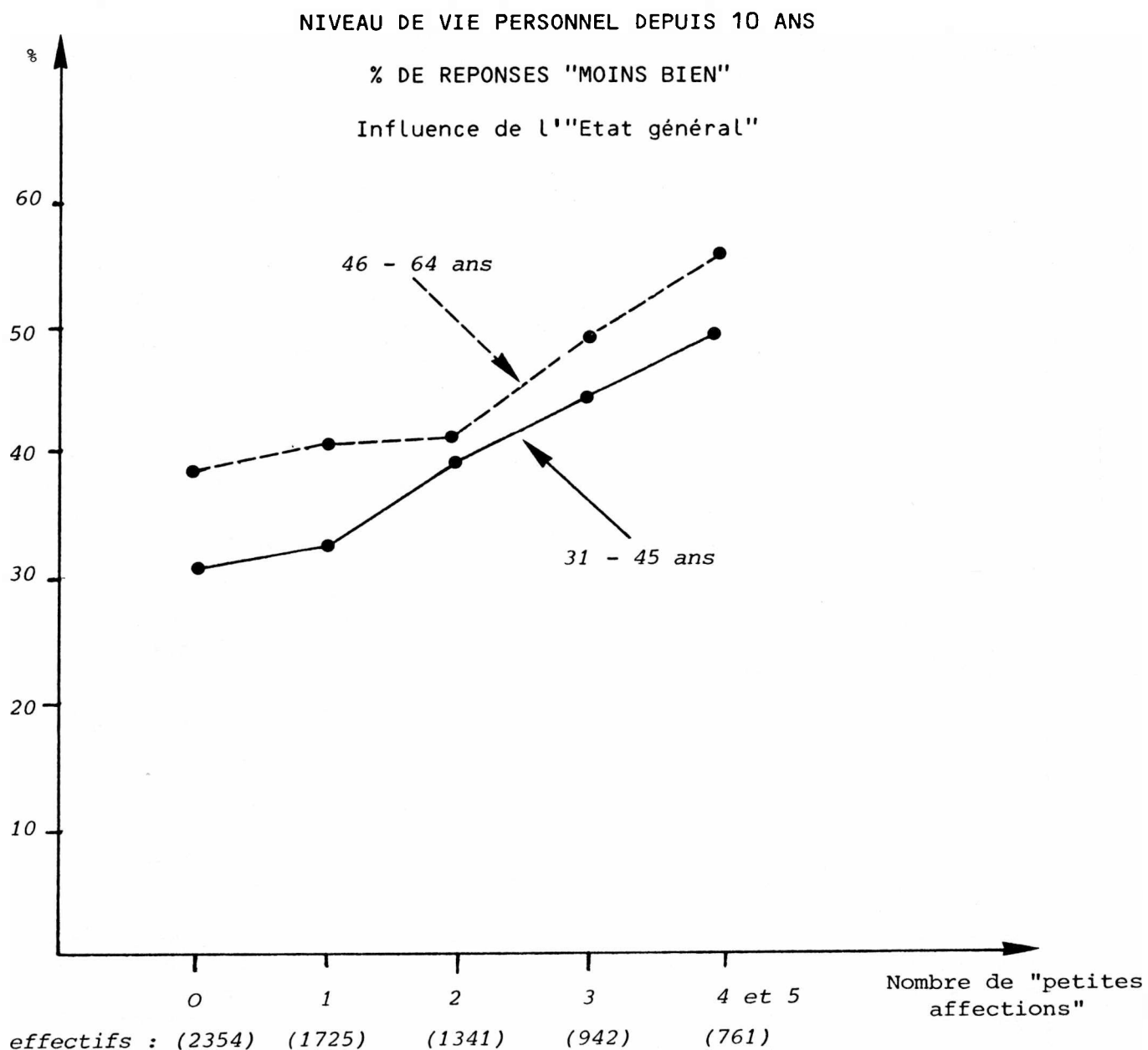
NIVEAU DE VIE PERSONNEL DEPUIS 10 ANS



- FIGURE 1-5 -



- FIGURE 1-6 -



En dehors des longues maladies ou infirmités, les gens souffrent de temps en temps d'affections courantes.

Avez-vous souffert au cours des quatre dernières semaines de ...?
(Citez un à un)

- Maux de tête, migraines
- Mal au dos
- Nervosité
- Etat dépressif
- Insomnies

Le nombre de petites affections porté en abscisse est obtenu en sommant les réponses positives aux cinq items ci-dessus.

encore mettre en évidence une certaine absence de réserve permise par les rôles sociaux, qui explique peut-être en partie les valeurs systématiquement plus élevées du nombre d'affections déclarées par les femmes, quel que soit l'âge (cf aussi Chapitre 4).

1.2 EVOLUTION DU NIVEAU DE VIE DES FRANCAIS

Comme cela a déjà été souligné, l'appréciation de l'évolution du niveau de vie de l'*ensemble des Français* a un caractère plus politique que celle du niveau de vie *personnel*, et l'on ne s'étonnera pas de voir l'année 1981 jouer un rôle plus marqué.

Qu'ils soient jeunes ou plus âgés, seuls, les Parisiens sont "secoués" par le changement de gouvernement de 1981, comme le montre assez bien la Figure 1-7, qui reprend les catégories de la Figure 1-1 distinguant de façon sommaire âge et région. On notera qu'après cette date, les écarts entre les catégories sont très réduits, ce qui traduit une grande convergence d'attitudes.

Une confrontation des Tableaux 1-1 et 1-2 ou des Figures 1-1 et 1-7 montre que les personnes interrogées sont beaucoup plus pessimistes pour l'*ensemble des Français* que pour elles-mêmes.

Un résultat inverse était observé par le Centre d'Etude des Revenus et des Coûts (CERC) en 1973, c'est à dire à l'issue d'une longue période de croissance. L'explication en général avancée est la suivante: en période de croissance, les personnes interrogées attendent les fruits de cette croissance, avec le sentiment d'être laissées pour compte.

En période de crise, elles ont le sentiment d'être privilégiées ou d'être localement à l'abri... (cf. Pleuvret, 1983; pour un recadrage utilisant d'autres sources statistiques, on pourra consulter Bertier, 1985). On verra également au Chapitre 7 que les réponses des Japonais en 1983 aux deux mêmes questions confirment ce point de vue: leurs appréciations -dans une période de croissance pour leur propre pays- font penser à celles des Français en 1973, c'est à dire avant la crise.

Satisfaits pour eux-mêmes, et insatisfaits pour les Français...

Ceux qui pensent que "ça va mieux" pour eux, et que "ça va moins bien" pour les Français (Un peu moins de 10% des personnes interrogées pour les dernières années) sont deux fois plus nombreux que ceux qui émettent l'opinion inverse. Ce sont à 66% des actifs, et à 62% des moins de 40 ans. Ils expriment des opinions "modernistes" sur la famille, le travail des femmes, le mariage, des opinions critiques sur la justice, et préconisent des changements profonds de la société. Ce sont effectivement des personnes favorisées mais préoccupées: bien qu'aucun membre de leur foyer soit menacé de chômage, elles pensent que le

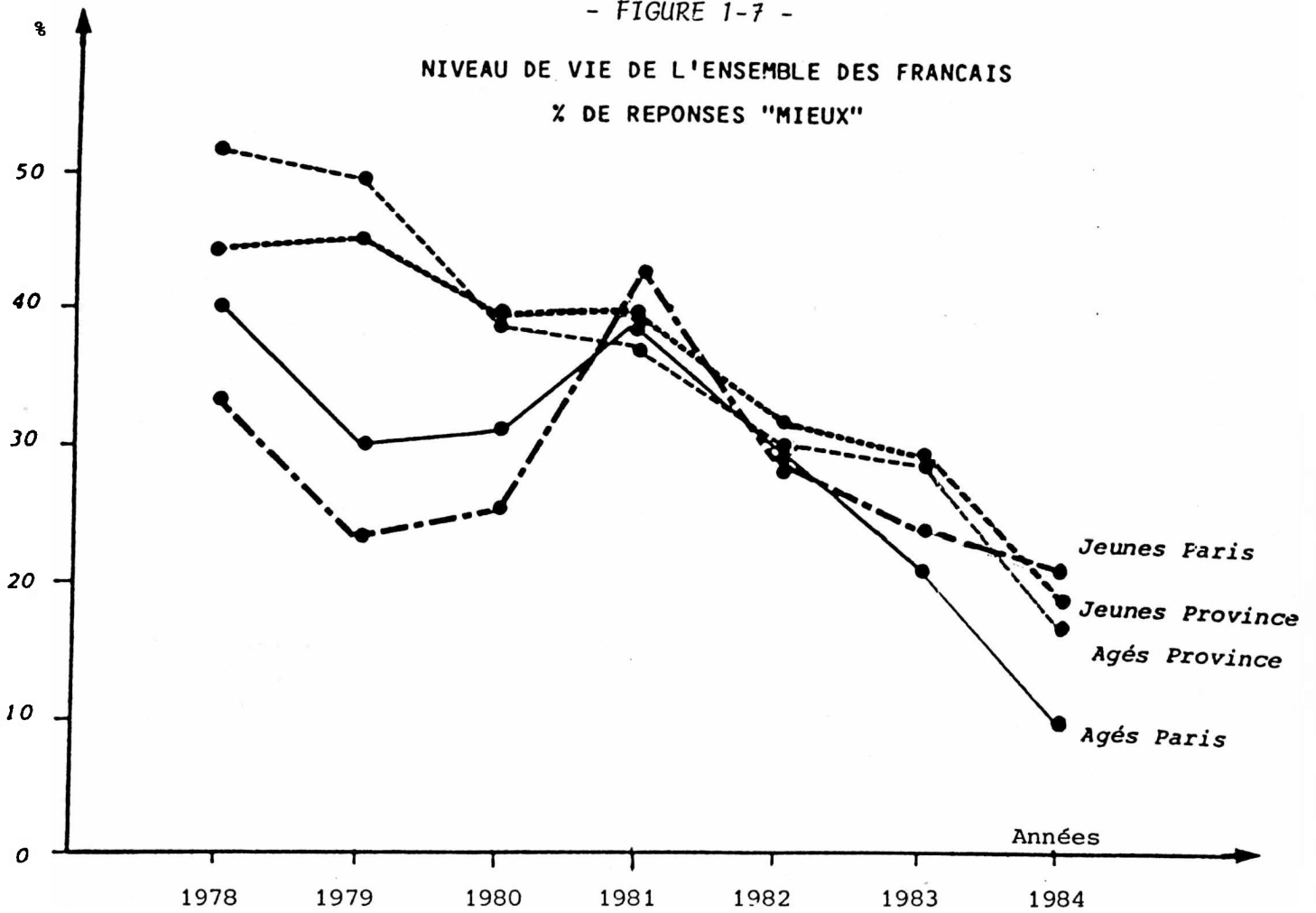
TABLEAU N° 1 - 2
Evolution du niveau de vie des Français

En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années... ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%	%	%
Ça va mieux	46,7	44,5	37,3	38,6	30,6	27,2	16,7
C'est pareil	17,3	16,4	16,5	17,5	21,1	19,3	13,7
Ça va moins bien	28,3	32,1	39,6	37,7	43,9	47,7	65,3
Ne sait pas	7,7	7,0	6,6	6,2	4,3	5,8	4,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

- FIGURE 1-7 -

NIVEAU DE VIE DE L'ENSEMBLE DES FRANCAIS
% DE REPONSES "MIEUX"



nombre de chômeurs va augmenter, se déclarent inquiètes de cette éventualité.

..ou Satisfaits pour les Français, et insatisfaits pour eux-mêmes

Inversement, ceux qui pensent que "ça va moins bien" pour eux et que "ça va mieux " pour les Français sont pour près des deux tiers des provinciaux de plus de 40 ans, souvent des retraités ou des professions indépendantes, se déclarant peu ou pas du tout inquiets du chômage. On trouve souvent dans cette catégories des revenus très bas avec cependant des éléments de patrimoine importants .

Malgré les différences qui viennent d'être soulignées, dont on doit rappeler qu'elles concernent des catégories assez marginales (la dernière combinaison de réponses étudiée, c'est à dire ceux qui sont insatisfaits pour eux et satisfaits pour les Français, concerne moins de 4% des répondants sur l'ensemble des quatre dernières années d'enquête), les comportements des deux questions vis à vis des caractéristiques objectives et des associations d'opinions restent très voisins.

Effets simultanés de l'âge et du niveau de vie

L'âge et le niveau de vie objectif se cumulent pour influencer l'appréciation de l'évolution du niveau de vie, avec cependant des amplitudes fort différentes selon qu'il s'agit du niveau de vie personnel ou de celui de l'ensemble des Français (Figure 1-8).

En dessous de 65 ans, qu'il s'agisse du niveau de vie personnel ou de celui des Français, l'insatisfaction augmente avec l'âge, et diminue avec le taux d'équipement. Les deux effets, mesurés respectivement par le décalage des courbes et les pentes de ces courbes sont beaucoup plus importants dans le cas du niveau de vie personnel, ce qui est rassurant, mais aussi intéressant.

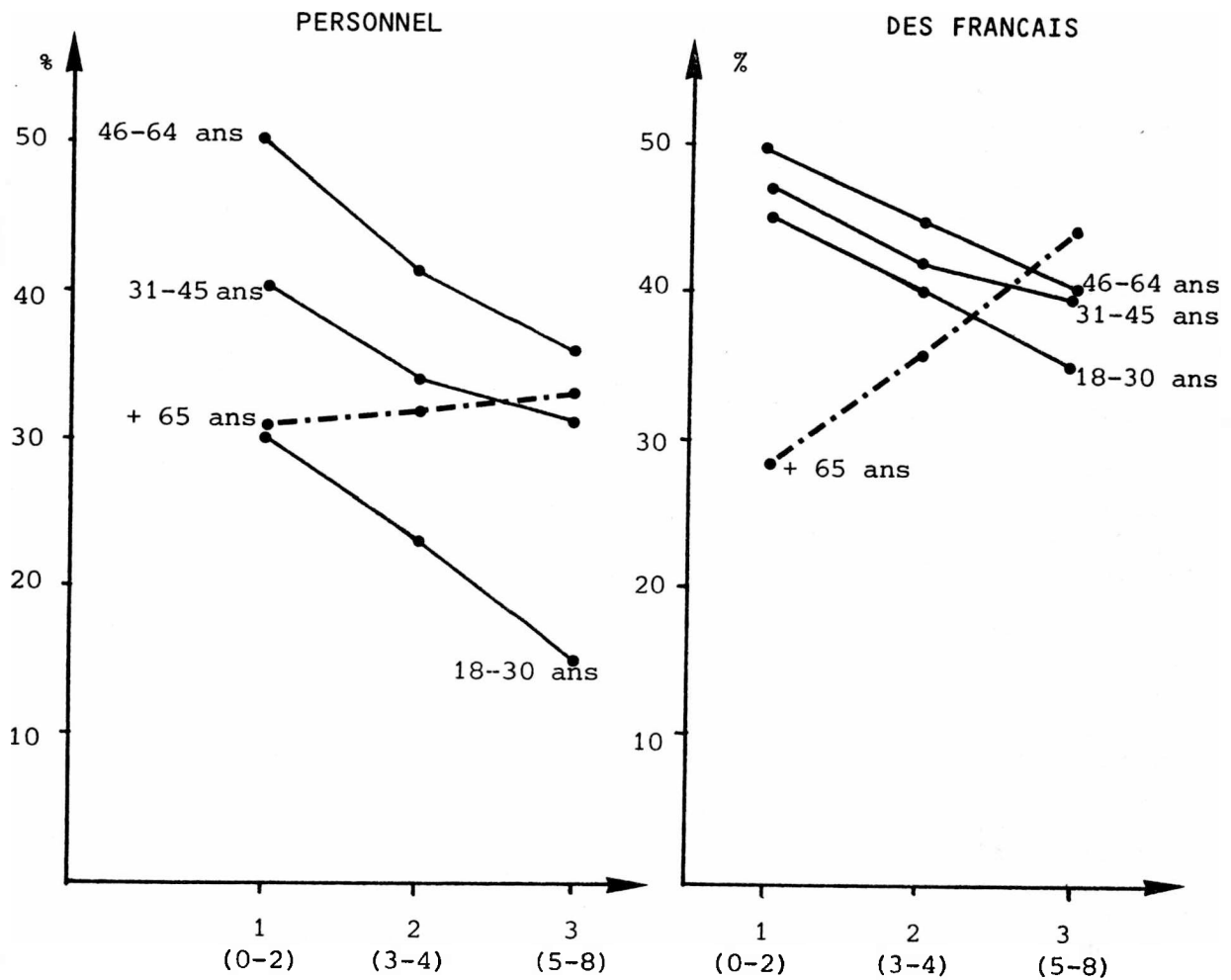
Les situations personnelles sont variées ,et l'on ne s'étonne pas de voir un éventail de réponses assez large selon l'âge et le niveau de vie. Au contraire, le niveau de vie de l'ensemble des Français est un phénomène unique, sur lequel les points de vue doivent davantage converger; Mais les "lieux d'observation" de ce phénomène unique sont divers, et la structure des réponses reflète la structure des points de vue : ceci explique pourquoi le graphique de droite de la Figure 1-8 est une image (contractée) du graphique de gauche

L'étrange attitude des personnes âgées...

On aura remarqué le comportement étonnamment spécifique de la classe d'âge "plus de 65 ans", dont la pente et le niveau général ne correspondent pas aux tendances observées.

Le Tableau 1-3 va donner quelques éléments d'explication de cette apparente anomalie. La prise en compte du niveau de vie va en effet opérer sur cette classe d'âge des clivages socio-économiques importants.

- FIGURE 1-8 -
 EVOLUTION DU NIVEAU DE VIE ...
 (% de réponses "moins bien")



En abscisse pour chacun des deux graphiques :
Indicateur de niveau de vie/équipement

TABLEAU N° 1 - 3

Réponses et caractéristiques des personnes de plus de 65 ans
à propos du niveau de vie des Français en fonction du niveau de vie réel

Réponses	Niveau de vie/équipement		
	0 - 2	3 - 4	5 - 6 - 7 - 8
% moins bien	28	36	44
% c'est pareil	21	18	13
% ne sait pas	11	7	6
Caractéristiques			
% femmes	65	60	53
% veuves	39	34	23
% aucun diplôme ou C.E.P.	93	86	61

Les colonnes de ce tableau correspondent à trois classes d'équipements ou éléments de patrimoine (cf la liste figurant dans la légende de la Figure 2)

Les trois premières lignes donnent les pourcentages de réponses neutres ou pessimistes à la question relative au niveau de vie des Français.

On peut noter la décroissance des pourcentages de réponses "ne sait pas" ou "c'est pareil", réponses qui sont caractéristiques des femmes âgées peu instruites.

On observe précisément (trois dernières lignes) la décroissance des proportions de femmes, de veuves, de personnes peu instruites lorsque le niveau de vie de cette classe d'âge augmente.

Lorsque le niveau de vie tel qu'il est mesuré par notre indicateur augmente, la proportion de femmes décroît de 65% à 53%, et, plus spécifiquement, la proportion de veuves décroît de 39% à 23%; dans le même temps, la proportion de personnes dont le niveau d'instruction générale ne dépasse pas le CEP diminue également de 93% à 61%.

Il est par ailleurs bien connu que les catégories précitées fournissent, pour la classe d'âge à l'étude, le gros contingent des réponses du type "ne sait pas" ou des réponses neutres ou hésitantes impliquant une non-participation de la personne interrogée, ou au moins une non-implication (cf par exemple dans le domaine politique: Michelat et alii, 1985).

On peut vérifier ce fait ici, puisque les réponses "c'est pareil" passent de 21% à 13%, et les réponses "ne sait pas" de 11% à 6% .

C'est donc une différenciation de l'expression plus que de la satisfaction des personnes de plus de 65 ans qui caractérise ici les différentes catégories de niveau de vie.

Leur niveau de satisfaction moyen (38% de réponses "ça va mieux") reste cependant supérieur à la moyenne générale (34%), mais il s'agit là d'un fait souvent observé: A l'exception de la satisfaction concernant le niveau de santé, les satisfactions exprimées par les personnes âgées sont en général supérieures à la moyenne (cf. par exemple: Campbell et alii, 1976).

Qui sont les "insatisfaits" en 1978, puis en 1984 ?

L'ensemble des personnes répondant "ça va moins bien" augmente considérablement de 1978 à 1984; cet ensemble est donc nécessairement de moins en moins typé, de plus en plus proche de la population moyenne. Pour travailler sur des chiffres suffisamment importants, on regroupera d'une part les années 1978 et 1979, d'autre part les années 1983 et 1984.

Entre ces deux groupes d'années, le pourcentage de réponses "ça va moins bien" croît de 26 à 43% pour le niveau de vie personnel, et de 30 à 56% pour le niveau de vie des Français .

Prenons pour fixer les idées le cas du niveau de vie des Français, tout en sachant que les conclusions sont similaires pour le niveau de vie personnel. Les réponses "ça va moins bien" étaient souvent en début de période le fait de parisiens, alors qu'elles émanent plutôt de provinciaux (avec sur-représentation de la région Nord) en fin de période. Les ouvriers étaient également plus nombreux à donner ces réponses en 78/79 (26%) qu'en 83/84 (20%).

Mais ce sont surtout les autres opinions exprimées qui différencient les "insatisfaits" des deux périodes. Disons que *les insatisfaits de 78/79 sont plus critiques et "radicaux" que leurs homologues de 83/84*. Parmi ces derniers, le pourcentage de personnes estimant que la justice fonctionne très mal passe de 38 à 29%, les partisans de changements radicaux de la société de 35 à 26% .

On peut résumer un peu sommairement cette tendance générale en disant que les mécontents de la situation économique sont de moins en moins des mécontents systématiques .

...et la population des "satisfaits" ?

Le pourcentage de personnes qui se disent satisfaites décroît pour les mêmes périodes, de 45 à 28% pour le niveau de vie personnel, et de 46 à 22% pour le niveau de vie des Français. Dans les deux cas, le niveau d'instruction moyen des personnes satisfaites augmente et leur âge diminue. Ce sont surtout des provinciaux, des ruraux même, et des personnes peu diplômées qui ont déserté les rangs des satisfaits, qu'il s'agisse de leur propre niveau de vie ou de celui de leurs compatriotes.

On verra au paragraphe suivant que ce même renversement de l'attitude des personnes dont le niveau d'instruction est modeste s'observe pour les conditions de vie dans un futur proche. On observera également d'autres divergences d'évolutions assez nettes entre personnes instruites et peu instruites à propos du progrès scientifique, de la diffusion de l'informatique (Chapitre 3), mais aussi de l'image de la justice (Chapitre 6).

1.3 LES CONDITIONS DE VIE DANS LES 5 ANNEES A VENIR

L'appréciation portée sur une éventuelle amélioration des conditions de vie dans les cinq années à venir donne lieu à une dispersion beaucoup plus large (il s'agit encore de conditions de vie personnelles), où l'année 1981 a cette fois un impact unanime, y compris chez les provinciaux (Tableau 1-4, Figure 1-9).

Les pourcentages de réponses " vont s'améliorer" traduisent une dégradation assez faible, avant, puis après 1981.

Une question impliquant une certaine vision de l'avenir est évidemment plus sensible à la conjoncture politique qu'un bilan des années passées ; elle accusera aussi une dépendance assez forte de l'âge de la personne interrogée, puisqu'il s'agit de ses conditions de vie personnelles.

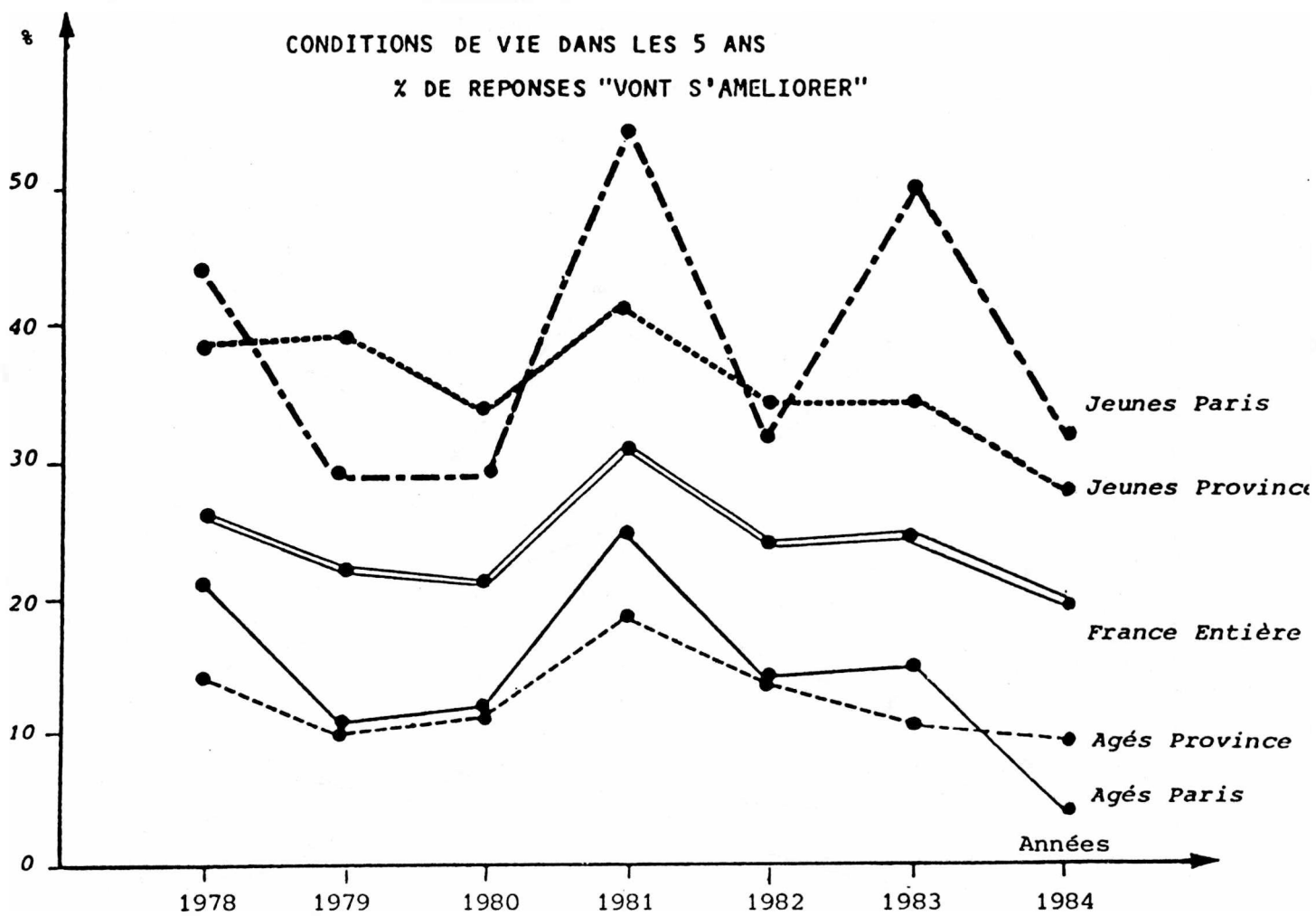
La Figure 1-10, plus encore que la Figure 1-9 qui ne distinguait que les plus ou les moins de 40 ans, montre l'optimisme relatif des classes très jeunes. Ces dernières considèrent probablement les effets de la crise comme secondaires par rapport à leurs possibilités de promotion ou d'accumulation de biens ou d'équipements, même dans une conjoncture difficile.

TABLEAU N° 1 - 4
Evolution des conditions de vie (futur proche)

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer au cours des cinq prochaines années... ?

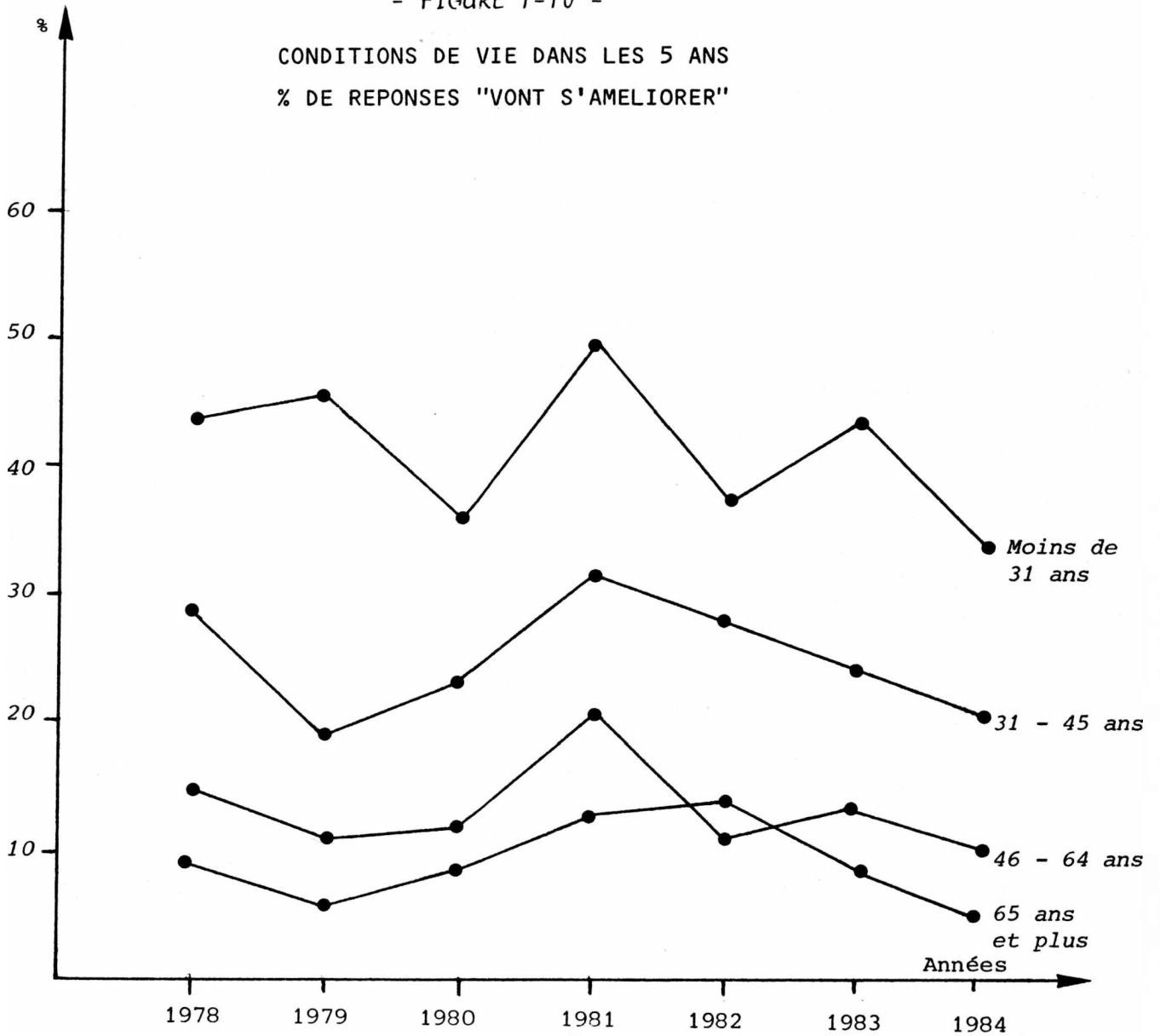
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%	%	%
Vont s'améliorer	25,9	22,4	21,1	30,7	23,8	24,0	18,7
Vont rester semblables	32,1	35,2	31,0	29,5	31,0	28,0	32,8
Vont se détériorer	29,9	33,7	38,2	28,8	37,8	40,1	39,7
Ne sait pas	12,1	8,7	9,7	10,9	7,4	7,9	8,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

- FIGURE 1-9 -



- FIGURE 1-10 -

CONDITIONS DE VIE DANS LES 5 ANS
% DE REPONSES "VONT S'AMELIORER"



L'appréciation des conditions de vie à venir n'est pas indépendante de celle des conditions de vie passées

Ainsi, pour les années 83/84, 21% des Français pensent que leurs conditions de vie vont s'améliorer; ce pourcentage croît de 11 points si l'on se restreint à la sous-population des Français estimant que leurs conditions de vie passées se sont améliorées.

Mais maintenant qu'il s'agit du futur et non du passé, il semble que le revenu ou le niveau de vie réel jouent un rôle différent, voire inverse.

Le Tableau 1-5 présente, pour la classe d'âge 31-45 ans, les revenus moyens globaux des foyers pour chaque combinaison de réponses aux deux questions concernant le passé et l'avenir. Comme on l'a déjà mentionné, le passé est d'autant plus apprécié que le revenu actuel est élevé, mais pour chaque réponse concernant le passé (colonnes du Tableau 1-5), on constate que le pessimisme croît au contraire avec le revenu moyen.

Le revenu maximum (12405 F) correspond aux réponses "ça va mieux" pour le passé et "vont se détériorer" pour le futur.

Le revenu minimum (8129F) correspond aux réponses "ça va moins bien" pour le passé, et "vont s'améliorer" pour le futur.

Schématiquement, on peut dire que, pour une même appréciation de la situation passée, les personnes défavorisées craignent moins de voir baisser leur niveau de vie que les personnes aisées.

Globalement, cela est beaucoup moins net, en particulier parce que les pessimistes sont beaucoup plus nombreux parmi ceux qui sont insatisfaits du passé, bien qu'ils soient encore les plus riches parmi les plus démunis... (cf la colonne "moins bien" du Tableau 1-5)

L'optimisme relatif de certaines catégories défavorisées, comme les chômeurs (34% de "vont s'améliorer" contre 20% en moyenne en 1984), permet de conforter l'interprétation précédente.

Les plus pessimistes sont maintenant les moins diplômés

Bien que la dégradation de l'opinion soit beaucoup moins marquée que dans le cas des niveaux de vie passés, on observe un changement assez net dans la répartition des réponses selon le niveau d'instruction général. Les personnes dont le niveau d'instruction ne dépasse pas l'enseignement primaire occupent la position la moins pessimiste en 1978 et la plus pessimiste en 1984 (Figure 1-11). Précisons que l'âge moyen de cette catégorie ne se modifie pas pendant la période considérée, pour écarter toute interprétation à partir de l'important effet d'âge déjà signalé. Ceci vient nuancer le résultat selon lequel ceux qui s'attendent à une détérioration de leur niveau de vie seraient plutôt plus aisés que la moyenne. Ceci sera probablement de moins en moins vrai, car visiblement les personnes les plus vulnérables vis à vis de l'emploi viennent grossir le groupe des angoissés.

TABLEAU N° 1 - 5

Revenu mensuel moyen pour diverses appréciations du passé et du futur
(en francs 1984, classe d'âge 31-45 ans, effectifs = 2994)

Conditions de vie dans les 5 années à venir	Evolution du niveau de vie personnel depuis 10 ans			
	Mieux	Pareil	Moins bien	Ensemble
"vont s'améliorer"	10 801 (438)	8 631 (123)	8 129 (206)	9 736
"vont rester semblables"	11 849 (435)	9 217 (216)	8 659 (203)	10 429
"vont se détériorer"	12 402 (347)	9 712 (215)	9 075 (588)	10 203
Ensemble (y.c. "ne sait pas")	11 549	9 285	8 652	10 042

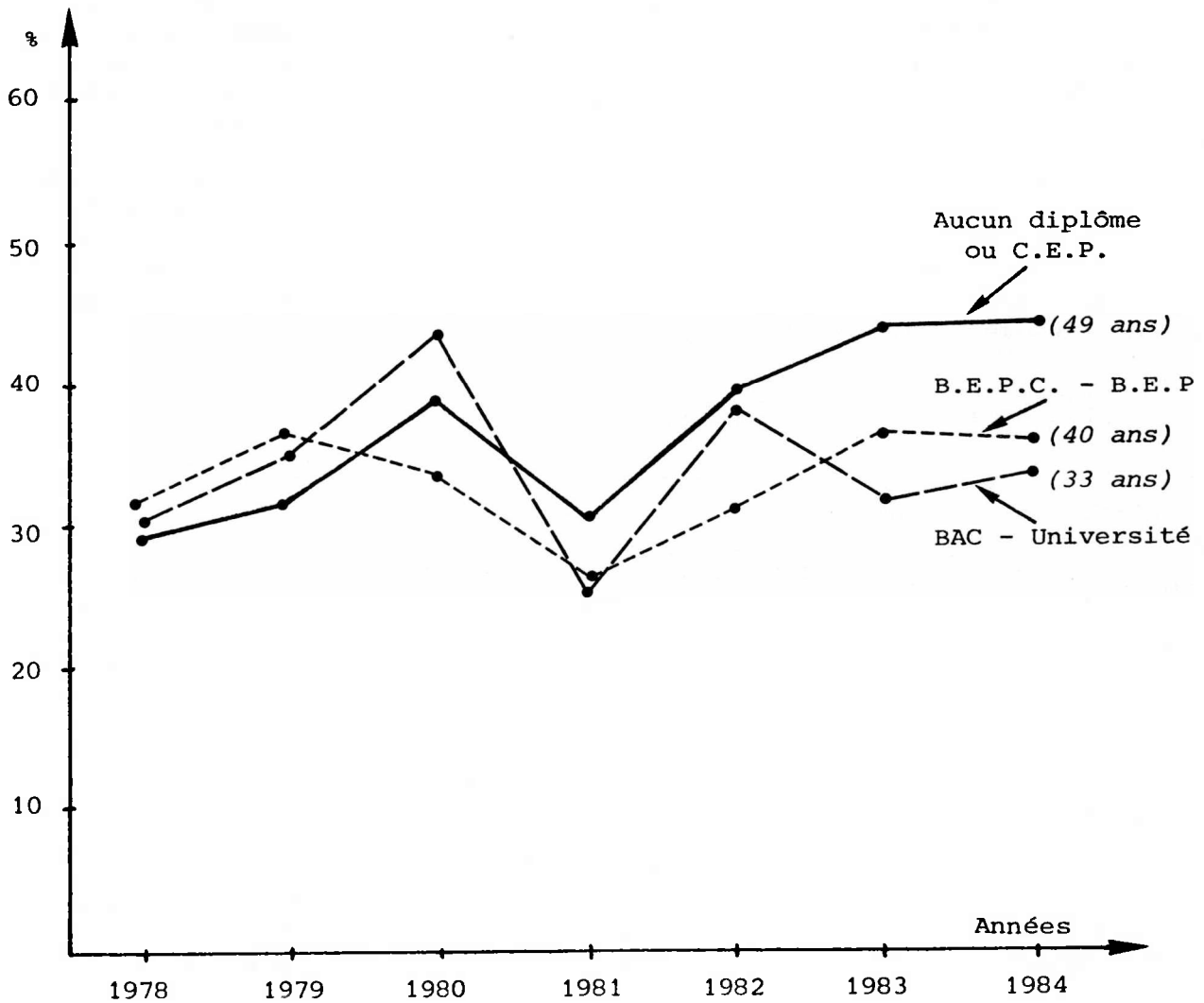
On note que pour chaque classe d'appréciation du niveau de vie passé (c'est à dire pour chaque colonne du tableau), le revenu mensuel moyen croît avec le degré de pessimisme (de la première à la troisième ligne).

Cette relation n'est pas observée sur la colonne "ensemble" en raison du poids élevé des pessimistes (personnes ayant répondu simultanément "moins bien" pour le passé, et "vont se détériorer pour les cinq années à venir).

- FIGURE 1-11 -

CONDITIONS DE VIE DANS LES 5 ANNEES A VENIR
 % de réponses "vont se détériorer"

L'inquiétude croissante des personnes faiblement diplômées



1.4 LES RESTRICTIONS, LES TENSIONS BUDGETAIRES.

-Êtes vous obligé vous (ou votre foyer) de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget?

Cette question ne concerne plus le passé ou le futur proche, mais le présent, la vie quotidienne.

Les réponses positives à cette question gagnent plus de 10 points en 7 ans, sans que l'on puisse relever un relâchement de tension en automne 1981 (Tableau 1-6). Le pourcentage de réponses "oui" est même maximal en 1981, qui est pourtant une année de trêve pour les réponses pessimistes.

Il est possible que cette indépendance vis à vis des péripéties de la scène politique soit à mettre au compte du caractère très personnel, presque "terre à terre", de la question sur les restrictions.

Le Tableau 1-7 ne concerne que les personnes qui ont déclaré s'imposer régulièrement des restrictions: il met en évidence la façon dont ces restrictions se modulent suivant les principaux grands postes de la consommation. Les dix postes proposés sont classés par ordre d'importance pour la dernière année, mais, comme on peut le constater, le classement est très peu modifié au cours du temps.

Les postes "Vacances et Loisirs" et "Habillement" sont toujours nettement en tête, et dans cet ordre.

Puis, à peu près dix points plus bas, vient, isolé, le poste "Achat d'Équipement Ménager".

Assez remarquablement similaires, et quelques fois concurrents pour la quatrième place, on trouve les postes "Voiture" et "Soins de Beauté".

Beaucoup plus bas, pour certaines années à plus de 20 points d'écart du groupe précédent, viennent L'"Alimentation", le "Logement", le poste "Boissons et Tabac".

Enfin, toujours en queue de classement, les "Dépenses pour les Enfants", les "Soins Médicaux".

Naturellement, ce classement n'est pas identique pour toutes les catégories de Français. On va précisément étudier comment se modulent le niveau général et la structure par poste des restrictions en fonction des ressources et du niveau de vie réel des personnes interrogées.

Qui a le sentiment de se restreindre ?

Le premier facteur a priori susceptible d'expliquer la tension budgétaire semble être le revenu.

La Figure 12-1 montre effectivement, en début et en fin de période, que le pourcentage des personnes qui déclarent se restreindre décroît

TABLEAU N° 1 - 6

Gestion du budget, restrictions

Etes-vous obligé vous (ou votre foyer) de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%	%	%
Oui	52,4	52,4	59,3	65,7	64,1	62,2	65,0
Non	47,6	47,6	40,7	34,3	35,9	37,8	35,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

TABLEAU N° 1 - 7

Restrictions par postes

Ces restrictions concernent les postes suivants :
(population ayant répondu se restreindre sur ces postes).

Restrictions sur...	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%	%	%
Vacances et loisirs	72,9	72,3	71,6	77,5	80,0	79,3	79,2
Habillement	67,3	64,6	66,4	65,0	71,4	74,8	76,6
Achat d'équipement ménager	57,6	49,6	53,5	58,7	62,1	63,7	65,8
Voiture	42,3	39,1	52,1	51,3	55,3	52,9	54,5
Soins de beauté	45,2	38,5	41,1	49,5	50,9	54,7	55,4
Alimentation	20,0	25,1	27,1	25,6	26,6	29,5	26,8
Logement	26,9	21,2	26,8	28,8	32,0	34,5	32,1
Boisson et tabac	24,2	20,6	21,6	28,9	30,6	31,7	28,8
Dépenses pour les enfants (*)	5,0	15,4	18,2	20,0	21,6	22,8	21,9
Soins médicaux	6,4	7,6	8,4	8,9	8,9	10,1	8,9

(*) En 1978 l'item était libellé ainsi : "Education des enfants".

assez régulièrement lorsque le revenu global du foyer (y compris prestations familiales) augmente.

On note toutefois que ce pourcentage ne descend jamais en dessous de 40%.

On note également que pour chaque classe de revenu actualisé, le pourcentage en fin de période est supérieur à son homologue de début de période.

Le phénomène d'augmentation des tensions budgétaires au cours du temps n'est donc pas explicable à partir des seuls revenus. Comme dans le cas des appréciations du niveau de vie, des variables éclairantes en coupes instantanées peuvent être tout à fait inopérantes pour apprécier la dynamique de l'évolution d'un phénomène.

Les trois classes de niveau de vie objectif utilisées aux paragraphes précédents mettent en évidence des variations de pourcentages analogues: ces pourcentages sont de plus systématiquement plus élevés pour les femmes.

En moyenne pour les sept années d'observation, le pourcentage des hommes déclarant s'imposer des restrictions est de 56%. Il vaut 65% pour la classe 1 des personnes à niveau de vie modeste, et décroît jusqu'à 37% pour la classe 3 correspondant à un niveau de vie élevé .

Pendant la même période, le pourcentage des femmes qui disent se restreindre atteint 63%, avec 72% pour la classe de niveau de vie modeste, et 47% pour celle dont le niveau de vie est élevé.

Les femmes déclarent donc plus fréquemment s'imposer des restrictions, quel que soit le niveau de vie du ménage concerné.

Comme dans le cas de la petite morbidité (petites affections du type : maux de tête, mal au dos, etc..) cette différence entre sexes peut s'expliquer par des situations objectives différentes, par des vécus différents de situations similaires, ou encore par le fait que l'expression (ici l'aveu de restrictions) est plus libre parce que socialement plus permise. Dans le cas des restrictions, on peut de plus penser à l'influence d'un éventuel partage des rôles dans la gestion du budget des familles.

Après le niveau de vie, le sexe, un troisième facteur joue un rôle important dans les déclarations de restrictions budgétaires: le nombre d'enfants.

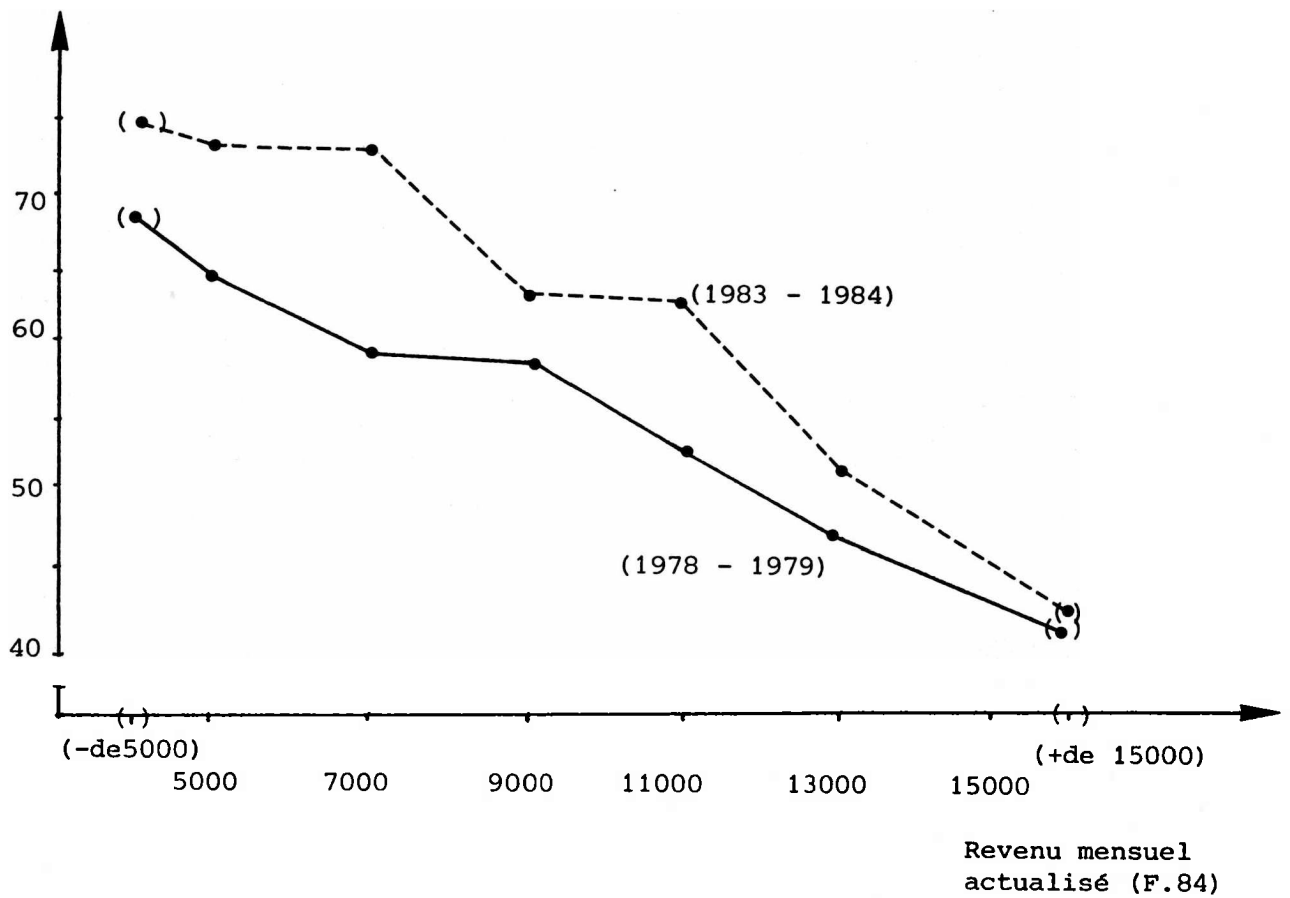
Toujours sur l'ensemble de la période, le pourcentage de personnes déclarant s'imposer des restrictions croît régulièrement en fonction du nombre d'enfants de moins de 20 ans vivant au foyer.

Il vaut en moyenne 55% pour ceux qui n'ont aucun enfant, 68% pour ceux qui ont un ou deux enfants, 71% pour trois enfants, et dépasse 78% pour ceux qui ont quatre enfants ou plus.

En fait, les effets de ces trois facteurs (niveau de vie, sexe, nombre d'enfants) se cumulent (Figure 1-13):

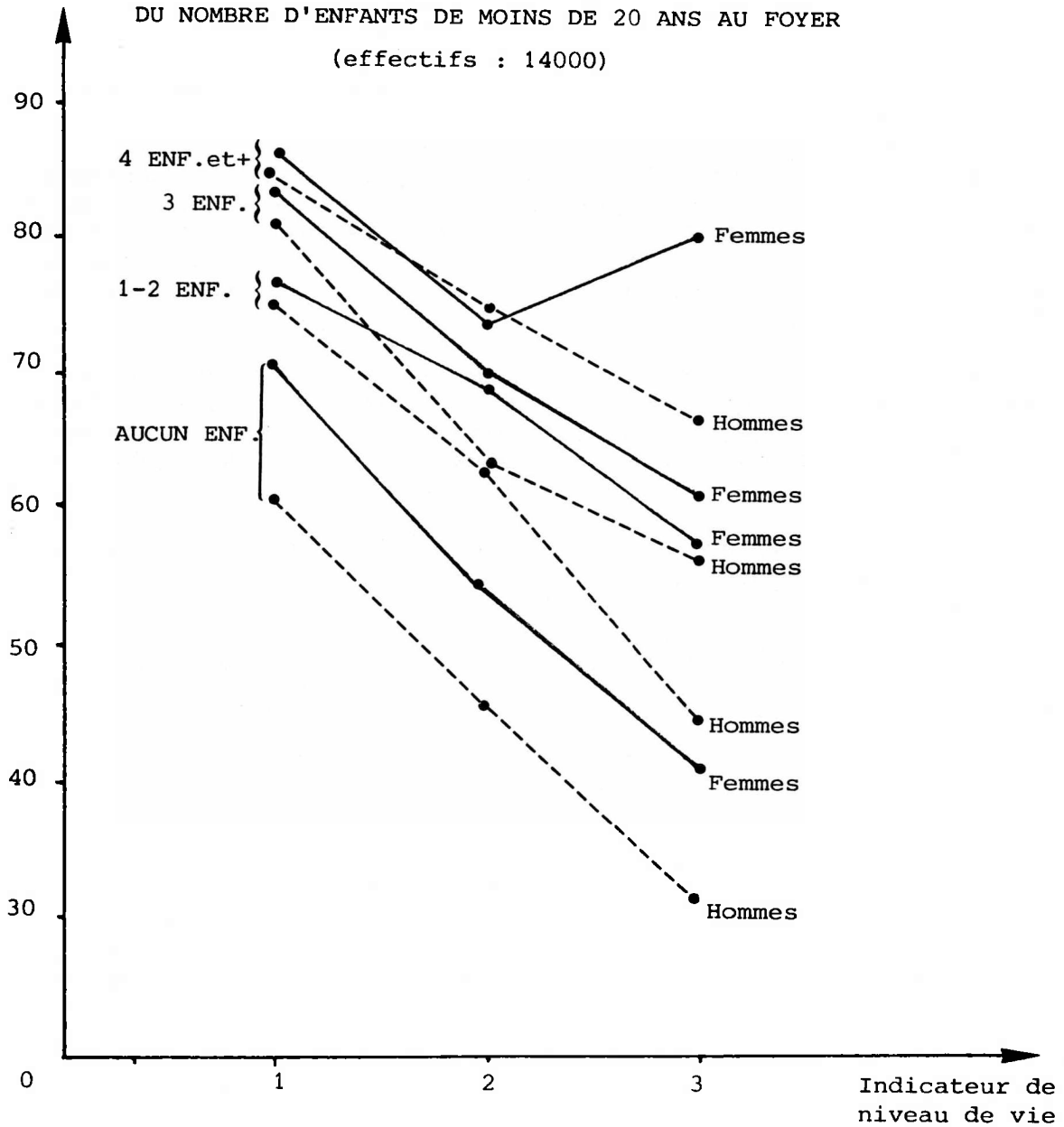
- FIGURE 1-12 -

POURCENTAGE DE PERSONNES DECLARANT S'IMPOSER REGULIEREMENT
DES RESTRICTIONS, EN FONCTION DU REVENU GLOBAL DU FOYER



- FIGURE 1-13 -

POURCENTAGE DE PERSONNES S'IMPOSANT DES RESTRICTIONS
 EN FONCTION
 DU SEXE, DU NIVEAU DE VIE,
 DU NOMBRE D'ENFANTS DE MOINS DE 20 ANS AU FOYER
 (effectifs : 14000)



Quel que soit le niveau de vie et le nombre d'enfants à charge, les femmes disent se restreindre plus souvent que les hommes.

Un point seulement fait exception à la règle, celui des familles de 4 enfants dont le niveau de vie est intermédiaire. L'écart n'est cependant pas significatif compte tenu des effectifs mis en jeu.

Quel que soit le sexe et le niveau de vie, les restrictions déclarées augmentent avec le nombre d'enfants.

Quel que soit le sexe et le nombre d'enfants, ces restrictions diminuent lorsque le niveau de vie augmente

La seule exception visible sur la Figure 1-13, qui concerne les familles avec au moins quatre enfants de moins de vingt ans au foyer appartenant à la classe de niveau de vie élevé est surtout l'indice d'une information insuffisante. Il n'y a en effet que 13 hommes et 14 femmes correspondant à cette situation sur les 14000 personnes de l'échantillon global pris en compte ici.

Ce *déploiement* régulier d'une mesure de perception (le sentiment de se restreindre régulièrement) en fonction de caractéristiques de situations (sexe, nombre d'enfants, niveau de vie) met en évidence, d'un point de vue méthodologique, la cohérence de ce type de mesure. Le fait de pouvoir, à partir de caractéristiques simples, parcourir une large partie du spectre des taux de réponses possibles, (ici de 32% pour les hommes aisés sans enfant à 86% pour les femmes à niveau de vie modeste ayant au moins quatre enfants) est un élément de preuve de la qualité métrologique de ce type de mesure.

La prise en compte d'autres caractéristiques, comme l'âge et le niveau d'instruction, partiellement redondants avec le niveau de vie et le nombre d'enfants, permettrait, sans nul doute, si la taille de l'échantillon s'y prêtait, d'affiner encore l' "explication" de ce taux de restriction.

Les opinions ou perceptions associées

La comparaison des deux classes extrêmes de niveau de vie permet de caractériser les attitudes vis à vis des restrictions budgétaires par une série de facteurs qui ressemblent plutôt à des *facteurs aggravants* ou à des *facteurs de risque* qu'à des *facteurs explicatifs*.

Curieusement, ce sont les mêmes types d'opinions qui discriminent à l'intérieur de chaque classe entre ceux qui disent se restreindre et les autres, malgré de grandes disparités d'opinions entre les classes.

Prenons des exemples, en ne retenant que des pourcentages dont les différences sont très significatives, même si elles paraissent faibles.

Chez les personnes de niveau de vie modeste (classe 1), la justice fonctionne très mal pour 27% des enquêtés, et pour 29% de ceux qui

déclarent se restreindre. Pour les personnes aisées (classe 3), ces mêmes pourcentages sont respectivement de 20 et de 26% .

Chez les personnes de niveau de vie modeste, les dépenses de logement sont considérées comme une lourde ou une très lourde charge pour 45% des enquêtés, et pour 52% de ceux qui déclarent se restreindre.

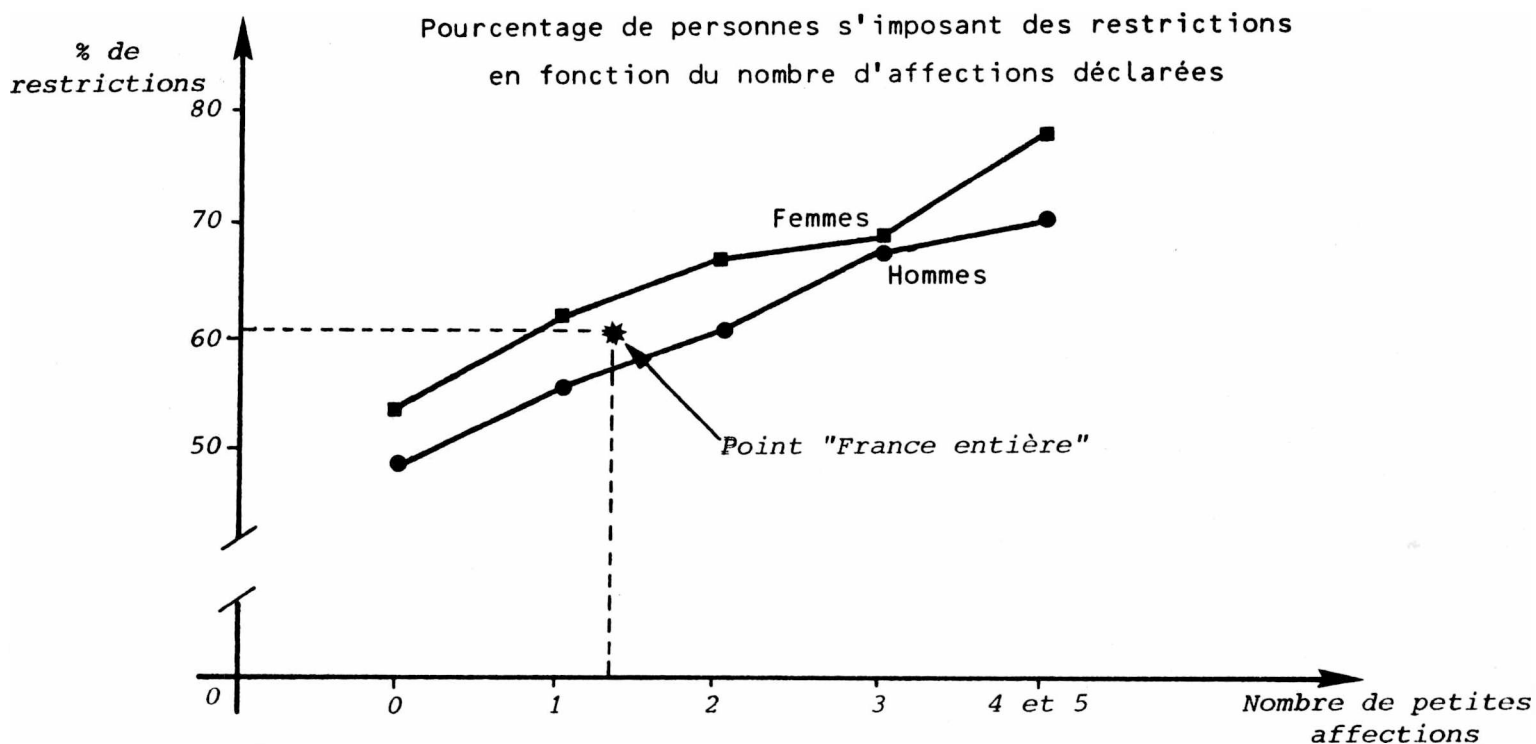
Pour les personnes aisées, ces pourcentages valent respectivement 25 et 40% .

Dans les deux cas, le fait de se restreindre joue dans le même sens, mais à des niveaux différents: les plus forts pourcentages relatifs aux personnes aisées restant inférieurs aux plus faibles pourcentages de la classe des personnes à niveau de vie modeste. C'est en ce sens que l'on peut parler de facteur aggravant.

Le même phénomène s'observe lorsqu'on étudie les variations des pourcentages de restrictions déclarées en fonction des opinions sur l'évolution du niveau de vie passé et futur, en fonction des déclarations de petites affections.

Le lien entre le taux de restrictions et le nombre de petites affections déclarées est particulièrement net (Figure 1-14), puisque ce taux varie de 50% pour les personnes n'ayant déclaré souffrir d'aucune affection courante au cours des quatre dernières semaines à 76% pour celles qui ont déclaré plus de quatre affections (il ne s'agit ici encore que de covariations et non de relations causales). Les femmes déclarent plus souvent s'imposer des restrictions; elles déclarent aussi plus souvent souffrir d'affections courantes (cf Chapitre 4). Mais pour un nombre d'affections donné, les femmes déclarent toujours se restreindre plus que les hommes.

- FIGURE 1-14 -



Quels types de restrictions?

Parmi ceux qui se restreignent, tous les postes ne sont pas cités avec la même fréquence.

L'effet du sexe est très atténué par la mention, dans le libellé de la question, de la précision " vous ou votre foyer". Ainsi, le poste "Soins de beauté" est cité par 55% des femmes, mais aussi par 40% des hommes. La "Voiture", dépense moins individuelle, est citée par 56% des hommes et 45% des femmes. Le poste "Boisson et Tabac" par 29% des hommes et 25% des femmes.

Le niveau de vie va maintenant jouer un rôle important. Rappelons que les pourcentages sont calculés à l'intérieur de la sous-population des personnes ayant déclaré se restreindre.

Les personnes de la classe 1 (niveau de vie modeste) citent beaucoup plus de postes que celles de la classe 3 (niveau de vie élevé). Dans l'énumération qui suit, le premier pourcentage cité entre parenthèses concerne la classe 1, le second la classe 3.

Les postes "Voiture", (51% - 50%), "Soins de beauté", (49% - 46%), "Vacances" (78% - 73%), ne donnent pas lieu à des variations très importantes en fonction du niveau de vie.

Les " Dépenses pour les enfants" (19% - 16%), et "Boisson et Tabac" (28% - 23%) sont également peu discriminantes.

Parmi les postes souvent cités, l'"Habillement" (73% - 63%) et surtout l'"Equipement ménager" (64% - 46%) sont mentionnés plus fréquemment par les personnes de niveau de vie modeste.

Mais ce sont le "Logement" (37% - 16%) et l'"Alimentation" (32% - 18%) qui donnent lieu aux variations relatives les plus fortes, avec aussi un poste beaucoup moins cité, les "Soins médicaux" (11% - 5%) .

Chapitre 2

**STRUCTURE ET EVOLUTION DE
QUELQUES OPINIONS SUR LA FAMILLE**

Chapitre 2

STRUCTURE ET EVOLUTION DE QUELQUES OPINIONS SUR LA FAMILLE

La famille et les institutions qui s'y rattachent évoluent, et semblent évoluer de plus en plus vite.

On parle même de révolution dans la vie et les structures familiales, et quelques données chiffrées maintenant bien connues sont là pour prouver qu'il s'agit effectivement de changements en profondeur.

Entre 1973 et 1984, le nombre annuel de mariages décroît de 400.000 à 280.000, et, corrélativement, le nombre de mariage pour 1.000 habitants (taux brut de nuptialité) de 8 à 5. Pendant la même période, le nombre annuel de divorces croît de 40.000 à près de 100.000.

Pourtant, le taux brut de natalité (nombre de naissances pour 1.000 habitants) varie très peu autour de la valeur 14 depuis 1975. Il est vrai que ce même taux valait en moyenne 17 au cours de la décennie qui précède 1975. Il semble en fait que le nombre de personnes vivant en couple et le nombre de naissances soient assez peu affectés par ces bouleversements, bien qu'il soit probablement encore trop tôt pour acquérir une certitude à ce sujet.

Les opinions ou attitudes vis à vis de la famille, du mariage, de la fécondité, ou encore d'autres facteurs susceptibles de jouer un rôle dans la transformation des structures familiales, comme l'activité féminine, reflètent, bien entendu, ces évolutions.

Les transformations de la famille ont donné lieu à de nombreux travaux dans un des secteurs les plus étendus et les plus vivants de la sociologie: celui dévolu aux fonctionnements familiaux et aux institutions familiales. Concernant la famille contemporaine, les ouvrages généraux de L.Roussel (1975), A.Michel (1978), M.Segalen (1981) et la courte synthèse récente de Kellerhals et alii (1984) présentent des théories et des interprétations que nous ne pouvons pas même évoquer dans le cadre de ce travail *transversal* et *inter-thèmes*. On s'intéresse

seulement ici à l'ancrage objectif, à l'évolution des opinions et perceptions à propos de la famille, ainsi qu'à leur insertion dans le contexte de l'ensemble des opinions. Il se peut cependant que l'information originale recueillie (influencée d'ailleurs, au niveau de la rédaction des libellés de questions, par certains travaux des auteurs précités) puisse servir à alimenter les travaux des spécialistes de ce champs d'étude.

*
* *

Contrairement à ce qui se passe dans le cas de la perception de l'évolution des conditions de vie, les réponses aux questions d'opinion que l'on va analyser ne constituent pas une sorte d'amplification ou de caricature de la situation réelle. Le contexte éthique est certainement bien différent du contexte politique: les réponses ne sont plus des doléances ou des messages.

Même si l'on y décèle prudence et réserve, l'information recueillie est extensive (très peu de refus de répondre) et cohérente, comme le montrera notamment le réseau de relations extrêmement fin qui lie les opinions aux caractéristiques objectives.

Une certaine conception "moderniste" de la famille et de la vie familiale s'installe progressivement avec semble-t-il des paliers qui pourraient marquer des hésitations.

En revanche, la dispersion des opinions selon les diverses caractéristiques des personnes interrogées est tout à fait considérable. L'âge, le niveau d'étude, le degré d'urbanisation, l'opposition région parisienne-province seront autant de facteurs de différenciation importante des réponses. L'amplitude des variations temporelles est cette fois-ci très faible comparée à la mosaïque des opinions observable à un instant donné.

Les évolutions et les études de structure présentées ici concerneront essentiellement trois questions portant respectivement sur la famille en général, l'institution du mariage, et le travail féminin.

A des modifications mineures de libellé près, ces questions figuraient déjà dans le questionnaire de l'enquête sur les *Besoins et Aspirations des Familles et des Jeunes* réalisée pour la Caisse Nationale d'Allocations Familiales en 1971 (N. Tabard, 1974).

On s'attachera à étudier les différences (entre catégories à un instant donné, ou en évolution), et non à interpréter les niveaux de réponse absolus, qui dépendent d'une façon mal maîtrisée de la formulation de la question.

Pour l'étude d'un éventail de questions plus circonstanciées et plus techniques de la même enquête sur la famille et la politique familiale, on pourra se reporter aux travaux de Y. Houzel van Effenterre (1981, 1983, 1985).

2.1 QUI SOUSCRIT A UNE IMAGE AUTARCIQUE DE LA FAMILLE ?

L'assertion pourtant assez restrictive dans son libellé *La famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu* recueille l'accord de 63% des Français en 1983 et 1984, après une décroissance régulière de 70 à 61% au cours des cinq années précédentes (Tableau 2-1).

La stabilisation des deux dernières années (1983 et 1984) a surpris, après cinq années de baisse régulière.

La Figure 2-1 montre l'ampleur relativement réduite des variations temporelles, comparées ici à la dispersion suivant quatre classes d'âges.

Elle montre également que ce sont plutôt les Français de plus de 45 ans qui sont responsables de l'arrêt de la décroissance observable au niveau global.

Le niveau d'instruction général, qui n'est d'ailleurs pas indépendant de l'âge, induit des variations tout aussi amples. Ce sont maintenant les personnes dont le niveau d'instruction ne dépasse pas l'enseignement primaire qui semblent le plus nettement provoquer l'arrêt de la tendance générale en fin de période (Figure 2-2).

On observe de façon générale dans l'enquête une recrudescence de l'inquiétude chez les personnes plutôt âgées et peu diplômées. Ce fait a déjà été observé à propos de l'évolution des conditions de vie dans les cinq ans à venir (Chapitre 1).

Or l'inquiétude, comme l'attachement à l'image traditionnelle de la famille, augmente avec l'âge et diminue avec le niveau de diplôme. Ceci sera mis en évidence de façon assez nette au Chapitre 7 où l'on montrera que ces résultats sont vrais simultanément en France et au Japon, ce qui est incontestablement un gage de stabilité. Le niveau d'inquiétude générale paraît donc aller de pair avec un certain repli sur la vie familiale. Il ne s'agit que d'une *covariation* et non d'un lien causal, mais on peut conjecturer une certaine permanence de cette covariation: la stabilisation récente de la tendance observée pourrait ainsi être due à un certain repli sur la famille de catégories socio-démographiques considérées comme vulnérables ou "exposées".

Une autre caractéristique classique responsable de grandes dispersions des réponses à cette question sur la famille est le type d'agglomération, pour lequel on distingue toujours trois grands groupes de communes.

Pour les communes de moins de 2000 habitants, le taux de réponses positives décroît, entre 1978 et 1984, de 80% à 73%.

Pour les communes de province de plus de 2000 habitants, ce même taux décroît de 69% à 63%.

Enfin, pour l'agglomération parisienne, il décroît également de 46% à 37%.

TABLEAU N° 2 - 1
Famille

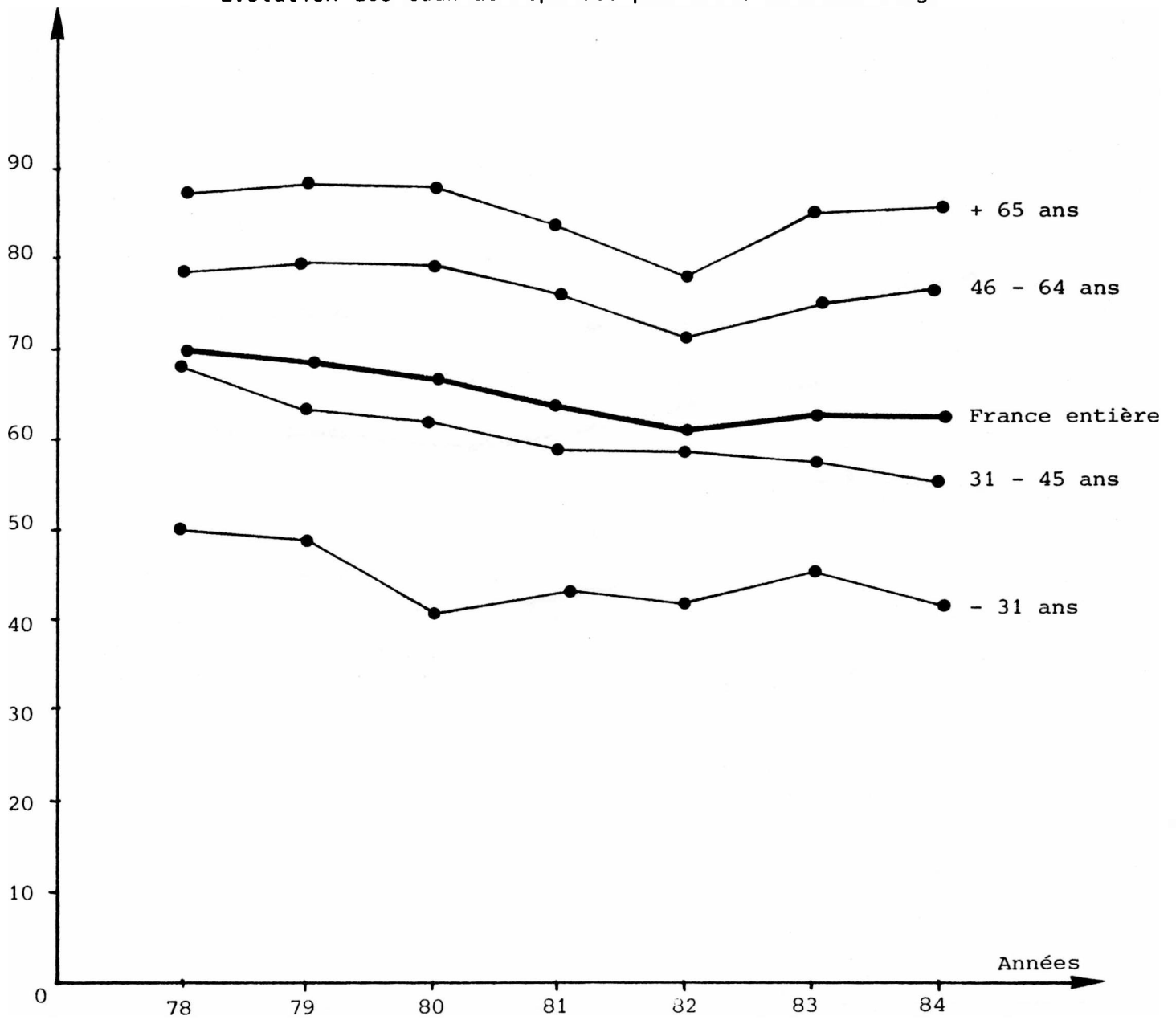
Etes-vous d'accord avec l'idée suivante "la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu" ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%	%	%
Oui	69,7	68,7	66,6	63,7	60,8	63,0	62,9
Non	30,3	31,3	33,4	36,0	39,1	36,9	37,0
Ne sait pas	—	—	—	0,3	0,1	0,1	0,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

- FIGURE 2-1 -

"La famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu"

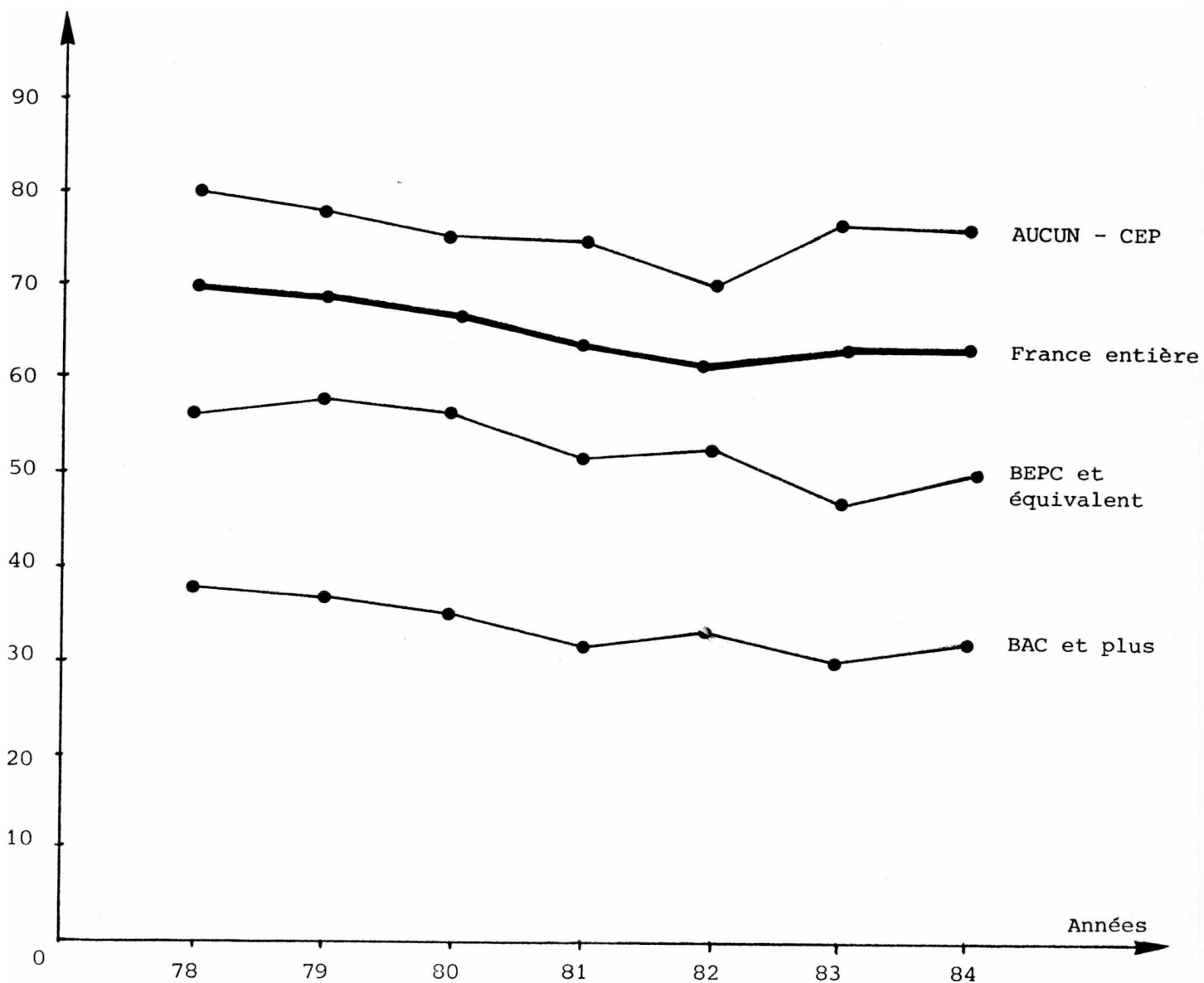
Evolution des taux de réponses positives suivant l'âge



- FIGURE 2-2 -

"La famille est le seul endroit où l'on se sent bien"

Taux de réponses positives suivant le niveau de diplôme d'enseignement général



Bien entendu, l'âge, le niveau d'instruction, le type d'agglomération ne sont pas indépendants, et l'on est en droit de se demander s'il n'y a pas une certaine redondance dans les derniers résultats annoncés.

Les effets de l'âge, de l'instruction, de l'urbanisation se cumulent

Il est indispensable, compte tenu des effectifs des échantillons annuels, de regrouper les différentes années pour procéder à une analyse statistique fine de l'effet simultané de ces différents facteurs. Ce regroupement est d'ailleurs d'autant plus licite que les variations dans le temps sont faibles .

Dans tout ce qui suit, on remplacera la désignation austère "pourcentage de réponses positives" par l'expression familière mais inexacte "l'attachement à la famille" (l'inexactitude tenant au fait que l'on peut très bien être attaché à la famille sans penser qu'elle est le seul endroit de bien être et de détente; il vaudrait mieux parler d'"attachement à une image autarcique de la famille").

La Figure 2-3, qui représente maintenant des variations en fonction de l'âge, et non plus du temps, met en évidence le caractère cumulatif des trois facteurs âge, niveau d'instruction, et type d'agglomération.

La lecture de cette figure nous permet d'énoncer les trois résultats suivants:

Pour un niveau de diplôme et un type d'agglomération donnés, l'attachement à la famille croît toujours avec l'âge.

Pour un type d'agglomération et un âge donnés, l'attachement à la famille augmente toujours lorsque le niveau de diplôme décroît.

Pour un niveau de diplôme et un âge donnés, l'attachement à la famille est toujours minimum dans l'agglomération parisienne, maximum dans les communes de moins de 2000 habitants.

Précisons que ces résultats prennent en compte le niveau intermédiaire de diplôme, omis sur la Figure 2-3 pour une simple question de lisibilité.

Ce déploiement très régulier d'une mesure d'opinion qui pourrait paraître fragile ou capricieuse sur les différentes mailles d'une "trame socio-démographique" prouve, comme dans le cas des restrictions budgétaires ressenties (Chapitre 1), la cohérence interne de ce type d'informations.

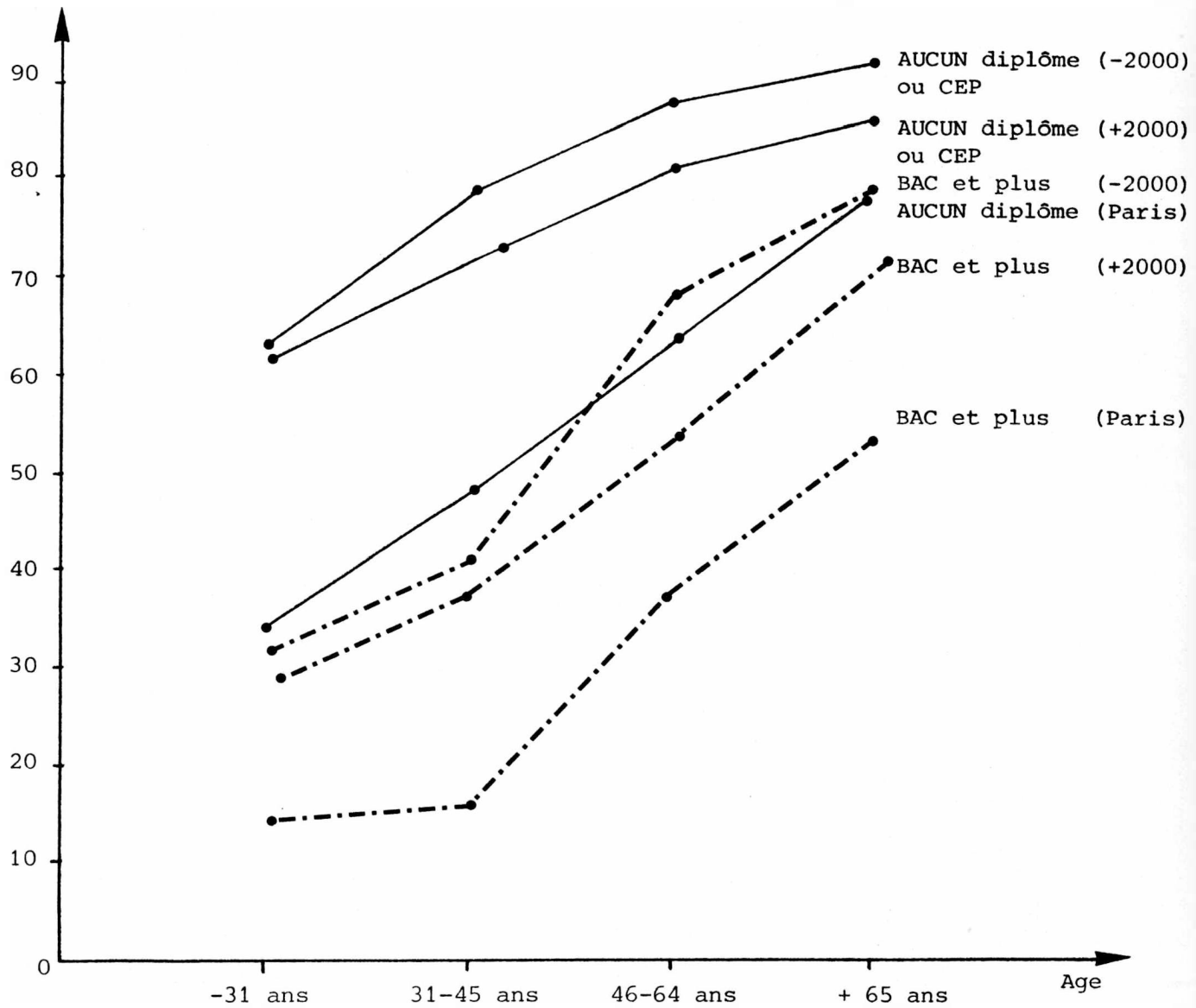
Pour l'ensemble de la période considérée, le taux moyen d'attachement à la famille vaut 65%. Il ne vaut que 14% si l'on se restreint à la population des bacheliers de moins de 31 ans habitant

- FIGURE 2-3 -

"La famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu"

Influence simultanée de l'âge (en abscisse), du niveau d'étude
et de la taille d'agglomération
(Effectif=14 000)

Pourcentages de
réponses positives



l'agglomération parisienne, et atteint 92% pour les personnes n'ayant pas dépassé l'enseignement primaire, âgées de plus de 65 ans, et habitant dans des communes de moins de 2000 habitants.

A propos de cet "encadrement" du subjectif par le factuel, de ce "positionnement" des perceptions dans un espace de situations, on doit souligner qu'il ne s'agit pas de prédiction des réponses individuelles, mais de prédiction de fréquences relatives de réponses à l'intérieur de certains groupes.

Pour les classes extrêmes, il est vrai, l'homogénéité des opinions fait que l'on peut prévoir la réponse avec une probabilité d'erreur faible. On a moins d'une chance sur dix de se tromper en affirmant qu'une personne âgée peu diplômée en milieu rural est attachée à une image autarcique de la famille.

De la même façon, on a moins de deux chances sur dix de se tromper en prévoyant qu'un jeune parisien bachelier rejettera cette image.

Les perceptions associées

Que pensent par ailleurs ceux qui approuvent ou rejettent cette image autarcique de la famille ?

On décrira brièvement ceux qui rejettent cette image, plus minoritaires et donc plus typés dans leurs opinions et attitudes.

Ils ont en fait la plupart des traits distinctifs des jeunes urbains instruits, dont il sera question de façon détaillée à propos du "noyau moderniste" à la fin de ce chapitre, et lors de la typologie générale des opinions au chapitre 8.

Outre les opinions "modernistes" sur le mariage et le travail des femmes, qui seront évoquées aux paragraphes suivants, on relève:

Un grand intérêt pour la préservation de l'environnement,

Une réticence vis à vis de la politique nucléaire de la France,

Un certain optimisme à propos des conditions de vie à venir,

Pas ou peu d'inquiétude vis à vis de la maladie, du chômage, des agressions

En cas de difficultés graves, la personne interrogée s'adresserait plutôt à des amis,

Le maintien en bonne santé n'est pas avant tout l'affaire des médecins.

Rappelons que ces items ne sont pas obligatoirement majoritaires, mais se trouvent en proportions hautement significatives dans la sous-population considérée.

L'évolution des perceptions associées de 1978 à 1984

Le rejet de l'image autarcique de la famille est de moins en moins associé à une attitude critique vis à vis des institutions.

Autrement dit, l'attitude "moderniste" se banalise, elle n'est plus seulement le fait de révoltés...

Les items suivants sont associés de façon significative au rejet de cette image de la famille en 78/79, et ne le sont plus, ou le sont beaucoup moins nettement en 83/84.

La société a besoin de se transformer profondément,

Des changements radicaux sont nécessaires,

La justice fonctionne très mal,

On est mieux soigné si l'on a de l'argent et des relations.

Il est assez remarquable que l'on puisse observer un tel changement de "profils d'opinions" sur une période relativement courte.

On observait un adoucissement analogue pour le groupe des personnes insatisfaites de l'évolution des conditions de vie; mais l'augmentation considérable des effectifs de ce groupe pouvait suffire à expliquer la diminution des opinions critiques par une espèce de dilution.

Un des éléments d'explication possible de "l'adoucissement des modernistes" pourrait être l'attitude des jeunes de l'agglomération parisienne, dont les opinions "modernistes" à propos de la famille continuent de progresser à partir d'un niveau déjà important en 1978, mais dont les opinions critiques ont beaucoup diminué à partir de 1981.

Le graphique 1-7 du Chapitre 1 qui donne l'évolution des appréciations sur le niveau de vie de l'ensemble des Français met bien en évidence, pour ce thème particulier, le changement assez marqué des jeunes (il s'agit des personnes de moins de 40 ans), qui étaient les moins satisfaits de 1978 à 1980. Le même raisonnement s'applique d'ailleurs probablement à l'ensemble des habitants de la région parisienne, mais de façon moins nette.

Cette déformation de la structure des opinions sera analysée de façon plus systématique au Chapitre 6 dévolu aux opinions sur le changement social et la justice, et enfin au Chapitre 8 qui dressera un tableau d'ensemble des liaisons et affinités entre opinions, en montrant également les distorsions subies par ce tableau entre 1978 et 1984.

2.2 L'IMAGE DU MARIAGE; UNE EVOLUTION TIMIDE

Le mariage doit-il être considéré comme une union indissoluble? Comme une union qui peut être dissoute dans des cas très graves? ...ou comme une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties?

Le Tableau 2-2 donne l'évolution des pourcentages de réponses correspondant à chacune de ces assertions de 1978 à 1984.

La formulation de cette question n'est évidemment pas dépourvue d'ambiguïté, puisque la distinction n'est pas faite clairement entre le mariage en tant qu'institution existante, concrétisée par des textes législatifs, le mariage en tant que concept général (ou institution idéale), ou le mariage en tant que pratique ou expérience vécue.

Ce seront donc ici encore les évolutions et les différences qui pourront être interprétées avec le plus de pertinence. Pour pouvoir disposer de séries temporelles longues et homogènes, il faut en effet parfois renoncer à améliorer ou infléchir les formulations...

En fait, le point faible de la question est son contenu même, dans la mesure où une partie des changements observables se matérialise par un contournement ou un délaissement de cette institution.

Peu importe ce que l'on pense du mariage, pourrait-on dire, si la tendance actuelle est à l'abandon du mariage...

La proportion des tenants du mariage *union indissoluble* diminue de 1978 à 1981, (on note surtout une baisse de 4 points entre 1980 et 1981), puis se stabilise dans les années les plus récentes, un peu comme les réponses à la question sur l'image de la famille.

Les partisans d'une *dissolution par simple accord des deux parties* confortent leur position, de 33 à 38%.

La Figure 2-4 donne l'évolution de ce dernier item de réponse, en mettant en évidence le caractère très modéré de cette évolution au regard des disparités dont est responsable le niveau d'éducation.

En moyenne sur l'ensemble de la période, les partisans de la *dissolution par simple accord* passent de 27% (aucun diplôme ou enseignement primaire) à 53% (bacheliers et études supérieures); l'écart de pourcentages est cinq fois supérieur à la variation observable en sept ans pour la France entière.

Pour ces deux mêmes catégories, les partisans du mariage comme *union indissoluble* représentent respectivement 32% et 13% des répondants.

L'âge et le type d'agglomération ont aussi des effets analogues: Les disparités observables sont du même ordre de grandeur que celles imputables au niveau d'instruction:

Les pourcentages de partisans d'une *dissolution par simple accord des deux parties* croissent de 26% pour les communes de moins de 2000

TABLEAU N° 2 - 2

Mariage

Parmi ces opinions, quelle est celle qui se rapproche le plus de la vôtre ?
Le mariage est :

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%	%	%
- Une union indissoluble	29,1	29,3	28,1	23,9	24,5	23,9	24,4
- Une union qui peut être dissoute dans des cas très graves	32,4	34,6	33,4	36,0	36,9	35,2	33,9
- Une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties	33,0	31,5	33,5	36,0	35,6	37,5	37,7
- Ne sait pas	5,5	4,6	5,0	4,1	3,1	3,4	4,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

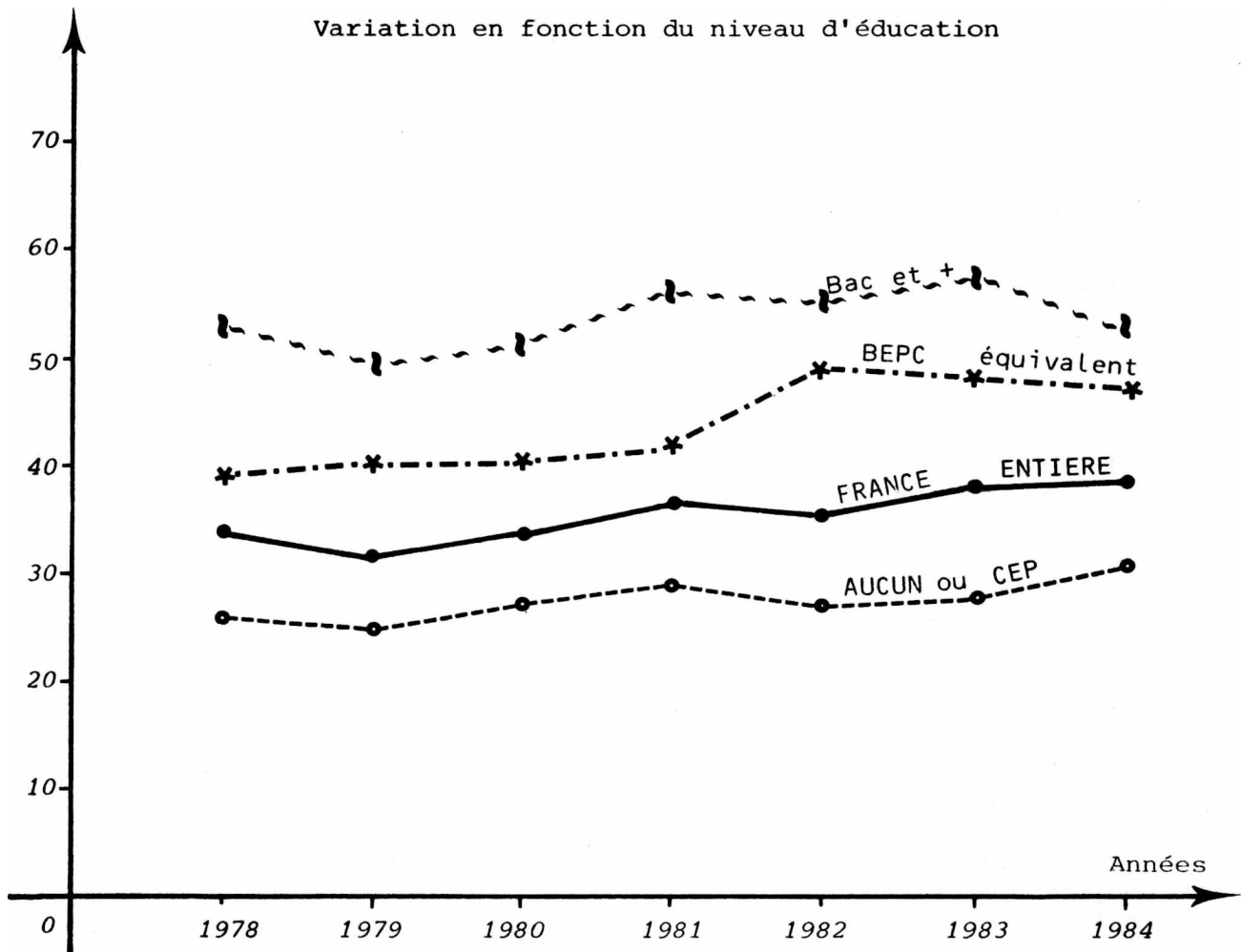
- FIGURE 2-4 -

MARIAGE

Evolution du pourcentage d'assertions :

"Le mariage est une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties"

Variation en fonction du niveau d'éducation



habitants à 55% pour l'agglomération parisienne; ils décroissent de 53% pour les moins de 31 ans, à 15% pour les plus de 65 ans.

Comme dans le cas de l'image de la famille, les trois effets du niveau d'instruction, de l'âge, du type d'agglomération se cumulent en partie. Il a paru inutile de publier un graphique homologue de la Figure 2-3.

On mentionnera cependant, comme cela a été fait à propos de la question sur l'image de la famille au paragraphe précédent, les valeurs extrêmes des pourcentages, qui correspondent d'ailleurs aux mêmes combinaisons de catégories:

Les personnes de moins de 31 ans, habitant l'agglomération parisienne, et d'un niveau d'étude au moins égal au baccalauréat sont, pour 74% d'entre elles, partisans du mariage comme *union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties*.

Cette proportion n'est que de 12% pour les personnes de plus de 65 ans, habitant les communes de moins de 2000 habitants, dont le niveau d'instruction ne dépasse pas l'enseignement primaire.

A l'inverse, la proportion des tenants du mariage comme *union indissoluble* ne vaut que 6% dans le premier groupe cité, et atteint 53% dans le second.

LE TRAVAIL DES FEMMES: UNE PROGRESSION PLUS NETTE

Avant de procéder à l'analyse de la perception qu'ont les Français de l'activité féminine, on rappellera quelques tendances et faits généraux.

Le taux d'activité des femmes connaît depuis une vingtaine d'années une augmentation assez rapide: de 36,2% en 1968, il est passé à 38,7% en 1975, et valait 43,0% au recensement de 1982, retrouvant approximativement les valeurs d'entre les deux guerres.

Ce taux dépasse 80% pour les femmes âgées de 25 à 45 ans vivant sans conjoint, et même 90% pour les femmes divorcées entre 30 et 40 ans.

Pour chaque classe d'âge, le taux d'activité des femmes vivant avec un conjoint décroît régulièrement lorsque le nombre d'enfants présents au foyer augmente: ainsi, pour la classe d'âge 25-29 ans, dont le taux d'activité moyen est de 66%, on obtient respectivement des taux de 87%, 77%, 54%, 21%, selon qu'il y a zéro, un, deux, ou trois enfants et plus au foyer (INSEE, 1982).

Parmi les incitations au travail féminin figurent de façon classique l'indépendance ou l'autonomie financière, le cas échéant l'attrait de ressources complémentaires, l'épanouissement personnel; parmi les obstacles les plus cités figurent les soins et l'éducation des enfants notamment lorsque ceux-ci sont petits.

TABLEAU N° 2 - 3

Travail des femmes

Des opinions diverses peuvent-être exprimées à propos du travail des femmes. Quel est le point de vue qui semble correspondre le mieux au vôtre ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%	%	%
Elles ne devraient jamais travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âges	40,6	38,4	41,3	33,4	32,7	29,0	30,4
Elles ne devraient travailler que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire	22,4	22,8	21,8	19,6	23,7	23,2	23,4
Elles devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent	29,5	31,7	30,6	40,4	37,3	41,4	40,6
Elles devraient toujours travailler	1,1	1,2	1,7	1,3	1,8	2,3	1,2
Elles ne devraient jamais travailler	5,5	4,5	3,7	4,6	3,9	2,9	3,7
Ne sait pas	0,8	1,4	0,9	0,7	0,6	1,2	0,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

La question d'opinion relative au travail des femmes présentée au Tableau 2-3 est une tentative de synthèse des attitudes qui prévalaient lors de la conception du questionnaire.

La progression des opinions "modernistes" est indiscutable, puisque l'item *elles devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent* gagne onze points entre 1978 et 1984, dans une très large mesure au détriment de l'item *elles ne devraient jamais travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âge*, qui perd dix points.

Mais la forme de la progression est elle aussi intéressante: pour l'essentiel, elle semble imputable à l'année 1981, à l'occasion de laquelle l'item "moderniste" gagne 10 points, entre deux paliers.

Cette croissance "en baïonnette" concerne les différentes catégories de niveau d'instruction, avec une amplitude plus forte pour les niveaux secondaires ou supérieurs (Figure 2-5).

Le niveau d'instruction, repéré ici par le diplôme d'enseignement général le plus élevé, est le critère isolé le plus discriminant, si l'on désire caractériser facilement le groupe le plus moderniste. Mais l'âge et le type d'agglomération, comme dans les cas des questions sur la famille et le mariage, ont également une influence importante.

La Figure 2-6 montre, pour deux catégories extrêmes d'agglomérations (communes de moins de 2000 habitants et agglomération parisienne), et pour deux catégories extrêmes de diplômes (aucun diplôme ou CEP et baccalauréat ou plus), la façon dont les différents facteurs jouent isolément ou bien se cumulent lorsqu'ils sont pris en compte simultanément.

L'effet de l'âge (abscisse de la Figure 2-6) reste important, sauf pour les catégories instruites, pour lesquelles il ne se manifeste pas avant 45 ans.

Pour le niveau d'instruction intermédiaire non représenté sur la Figure 2-6, la classe d'âge 31-45 ans est même légèrement plus "moderniste" que la classe 18-31 ans. Une telle interversion est assez exceptionnelle. Il peut s'agir d'un effet de génération (Mai 68 ?), ou d'un effet simple d'âge: l'exigence d'autonomie serait, pour ces couches moyennes, plus cruciale à partir de 31 ans.

On voit, toujours sur la Figure 2-6, que les pourcentages de l'agglomération parisienne (sans distinction de diplômes) sont très supérieurs à la moyenne générale, bien qu'ils s'en rapprochent progressivement.

Ceux qui sont au moins bacheliers, sur l'ensemble du territoire, sont plus "modernistes" que les parisiens sans distinction de diplômes; mais on voit aussi que la prise en compte simultanée du diplôme et de l'appartenance à la région parisienne déplace encore vers le haut la courbe.

Ainsi, 80% des habitants de l'agglomération parisienne, bacheliers, de moins de 45 ans choisissent l'assertion *Les femmes devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent*.

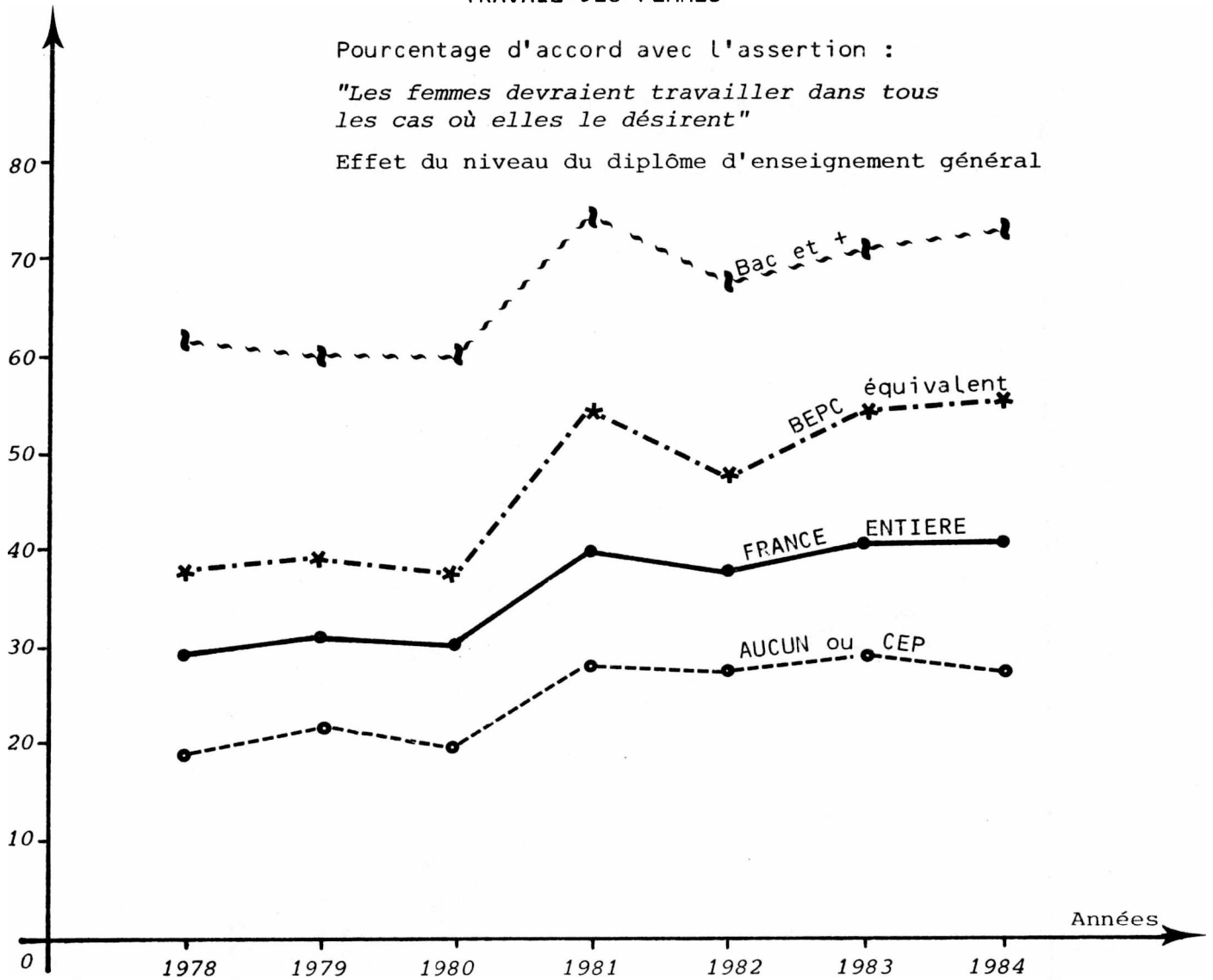
- FIGURE 2-5 -

TRAVAIL DES FEMMES

Pourcentage d'accord avec l'assertion :

"Les femmes devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent"

Effet du niveau du diplôme d'enseignement général



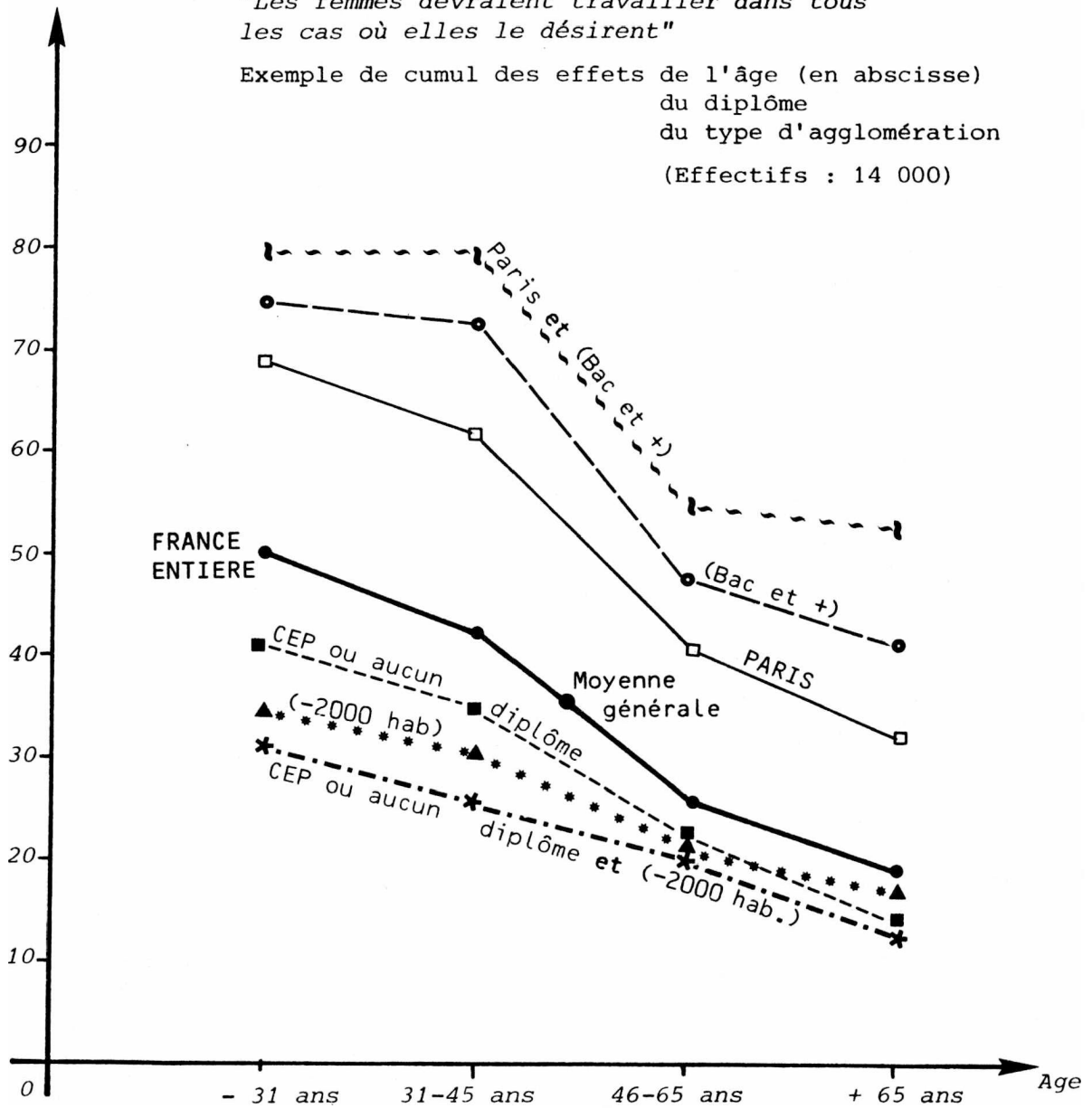
- FIGURE 2-6 -

TRAVAIL DES FEMMES

Pourcentages d'accord avec l'assertion :

"Les femmes devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent"

Exemple de cumul des effets de l'âge (en abscisse)
du diplôme
du type d'agglomération
(Effectifs : 14 000)



Au-dessous de la courbe moyenne, il y a cumul d'effets, mais de façon beaucoup moins ample. La taille d'agglomération n'apporte pas une information considérable une fois connu le niveau d'instruction.

Comme dans le cas de la famille, le pourcentage minimum, 12%, concerne les personnes âgées peu instruites habitant dans des communes rurales.

Un autre facteur, dont l'influence était faible pour les réponses aux questions sur la famille et le mariage, va maintenant jouer un rôle plus important: le sexe.

En fait, le sexe ne va intervenir qu'en interaction avec l'activité: les femmes actives (c'est à dire ayant un travail rémunéré) seront, toutes choses égales par ailleurs, plus "modernistes" que les hommes, alors que les femmes au foyer le seront parfois moins.

Ainsi, pour la classe d'âge 31-45 ans, et pour le niveau d'étude baccalauréat ou plus, l'item *les femmes devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent* est choisi par 71% des hommes, 61% des femmes au foyer, et 82% des femmes actives. Il y a ici un écart de 21 points entre les deux catégories de femmes.

Il est intéressant de noter que cet écart n'existe pas pour la classe d'âge 18-30 ans ayant le même niveau d'étude: l'item obtient 71% chez les hommes, 77% chez les femmes actives, et 76% chez les femmes non-actives qui regroupent, il est vrai, aussi bien les jeunes femmes au foyer que les étudiantes.

2.4 LES NOYAUX MODERNISTES ET TRADITIONALISTES

Les réponses aux trois questions sur la famille, le mariage et le travail féminin ne sont évidemment pas indépendantes.

Au cours des années 83 et 84, parmi ceux qui pensent que *la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu*, 63% pensent que *les femmes devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent*, (alors que le pourcentage moyen de cet item n'est que de 41%), et 58% pensent que *le mariage est une union qui peut être dissoute sur simple accord* (à comparer avec un pourcentage moyen de 38%).

On a parlé de réponses "modernistes" à propos de chacune des trois questions, mais les pourcentages précédents prouvent qu'il s'en faut de beaucoup que les répondants soient les mêmes.

En fait, le pourcentage des personnes qui choisissent simultanément ces trois items au cours de la même période est de 16%. Elles constituent ce que l'on peut appeler le "noyau moderniste" de la population en ce qui concerne les attitudes par rapport à la famille.

De façon analogue, ceux qui choisissent simultanément comme items de réponse : *la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu*, *le mariage est une union indissoluble*, *les femmes ne devraient*

jamais travailler, ou jamais s'il y a des enfants en bas âge formeront un "noyau traditionaliste" (qui concerne 18% de la population).

Ces appellations sont simplement pratiques ou même mnémotechniques. Le choix de ces trois questions n'est certainement pas optimal s'il s'agit de déceler ou de prévoir des changements dans le domaine de la famille; et cependant, à l'intersection des trois ensembles de réponses, on conçoit bien qu'il existe des sous-populations intéressantes à caractériser en termes de révélateurs de changement, ou au contraire de freins à ce changement...

Qui sont les "modernistes" ?

De 1978 à 1984, le pourcentage correspondant au noyau moderniste croît régulièrement de 11% à 16%, alors que celui correspondant au noyau traditionaliste décroît de 22 à 18%.

Une description systématique des modernistes ne fait que confirmer, de façon peut-être plus caricaturale, les traits distinctifs mis en évidence à propos de ceux qui rejetaient l'image autarcique de la famille.

La Figure 2-7 met en évidence les variations du pourcentage de modernistes en fonction des trois variables les plus explicatives qui sont toujours l'âge (porté en abscisse de la figure), le type d'agglomération et le diplôme d'enseignement général (seules les deux catégories extrêmes sont portées sur le graphique pour une question de lisibilité).

On déduit assez facilement de la lecture de ce graphique les résultats suivants:

L'effet de l'âge est beaucoup plus important dans le cas de l'intersection des réponses à trois questions que pour chacune des questions prises isolément, mais cet effet reste faible pour les personnes peu diplômées de province.

Il n'y a plus de distinction nette entre communes rurales et urbaines, seule la distinction Paris-Province prévaut.

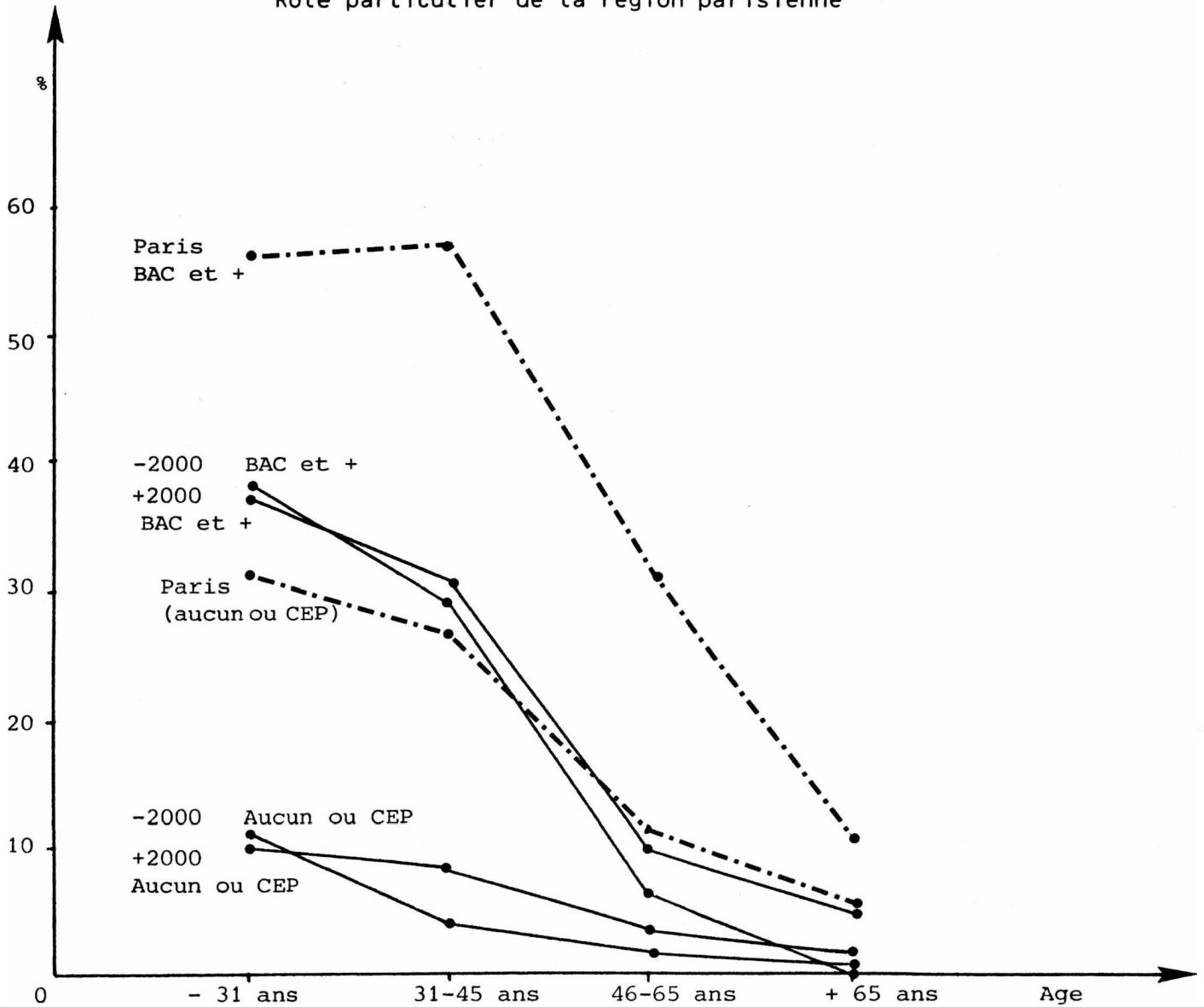
L'effet du niveau d'instruction est considérable.

Les personnes de plus de 65 ans ont un comportement assez homogène, quel que soient les niveaux d'instruction et le type d'agglomération, comportement que l'on peut résumer par la formule: pas d'extrémisme dans le modernisme en ce qui concerne la famille...

L'effet de l'appartenance à l'agglomération parisienne, toutes choses égales par ailleurs en ce qui concerne l'âge et le diplôme, est plus accentué que dans le cas des questions prises une par une.

- FIGURE 2-7 -

Réponses simultanées aux trois items "modernistes"
 Effets différenciés de l'âge selon le diplôme
 Rôle particulier de la région parisienne



En ordonnée : Pourcentages d'individus ayant approuvé simultanément les trois assertions

"La famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu"

"Le mariage est une union qui peut être dissoute sur simple accord des deux parties"

"Les femmes devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent"

Les autres caractéristiques des personnes aux opinions modernistes peuvent, pour une grande part, se déduire du fait qu'il s'agit plutôt de jeunes parisiens instruits.

Dans la liste qui suit, chaque pourcentage, interne au groupe des personnes aux opinions modernistes est accompagné (entre parenthèses) du pourcentage moyen dans la population de l'ensemble des Français de plus de 18 ans.

Ces pourcentages sont relatifs à l'ensemble de la période 1978-1984.

Caractéristiques de base

- 37% (15%) résident dans l'agglomération parisienne.
- 81% (47%) ont moins de 40 ans
- 57% (29%) n'ont jamais eu d'enfants.
- 39% (18%) sont célibataires.
- 69% (52%) sont des locataires.
- 24% (8%) sont diplômés d'université ou de grande école.
- 10% (5%) sont séparés ou divorcés.

Caractéristiques de comportement

- 35% (13%) se couchent régulièrement après 23h.
- 36% (15%) fréquentent régulièrement un cinéma.
- 58% (44%) font partie d'au moins une association (cf Chapitre 5).
- 17% (9%) fréquentent régulièrement une bibliothèque.
- 60% (53%) entretiennent des relations avec leur famille proche.

Perceptions et opinions

- 80% (65%) pensent que la préservation de l'environnement est très importante (cf Chapitre 3).
- 35% (23%) préconisent des changements radicaux de la société (cf Chapitre 6).
- 46% (36%) pensent que les prestations destinées aux familles ne suffisent pas.
- 37% (16%) ne sont "pas du tout d'accord" avec la politique nucléaire du gouvernement.
- 39% (26%) préconisent "plus d'équipements collectifs pour aider les familles" (cf Chapitre 5).
- 33% (22%) ne sont pas du tout d'accord avec l'assertion "la santé, c'est l'affaire des médecins" (cf Chapitre 4).

Qui sont les traditionalistes ?

Rappelons que le noyau traditionaliste n'est pas défini comme le complémentaire du groupe qui vient d'être décrit, mais comme l'ensemble, beaucoup plus restreint, des personnes ayant simultanément choisi trois réponses considérées comme traditionalistes aux questions étudiées.

L'âge, le niveau de diplôme et le type d'agglomération interviennent bien entendu de façon opposée à ce que l'on vient de décrire pour les

modernistes: le pourcentage de traditionalistes est minimal pour les parisiens bacheliers de moins de 31 ans (1%), et maximal pour les ruraux faiblement diplômés de plus de 65 ans (45%).

On donne ci-dessous la liste des réponses les plus caractéristiques de ce groupe, accompagnée des pourcentages relatifs à la même période:

Caractéristiques de base

- 87% (66%) ont au plus le C.E.P.
- 85% (71%) ont eu des enfants.
- 59% (48%) sont propriétaires ou accédants.
- 21% (11%) sont veufs ou veuves.
- 66% (54%) habitent en pavillon.
- 47% (25%) ont plus de soixante ans.
- 42% (28%) ont trois enfants ou plus

Caractéristiques de comportement

- 57% (41%) se couchent avant 22H.
- 63% (56%) ne participent aux activités d'aucune association.
- 7% (5%) font partie d'associations confessionnelles (cf Chap. 5)

Perceptions et opinions

- 56% (46%) approuvent l'assertion "la santé est l'affaire des médecins" (cf Chapitre 4) .
- 47% (40%) disent ne pas se restreindre.
- 33% (28%) sont très satisfaits de leur cadre de vie quotidien.
- 52% (48%) préconisent, pour les familles, une aide plutôt sous forme monétaire (cf Chapitre 5).
- 15% (12%) pensent que les découvertes scientifiques n'améliorent pas beaucoup la vie (Cf Chapitre 3).

Comme on peut le voir par comparaison des deux types de pourcentages, les opinions exprimées sont moins significatives que dans le cas du noyau moderniste. Il faut voir là aussi l'effet du niveau d'instruction et de l'âge.

La famille est précisément un des rares thèmes sur lequel cette catégorie de personnes accepte de s'exprimer. Sur l'environnement, l'énergie, la vie économique, les réponses du type "ne sait pas" sont fréquentes.

Au contraire, les jeunes diplômés urbains et particulièrement ceux de l'agglomération parisienne sont très diserts à propos de tous les thèmes de l'enquête. Ils appartiennent à un "pôle d'expression" dont on reparlera à propos des typologies d'opinions (Chapitre 8).

D'une manière plus générale, les enquêtes de ce type sont réalisées par des personnes qui ne sont pas systématiquement "modernistes", ni très jeunes, mais qui appartiennent quand même au groupe des diplômés

urbains n'ayant pas encore atteint l'âge de la retraite..., et souvent parisiens de surcroît.

Depuis la problématique générale, jusqu'aux détails de formulations du questionnaire, l'instrument d'observation comme les observateurs sont marqués et situés.

Que le questionnaire soit mieux compris et accepté par certaines catégories n'est pas un résultat surprenant, mais peut-être au contraire une des effets du biais fondamental qui affecte ces instruments d'observation: la qualité de l'information n'est pas indépendante de la nature de l'information.

Que dirait-on d'un thermomètre qui fonctionnerait mieux dans l'eau chaude que dans l'eau froide?

C'est pourtant un dysfonctionnement tout à fait analogue qui affecte les résultats des enquêtes par sondage, et particulièrement des enquêtes d'opinions.

Chapitre 3

ENVIRONNEMENT, PROGRES TECHNIQUE

Chapitre 3

ENVIRONNEMENT, PROGRES TECHNIQUE

L'étude de l'environnement physique et technique est un élément des travaux plus généraux sur la *qualité de la vie*, concept "réactif" des années soixante destiné à recentrer la description des modes de vie à partir d'un élargissement de leurs composantes, mais surtout à partir d'une redéfinition de leurs finalités.

Les travaux sur les indicateurs sociaux sont eux aussi sensiblement contemporains de l'intérêt porté à la notion de qualité de la vie; ils ont d'ailleurs, outre leur fonction d'outils d'évaluation de programme (et parfois même d'objectifs politiques), une fonction annexe de descripteur de l'environnement social.

La prise en compte de l'environnement physique et social comme élément complémentaire du niveau de vie, promu alors "qualité de la vie", devient nécessaire lorsque la densité et l'interdépendance des agents économiques et des acteurs sociaux dépassent certains seuils.

On peut dire assez sommairement que ces seuils sont dépassés dans les zones les plus industrialisées et urbanisées des pays les plus développés.

L'environnement physique constitue un domaine privilégié d'application et de mise en oeuvre des mesures de perception.

Les mesures physiques et par conséquent objectives de l'état de l'environnement sont en effet souvent complexes, coûteuses, parfois impossibles ou peu pertinentes vis à vis des études relatives aux conditions de vie.

Les mesures de bruit dans un logement, par exemple, nécessitent des appareillages importants, des points et des situations d'enregistrement variables, (fenêtres ouvertes ou fermées pour les bruits de circulation, localisations et horaires spécifiques pour les bruits intérieurs). Les durées d'enregistrements pourront être longues, lorsque la survenance des

nuisances est périodique ou aléatoire, et la simple mise en forme de l'information de base demande des traitements complexes.

Finalement, à niveau objectif égal, le bruit pourra constituer une gêne pour une personne ayant vécu à la campagne ou dans une zone résidentielle, et ne pas être perçu comme tel par ceux qui ont toujours résidé dans des conditions similaires.

Les mesures de perception ne remplacent évidemment pas les mesures objectives dans tous les cas (certaines pollutions graves peuvent être détectées par des instruments, et non perçues par les personnes qui les subissent), mais elles constituent des outils utiles d'évaluation du cadre de vie. Des signaux physiques éparpillés convergent vers un récepteur ultime: l'homme, avec ses filtres culturels et personnels. La mesure de perception se fait après intégration et filtrage de ces signaux.

*
* *

On s'intéressera ici en premier lieu à deux thèmes ayant trait directement à l'environnement physique: *la satisfaction vis à vis du cadre de vie et l'importance attachée à la préservation de l'environnement.*

Le cadre de vie, les paysages, les modes d'habitat sont effectivement modifiés ou altérés par le développement industriel; mais les objets ou les outils de la vie quotidienne évoluent eux aussi; les activités ménagères traditionnelles, les déplacements, les modes de communication se transforment selon des modalités qui sont diversement appréciées.

Le thème du progrès scientifique et de son influence sur l'amélioration des conditions de vie, le thème de la diffusion de l'informatique intéressent ce que l'on peut appeler l'environnement technologique. Ils correspondent chacun à une question dont les réponses seront brièvement étudiées en évolution ou en structure.

3.1 LE CADRE DE VIE QUOTIDIEN

Les Français sont très majoritairement satisfaits de leur cadre de vie quotidien, limité ici à ce qui entoure le logement.

Les pourcentages de personnes satisfaites et de personnes très satisfaites sont assez remarquablement stables au cours du temps (Tableau 3-1). Les petites oscillations observables autour d'une valeur moyenne de 81% sont cependant assez difficilement explicables. Alors que certains auteurs parlent de météorologie sociale pour souligner le caractère parfois imprévisible des opinions ou perceptions, on serait tenté de parler ici, à propos des oscillations de la perception du cadre de vie quotidien, de météorologie tout court...

Les personnes âgées, ceux qui résident en pavillon, les propriétaires ou accédants, les habitants des petites communes se déclarent souvent très satisfaits de leur cadre de vie quotidien...

TABLEAU N° 3 - 1

Environnement - Cadre de vie quotidien -

Que pensez-vous de votre cadre de vie quotidien, c'est-à-dire ce qui entoure le logement où vous vivez ; dans l'ensemble, en êtes-vous ... ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%	%	%
Très satisfait	29,7	30,4	27,8	27,7	26,2	26,2	27,6
Satisfait	49,8	54,0	55,0	53,5	52,1	55,1	53,7
Peu satisfait	15,8	12,0	12,8	14,2	16,4	12,8	13,6
Pas satisfait du tout	4,7	3,6	4,4	4,6	5,3	5,9	5,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

La Figure 3-1 met en évidence deux facteurs importants de variations des réponses "très satisfait": l'âge et le type de logement.

L'effet de l'âge est un effet classique sur la plupart des variables de satisfaction, exceptées celles ayant trait à la santé. Les personnes sont d'autant plus satisfaites de leur cadre de vie qu'elles sont âgées; il est vrai aussi que les personnes âgées sont plus sédentaires, moins mobiles, elles doivent donc assumer leur environnement immédiat. Dans l'état actuel de la répartition de la population en France, elles sont aussi plus rurales, elles sont souvent détentrices de certains biens patrimoniaux, fonciers en particulier.

L'effet du type de logement (qui n'est pas tout à fait indépendant du précédent puisqu'il y a plus de personnes âgées en pavillon) est encore plus net: le pourcentage de personnes très satisfaites est près de quatre fois plus important pour les personnes résidant dans des logements individuels que pour celles résidant dans des logements sociaux collectifs.

Le statut d'occupation du logement est particulièrement discriminant. Il y a parmi les personnes qui se disent très satisfaites 66% de propriétaires ou accédants (contre 49% en moyenne).

Enfin, 39% des personnes très satisfaites de leur cadre de vie quotidien habitent des communes de moins de 2000 habitants (contre 29% en moyenne).

La description par l'enquêteur du voisinage de l'habitation corrobore largement l'appréciation portée sur le cadre de vie: pour ceux qui sont très satisfaits, l'enquêteur a noté dans la moitié des cas "beaucoup d'espaces verts", et dans 71% des cas "maisons entretenues et propres".

Les perceptions et opinions associées

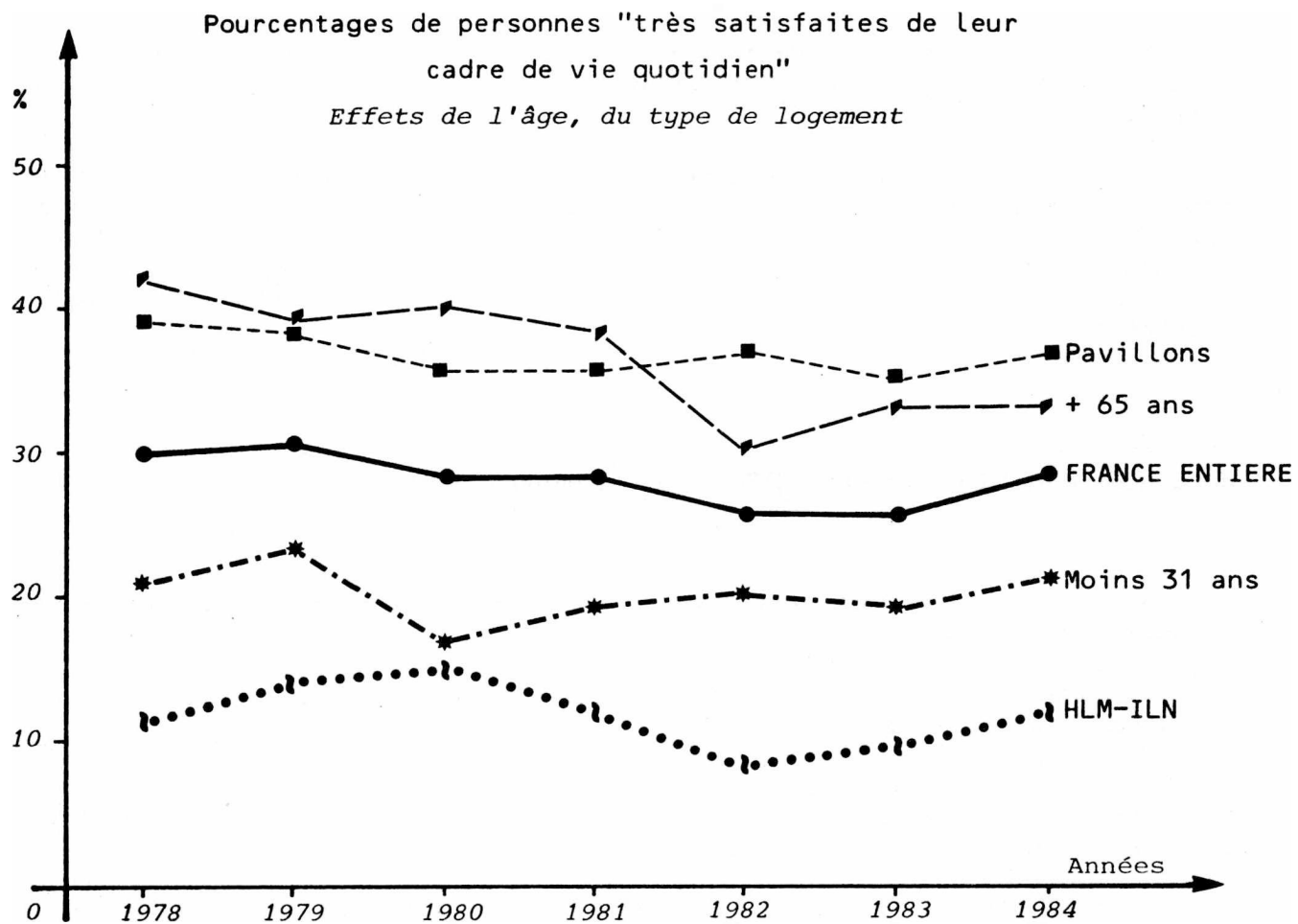
Les personnes très satisfaites de leur cadre de vie sont souvent très satisfaites de leur santé; plus de 80% d'entre elles ne sont pas du tout gênées par les bruits. Comme le suggèrent leurs caractéristiques objectives et les résultats présentés au Chapitre 2, ces personnes émettent des opinions traditionalistes sur la famille.

Les personnes se déclarant "pas du tout satisfaites" de leur cadre de vie quotidien, (5% de la population, dont 83% sont locataires ou logés gratuitement, et dont 37% habitent en HLM-ILN) forment un "noyau dur" de mécontents beaucoup plus typé:

Dans l'énumération qui suit, on fera suivre les pourcentages internes à cette catégorie d'insatisfaits des pourcentages moyens (entre parenthèses).

- 50% (14%) sont "beaucoup gênés" par les bruits.
- 75% (35%) s'imposent régulièrement des restrictions.
- 39% (18%) s'imposent des restrictions sur leur logement.
- 45% (26%) pensent que la justice fonctionne très mal.
- 39% (23%) préconisent des changements radicaux de la société.
- 29% (15%) ont déclaré avoir souffert d'état dépressif au cours des quatre dernières semaines.

- FIGURE 3-1 -



- 54% (37%) ont déclaré avoir souffert de nervosité.
- 50% (36%) pensent que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu.
- 44% (28%) pensent que l'on est mieux soigné si l'on a de l'argent et des relations.
- 26% (13%) pensent que leur niveau de vie va "beaucoup moins bien".

Exprimer un vif mécontentement à propos du cadre de vie est clairement la conséquence ou le révélateur de situations matérielles ou psychologiques extrêmes.

Il faut semble-t-il la conjonction d'une situation précaire et de conditions de logement défavorables pour "produire" une opinion très négative de ce type. Ce groupe de personnes très insatisfaites reste cependant difficile à identifier du point de vue socio-professionnel, bien qu'il comporte 26% d'ouvriers (contre 19% en moyenne) et 11% de chômeurs (contre 5% en moyenne).

3.2 LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

Est-ce que la préservation de l'environnement constitue quelque chose d'important ou de très important ?

La réponse est quasi-unanime: 96% des Français répondent positivement en automne 84, et parmi eux, 67% choisissent la réponse *très important*.

L'évolution des réponses à cette question montre que l'item "très important" a légèrement progressé en sept ans, avec une augmentation particulièrement marquée en 1981 (Tableau 3-2).

Ce type d'évolution n'est pas sans rappeler celle des items modernistes de la question relative au travail des femmes (Chapitre 2), ou encore celle de l'item "équipements collectifs" de la question concernant l'aide aux familles (Chapitre 5). On a vu dans ces chapitres, et l'on confirmera ici, que ces réponses sont souvent associées.

La Figure 3-2 retrace l'évolution de l'item "très important" en fonction du critère de base responsable des plus grandes disparités dans les pourcentages de réponses: le niveau de diplôme.

Si cette réponse "très important" est le signe d'une certaine sympathie pour les mouvements écologiques, ou plus généralement le signe d'une certaine sensibilité aux problèmes d'environnement, on observe l'effet marqué et permanent du niveau culturel sur cette sympathie ou cette sensibilité; mais on constate aussi que ce sont les personnes peu diplômées qui ont le plus accru leur sensibilité depuis 1981.

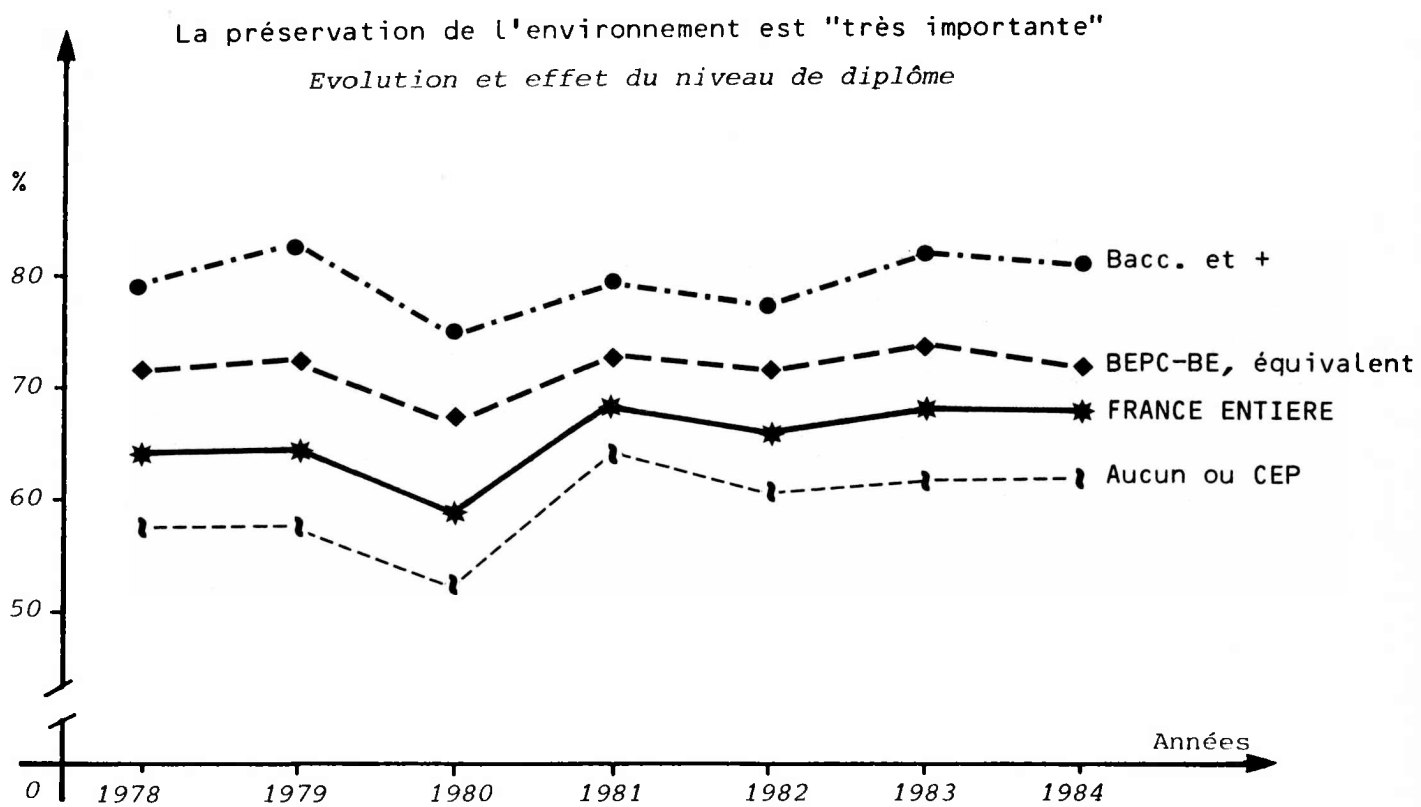
TABLEAU N° 3 - 2

Environnement

Est-ce que la préservation de l'environnement constitue pour vous quelque chose de ... ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%	%	%
Très important	63,6	64,4	59,1	67,8	65,6	67,7	67,3
Assez important	29,1	29,9	32,9	27,8	31,1	29,4	28,7
Peu important	4,9	4,4	6,3	3,1	2,8	2,4	3,2
Pas important du tout	2,4	1,3	1,7	1,3	0,6	0,5	0,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

- FIGURE 3-2 -



L'âge des répondants a un effet sur les réponses, mais cet effet ne se cumule pas avec celui du diplôme, ce qui tendrait à montrer que l'âge n'intervient en fait qu'à travers le diplôme (les plus diplômés sont les plus jeunes..).

Les autres caractéristiques sont celles des jeunes urbains instruits, très atténuées bien sûr puisque nous avons affaire pour cette réponse à 67% des Français, qui ne sont pas tous jeunes, ni urbains, ni instruits... La région parisienne et les grandes agglomérations sont sur-représentées, la vie associative est importante, comme la fréquentation des équipements collectifs.

Parmi les perceptions associées, on retrouve encore les items caractéristiques des personnes ayant des opinions modernistes à propos de la famille: *les femmes peuvent travailler dans tous les cas où elles le désirent, La famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu, le mariage peut être dissout sur simple accord.*

Souvent associée à ces opinions, on trouve la réponse "pas du tout d'accord" pour des assertions du type "*la santé est l'affaire des médecins*", "pas du tout d'accord" également pour le développement de l'énergie nucléaire. On trouve également des réponses en faveur des équipements collectifs (au détriment de l'aide monétaire directe) lorsqu'il s'agit d'aider les familles.

Une question complémentaire posée en 1984 (cf Duflos, 1986) permet de hiérarchiser les actions de défense de l'environnement auxquelles les personnes interrogées sont le plus sensibles.

La qualité de l'eau est citée en tête par 27% des Français (plutôt des provinciaux de plus de 40 ans); la qualité de l'air (17%) vient en second (population plus parisienne), suivie par la qualité des produits agricoles et alimentaires (15%), la conservation de la flore et de la faune (14%), puis enfin par la pollution et les risques industriels (12%).

Un item tel que la qualité des paysages n'est cité en premier que par 3% des personnes interrogées.

Enfin, une question ouverte sur les éventuelles actions en faveur de l'environnement auxquelles l'enquête a effectivement participé posée lors des trois premières phases de l'enquête (de 1978 à 1980) (cf Duflos, 1981) permet de mesurer l'écart qui sépare la sympathie ou l'intérêt de l'action.

Seulement 12% des personnes interrogées ont répondu avoir participé à des actions en faveur de l'environnement.

Le profil socio-démographique de ces personnes est semblable à celui de celles qui estiment que la préservation de l'environnement est très importante: des personnes plus jeunes, plus instruites, caractérisées par un taux de fréquentation élevé de divers équipements collectifs (cinémas, bibliothèques, théâtres, centres de sports), et par une vie associative développée. Elles sont deux fois plus syndiquées, et adhèrent trois fois plus souvent à un parti politique que la moyenne des Français. On trouvera au Chapitre 5 des informations générales permettant de recadrer ces informations sur la vie associative.

Il est intéressant de noter que les actions effectivement engagées pour la protection de l'environnement, déclarées par les enquêtés eux-mêmes, sont extrêmement variables selon leur niveau d'instruction, mesuré ici encore par le diplôme d'enseignement général.

Les actions citées sont, en moyenne, d'autant plus collectives et politiques que le niveau de diplôme est élevé.

Des analyses lexicales permettent d'isoler, à partir des réponses libres à cette question, des "réponses caractéristiques" (cf par exemple Lebart, 1982) ayant un aspect assez caricatural: elles contiennent les mots qui apparaissent de façon très privilégiée dans un groupe donné. On note par exemple parmi les réponses émanant du groupe des personnes dont le niveau de diplôme ne dépasse pas le C.E.P. (qui sont aussi plus âgées et plus rurales) des actions du type:

Ne pas défricher les forêts.

Je m'occupe de mon jardin pour qu'il soit agréable avec beaucoup de fleurs.

Sapeur Pompier pour les feux de forêts.

Je ne jette jamais les papiers, je les ramasse même.

J'ai attiré l'attention sur le fait que nous avons de l'eau souillée.

Parmi les réponses émanant des personnes d'un niveau de diplôme au moins égal au baccalauréat (qui sont aussi plus jeunes et plus urbaines):

Manifestation à Plogoff.

Mouvement anti-nucléaire.

Association de sauvegarde du canton contre le stockage du gaz souterrain.

Membre d'un groupement s'occupant d'écologie et d'alimentation saine.

Ces exemples illustrent l'extrême hétérogénéité des actions en faveur de l'environnement. Insistons cependant sur le fait qu'il ne s'agit pas de réponses prises au hasard à l'intérieur de chacun des deux groupes, mais de réponses choisies de façon à exacerber les différences (en termes de fréquences de mots) entre les deux groupes.

3.3 LE PROGRES SCIENTIFIQUE

Qui penserait qu'un thème apparemment neutre et universel comme "la science" suscite des attitudes et opinions aussi diversifiées que des sujets peut être plus passionnels ou politiques comme l'"institution du mariage" ou l'"évolution des conditions de vie"?

Il faut cependant préciser qu'il ne s'agira pas dans ce paragraphe de science pure, mais de l'éventuel effet des découvertes scientifiques sur l'amélioration de la vie quotidienne.

On connaît l'extrême sensibilité des réponses au libellé exact des questions d'opinions ou de perception, et l'on se limitera ici encore à l'étude des variations des taux de réponses dans le temps ou, à un instant donné, entre catégories socio-démographiques.

TABLEAU N° 3 - 3

Progrès scientifique

Dans quelle mesure les découvertes scientifiques et leur utilisation vous paraissent-elles conduire à une amélioration de votre vie quotidienne ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%	%	%
Un peu	52,7	50,3	51,8	52,8	55,9	53,8	57,3
Beaucoup	33,1	37,5	35,7	35,4	31,3	31,8	30,4
Pas du tout	14,2	12,2	11,8	10,8	12,5	13,5	11,6
Ne sait pas	—	—	0,7	1,0	0,3	0,9	0,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Une divergence très nette des réponses au cours du temps...

Les Français ont une opinion mitigée sur les bienfaits à attendre du progrès scientifique, comme le montrent les chiffres du Tableau 3-3: interrogés sur l'amélioration de la vie quotidienne imputable aux découvertes scientifiques, un tiers d'entre eux environ sont résolument optimistes et choisissent la réponse "beaucoup", mais cette réponse semble progressivement laisser la place à la réponse "un peu"...

En fait, cette légère décroissance de la réponse "beaucoup" dans le pays masque une hétérogénéité croissante des attitudes (cf. Figure 3-3). Des opinions assez homogènes au départ divergent avec régularité. Les personnes les plus diplômées sont de plus en plus optimistes, alors que celles dont le niveau d'instruction ne dépasse pas le certificat d'études primaires le sont de moins en moins. Une divergence un peu moins marquée s'observe entre les petites communes rurales et la région parisienne.

Le niveau d'instruction et le niveau de vie concourent à donner une image positive de la science.

On observe souvent des effets séparés du niveau d'instruction et du niveau de vie qui sont deux facteurs interdépendants de dispersion des perceptions. Une fois l'une de ces deux variables prise en compte, il est rare que l'autre persiste à exercer un effet important. Dans le cas qui nous intéresse ici, le niveau de vie continue à avoir une influence sur l'image de la science pour chaque grande catégorie de diplômés (cf Figure 3-4).

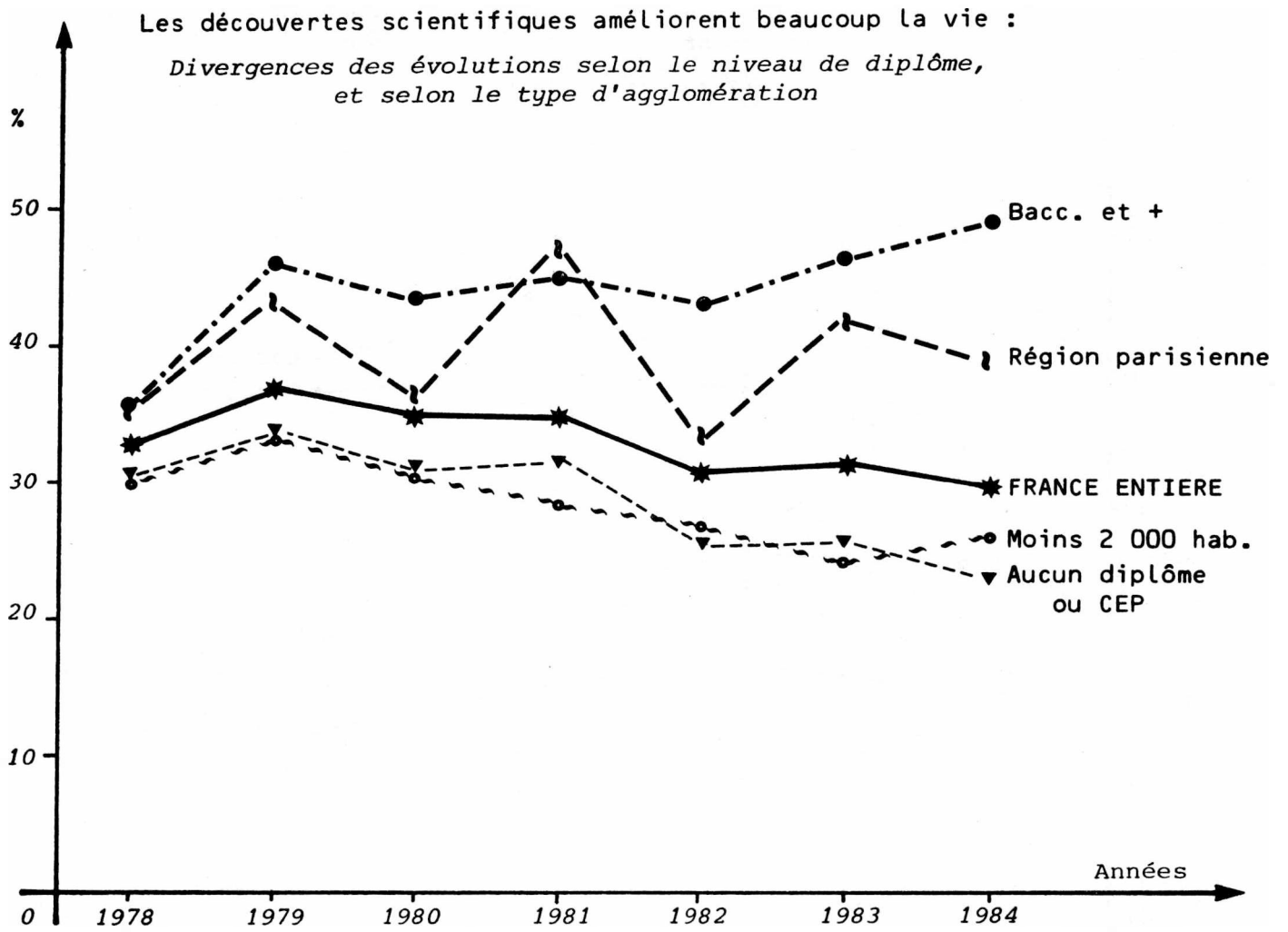
Le pourcentage de réponses "beaucoup" double approximativement quelque soit l'âge lorsque l'on passe des personnes peu instruites et peu équipées aux personnes ayant au moins le baccalauréat et le plus haut niveau d'équipement défini par l'indicateur déjà utilisé au chapitre 1.

Probablement à cause de cet effet conjoint du diplôme et du niveau de vie, et aussi à cause de la faible incidence de l'âge, les catégories socio-professionnelles vont donner des réponses très diversifiées: 53% des professions libérales et cadres supérieurs répondent que les découvertes scientifiques améliorent "beaucoup" la vie quotidienne, contre 29% des ouvriers.

Les autres caractéristiques des personnes qui font confiance aux progrès de la science découlent des précédentes: milieu urbain, vie associative supérieure à la moyenne, revenus élevés. On note que ces personnes sont souvent considérées comme "très intéressées" par l'enquête, selon les déclarations de l'enquêteur. On vérifie ainsi à propos du progrès scientifique un résultat qui apparaîtra à propos d'autres thèmes: il existe un lien entre le contenu des réponses et l'attitude par rapport à l'instrument d'observation.

Les opinions sur la famille des personnes favorables aux effets des découvertes scientifiques ne sont pas particulièrement "modernistes", bien que libérales sur le travail féminin. Ces personnes dont les âges sont très divers estiment que la préservation de l'environnement est très importante, et sont cependant plutôt d'accord avec la politique nucléaire du gouvernement.

- FIGURE 3-3 -

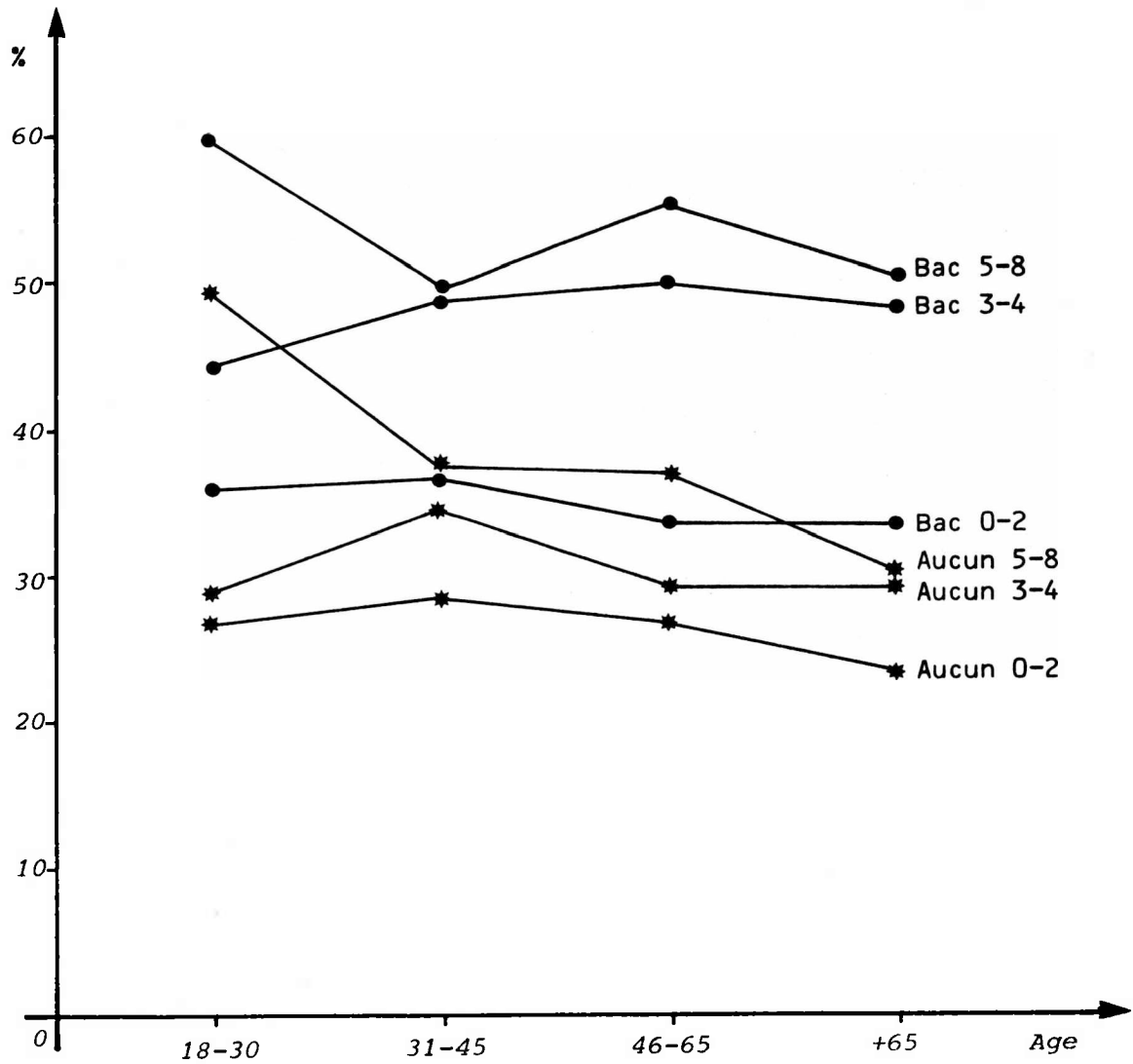


- FIGURE 3-4 -

Les découvertes scientifiques améliorent beaucoup la vie :

*Importants effets cumulés du diplôme et du niveau -
d'équipement - faible rôle de l'âge*

(Effectifs : 14 000)



Elles sont satisfaites de l'évolution de leur niveau de vie, de leur état de santé. La diffusion de l'informatique est plutôt considérée comme une chose souhaitable.

Ceux qui pensent que les découvertes scientifiques n'améliorent pas du tout la vie quotidienne sont visiblement défavorisés socialement, matériellement, et ont un profil d'"insatisfaits" très typé.

On donnera une description systématique de ce groupe. Comme précédemment, les pourcentages internes au groupe de ceux qui répondent "pas du tout" seront suivis, entre parenthèses, des pourcentages relatifs à l'ensemble de la population.

- 40% (28%) n'ont aucun diplôme.
- 49% (40%) ont un père n'ayant aucun diplôme.
- 56% (47%) ont une mère n'ayant aucun diplôme.
- 38% (27%) n'ont aucune voiture.
- 37% (27%) n'ont aucun élément de patrimoine.
- 65% (56%) n'adhèrent à aucune association.
- 28% (20%) ont plus de 65 ans.
- 14% (9%) sont des veuves.

Parmi les opinions ou attitudes les plus caractéristiques:

- 36% (26%) pensent que la justice fonctionne très mal.
- 49% (21%) pensent que la diffusion de l'informatique est une chose regrettable.
- 33% (23%) sont partisans de changements radicaux de la société.
- 20% (13%) pensent que leur niveau de vie va beaucoup moins bien.
- 19% (12%) pensent que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer.
- 9% (5%) pensent que la source d'énergie idéale est le bois.
- 5% (2%) pensent que la source d'énergie idéale est le charbon.
- 28% (19%) sont "pas du tout d'accord" avec la politique nucléaire du gouvernement.

Cette description des personnes qui ne croient pas du tout à une influence bénéfique des découvertes scientifiques est intéressante par son caractère fondamentalement composite et "impressionniste". Tous les pourcentages cités sont hautement significatifs statistiquement, et pourtant, aucune caractéristique ne peut jouer un rôle décisif dans l'identification de ces répondants. C'est la convergence de ces caractéristiques floues qui finit par camper le portrait de ces répondants.

On note assez curieusement l'absence de réponses ayant trait à la santé, qui accompagnent presque toujours les attitudes d'insatisfaction: mention de dépression, de nervosité, présence de handicaps physiques, insatisfaction générale vis à vis de l'état de santé, manque de confiance vis à vis de l'institution médicale... aucun de ces items de réponse ne caractérise ce groupe de personnes incroyables vis à vis des applications de la science.

Entre 1978 et 1984, le "profil" des personnes favorables au progrès scientifique s'est assez sensiblement transformé.

Ceux qui estiment que les découvertes scientifiques améliorent beaucoup la vie quotidienne sont de plus en plus jeunes, parisiens, et par voie de conséquence, modernistes sur la famille. On a vu aussi (Figure 3-3) qu'ils sont de plus en plus diplômés.

Malgré l'augmentation générale du niveau d'équipement du pays, ils appartiennent toujours à la frange la mieux lotie: Alors que pour les années 1978 et 1979, 41% d'entre eux avaient une télévision couleur (contre 35% en moyenne dans l'ensemble du pays), ce sont 69% d'entre eux (contre 65% en moyenne) qui en possèdent en 1983 et 1984. Comme on pouvait s'en douter, ce n'est pas le niveau absolu d'équipement qui est déterminant, mais en quelque sorte la position par rapport aux autres dans "la course à l'équipement".

Ce phénomène de déplacement de l'optimisme ou de la satisfaction des moins jeunes vers les plus jeunes, de la province vers la région parisienne, des personnes peu instruites vers les personnes plus diplômées a déjà été observé à propos de l'évolution des conditions de vie dans l'avenir, et sera observé de façon encore plus nette à propos de la diffusion de l'informatique.

S'agit-il du reflet de transformations structurelles de la société telles que l'accentuation de la "méritocratie", d'inégalité croissante devant l'emploi (avec un rôle plus important de la qualification, mais aussi l'existence de bassins d'emplois plus favorisés), ou bien de changements d'attitudes liées au changement politique ?

On notera que dans le cas des attitudes par rapport au progrès scientifique, l'année 1981 ne marque pas de discontinuité exceptionnelle. Il paraît raisonnable d'écarter, dans l'analyse des évolutions, la thèse de l'influence d'un changement purement politique.

3.4 LA DIFFUSION DE L'INFORMATIQUE

La diffusion de l'informatique est-elle une chose souhaitable, inévitable, regrettable et dangereuse ?

Cette question qui est en quelque sorte une variante conjoncturelle de la précédente donne lieu à une évolution fort différente: La diffusion de l'informatique est de plus en plus considérée comme une chose souhaitable, et ce gain progressif de faveur concerne les catégories les plus diverses de la population (cf le Tableau 3-4 et la Figure 3-5; on notera que cette question n'a pas été posée en 1978, ni en 1981)

En revanche, la vitesse de cette progression est variable selon le niveau de diplôme, et la divergence observée à propos des découvertes scientifiques en général se retrouve ici: les taux de réponses des diverses catégories de diplôme sont étonnamment similaires en 1979, et très dispersés en 1984, année où les bacheliers ont une fréquence de réponses "souhaitable" double de celle des personnes peu diplômées.

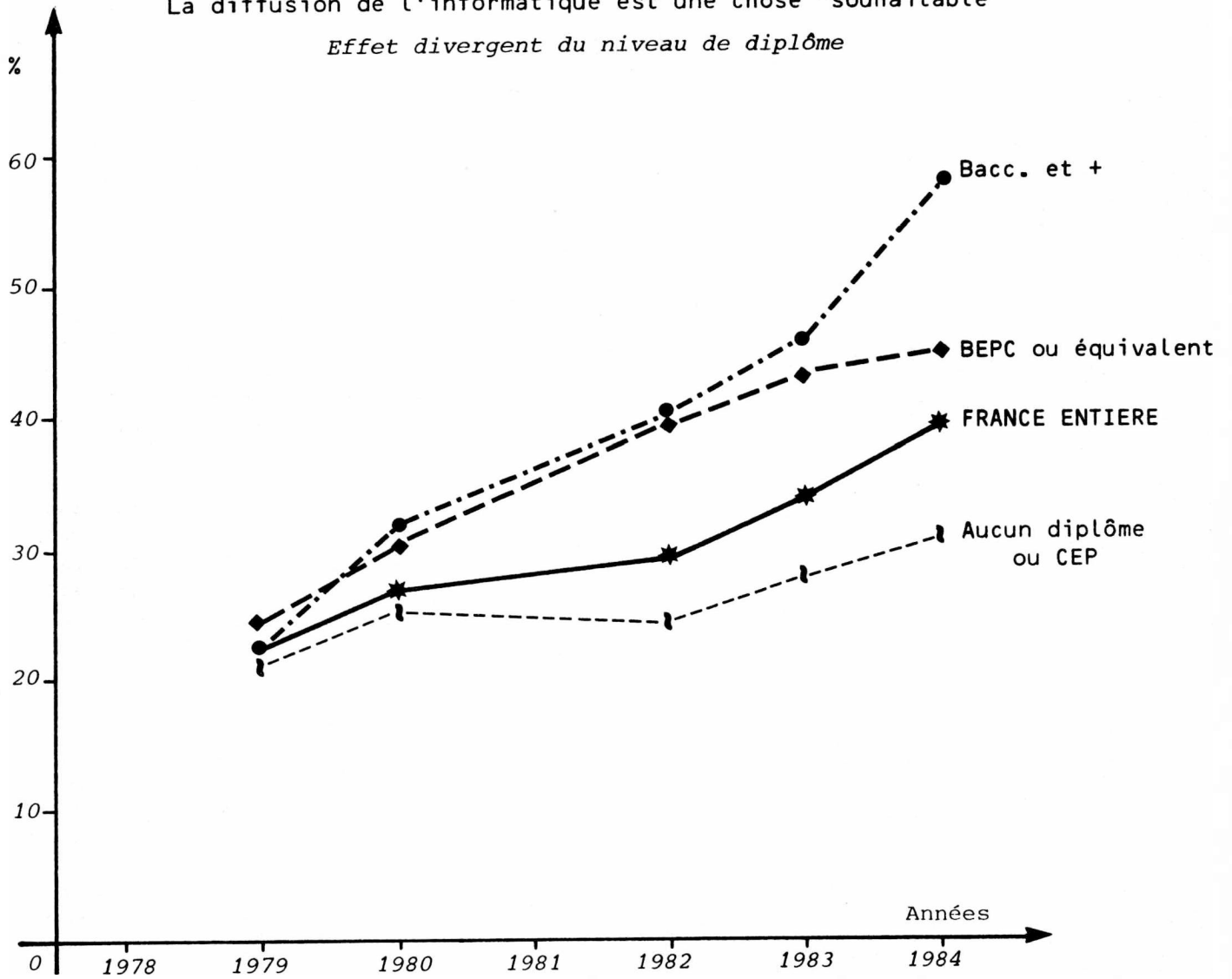
TABLEAU N° 3 - 4
Diffusion de l'informatique

Au cours des années à venir, la diffusion de l'informatique va modifier certains aspects des conditions de vie. Considérez-vous cette évolution comme :

Une chose...	1979	1980	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%
Souhaitable	22,0	26,9	29,0	34,2	38,8
Peu souhaitable. mais inévitable	53,7	47,0	47,4	48,1	45,8
Regrettable et dangereuse	20,1	21,1	21,6	15,3	13,2
Cela dépend	2,0	0,6	—	—	—
Ne sait pas	4,0	4,4	2,0	2,4	2,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

- FIGURE 3-5 -

La diffusion de l'informatique est une chose "souhaitable"
Effet divergent du niveau de diplôme



Ces variations importantes dans le temps ne permettent pas de procéder à une description générale des divers types de répondants. Les partisans et les adversaires de la diffusion de l'informatique ont beaucoup changé entre 1979 et 1984.

Sans avoir un profil très typé, les partisans de l'informatique en 1979 sont des personnes aisées et satisfaites, plutôt conservatrices et traditionalistes; ce sont surtout des provinciaux et des parisiens de plus de 40 ans. Leurs homologues de 1984 sont également des personnes aisées et satisfaites, mais nettement plus jeunes et modernistes.

Le changement est donc analogue à celui observé pour les découvertes scientifiques, mais il est beaucoup plus marqué.

La réponse "*La famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu*" est significativement liée à la réponse "souhaitable" en 1979 et à la réponse "regrettable" en 1984. Inversement, ceux qui appartiennent au noyau moderniste défini au Chapitre 2 estiment plutôt que la diffusion de l'informatique est une chose "regrettable" en 1979, alors qu'elle devient "souhaitable" en 1984.

En regroupant les deux premières et les deux dernières années, on peut procéder à un tri systématique des régions les plus caractérisées par la réponse "la diffusion de l'informatique est une chose regrettable" en début et en fin de période: La région parisienne vient assez largement en tête au début avec 27% de réponses "regrettable", contre 21% en moyenne. Elle se situe au contraire pratiquement en queue de classement à la fin de la période considérée, alors que la région Nord obtient la palme du pessimisme avec 31% de réponses "regrettable" contre 14% en moyenne.

Les interprétations de ce retournement des attitudes ne manqueront pas, la première étant probablement que ce ne sont pas les Français qui ont changé, mais l'informatique. Il est vrai que l'explosion de l'informatique familiale intervient au milieu de la période considérée ici; l'informatique "objet de consommation", et donc produit familier et démystifié, est peut-être responsable de l'engouement des cadres supérieurs et professions libérales (38% de réponses "souhaitable" en 1979, 62% en 1984).

Vécue comme une *menace pour les libertés* en début de période (ce qui expliquerait les réticences des personnes aux opinions modernistes), elle serait maintenant plutôt considérée comme une *menace pour l'emploi* (d'où les réticences des personnes peu diplômées, l'attitude globale de régions comme le Nord).

L'attitude vis à vis du progrès scientifique en général, somme toute assez similaire, doit cependant nous décourager de tout interpréter par les particularités de l'informatique, qui joue simultanément ici un rôle de révélateur et de bouc émissaire.

Chapitre 4

QUELQUES OPINIONS RELATIVES A LA
SANTÉ ET AUX SOINS MÉDICAUX

Chapitre 4

QUELQUES OPINIONS RELATIVES A LA SANTÉ ET AUX SOINS MÉDICAUX

Ce court chapitre aurait pu s'intituler "les problèmes de santé de ceux qui se portent bien". Une enquête auprès d'échantillons représentatifs de l'ensemble des Français de plus de 18 ans et ne vivant pas en institution (donc excluant les personnes hospitalisées) concerne en effet une population dont moins de 2% peuvent être considérés comme "malades de longue durée" au sens usuel de cette expression.

Une telle population comprend néanmoins 26% de personnes disant souffrir d'un handicap, d'une infirmité physique ou d'une maladie chronique (qui gêne beaucoup 43% d'entre elles), et 66% de personnes déclarant avoir souffert d'une petite affection au cours des quatre dernières semaines. La liste des cinq petites affections courantes que les personnes interrogées pouvaient déclarer figure plus bas; les réponses à ces questions ont déjà été utilisées au Chapitre 1 et citées plusieurs fois depuis lorsqu'elles étaient associées à des opinions ou attitudes particulières.

Le fait d'introduire des questions relatives à la santé dans une enquête conçue pour décrire puis comprendre ce que pensent les Français n'aura qu'une valeur épidémiologique limitée... Il y a cependant au moins trois bonnes raisons d'interroger les gens sur leur santé:

La première est justifiée par le populaire "tant qu'on a la santé", qui, en termes statistiques, se traduit par un classement quasi-unanime du "domaine santé" en tête de tous les autres domaines d'intérêt ou de préoccupation (famille, travail, logement et cadre de vie, etc...). Il pourrait paraître hasardeux d'interpréter des attitudes et opinions en négligeant un domaine aussi prioritaire. "Cherchez l'épingle" recommandait Alain aux personnes trop pressées d'interpréter à partir d'éléments psychologiques ou affectifs les pleurs d'un bébé. Il est semblablement de bonne discipline de tenir compte de tous les facteurs susceptibles d'influencer de façon importante les perceptions des personnes interrogées, avant toute interprétation élaborée.

La seconde raison de prendre en compte le thème santé n'est pas en relation directe avec la situation de la personne interrogée; elle découle de l'existence d'une institution médicale jouant un rôle important dans la vie économique en général, mais aussi dans la vie quotidienne. L'attitude par rapport au système de soins est intéressante à connaître et à analyser au même titre que, par exemple, les attitudes par rapport aux institutions qui régissent la vie familiale.

Enfin la troisième raison est peut-être plus culturelle ou éthique: elle concerne à la fois l'attitude vis à vis de la médecine en tant que science, et aussi l'attitude vis à vis de ce qui est souvent désigné par l'expression "rapport au corps": entre la situation personnelle et l'offre institutionnelle de soins, il peut exister en effet un hiatus ou des tensions tenant en particulier à l'évolution accélérée ou à la diversification des modes de vie. Ce ne sont plus les modalités de fonctionnement des institutions qui sont alors en cause, mais dans une certaine mesure leur finalité.

On va s'efforcer d'aborder ces différents aspects à partir d'un très petit nombre de questions qui ne permettront qu'un balisage rapide du champ d'étude, en montrant cependant l'imbrication des situations et attitudes dans le domaine de la santé avec celles observées à propos d'autres domaines.

4.1 LA PERCEPTION DE L'ETAT DE SANTE

85% des Français estiment leur état de santé satisfaisant ou très satisfaisant.

Le libellé exact de la question est: "Par rapport aux personnes de votre âge, pensez vous que votre état de santé est..."

Environ 27% des personnes interrogées répondent "très satisfaisant", 58% "satisfaisant", 12% "peu satisfaisant", et 2 ou 3% "pas du tout satisfaisant" (Tableau 4-1).

Ces divers pourcentages sont assez remarquablement stables au cours du temps; il a donc paru inutile de tracer une courbe décrivant l'évolution temporelle des réponses. En principe, la formulation du libellé devrait éliminer l'effet d'âge que l'on peut normalement attendre dans toute réponse relative à la santé; cet effet subsiste néanmoins, comme le montre la Figure 4-1 qui concerne le seul item de réponse "très satisfaisant".

Le pourcentage de personnes très satisfaites avoisine 40% pour les hommes de moins de 31 ans, et décroît jusqu'à 15% pour les femmes de plus de 65 ans.

Cette insatisfaction systématiquement plus élevée des femmes se retrouvera plus bas à propos des déclarations de "petites affections". Il a été établi à partir d'enquêtes spécialisées dans plusieurs pays que la consommation médicale des femmes est sensiblement supérieure à celle des hommes, même en dehors des tranches d'âges concernées par la maternité (cf

TABLEAU N° 4 - 1
Satisfaction vis-à-vis de la santé

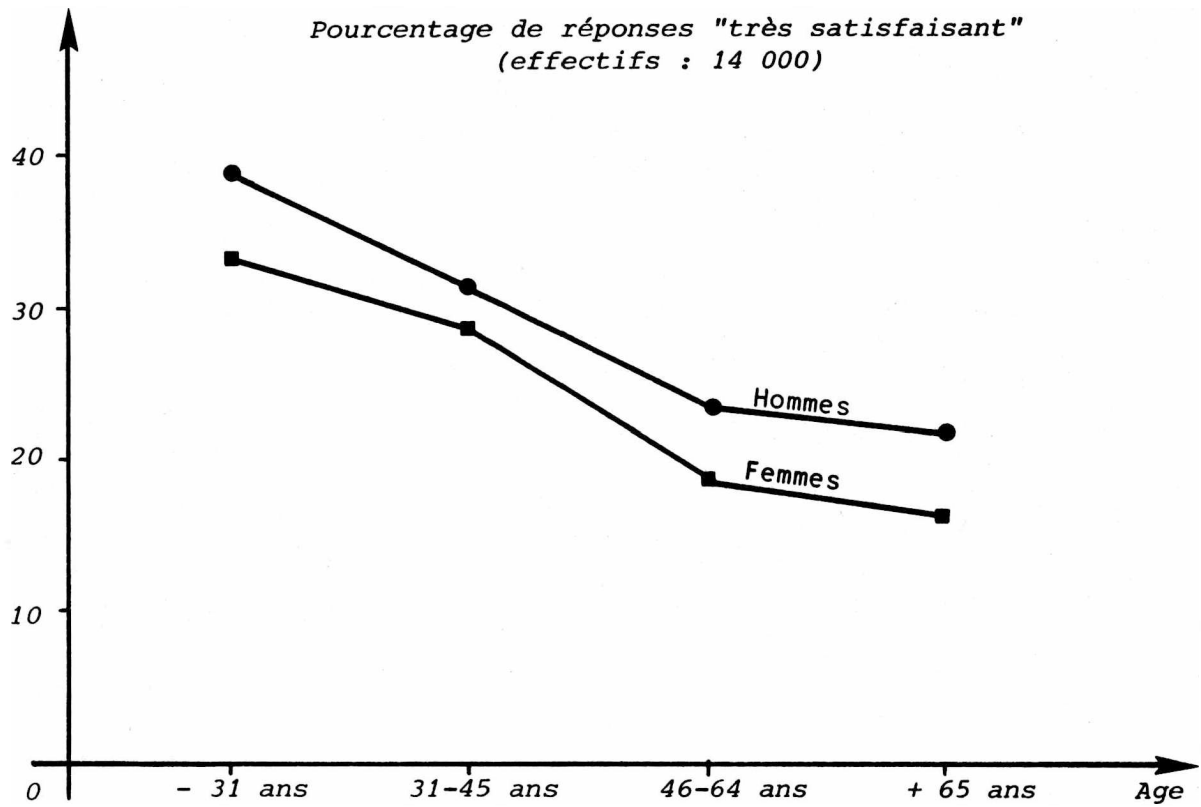
Par rapport aux personnes de votre âge, pensez-vous que votre état de santé est :

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Très satisfaisant	26,9	27,4	28,1	27,7	24,8	27,5	27,1
Satisfaisant	58,2	56,5	56,5	57,7	60,6	58,9	58,5
Peu satisfaisant	11,7	13,2	12,7	11,6	12,7	11,1	12,4
Pas satisfaisant du tout	3,2	2,9	2,7	3,0	2,0	2,6	2,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

- FIGURE 4-1 -

Satisfaction vis-à-vis de l'état de santé

Effet du sexe et de l'âge

Pourcentage de réponses "très satisfaisant"
(effectifs : 14 000)

par exemple ROSCH, 1973, MIZRAHI, 1982). L'idée d'une morbidité plus élevée chez les femmes implique aussi l'idée d'une morbidité de nature différente, seule compatible avec une différence d'espérance de vie de 7 ans en défaveur des hommes.

Cette dépendance de la satisfaction vis à vis du sexe et de l'âge, et vis à vis du nombre de petites affections déclarées ne doit pas conférer à cette mesure de perception le statut d'indicateur de morbidité. On sait par exemple que 26% des Français disent souffrir "d'un handicap, d'une infirmité, ou d'une maladie chronique qui continuera à les affecter dans l'avenir"; ce pourcentage n'est plus que de 7% chez ceux qui trouvent leur santé très satisfaisante. Cette proportion est faible, mais n'est cependant pas nulle.

La satisfaction vis à vis de la santé, une fois fixé le sexe et l'âge, est assez indépendante du niveau d'instruction, mais dépend pourtant de la catégorie socio-professionnelle.

38% des professions libérales et cadres supérieurs estiment leur état de santé très satisfaisant (ce que font 27% des Français), mais cette catégorie socio-professionnelle d'ailleurs hétérogène est surtout formée d'hommes (69%), et d'hommes plus jeunes que la moyenne. Ainsi, les hommes âgés de 30 à 50 ans représentent 17% de la population majeure, et 43% des professions libérales et cadres supérieurs.

30% des ouvriers répondent aussi "très satisfaisant", ce qui est relativement peu pour une profession encore plus masculine (81% d'hommes) et contenant beaucoup de très jeunes (42% de moins de 31 ans, contre 29% en moyenne). Tous les actifs sont en fait satisfaits de leur état de santé, mais le degré de satisfaction exprimé est variable. Nous reparlerons des catégories socio-professionnelles à propos des "petites affections déclarées".

Les opinions associées

Les principales opinions associées à une santé jugée "très satisfaisante" sont les suivantes (les pourcentages calculés parmi les "très satisfaits" sont suivis, entre parenthèses, par les pourcentages moyens dans la population).

- 31% (22%) ne sont pas du tout d'accord avec l'assertion "la santé est l'affaire des médecins".
- 35% (28%) sont très satisfaits de leur cadre de vie quotidien.
- 45% (38%) disent ne pas s'imposer de restriction.
- 39% (34%) estiment que les découvertes scientifiques améliorent beaucoup la vie.
- 18% (14%) font partie du "noyau moderniste" (cf Chapitre 2)

Ces personnes sont également favorables à la diffusion de l'informatique, à la politique nucléaire du gouvernement; elles ne manifestent que peu d'inquiétude vis à vis de maladies graves, du chômage, d'accidents du travail ou de la route, d'éventuelles agressions.

4.2 LA "PETITE MORBIDITE" DECLAREE

A-t-on souffert au cours des quatre dernières semaines de maux de tête, de mal au dos, de nervosité, d'insomnie, d'état dépressif?

Cette question composite, extraite d'une batterie plus large posée dans l'enquête "logement-santé" de l'Office Statistique des Communautés Européennes de 1977 (Inspirée des travaux de Abrams, 1976, cf aussi Castro, 1978) était au départ un outil d'analyse et de filtrage des réponses sur le bien-être.

Les séries de pourcentages observables sur le tableau 4-2, montrent une forte croissance que l'on ne doit pas interpréter trop vite en raison d'un possible biais de méthode: l'année 1981, responsable du saut le plus important, a aussi vu la batterie d'affections proposée dans le questionnaire réduite de 12 items à 5 items (on trouvera une étude approfondie de la batterie initiale dans les travaux de George, 1979, 1983). Etant donnée la sensibilité des réponses non seulement aux libellés des questions, mais aussi à leur contexte immédiat dans le questionnaire, il paraît prudent de s'abstenir d'interpréter trop avant cette évolution, pourtant confirmée par d'autres études de morbidité ressentie (cf Lecomte, 1984). Dans l'ensemble, la croissance reste cependant marquée entre 1981 et 1984, période pendant laquelle la batterie de questions est inchangée.

On a vu au Chapitre 1 que le fait de déclarer avoir souffert de certaines petites affections n'était pas indépendant des réponses à d'autres questions, comme celles concernant l'évolution du niveau de vie personnel au cours des 10 dernières années (cf la Figure 1-5, retraçant l'évolution des réponses "moins bien" pour les personnes ayant déclaré avoir souffert de nervosité au cours des quatre dernières semaines).

On a vu également que le nombre d'affections déclarées agissait comme un indicateur de pessimisme (Figure 1-6 du même chapitre), et que le pourcentage de personnes déclarant s'imposer des restrictions croît régulièrement avec le nombre de petites affections (Figure 1-14).

Parmi les personnes n'ayant déclaré aucune affection (34% de la population), il y a 57% d'hommes (47% en moyenne), s'imposant relativement peu de restriction, satisfaits de leur cadre de vie, dans l'ensemble peu inquiets et optimistes. Il y a curieusement une proportion significativement élevée d'hommes de plus de 65 ans: 43% de ces hommes âgés ne déclarent aucune affection. Cette proportion étonnamment élevée dépasse celles des classes d'âges inférieures, y compris les moins de 24 ans qui ne sont que 38% à ne déclarer aucune affection. Il faut isoler les 18-19 ans pour trouver un pourcentage de personnes "stoïques" supérieur (53% d'entre eux ne déclarent aucune affection). Il y a là sans doute l'effet de facteurs culturels et psychologiques liés à l'âge ou peut-être aux générations. La divergence des comportements entre sexes est maximale chez les personnes de plus de 65 ans.

Parmi les personnes ayant déclaré quatre ou cinq affections (10% de la population) il y a 73% de femmes et 76% de personnes disant s'imposer des restrictions. Ces personnes sont peu ou pas du tout satisfaites de leur

TABLEAU N° 4 - 2
Petites affections courantes

- En dehors de longues maladies ou d'infirmités, les gens souffrent de temps en temps d'affections courantes.
- Avez-vous souffert au cours des 4 dernières semaines de :
(pourcentage de réponses "oui" - plusieurs réponses possibles) -

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Maux de tête, migraines	30,6	27,4	29,0	34,7	37,9	35,0	37,9
Mal au dos	29,9	29,0	33,4	39,5	40,8	41,8	44,0
Nervosité	32,1	26,7	29,5	41,1	41,1	41,8	44,7
Etat dépressif	12,1	12,2	12,8	16,1	16,4	16,2	16,8
Insomnies	19,1	18,7	20,0	26,3	28,1	26,6	30,3
Nombre moyen d'affections déclarées	1,2	1,1	1,3	1,6	1,6	1,6	1,7

cadre de vie, et très inquiètes de l'éventualité de maladies graves, d'accidents de la route, du chômage, d'agressions.

Le facteur "catégorie socio-professionnelle" est indissociable du facteur sexe: les trois catégories qui mentionnent de façon significative des affections sont les employés, les personnels de service, les ménagères ou femmes au foyer, catégories fortement ou exclusivement féminines.

Maux de tête et *Nervosité* sont déclarés par ces trois catégories, les taux maximum revenant aux femmes au foyer pour les *Maux de tête* (42% contre 33% en moyenne dans la population), et aux personnels de service pour la *Nervosité* (46% contre 37% en moyenne). Les femmes au foyer ont de plus des taux significativement élevés d'*Insomnies* (29% contre 24% en moyenne) et de *Dépression* (18% contre 15% en moyenne) (Tous ces pourcentages sont calculés sur l'ensemble des sept années d'enquête).

Tout ceci devrait prévenir toute interprétation un peu rapide de la morbidité différentielle déclarée uniquement en fonction de différences biologiques: le statut social, le mode de vie (indépendamment du *niveau de vie*, car une femme au foyer a un niveau de vie évidemment comparable à celui de son conjoint) jouent un rôle au moins aggravant, et peut-être fondamental dans la perception de l'état de santé.

4.3 ATTITUDES VIS A VIS DES SOINS MEDICAUX

Le maintien en bonne santé est-il l'affaire des médecins?

Ce libellé probablement assez criticable dans sa formulation était soumis à l'approbation des personnes interrogées, avec quatre degrés d'accord possibles.

L'expression "l'affaire des médecins" n'est pas très heureuse; rappelons cependant que ce ne sont pas les pourcentages des réponses qui seront interprétés, mais les variations au cours du temps ou entre catégories de ces pourcentages relatifs à un même libellé, si imparfait soit-il.

Ceux qui désapprouvent cette assertion sont de plus en plus nombreux (Tableau 4-3 et Figure 4-2); Le niveau d'instruction joue un rôle privilégié dans la dispersion instantanée des réponses.

Pour illustrer le caractère plus "idéologique" que technique de la question, on notera que 37% des personnes qui sont "pas du tout d'accord" estiment leur état de santé très satisfaisant (ce qui n'est le cas que de 27% des Français). Les réponses ne doivent donc pas être considérées comme des critiques du système de soins par ses utilisateurs; des études plus spécialisées réalisées à partir des données du même système d'enquête (George, 1983) montrent au contraire que le nombre de personnes insatisfaites ne dépasse pas 15% des utilisateurs effectifs.

TABLEAU N° 4 - 3

Problèmes de santé

Etes-vous d'accord avec les opinions suivantes ?
Le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%	%	%
Tout à fait d'accord	16,9	15,3	14,9	12,7	12,9	14,5	13,6
Assez d'accord	36,3	31,1	30,8	31,0	31,5	32,2	29,0
Pas d'accord	46,8	53,6	54,3	56,3	55,6	53,2	57,5
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

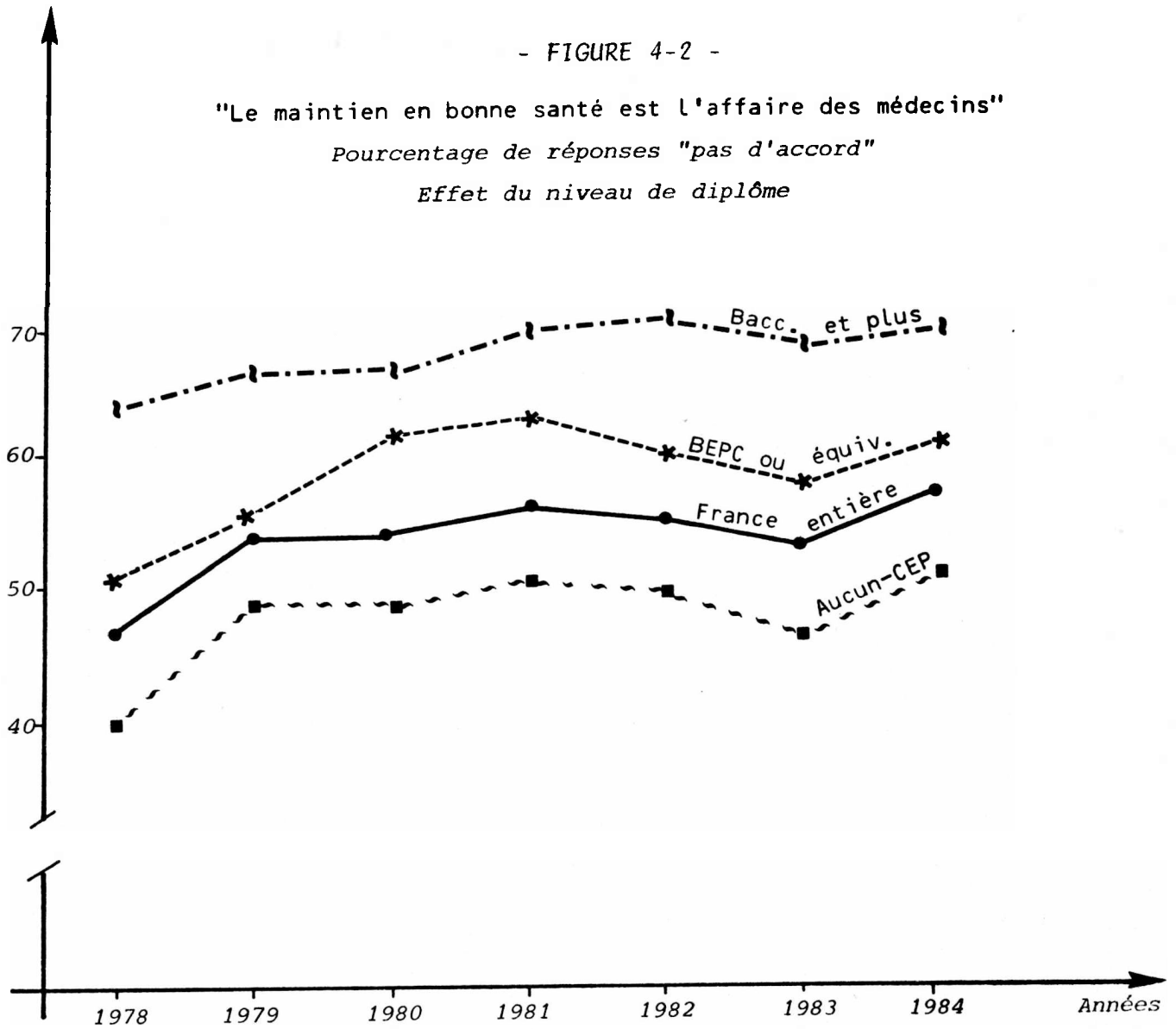
(1) "Pas d'accord" et "pas du tout d'accord".

- FIGURE 4-2 -

"Le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins"

Pourcentage de réponses "pas d'accord"

Effet du niveau de diplôme



Les personnes qui sont en désaccord avec la phrase "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins" ont un "profil moderniste" assez caractérisé.

Elles constituent presque les trois quarts du "noyau moderniste" défini au Chapitre 2 à partir des réponses à trois questions sur la famille, le mariage et le travail féminin.

Leur âge moyen est de 41 ans, alors que celui des personnes assez d'accord est de 48 ans, et celui des personnes tout à fait d'accord de 50 ans. Elles pensent que la préservation de l'environnement est très importante, que la justice fonctionne mal ou très mal, et possèdent la plupart des caractéristiques de situation ou d'opinion des jeunes urbains instruits. Sur ce thème particulier, la Lorraine et l'Alsace sont aussi "moderniste" que la région parisienne.

Parmi ceux qui sont tout à fait d'accord, les retraités et les personnes sans diplômes prédominent, dans un contexte d'opinions traditionalistes.

Il devrait être clair que le rapprochement entre ceux qui approuvent ou désapprouvent la phrase "Le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins" et les "modernistes" ou "traditionalistes" se fait sur la base des caractéristiques des répondants, et non du contenu des assertions. On verra d'ailleurs au Chapitre 7 que les Japonais, beaucoup plus "traditionalistes" que les Français à propos de la famille, désapprouvent cependant de façon plus nette la phrase précitée.

Est-on mieux soigné quand on a de l'argent et des relations?...

En moyenne sur les sept années d'enquêtes, 28% des Français sont tout à fait d'accord avec cette assertion, 32% sont assez d'accord, et 40% pas du tout d'accord (Tableau 4-4).

Quel que soit leur âge, les ruraux sont confiants, les habitants des grandes villes et surtout les parisiens sont amers...

Ce ne sont plus l'âge et le niveau d'étude qui permettent de discriminer les réponses, mais le type d'agglomération: 21% des personnes résidant dans des communes de moins de 2000 habitants sont tout à fait d'accord, contre 32% pour les communes de plus de 2000 habitants, et 39% pour l'agglomération parisienne.

Ceux qui sont tout à fait d'accord sont avant tout des mécontents (qui ont peut-être de bonnes raisons de l'être...il ne s'agit pas ici d'une explication purement psychologique).

Les premiers pourcentages cités ci-dessous concernent l'ensemble des personnes qui ont répondu "tout à fait d'accord", alors que ceux qui suivent entre parenthèses concernent toute la population.

- 68% (61%) disent s'imposer des restrictions
- 30% (23%) sont partisans de changements radicaux de la société
- 17% (12%) estiment que leurs conditions de vie se sont beaucoup détériorées.

TABLEAU N° 4 - 4

Problèmes de santé

Etes-vous d'accord avec les opinions suivantes ?
 On est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations ...

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%	%	%
Tout à fait d'accord	29,3	22,0	26,6	32,3	29,0	32,1	28,3
Assez d'accord	29,9	32,1	32,6	31,5	33,3	28,2	31,6
Pas d'accord	40,8	45,9	40,8	36,2	37,7	39,7	40,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

32% (26%) estiment que la justice fonctionne très mal
 43% (37%) ont souffert de nervosité
 19% (15%) ont souffert d'état dépressif
 30% (25%) se disent très inquiets du chômage
 20% (16%) se disent très inquiets d'une éventuelle agression
 24% (19%) ne sont pas satisfaits de leur cadre de vie.

A l'inverse, ceux qui sont "pas du tout d'accord" avec cette assertion forment près de la moitié des personnes résidant dans des communes de moins de 2000 habitants. Cette réponse est donnée par la moitié des bretons, des champenois et des bourguignons. Les opinions sont modérément traditionalistes, et expriment une satisfaction aussi générale que modérée.

Ces deux questions sont pratiquement indépendantes: une certaine intuition pourrait faire penser que ceux qui désapprouvent nettement la phrase "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins" se retrouvent en proportion notable dans le groupe des mécontents du fonctionnement de la médecine. Il n'en est rien. Ils forment au contraire 26% (contre 22% en moyenne) du groupe des satisfaits.

L'image et la conception du rôle de la médecine sont bien dissociées des appréciations portées sur les modalités pratiques de son fonctionnement.

*
 * *

Modernisme, traditionalisme, insatisfaction personnelle ou "sociétale", situations ou modes de vie particuliers, on a vu au cours des chapitres précédents et l'on verra plus loin les réponses relatives au thème *Santé* se "positionner" dans la mosaïque des perceptions et opinions, comme dans le réseau des caractéristiques objectives des Français. La spécificité de l'information recueillie est ici claire: les questions subjectives ne sont pas des raccourcis ou des synthèses permettant d'accéder à moindre frais à des informations cachées ou complexes: ce sont des informations d'une nature différente, nécessitant une confrontation permanente avec le contexte de perceptions et le cadre factuel sous-jacent. De ces confrontations devra progressivement émerger un mode d'emploi qui n'est pas celui que suggère l'intuition immédiate.

Chapitre 5

VIE ASSOCIATIVE, VIE SOCIALE,
SOLIDARITE

Chapitre 5

VIE ASSOCIATIVE, VIE SOCIALE, SOLIDARITE

On parle de "phénomène associatif", de nouveaux rapports sociaux notamment au niveau local, mais aussi de résurgence de l'individualisme, de baisse du sentiment de solidarité.

Il est difficile de procéder à un repérage quantitatif de ces divers phénomènes parfois antagonistes, en général assez mal définis, de toute façon mal appréhendés par les catégories ou les nomenclatures les plus usuelles.

L'étude de la vie associative est à cet égard caractéristique. On chiffre à environ 600000 le nombre des associations en France et il en naît en moyenne 40000 par an depuis 1981. On connaît cependant mal leur importance réelle: On sait que beaucoup d'entre elles sont éphémères, extrêmement spécialisées ou très spécifiquement localisées, beaucoup n'existent que sur le papier...

On tentera néanmoins, en toute conscience des insuffisances de la démarche utilisée, de dresser puis d'analyser un tableau statistique de la vie associative à partir d'une série de taux d'adhésion construits non pas à partir de statistiques administratives, mais à partir d'interviews auprès des usagers potentiels.

La notion de solidarité, ou la mesure de l'évolution d'un éventuel degré de solidarité sont tout aussi malaisées à définir. Il est certainement plus facile de définir l'individualisme: l'absence de structure est un modèle de référence pratique et univoque: tout le monde comprend ou conçoit ce que peut être une société "atomisée"; alors que l'existence de structure demande des spécifications supplémentaires.

Il existe tout d'abord différents *champs de solidarité* parmi lesquels on peut citer la famille, le travail, le quartier, mais aussi la société civile, les institutions.

On doit distinguer ensuite différentes *circonstances de solidarité* dont les plus classiques sont certainement le vieillissement, la maladie, le chômage, les soins et l'éducation prodigués aux enfants, les catastrophes naturelles, etc...

Enfin, il existe plusieurs sortes d' *actions de solidarité*: actions individuelles (aide interpersonnelle), collectives volontaires (dons, cotisations diverses), collectives institutionnelles (redistributions consécutives à des prélèvements obligatoires), etc...

L'étude des réponses à quelques questions posées chaque années dans l'enquête sur les conditions de vie et les aspirations des Français va permettre de suivre en évolution certains aspects des modes de vie en rapport avec la notion intuitive de solidarité correspondant à quelques uns des champs, circonstances ou actions précités.

5.1 LA VIE ASSOCIATIVE DE 1978 A 1984:

Un ralentissement ?

En 1984 la vie associative concerne moins d'un Français sur deux. Cette information pourtant sommaire correspond à un clivage de la population qui n'est pas neutre.

Les trois quarts des "non participants" ont en effet un niveau d'instruction générale ne dépassant pas le certificat d'études primaires. Ce sont également des personnes plus âgées qu'en moyenne, le plus souvent des femmes (58%).

L'évolution de 1978 à 1984 des taux de participation à 15 types d'associations (Tableau 5-1) permet de déceler un léger tassement des adhésions en fin de période: seules échappent à cette tendance les associations sportives. Celles-ci ont d'ailleurs les plus forts taux d'appartenance (de 15% à 18%). Elles sont suivies d'assez près par les associations culturelles qui passent de 14% à 12% , et les associations syndicales ou de parents d'élèves qui atteignent respectivement 8% et 7% en fin de période à partir d'un même niveau de 10% en 1978.

Notons que certains secteurs de la vie associative qui ont connu une forte croissance récemment ne sont pas pris en compte par la nomenclature utilisée (activités artistiques et artisanales mal saisies par l'intitulé "associations culturelles", activité de formation diverses, radios libres, etc..).

TABLEAU N° 5 - 1

Vie associative

Faites-vous partie ou participez-vous aux activités d'une association (ou d'un groupe) ...?

	1978		1981		1984	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Sportive	15,4	(308)	16,4	(328)	17,5	(351)
Culturelle, de loisirs d'éducation populaire	14,1	(282)	14,9	(299)	11,6	(232)
Confessionnelle	5,9	(119)	4,0	(81)	4,7	(94)
Familiale	3,7	(75)	3,5	(70)	1,8	(36)
Syndicale	10,5	(209)	9,3	(187)	7,5	(150)
De quartier, locale	5,6	(111)	6,1	(123)	5,3	(106)
D'étudiants	2,2	(45)	1,6	(32)	1,5	(29)
De jeunes	3,8	(76)	2,6	(52)	2,4	(48)
De défense de la nature, de gestion de l'environnement	4,1	(83)	3,4	(68)	1,6	(32)
De consommateurs et d'usagers (Associations de locataires...)	2,1	(41)	2,6	(52)	1,6	(32)
De parents d'élèves	10,0	(199)	9,9	(198)	7,3	(146)
De bienfaisance, d'entraide	7,0	(141)	7,5	(150)	5,5	(111)
De femmes	1,9	(37)	2,2	(44)	0,8	(17)
D'un parti politique	3,0	(60)	5,1	(101)	1,9	(38)
Professionnelle	7,2	(144)	6,6	(131)	6,5	(131)

44% des personnes interrogées participent aux activités d'au moins une association pendant la période 1978-1984. Ce taux varie de 46% en début de période à 42% pour les deux dernières années. Ce ralentissement est sensible pour de nombreuses associations considérées isolément (cf. Tableau 5-1), à l'exception déjà signalée des associations sportives.

L'indicateur qui vient d'être mentionné "taux de participation à au moins une association" est évidemment très grossier. Il dépend de la composition de la liste des 15 associations proposées, il considère comme équivalentes toutes les adhésions, et ne tient pas compte du nombre d'adhésions.

Malgré ses faiblesses, ce taux moyen varie de façon étonnamment régulière en fonction de l'âge, du niveau de diplôme, et du niveau d'équipement des personnes interrogées (mesuré par l'indicateur sommaire défini au Chapitre 1) (Figure 5-1).

Pour chaque classe combinant simultanément équipement et diplôme, le taux d'adhésion à au moins une association est maximum pour la classe d'âge 31-45 ans, puis décroît progressivement jusqu'à 65 ans.

Pour chaque classe d'âge, ces taux d'adhésions augmentent simultanément avec le niveau de diplôme et le niveau d'équipement. Le cumul des deux effets est très net.

Cet effet cumulé du niveau d'équipement et du diplôme n'est pas sans rappeler la façon dont varient les opinions vis-à-vis d'une éventuelle influence des découvertes scientifiques sur la vie quotidienne (Chapitre 3). Le taux minimal est ici de 25% pour les personnes âgées peu diplômées et peu équipées, et le taux maximal avoisine 80% pour les personnes proches de la quarantaine, équipées et diplômées.

Il est frappant de voir que le plus petit signe de vie associative possible (le fait de participer aux activités d'une association au moins, quelle qu'elle soit) est déjà l'indice d'un niveau culturel et d'un niveau de vie tous deux supérieurs à la moyenne.

Qui sont les adhérents ?

Les Associations Sportives ... Surtout des hommes jeunes.

Elles regroupent un grand nombre d'actifs (66%) et une proportion importante d'étudiants (9%, alors que ceux-ci ne représentent que 4% de la population). Les hommes y prédominent (62%). Les moins de 31 ans forment 45% des participants.

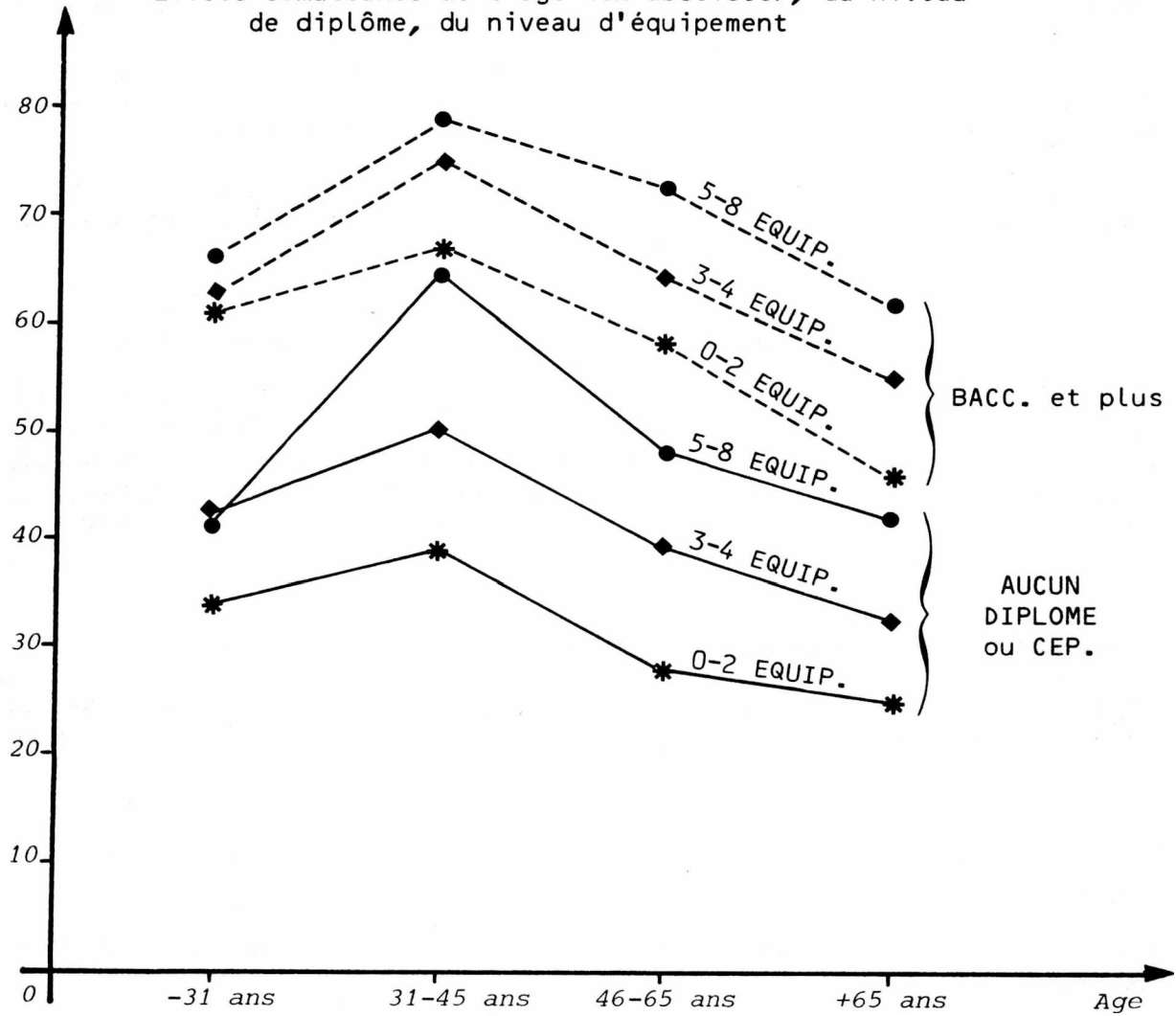
Les associations culturelles... Des personnes diplômées et disponibles.

Près de 40% ont un niveau de diplôme au moins égal au baccalauréat dans ce groupe qui contient par ailleurs près d'un quart de célibataires. Un

- FIGURE 5-1 -

POURCENTAGE D'APPARTENANCE A AU MOINS UNE ASSOCIATION

Effets simultanés de l'âge (en abscisse), du niveau de diplôme, du niveau d'équipement



cinquième de ces adhérents se couchent régulièrement après 23 heures, trait de comportement caractéristique des jeunes urbains instruits.

Les Syndicats ... Principalement des hommes actifs.

On compte 73% d'hommes parmi les syndiqués . Le niveau d'étude est plus élevé que la moyenne (31% ont un niveau supérieur ou égal au baccalauréat). 84% d'entre eux pensent que la société a besoin de se transformer, contre 76% pour l'ensemble de la population (cf Chapitre 6).

Les Associations de Parents d'élèves... recrutent évidemment parmi des parents... et souvent des parents de familles nombreuses.

Ceux-ci sont pour 65% d'entre eux logés dans des pavillons. Il s'agit d'une population sensiblement plus aisée -toutes choses égales par ailleurs- que les non-adhérents..

Les Associations professionnelles... Encore des hommes actifs.

Plus de 72% d'hommes, d'un niveau d'études générales comparable à celui des adhérents des associations culturelles. On y dénombre 76% de personnes mariées, 57% de propriétaires ou d'accédants. On relève des opinions libérales sur le travail des femmes, des opinions positives sur les découvertes scientifiques, sur la préservation de l'environnement.

Les Associations de Bienfaisance et d'Entraide... concernent plus particulièrement des provinciaux âgés et instruits.

64% sont en effet des provinciaux de plus de 40 ans; Près du tiers ont au moins le niveau du baccalauréat, proportion très significative pour une telle classe d'âge pauvre en diplômés.

Les associations de quartier ou locales... intéressent surtout les habitants des petites communes.

Près de 40 % des adhérents résident dans des communes de moins de 2000 habitants.

Les Associations confessionnelles... Veuves et femmes au foyer y sont nombreuses.

Parmi leurs adhérents, 62% sont des femmes, 70% sont âgés de plus de 40 ans. On compte 26% de femmes au foyer et 17% de veuves. Le niveau culturel est élevé, les familles sont nombreuses, les opinions sur la famille et le mariage résolument traditionalistes.

Parmi les associations comportant au plus 3% d'adhérents...

Les partis Politiques... Toujours des hommes actifs. 71% d'hommes. Le niveau d'étude du groupe est élevé (37% ont au moins le baccalauréat). La société a besoin de se transformer pour 86% de ces adhérents, et parmi ceux-ci, 43% préconisent des changements radicaux.

Les Associations Familiales... Les familles nombreuses y sont plutôt bien représentées, bien que seulement 25% de leurs adhérents touchent des prestations familiales.

Les Associations de Défense de la Nature concernent des hommes jeunes de niveau culturel élevé.

Les associations de Jeunes, d'Etudiants, de Femmes ... concernent évidemment des populations spécifiques. Leur niveau d'étude moyen est bien supérieur à la moyenne.

Les Associations de Consommateurs, enfin, touchent surtout les grosses agglomérations et la région parisienne.

Les cumuls de participations

Si moins d'un Français sur deux participe à *au moins une association*, il existe cependant parmi les adhérents de fréquents cumuls de participations .

En fait ,au début de la période considérée, 24% des Français adhèrent à une seule association, 11% à deux, 6% à 3, et 5% à plus de trois. Ces cumuls ne se font pas au hasard: il existe des "affinités" entre certaines associations et il existe une typologie corrélative des adhérents. On peut distinguer approximativement trois groupes d'adhérents correspondant à trois familles d'associations:

Groupe 1 Dominante : personnes actives d'âge moyen.

Un esprit "militant" anime ces personnes engagées socialement et politiquement.

Associations	<i>Syndicales</i>
	<i>De Parents d'élèves</i>
	<i>Professionnelles</i>
	<i>Politiques</i>

Ainsi, par exemple, 54% des adhérents à un parti politique participent aux activités d'une association syndicale, et parmi les syndiqués, seulement 28% appartiennent à une association de type politique. Les membres des associations de parents d'élèves ont un taux de syndicalisation trois fois supérieur à la moyenne.

Groupe 2 Dominante : Jeunes

Clientèle de coopératives étudiantes, de M.J.C., Ciné-clubs, de clubs sportifs..

Associations	<i>Etudiants</i>
	<i>Jeunes</i>
	<i>Sportives</i>
	<i>Culturelles</i>

On note, par exemple, qu'un étudiant sur deux participant à une association d'étudiant fait partie d'une association sportive, deux sur cinq font partie d'une association culturelle.

Groupe 3 Dominante : Femmes inactives et retraités.

L'entraide, la solidarité, l'intérêt porté à la vie locale et familiale caractérisent ce groupe.

Associations	<i>Confessionnelles</i>
	<i>Bienfaisance</i>
	<i>Femmes</i>
	<i>Quartier</i>
	<i>Familiales</i>

Un tiers des adhérents d'associations confessionnelles font partie d'associations de bienfaisance. Il en est de même pour un tiers des membres d'associations de femmes-cette dernière rubrique ne semblant pas recouvrir d'associations de type "féministe".

5.2 LA SOLIDARITE, LES ATTITUDES VIS A VIS

DE LA COLLECTIVITE

A l'automne 1984, la solidarité est perçue comme "faible" par l'ensemble des Français. 85% d'entre eux approuvent la phrase "La plupart des gens ne s'intéressent pas réellement au sort de ceux qui vivent autour d'eux".

Il est cependant difficile de donner un contenu précis à une telle vitupération. On ne dispose malheureusement pas de séries chronologiques de réponses à cette question, qui a en fait été introduite en vue de comparaisons internationales (en 1982, 74% des allemands de l'ouest approuvaient la même assertion).

Le sentiment de solidarité est-il plus faible que les années précédentes? La solidarité ne paraît-elle insuffisante que parce qu'elle se révèle de plus en plus nécessaire? On ne peut l'affirmer globalement à partir d'informations statistiques homogènes et vraiment comparables.

Il serait en effet hasardeux de parler d'une dérive d'ensemble de la solidarité alors qu'il semble au contraire qu'il y ait une haute différenciation des attitudes et, assez probablement, des transferts ou substitutions entre "lieux d'exercice" des actions de solidarité.

On a noté une baisse de l'ordre de trois points des taux d'adhésions aux associations de type syndical (Tableau 5-1), baisse d'ailleurs confirmée par les résultats des élections aux comités d'entreprise.

On a bien affaire ici à une diminution de l'influence d'une institution où s'exerce la solidarité ouvrière la plus traditionnelle;

Une autre question de la même enquête confirme cette légère et récente baisse d'influence, en proposant différents recours en cas de difficultés consécutives à un chômage prolongé: Le tableau 5-2 donne le

TABLEAU N° 5 - 2

Si vous ou votre famille par suite d'un chômage prolongé, vous vous trouviez sans ressources, à qui vous adresseriez-vous en premier lieu pour tenter de résoudre ces difficultés :

en %

	1978	1981	1984
A des parents	41,1	37,6	40,3
A des amis		6,1	5,9
A un syndicat, une association professionnelle	7,1	8,4	6,4
Au bureau d'aide sociale	25,0	21,6	24,1
Aux assistants sociaux	9,4	10,6	12,0
A un organisme d'entraide	6,7	5,1	6,2
Autre	10,7	10,6	5,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0

libellé exact de la question, et les pourcentages de réponses correspondants pour les trois mêmes années.

Même si de telles difficultés ne relèvent pas typiquement de l'activité syndicale, l'évolution au cours du temps d'items identiques n'est pas dépourvue de signification.

Il est en particulier intéressant de noter que l'item de réponse "les parents et les amis" augmente régulièrement pendant la même période de 41 à 46%. Des solutions au niveau "micro-social" interviendraient dans des domaines autrefois réservés à des institutions (cf par exemple Forse, 1982). On note cependant la progression faible mais significative des éventuels recours aux assistants sociaux, ce qui montre qu'il n'y a peut-être pas de rejet systématique de toutes formes d'aides institutionnelles.

Revenant au Tableau 5-1, on aura noté également la décroissance, depuis 1981, des taux d'adhésion aux associations de bienfaisance et d'entraide, et celle, plus nette, des associations dites "culturelles, de loisirs, ou d'éducation populaire". Il est probable cependant que certaines formes d'entraides, comme celles relevant de la "charité médiatisée" (grandes campagnes du type "la faim dans le monde", "les restaurants du coeur", etc..) échappent aux critères de la vie associative traditionnelle et passent à travers le filet de ces recueils statistiques somme toute assez frustes.

Bien que les Français ne se perçoivent pas comme mutuellement solidaires... certains indices d'une perte de terrain de l'individualisme se font jour.

Les réponses à une question relative à l'ensemble de toutes les prestations sociales montrent que l'attitude vis à vis des chômeurs, pour réservée qu'elle soit en 1984, a sensiblement évolué depuis 1982, dans le sens d'un accroissement du sentiment de solidarité (Tableau 5-3). Un Français sur deux pensait en 1982 que les chômeurs étaient la catégorie de Français pour laquelle on dépensait le plus; Seulement un Français sur trois le pense deux ans plus tard.

Le pourcentage des Français déclarant que c'est pour les chômeurs que les efforts de la collectivité sont les plus insuffisants passe de 11,5% en 1982 à 28% en 1984.

Il y a donc, au détriment d'ailleurs des handicapés, des malades et des personnes âgées, une certaine prise de conscience des devoirs de la société envers les chômeurs.

Une autre question concernant la prise en charge par la collectivité des familles aux ressources insuffisantes permettra également de déceler, sinon un accroissement de solidarité, au moins une augmentation de sollicitude vis à vis de catégories défavorisées.

TABLEAU N° 5 - 3
La solidarité des Français

En France, comme dans de nombreux pays étrangers, en cas de maladie, de chômage, pour les personnes âgées, les familles... des prestations sont distribuées.

A votre avis, pour quelle catégorie dépense-t-on le plus ?

A votre avis, pour quelle catégorie les efforts de la collectivité sont-ils les plus insuffisants ?

en %

	1982		1984	
	"Le plus"	"Les plus insuffisants"	"Le plus"	"Les plus insuffisants"
Les chômeurs	50,3	11,5	31,9	28,0
Les handicapés et les malades	20,6	12,5	34,4	7,7
Les personnes âgées	12,0	44,9	14,7	36,1
Les familles	9,6	13,7	9,8	14,2
Les émigrés, le tiers monde	3,3	0,4	4,7	0,5
Les jeunes	1,0	6,3	0,9	3,5
Autres catégories	3,2	10,7	3,6	10,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

A propos de cette prise en charge, on demande aux personnes interrogées de choisir parmi les deux opinions suivantes celle dont ils se sentent le plus proche:

"Cela leur donne la possibilité de vivre"

"Cela leur enlève tout sens des responsabilités"

Le premier item est choisi par 53% des Français en 1982, et 63% en 1984, le second décroissant entre les mêmes dates de 45% à 35%.

Encore une fois, insistons sur le fait qu'il est beaucoup plus licite d'interpréter des variations temporelles de réponses à des questions ayant même libellé, que d'épiloguer sur le contenu réel des items d'une question unique. Peu importe ici ce que les répondants mettent derrière chacun des deux items proposés, autrement dit, peu importe le niveau exact des pourcentages au départ: l'évolution se fait par rejet de l'item le plus "individualiste".

Dans le même sens, et toujours à propos des familles, la proportion de personnes pensant que les allocations familiales "devraient être diminuées progressivement lorsque le salaire augmente" croît de 58% à 64% entre 1980 et 1984.

Si une vision plus redistributive des prestations familiales gagne légèrement du terrain, ce n'est certainement pas l'indice d'une extension de l'individualisme.

Léger regain de faveur des équipements collectifs.

On a vu au Chapitre 1 que les séries temporelles d'opinions sur l'évolution passée et future du niveau de vie ou de la situation économique ont en général une irrégularité à l'automne 1981: la dégradation progressive amorcée depuis maintenant une dizaine d'années marque un palier, ou même se change très provisoirement en amélioration, pour rejoindre dès 1982 la tendance antérieure.

Une question assez technique, mais intéressante du point de vue de la mesure d'un certain niveau d'individualisme, subit également le contrecoup de l'année 1981: elle concerne l'arbitrage entre deux formes d'aides aux familles: l'aide en argent d'une part, l'aide sous forme d'équipements collectifs et de services d'autre part. Le tableau 5-4 permet de suivre l'évolution des réponses à cette question.

En 1978, l'aide en argent est choisie comme préférable par 55% des personnes interrogées, l'aide sous forme d'équipements collectifs par 21%, et l'aide sous forme de services par 15% (9% des personnes interrogées ne se prononcent pas, et ce dernier pourcentage varie très peu au cours du temps).

En 1979 et en 1980, l'aide en argent obtient 53%, contre 21, puis 22% pour les équipements collectifs.

En 1981, l'aide en argent descend à 40%, alors que les équipements collectifs gagnent presque dix points (31%), l'ensemble des services et des équipements collectifs atteint 50%.

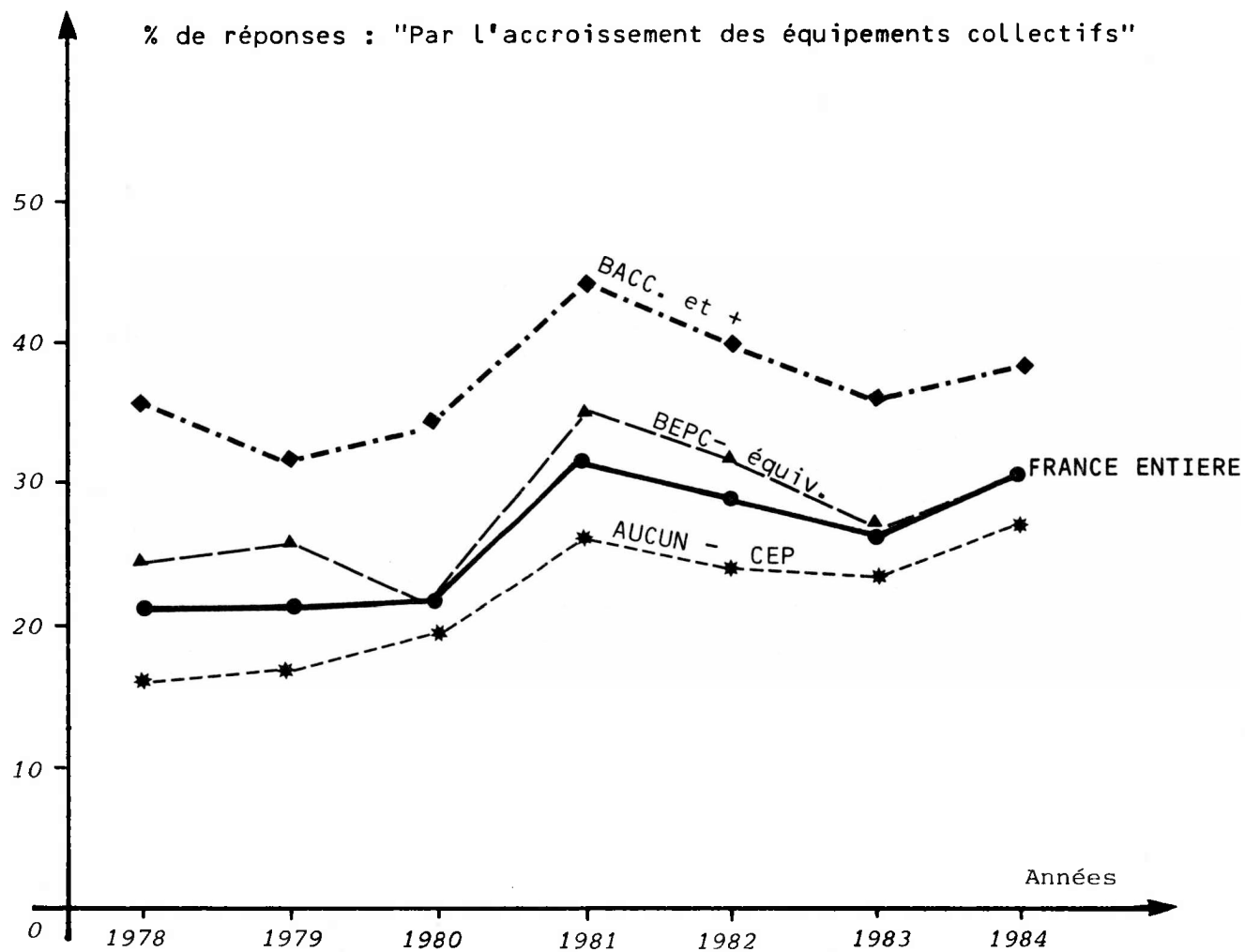
TABLEAU N° 5 - 4
Politique familiale

Parmi les solutions suivantes, laquelle vous semble préférable pour accroître l'efficacité de cette aide ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%	%	%
Une augmentation de l'aide en argent	55,5	53,1	53,4	40,2	45,0	45,2	43,5
Un accroissement des équipements collectifs (équipements destinés à la garde des enfants, aux soins, aux vacances)	21,2	21,1	22,2	30,7	28,1	26,6	29,9
Un accroissement des services (aides ménagères)	14,7	17,2	15,9	18,8	16,9	18,3	17,5
Ne sait pas	8,7	8,6	8,5	10,3	10,0	9,9	9,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

- FIGURE 5-2 -

COMMENT ACCROITRE L'EFFICACITE DE L'AIDE AUX FAMILLES ?



En 1982 et en 1983, les deux formes d'aides non monétaires obtiennent des pourcentages de 45%.

En 1984, enfin, les partisans de l'aide en argent diminuent légèrement (43%), et corrélativement les équipements collectifs et les services augmentent (47%, dont 30% pour les seuls équipements collectifs).

Ainsi, la solution individualiste par excellence, l'aide monétaire, perd une part importante de la faveur des Français en 81, regagne un peu de terrain ensuite, sans jamais cependant retrouver le niveau antérieur à 81. Son niveau reste en 1984 inférieur de dix points à celui qui précède immédiatement le changement de gouvernement de 1981.

La Figure 5-2 permet de suivre l'évolution de l'item de réponse relatif aux équipements collectifs, avec une ventilation des pourcentages selon le critère sélectionné parce qu'il avait isolément le meilleur pouvoir explicatif: le niveau de diplôme d'enseignement général.

La forme de l'évolution rappelle celle de l'item " Les femmes devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent" (cf Chapitre 2, Figure 2-5). Il y a en effet dans les deux cas une trajectoire formée de deux paliers, séparés par un saut de l'ordre de dix points à l'automne 1981. L'effet du niveau d'instruction est moins important dans le cas de la réponse relative aux équipements collectifs, mais il reste considérable.

On a d'ailleurs vu, à propos de la caractérisation des personnes ayant les opinions les plus modernistes sur la famille (Chapitre 2), que les partisans des équipements collectifs y étaient plus nombreux. Il s'agit de personnes ayant une vie associative importante, signe de niveau de vie et de niveau culturel supérieurs à la moyenne, rappe-lons-le, et fréquentant effectivement certains équipements collectifs (cinémas, bibliothèques,...). On ne peut s'empêcher d'évoquer le phénomène d'*oppression des classes moyennes* si bien dénoncé et décrit par Alfred Sauvy (1970): les équipements collectifs ont la faveur de ceux qui savent comment les atteindre et les utiliser, même si ceux-ci ne sont pas toujours les destinataires initiaux.

En fait, pour des raisons assez claires d'accroissement relatif du revenu, il est constamment observé que les partisans de l'aide monétaire directe se recrutent plutôt chez les personnes ayant de faibles ressources. L'item "équipements collectifs" n'est pas sans une certaine connotation idéologique, ce qui pourrait expliquer en partie l'amélioration du pourcentage de réponses en sa faveur à partir de 1981.

Chapitre 6

LA SOCIETE, LA JUSTICE

Chapitre 6

LA SOCIÉTÉ, LA JUSTICE

Est-ce que la société a besoin de se transformer profondément?

Oui, répondent les Français dans leur grande majorité (74% en moyenne sur l'ensemble de la période 1978-1984), et avec une assez remarquable constance (Tableau 6-1).

Parmi ceux-ci, 31% préconisent des changements radicaux plutôt que des réformes progressives (Tableau 6-2).

Est-ce que la justice fonctionne bien en France?

Non, répondent-ils également avec constance puisque, bon an, mal an, les deux tiers d'entre eux trouvent qu'elle fonctionne assez mal ou très mal, la réponse très bien n'obtenant que 1% des suffrages, c'est à dire restant en dessous du seuil de précision correspondant à ce type d'échantillon (Tableau 6-3).

Ces deux questions très générales sont en quelque sorte politiques sans être partisans, ce qui explique la stabilité du niveau des réponses, peu affecté par le changement de gouvernement de 1981. Mais cette stabilité globale cache des déplacements internes d'opinions assez importants.

On ne s'étonnera pas d'observer une forte liaison entre les opinions plutôt négatives sur le fonctionnement de la justice, institution relativement abstraite, mais symbolique, et la nécessité de profondes transformations de la société.

*
* *

6.1 QUI SOUHAITE DES TRANSFORMATIONS PROFONDES DE LA SOCIÉTÉ ?

Il est difficile, les politologues le savent bien, de cerner à partir de catégories simples les partisans de ces transformations profondes.

Le pourcentage moyen de ces partisans qui vaut 74% devient 79% à l'intérieur de la sous-population des ouvriers, ou si l'on se restreint à la région parisienne; il devient 82% chez les chômeurs, et atteint même 85% chez les habitants de la région parisienne âgés de 31 à 45 ans. Il vaut 78% chez les locataires, 81% chez les habitants de HLM ou d'ILN, 81% chez les syndiqués, et 86% pour les membres de partis politiques.

Les plus faibles pourcentages (de 58% à 60%) sont obtenus pour les personnes de plus de 65 ans, ayant un bon niveau d'équipement, habitant les communes rurales ou étant peu diplômées. La Figure 6-1 souligne l'importance de l'effet du type d'agglomération sur les réponses.

Les Français sont, à partir de 30 ans, d'autant moins partisans d'un changement de la société qu'ils sont plus âgés (Figure 6-2). Pour chaque classe d'âge, ils le sont d'autant moins qu'ils sont "équipés", donc qu'ils ont un haut niveau de vie; mais cette dépendance entre équipement et réticence au changement est particulièrement nette chez les jeunes.

On remarque aussi, toujours sur la Figure 6-2 que les personnes de plus de 65 ans peu équipées sont, en quelque sorte, plus conservatrices qu'elles devraient l'être, puisque la courbe "équipement faible" croise la courbe "équipement moyen". Mais le comportement très particulier des personnes de plus de 65 ans à bas niveau de vie a déjà été signalé au Chapitre 1, (cf. la Figure 1-8 et le Tableau 1-3 de ce chapitre): ce sont des personnes en général isolées et peu instruites s'exprimant peu: le pourcentage de réponses "ne sait pas" à propos de la nécessité de transformations profondes de la société, qui vaut en moyenne 9%, atteint 21% pour cette catégorie.

La partie basse de la Figure 6-2 reprend uniquement la population des personnes dont le niveau d'équipement est faible, en distinguant maintenant trois catégories de diplômes d'enseignement général (distinguer sur un même graphique âge, diplôme et équipement aurait conduit à une figure difficilement lisible).

Les personnes diplômées sont évidemment de moins en moins nombreuses à être peu équipées lorsque l'âge augmente; elles sont alors beaucoup moins "conservatrices" que les personnes peu instruites. Le pourcentage "record" de 90% est même atteint par les personnes de 46-64 ans dont le niveau d'instruction est moyen et dont le niveau d'équipement est bas. L'écart entre niveau de vie et niveau d'instruction pourrait ainsi être une source de tension, à moins qu'il révèle un mode de vie particulier, un système de valeurs post-matérialistes par exemple (cf Inglehart, 1977).

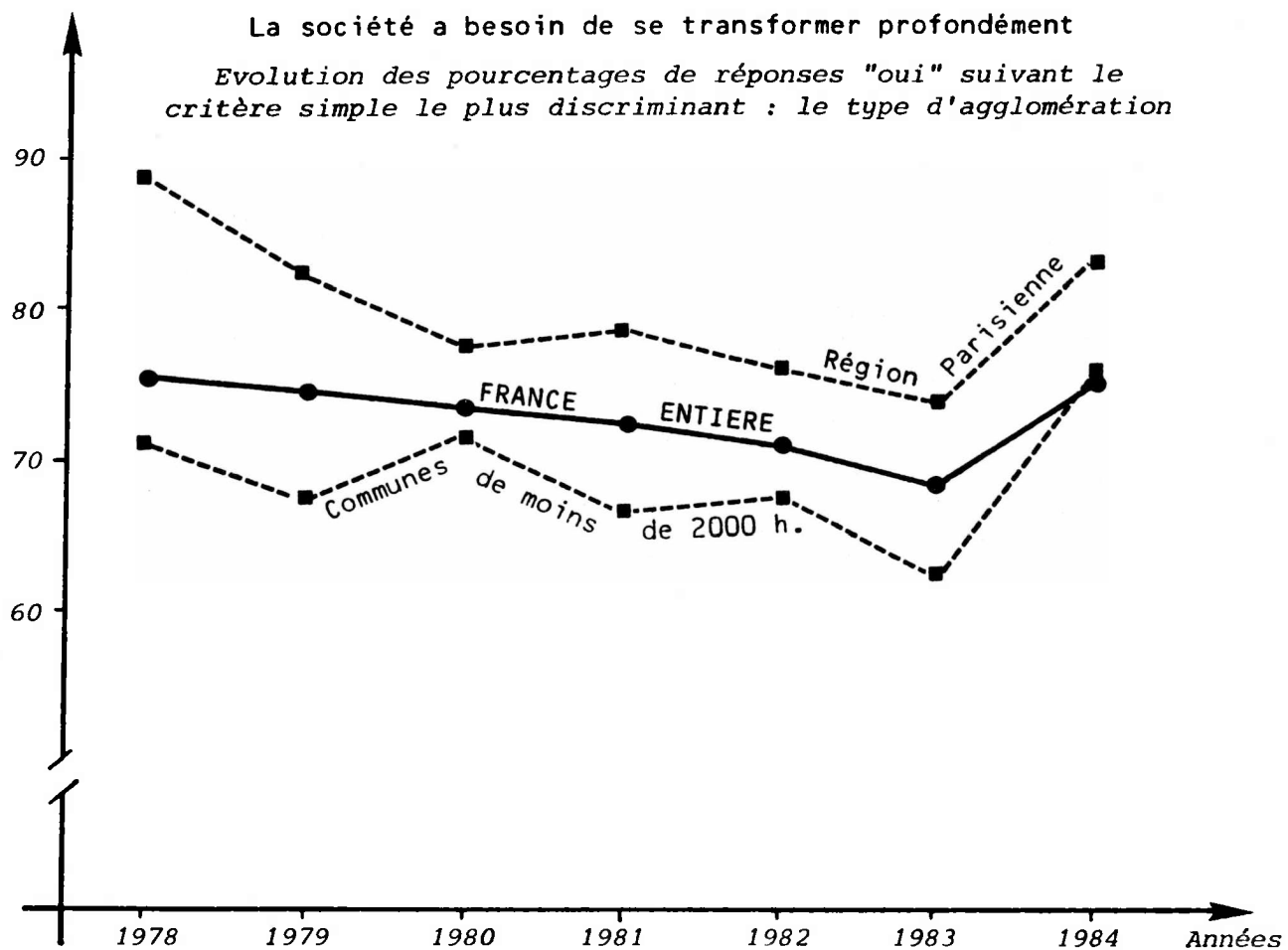
Une décomposition analogue de la courbe correspondant aux niveaux d'équipements élevés montrerait qu'au contraire, l'élévation du niveau

TABLEAU N° 6 - 1
Evolution de la société

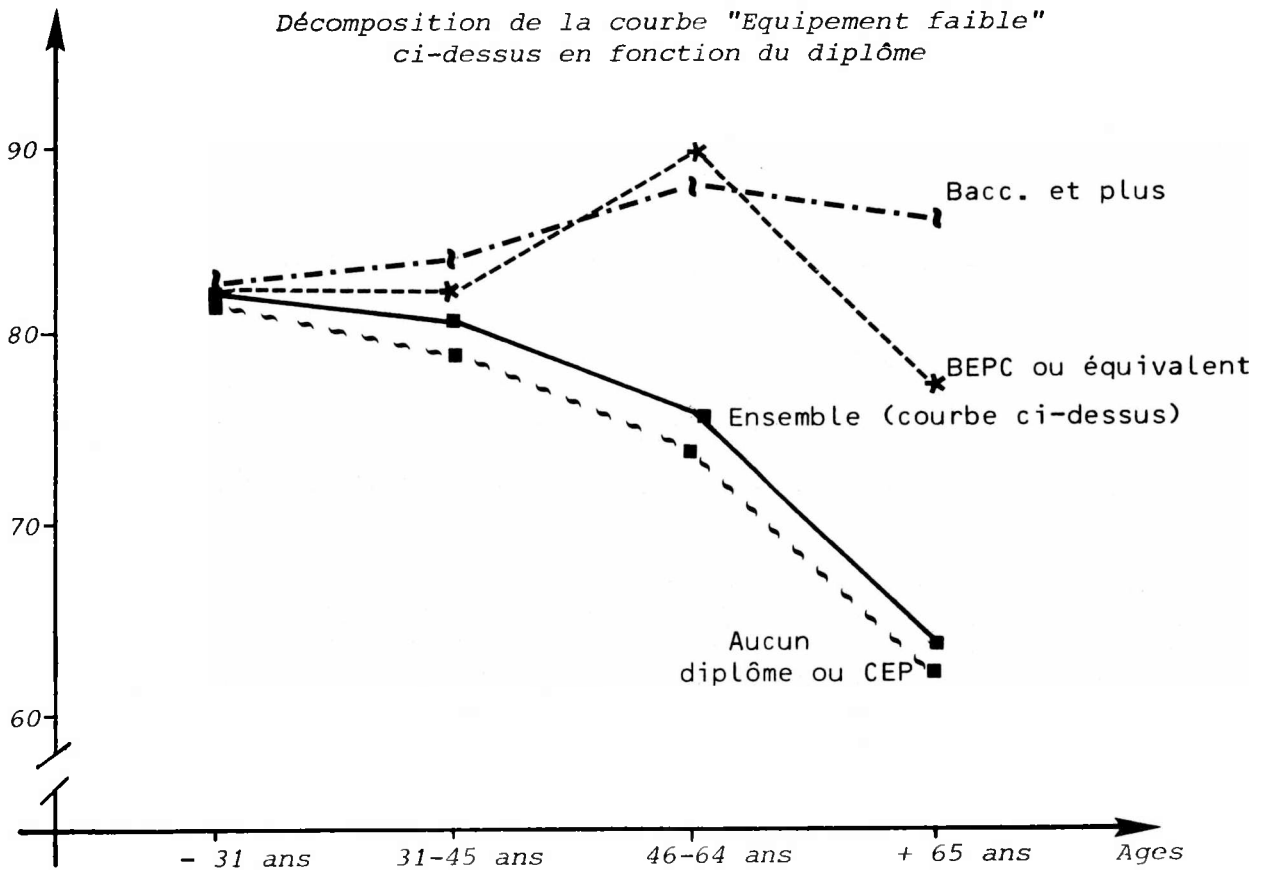
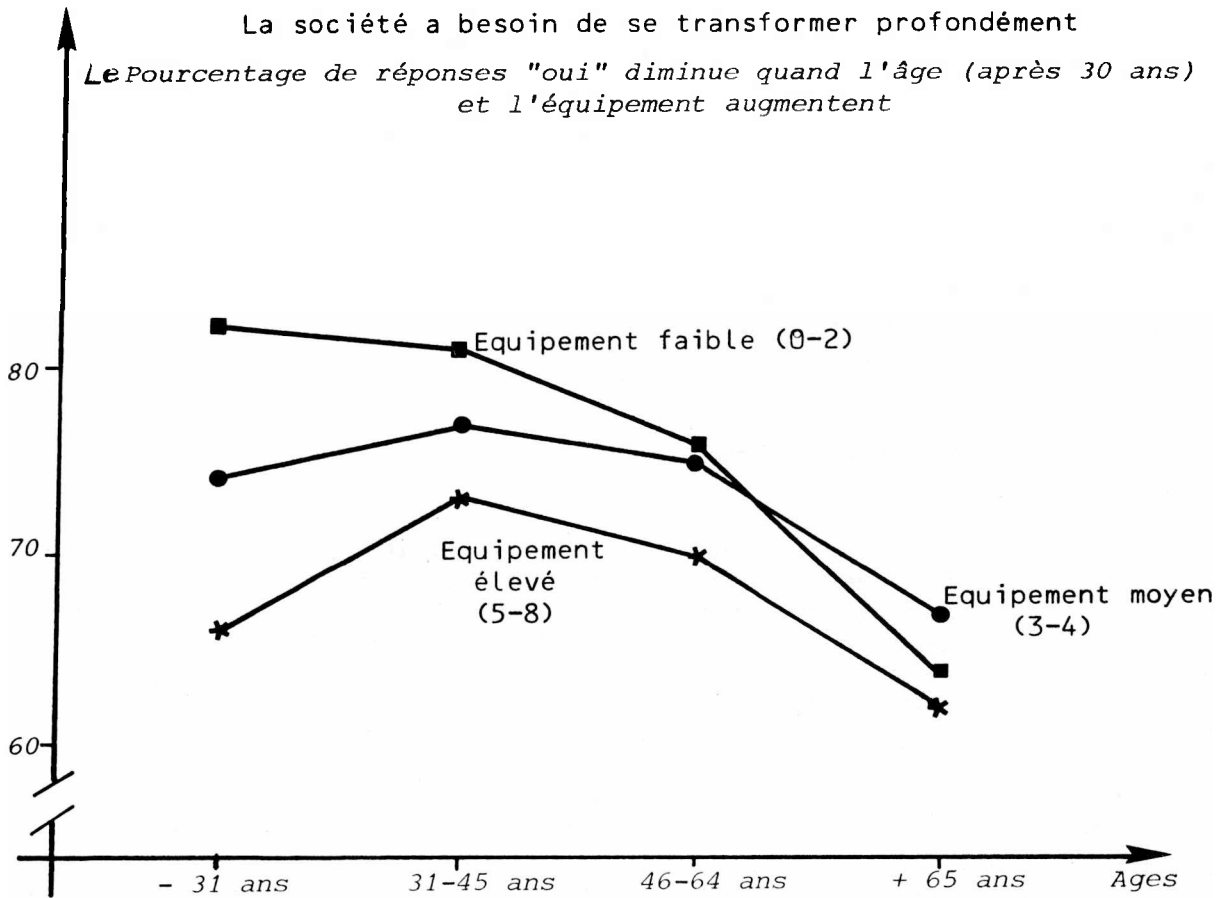
Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer profondément ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%	%	%
Oui	76,4	74,6	75,5	74,1	73,3	70,8	77,4
Non	15,4	16,5	16,8	15,0	17,2	20,1	14,7
Ne sait pas	8,2	8,9	7,7	10,9	9,5	9,1	7,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

- FIGURE 6-1 -



- FIGURE 6-2 -



d'instruction renforce plutôt le conservatisme du groupe des personnes bien équipées, et ceci quel que soit l'âge.

Alors que les ouvriers et les chômeurs caractérisent en premier lieu les réponses "oui" (la société a besoin de transformations), les étudiants et les professions libérales et cadres supérieurs sont, curieusement peut-être, parmi les catégories socio-professionnelles usuelles, les plus opposés à un changement profond de la société. Le pourcentage moyen de réponses "non" qui vaut 17% devient 25% chez les étudiants et 24% chez les cadres supérieurs.

Les opinions associées

Les opinions associées sont, prises isolément, plus discriminantes que les caractéristiques de base: le pourcentage de personnes souhaitant des transformations profondes atteint 88% chez ceux qui estiment que la justice fonctionne très mal (80% chez ceux qui estiment qu'elle fonctionne mal), 84% chez ceux qui désapprouvent la politique nucléaire du gouvernement, 80% pour ceux qui sont très inquiets du chômage, 79% pour les personnes qui disent se restreindre régulièrement.

Parmi ceux qui estiment au contraire que la société n'a pas besoin de changements profonds, on trouve en proportions significatives des réponses optimistes ou positives du type: *les découvertes scientifiques améliorent beaucoup la vie, des restrictions d'énergie sont très peu probables, la justice fonctionne bien, la diffusion de l'informatique est souhaitable, on n'est pas mieux soigné avec de l'argent et des relations...*

La présence de petites affections telles que nervosité, dépression, est caractéristique des partisans d'une transformation de la société et plus généralement d'une dissatisfaction profonde.

Mais la question complémentaire analysée ci-dessous va montrer sous un verre grossissant les caractéristiques des partisans du changement.

Réformes progressives ou changements radicaux ?

La question posée à ceux qui estiment que la société a besoin de transformations profondes (Tableau 6-2) permet de départager les 74% de "progressistes" en partisans de réformes progressives (66% de ces derniers, c'est à dire 49% de la population totale), et en partisans de changements radicaux (31% des "progressistes", soit 23% de l'ensemble des Français).

Alors que ceux qui choisissent la voie des réformes progressives sont sensiblement à l'image de la moyenne des Français, tant en ce qui concerne leurs caractéristiques de base que leurs opinions et attitudes, les partisans de changements radicaux constituent une sorte de caricature de l'ensemble des partisans du changement décrit plus haut.

TABLEAU N° 6 - 2
Evolution de la société

Pour que la société change comme vous le souhaitez, êtes-vous pour ...?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%	%	%
Des réformes progressives	62,5	67,3	62,1	68,3	63,4	66,4	66,6
Des changements radicaux	31,5	28,2	32,6	28,4	32,7	30,9	30,9
Ne sait pas	6,0	4,5	5,3	3,3	3,9	2,7	2,5
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Ce sont eux, qui, par leur présence, infléchissent le profil des personnes qui souhaitent une transformation de la société.

Tout ce qui a été dit à propos de la caractérisation de ces personnes peut donc être redit pour les adeptes de changements radicaux, avec à l'appui des pourcentages nettement plus significatifs,

On désignera brièvement dans ce qui suit par "progressistes", en omettant les guillemets, ceux qui souhaitent une transformation en général (les trois quarts des Français sont progressistes avec cette terminologie...), et par "radicaux" ceux qui préconisent de tels changements (23% des Français).

Le pourcentage de locataires, qui vaut 44% en moyenne dans l'ensemble de la population des plus de 18 ans, vaut 46% chez les progressistes, et 52% chez les radicaux. Les habitants de la région parisienne qui représentent 18% de la population globale, font 19% des progressistes et 22% des radicaux. Même progression pour les ouvriers dont les trois pourcentages homologues valent 19% (population globale), 21% (progressistes), et 24% (radicaux); pour les chômeurs (4,8%, 5,3%, 7%), les habitants de HLM-ILN (16%, 17%, 20%).

Les pourcentages de radicaux à l'intérieur des catégories précitées ne dépassent jamais 34%, maximum atteint chez les chômeurs (à comparer avec le pourcentage moyen de radicaux qui vaut, rappelons-le, 23%).

Comme on le voit, la caractérisation des radicaux est plus franche que celle des progressistes, mais reste extrêmement nuancée.

Une déformation de structure au cours du temps

Les progressistes et les radicaux de 1978 sont plus diplômés, plus parisiens, plus "modernistes" que ceux de 1984.

Une appréciation sur les besoins de changement de la société, puis sur le type de changement attendu est en même temps une appréciation plus politique sur le gouvernement, et peut-être même une mesure de satisfaction générale ou encore d'inquiétude personnelle. Ce sont en tous cas les impressions qui prédominent devant le changement assez net de "profil" des personnes qui préconisent une transformation profonde de la société.

Ce changement concerne tous ceux que l'on a appelé les progressistes (à peu près les trois quarts des Français que ce soit en début ou en fin de période) mais on pourra encore l'observer sous un "verre grossissant" en se limitant aux "radicaux" qui constituent un peu moins du quart de la population.

On va en fait comparer le regroupement des trois premières années (1978-1979-1980) à celui des deux dernières (1983-1984), pour que les effectifs concernés soient suffisamment grands pour permettre de travailler sur des catégories assez fines.

On va énumérer ci-dessous un certain nombre de catégories à l'intérieur desquelles la proportion de "tenants de changements radicaux" a beaucoup décliné entre les deux périodes qui viennent d'être définies:

L'ensemble des habitants de la région parisienne: le pourcentage des "tenants de changements radicaux" y décroît de 34% à 26%.

Les habitants de la région parisienne de moins de 30 ans: le pourcentage de radicaux décroît de 42% à 28%.

Parmi ceux-ci, les bacheliers: le pourcentage décroît maintenant de 48% à 19%.

(l'âge et le niveau d'instruction ont donc des effets inverses au début et en fin de période).

Les bacheliers à niveau d'équipement bas: de 42% à 21%.

Les personnes se couchant après 23 heures (trait caractéristique des jeunes urbains instruits): décroissance de 35% à 24%.

Les personnes de moins de 30 ans, sans diplômes ou avec CEP: le pourcentage de radicaux croît maintenant de 29% à 35% .

S'il existe des effets de l'âge, du niveau d'instruction, de l'appartenance à la région parisienne, ceux-ci induiront immédiatement un changement d'attitude chez les personnes appartenant au "noyau moderniste" défini au Chapitre 2, lui-même très lié à ces trois critères. Parmi celles-ci, le pourcentage de radicaux décroît de 46% à 26%.

A propos de l'évolution des conditions de vie dans les cinq années à venir (Chapitre 1), et aussi à propos de l'effet des découvertes scientifiques, de la diffusion de l'informatique (Chapitre 3), il a été constaté une divergence des évolutions des attitudes et opinions selon le diplôme, et parfois l'âge et le type d'agglomération.

On observe à nouveau ici un changement analogue, peut-être encore plus marqué: le paragraphe suivant va montrer que les attitudes vis à vis de la justice n'échappent pas à cette règle. Ces nouvelles observations seront l'occasion d'avancer quelques éléments d'interprétation.

6.2 LA JUSTICE FONCTIONNE MAL: UN JUGEMENT CONSTANT EMIS PAR DES PERSONNES VARIABLES

Une question sur le fonctionnement de la justice est intéressante en raison de sa neutralité même. La pérennité et la nécessité de l'institution qui est pratiquement synonyme de vie sociale devraient désamorcer les passions.

Mais le mot "fonctionnement" n'est pas neutre: il évoque des personnes, et, au sommet de la hiérarchie, des personnalités; quant au mot "justice" sans autre précision telle que "pénale" ou "civile", il est probablement marqué par des emplois courants tels que "justice sociale" par exemple.

De plus, l'institution judiciaire présentée en termes vagues ne correspondra pas à l'administration du même nom; elle inclue certainement dans l'esprit des personnes interrogées les avocats, les huissiers.

TABLEAU N° 6 - 3

Justice

Etant donné ce que vous connaissez de la justice, comment pensez-vous qu'elle fonctionne en France en 19.. ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	%	%	%	%	%	%	%
Très bien	1,1	1,4	1,0	1,1	0,9	0,7	1,5
Assez bien	20,4	24,9	22,3	22,3	24,0	24,4	27,0
Assez mal	37,4	40,5	40,5	40,4	39,1	41,3	36,3
Très mal	29,8	23,6	29,0	26,6	25,7	24,8	26,0
Ne sait pas	8,4	7,6	5,7	7,0	7,9	6,2	6,9
Ne veut pas répondre	2,9	2,0	1,5	2,6	2,4	2,6	2,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Ces brefs commentaires sur le libellé de la question doivent décourager d'interpréter de façon trop fine les pourcentages en termes de suffrages: comme cela a été souligné aux chapitres précédents, seuls les ordres de grandeur doivent être pris en compte, et seules les variations ou les évolutions peuvent être interprétées de façon détaillée.

Les diverses réponses proposées pour cette question permettent de répartir l'ensemble des répondants en groupes qui ressemblent beaucoup à ceux suscités par la question précédente sur les transformations profonde de la société.

Par leurs caractéristiques de base et leurs opinions, ceux qui pensent que la justice fonctionne bien font penser à ceux qui estiment que la société n'a pas besoin de se transformer.

Ceux qui pensent que la justice fonctionne assez mal ressemblent à ceux qui préconisent des réformes progressives.

Enfin, ceux qui pensent que la justice fonctionne très mal ont un profil similaire à celui des partisans de changements radicaux.

Ces similitudes ne signifient pas identité des questions: pour prendre un exemple, parmi ceux qui pensent que la justice fonctionne très mal, il y a 43% de "radicaux", contre 24% de "radicaux" en moyenne; inversement, parmi les radicaux, il y a 48% de personnes qui pensent que la justice fonctionne très mal, ce que ne pensent que 27% des Français.

Il existe dans la population des redistributions analogues d'opinions ou d'attitudes à propos de la science, de la nécessité de transformation de la société, du fonctionnement de la justice.

Dans les trois cas, mais surtout pour la société et la justice, les opinions critiques sont de moins en moins le fait des personnes diplômées, des parisiens, des jeunes, des personnes ayant des opinions de type "moderniste" sur la famille.

Ces évolutions spécifiques sont bien visibles sur la Figure 6-3 qui met en évidence le "croisement" des trajectoires des parisiens et des bacheliers d'une part, des habitants des petites communes et des personnes peu diplômées d'autre part.

Précisons qu'une figure tout à fait analogue s'obtient pour les pourcentages de personnes en faveur de changements radicaux.

Quelques chiffres vont permettre d'évaluer la netteté de cette transformation du profil des personnes très critiques vis à vis du fonctionnement de la justice:

Le pourcentage de réponses "très mal" décroît de 34% à 23% chez les parisiens ; de 33% à 23% pour les personnes de moins de 25 ans; de 29% à 17% pour les bacheliers; de 41% à 24% pour les personnes appartenant au "noyau moderniste" défini dans le chapitre consacré à la famille.

Corrélativement, les pourcentages de réponses "assez bien" augmentent dans tous les groupes qui viennent d'être cités.

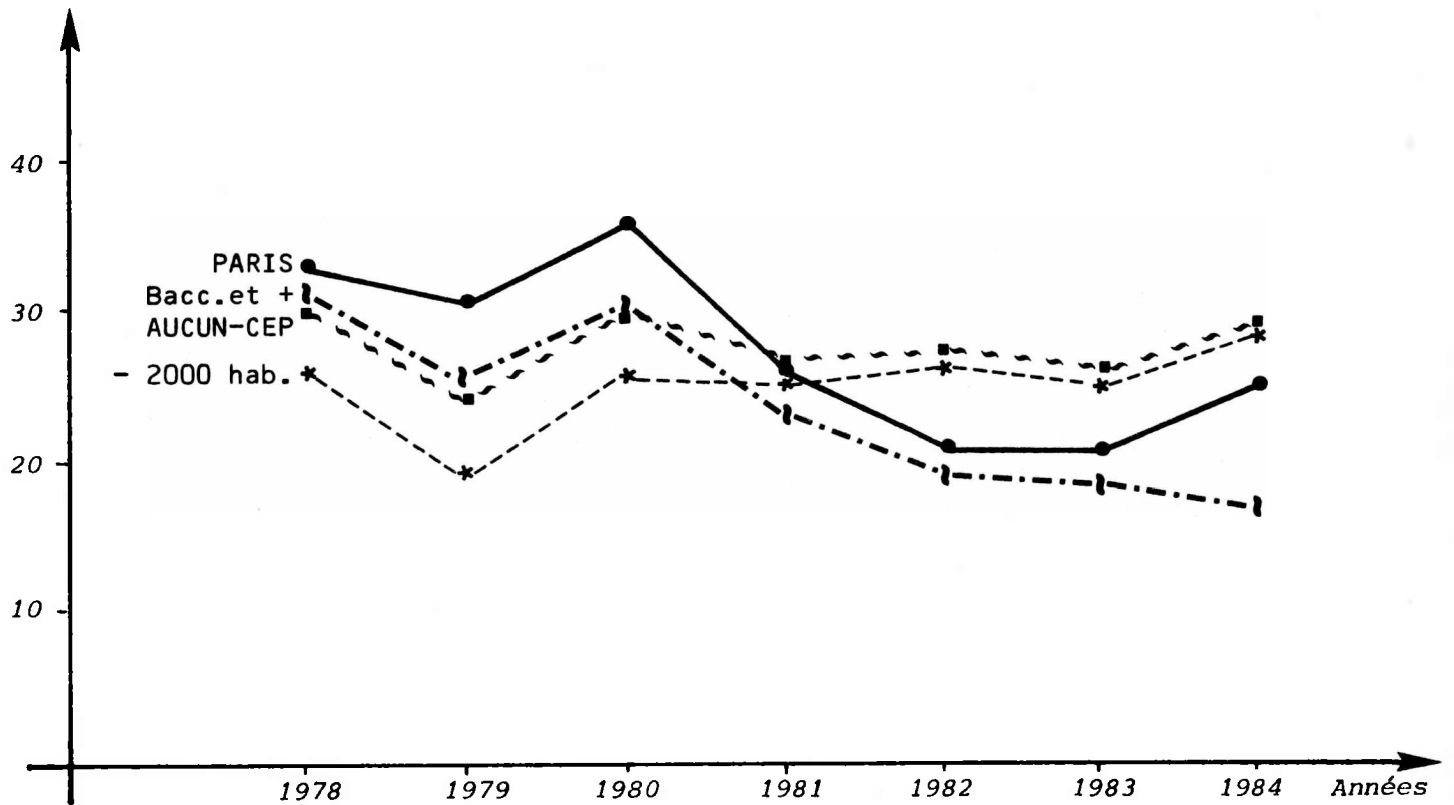
Ce qui est finalement assez étonnant, face à ces déformations de structures, c'est la stabilité apparente des séries. Un océan d'opinions à peu près calme cache en fait de houleux courants de convections...

- FIGURE 6-3 -

Pourcentages de personnes répondant "la justice fonctionne très mal"

Les bacheliers et les parisiens sont en tête en 1978, ils cèdent la place aux non-diplômés et aux habitants des petites communes en 1984

(Le "croisement" des évolutions a lieu en 1981)



Pourquoi les jeunes instruits urbains sont-ils de plus en plus satisfaits ou optimistes, voire conservateurs ? Trois interprétations de ces changements de profils peuvent être proposées:

1) La première 'interprétation est de nature politique: le changement de gouvernement intervenu en 1981 expliquerait à lui seul les changements de dispositions de certaines couches de la population.

La "république des professeurs", baptisée ainsi en raison du fort pourcentage d'enseignants qui se sont vus siéger à l'assemblée nationale, répond probablement plus aux attentes de personnes en moyenne plus diplômées. Les "modernistes" tels qu'ils ont été définis au Chapitre 2, c'est à dire ceux qui choisissent des réponses modernistes à propos simultanément de la famille, du mariage et du travail des femmes, font assez vraisemblablement partie de l'électorat de gauche; il ne faut donc pas s'étonner de les voir moins nombreux à souhaiter une transformation de la société, et surtout moins de changements radicaux. La baisse de virulence des critiques à l'endroit de la justice de ces mêmes personnes peut être de la même façon une manifestation particulière de satisfaction politique générale, ou simplement être une conséquence du changement de personnalités, et corrélativement de politique, opéré à la tête de l'institution judiciaire.

Les divergences observées entre les attitudes des personnes diplômées et non-diplômées, des parisiens et des provinciaux vis à vis des découvertes scientifiques ou vis à vis de la diffusion de l'informatique sont certainement plus difficiles à expliquer à partir du seul changement politique.

2) La seconde interprétation rend responsable la crise économique, puis l'aggravation de cette crise. Elle stipule implicitement que les glissements d'opinions observés auraient été similaires en l'absence de changements politiques importants.

Le taux de chômage est quatre à cinq fois plus élevé chez les ouvriers et employés que chez les cadres supérieurs. Les personnes non-diplômées figuraient parmi les catégories les moins inquiètes en 1978, et figurent parmi les plus angoissées en 1984. La situation de l'emploi a certainement rendu plus évident le privilège des diplômés: le léger déclin en France des idées écologiques (des opinions anti-nucléaires en particulier), la stagnation des idées modernistes sur la famille en fin de période, le conservatisme du milieu étudiant résulteraient d'une reconsidération de leur situation par les "nantis du savoir".

Ce sont les attitudes vis à vis de la science et de l'informatique qui s'expliqueraient le mieux dans ce cadre d'analyse: les emplois non ou peu qualifiés seront les premiers atteints par une robotisation encore mythique qui symbolise souvent la science future dans les oeuvres de fiction. Même s'il n'y a pas perte d'emploi, il y a dans une certaine mesure dépossession ou perte de contrôle... l'innovation et les emplois qui en découlent semblent de plus en plus hors d'atteinte pour ceux qui ont une formation générale insuffisante ou une formation technique obsolète.

3) La troisième explication n'est ni politique, ni économique, mais en quelque sorte historique (à ce titre, elle ne peut être indépendante des deux précédentes): elle met en oeuvre un "effet de génération", par opposition à un effet d'âge. La génération concernée est celle des

"soixante-huitard", sans que cela implique une participation effective aux mouvements ou manifestations de l'époque. Cette génération se déplace dans la pyramide d'âge; les jeunes qui occupent progressivement la nouvelle base de la pyramide sont alors sensiblement plus conservateurs et traditionalistes. Les jeunes instruits urbains n'ont pas changé d'avis entre 1978 et 1984: ce ne sont plus les mêmes.

Bien entendu, rien ne s'oppose à ce que les trois explications coexistent: le changement politique peut être considéré comme une des conséquences de la crise économique, et ne fait qu'accentuer les effets de cette crise sur le "glissement d'opinion" étudié; l'effet de génération signalé (il semble qu'un effet étonnamment analogue existe au Japon, si l'on en croit certains responsables de l'enquête citée au Chapitre 7) peut se superposer aux deux autres.

Chapitre 7

LES MEMES ATTITUDES ET OPINIONS...
AU JAPON

Chapitre 7

LES MEMES ATTITUDES ET OPINIONS...

AU JAPON

Le Japon a fait figure de pionnier en matière d'enquêtes d'opinion longitudinales.

L'enquête sur le "Caractère National Japonais" (Kokuminsey), réalisée tous les cinq ans depuis 1953, est très probablement la première du genre, comme le rappelle J.Stoetzel (1983), dans son ouvrage sur les valeurs du temps présent. Des circonstances historiques furent en effet assez favorables à la mise sur pied d'un système de suivi permanent des attitudes, opinions et valeurs: le Japon sorti exsangue de la guerre savait que de profondes transformations l'attendaient, et que ces transformations ne se limiteraient pas au niveau de production et de consommation de biens et services. Les relations entre les personnes allaient changer, et plus particulièrement les relations entre générations, question très sensible dans le contexte de la culture et de l'organisation de la société japonaise.

Les travaux du Comité de Recherche sur le Caractère National Japonais (cf par exemple Hayashi et al., 1977) montrent le grand intérêt présenté par des séries longues: à titre illustratif, on citera cette question posée tous les cinq ans de 1958 à 1973:

Si vous aviez la possibilité de naître à nouveau, que préféreriez vous être: un homme ou une femme?

Alors que 90% des Japonais du sexe masculin répondent avec constance "un homme", seulement 27% des Japonaises répondent "une femme" en 1958; mais ce pourcentage devient 36% en 1963, 48% en 1968, 51% en 1973.

Voilà un fait statistique simple et pourtant riche de signification; plus d'un sociologue rêverait de pouvoir disposer de séries de ce type, tout en reconnaissant qu'il est exceptionnel de concevoir des questions, puis de recueillir des réponses dont l'intérêt ne se manifestera vraiment que dix ou vingt ans plus tard.

La plupart des questions dont les réponses ont été analysées au cours des chapitres précédents ont figuré dans le questionnaire de la vague 1983 du système d'enquêtes sur le "Caractère National Japonais".

L'échantillon de l'enquête japonaise est en tout point comparable (taille: 2173) à celui des enquêtes françaises bien qu'il soit issu d'un sondage aléatoire, et non constitué par la méthode des quotas. Un premier essai avait été réalisé en 1982 dans l'aire métropolitaine de Tokyo à l'initiative des Professeurs C. Hayashi et T. Suzuki (Hayashi et al. 1984) sur un échantillon de taille réduite (325 individus).

Ce sont les mêmes chercheurs qui sont à l'origine de l'insertion des questions dans l'enquête de 1983, insertion motivée par la similitude des deux systèmes d'observation français et japonais, mais aussi par des affinités méthodologiques: la critique de l'information de base, l'épreuve de sa cohérence, les études comparatives font dans les deux cas appel de façon privilégiée aux analyses statistiques multidimensionnelles, et en particulier à l'analyse des correspondances dont C. Hayashi est d'ailleurs un des premiers promoteurs (Hayashi, 1956).

*
* *

Il y a, pour l'année 1983, vingt et une questions d'opinion ou plus généralement de "perception" communes aux deux enquêtes et cinq questions constituant le signalétique des personnes interrogées (sexe, âge, niveau d'instruction, taille d'agglomération, région). Il n'est bien entendu pas question d'évolutions, puisque l'on ne dispose que d'une année, ni de croisements fins de catégories que les effectifs retenus ne permettraient pas.

Précisons que la traduction des questions française a été réalisée par une sociologue bilingue spécialiste de ce type de questionnaire (S. Takakura) avec le souci de respecter l'esprit général du questionnement français: ainsi, par exemple, dans la question sur l'image de la famille étudiée au Chapitre 2, il a fallu remplacer l'équivalent le plus courant du mot "famille" par "foyer familial"; la question du même chapitre sur la dissolution du mariage a dû faire intervenir explicitement le mot divorce, etc... On conçoit néanmoins facilement qu'une telle traduction ne peut être qu'un effort d'approximation, et que les interprétations devront être prudentes.

Le travail de synthèse sur l'enquête de 1983 publié par Hayashi et al. (1985) comprend également une extension de l'échantillon à l'état américain d'Hawaï, particulièrement intéressant pour les chercheurs japonais préoccupés par le phénomène de l'occidentalisation, en raison de l'importance de la population d'origine nippone dans cette île.

On reprendra les divers thèmes dans l'ordre des chapitres où ils ont été traités précédemment.

7.1 L'EVOLUTION DU NIVEAU DE VIE

A propos du niveau de vie et des conditions de vie:

Optimisme et satisfaction.

Les Japonais expriment en 1983 une forte satisfaction vis à vis de l'évolution de leurs *conditions de vie personnelles* au cours des dix dernières années (Question dont on trouvera le libellé sur le Tableau 1.1 du Chapitre 1).

49% estiment que "ça va mieux" (contre 31% des Français la même année, 46% des Français en 1978); 35% estiment que "c'est pareil" (28% en France la même année); 14% estiment que "ça va moins bien" (contre 38% des Français en 1983, 24% en 1978).

L'amélioration est jugée encore plus grande s'il s'agit des *conditions de vie de l'ensemble des Japonais*, puisque 59% des personnes interrogées répondent "ça va mieux" (contre 27% en France la même année, et 47% en 1978; cf Tableau 1.2 du chapitre 1). 16% des Japonais répondent "c'est pareil" (contre 19% des Français), et 20% "ça va moins bien" (ce que répondent 48% des Français en 1983).

Notons que le taux moyen de réponses optimistes de 59% au Japon atteint 67% chez les diplômés d'université; les variations se font dans le même sens en France, pour laquelle le taux moyen de 27% atteint 40% chez les personnes ayant dépassé le niveau du baccalauréat.

Il est intéressant de noter que l'on vérifie à nouveau ici l'hypothèse suivant laquelle en période de croissance, les personnes sont plus optimistes pour les autres que pour elles mêmes (sentiment d'être laissé pour compte), alors qu'en période de crise, la plupart des gens estiment leur sort plus enviable que celui des autres (cf Chapitre 1).

Les conditions de vie dans les cinq ans à venir (Tableau n°1.4 du Chapitre 1 pour la série des réponses françaises) vont s'améliorer pour 31% des Japonais en 1983 (contre 24% en France la même année; la valeur 31% a été atteinte en 1981, année un peu exceptionnelle); elles vont "rester semblables" pour 47% des Japonais, (28% des Français), et "vont se détériorer" pour 16% des Japonais (40% des Français en 1983, 29% en 1981, qui est le minimum de la série disponible).

Comme en France, l'effet d'âge est considérable (cf la Figure 1.10 du Chapitre 1). Le pourcentage de réponses "vont s'améliorer" atteint au Japon 50% pour les personnes de moins de 25 ans, 41% pour les moins de 35 ans. Il décroît jusqu'à 21% pour les personnes de plus de 65 ans.

7.2 LA FAMILLE, LE MARIAGE

Le Japon paraît nettement plus traditionaliste que la France à propos de la famille et du mariage.

Au Japon comme en France, on est d'autant plus "moderniste" que l'on est jeune et diplômé, mais les femmes japonaises apparaissent comme globalement plus traditionalistes que les hommes.

La phrase *La famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu* est approuvée par 82% des Japonais (86% des femmes et 78% des hommes), et 63% des Français (les pourcentages moyens sont les mêmes pour les deux sexes en France, mais ils varient si l'on prend en compte l'activité: ces pourcentages croissent alors de 50% pour les femmes actives à 58% pour les hommes actifs).

La similitude la plus intéressante entre les deux pays concerne la croissance du traditionalisme en fonction de l'âge, et sa décroissance en fonction du niveau de diplôme (Figure 7-1): les effectifs ne permettent pas ici de prendre en compte simultanément ces deux variables, mais il est probable que les effets de ces deux facteurs se cumulent comme cela a été établi au Chapitre 2 dans le cas de la France. Les correspondances entre niveaux de diplômes pour les deux pays ont évidemment été établies avec difficulté; comme le rappelle la légende de la Figure 7-1, même si les équivalences sont très approximatives, le déséquilibre en défaveur de la France reste tout à fait considérable.

Le *mariage* est une "union indissoluble" pour 35% des Japonais (24% des Français en 1983), une "union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties" pour 22% d'entre eux (37% en France la même année). Les partisans de l' "union indissoluble" diminuent lorsque le niveau d'instruction augmente: ils forment au Japon 50% des personnes non diplômées, et seulement 24% des personnes ayant fait des études supérieures.

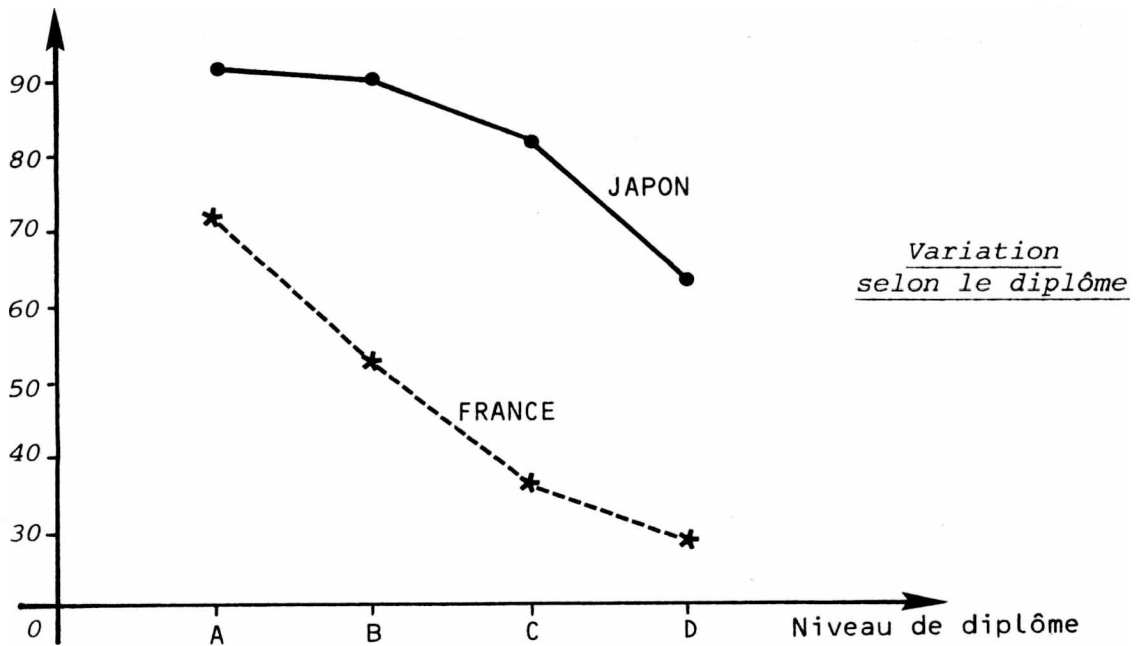
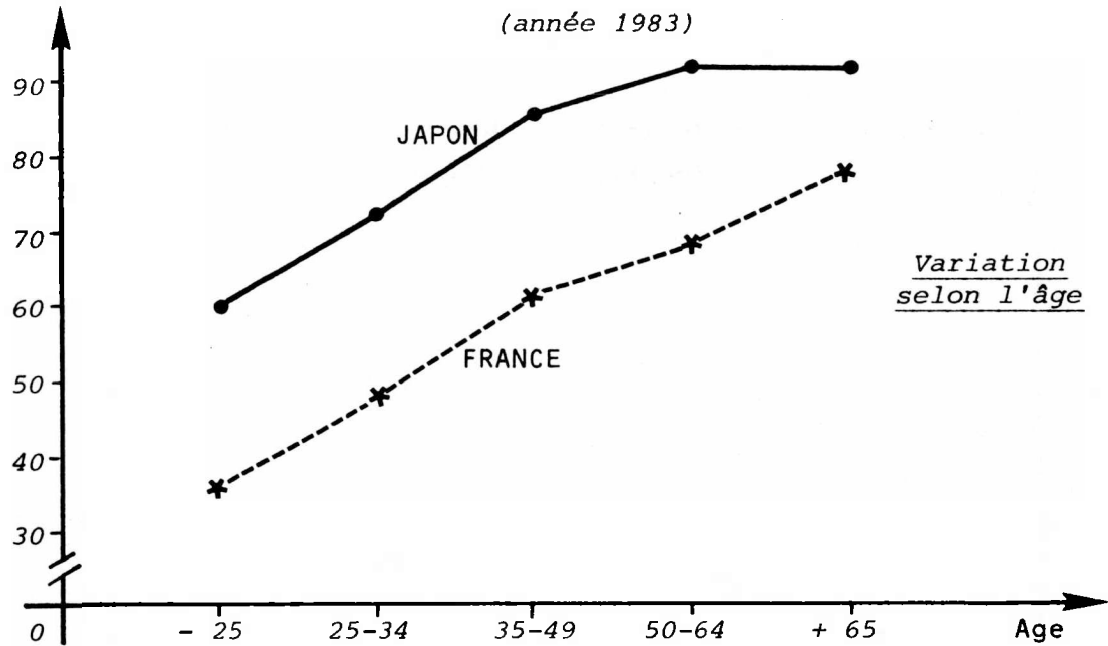
Comme cela était le cas pour la question relative à l'image de la famille, les pourcentages obtenus pour les diplômés d'études supérieures au Japon sont du même ordre de grandeur que les pourcentages moyens "France entière".

Les variations en fonction de l'âge (Figure 7-2) sont encore étonnamment similaires dans les deux pays; les points de vue des personnes âgées des deux pays, comme dans le cas de la famille, ne sont finalement pas très différents (49% des Japonais de plus de 65 ans, 43% de leurs homologues français considèrent le mariage comme une "union indissoluble").

L'effet "région parisienne", si souvent constaté à propos des opinions sur la famille n'a pas d'équivalent au Japon: les pourcentages obtenus dans l'agglomération de Tokyo sont voisins des pourcentages nationaux. Seules les agglomérations de moins de 50.000 habitants, qui sont en quelque sorte des "villages" comparés à la mégapole japonaise, donnent des réponses plus traditionalistes, que leur structure par âge ou par niveau d'instruction pourrait d'ailleurs probablement expliquer.

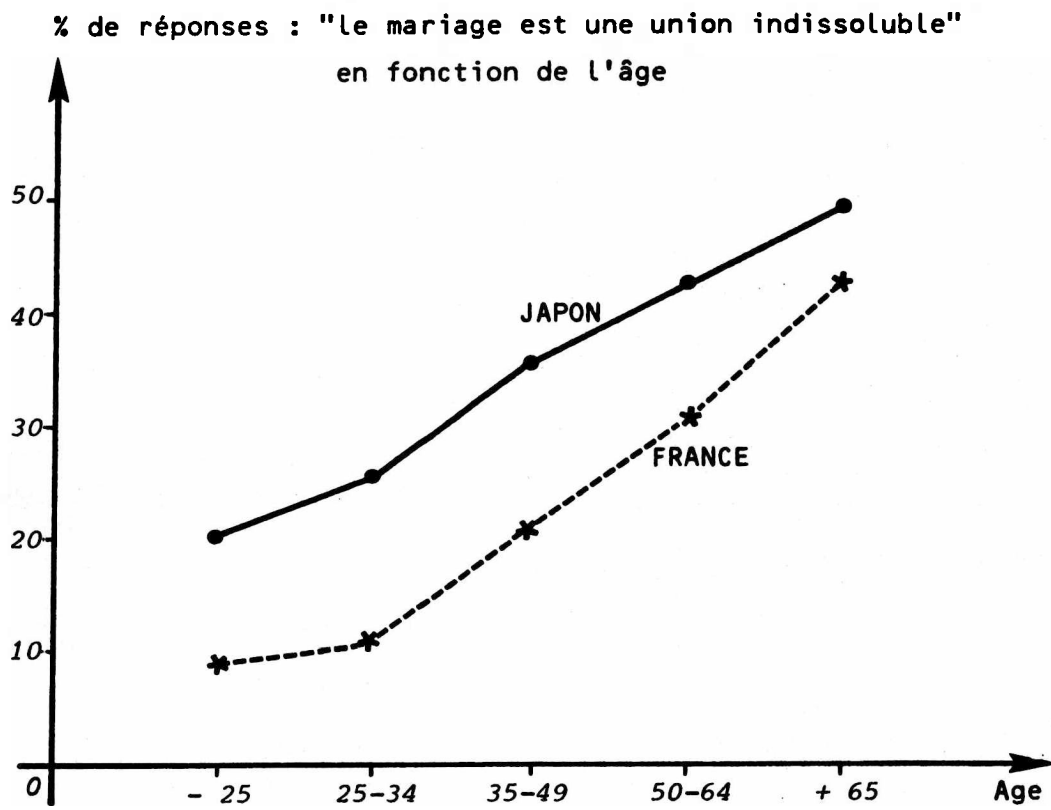
- FIGURE 7-1 -

% de personnes approuvant la phrase : "la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu"



A : Sans diplôme ou CEP (62% en France, 8% au Japon)
 B : BEPC - BEPS - BE (15% en France, 29% au Japon)
 C : Bacc., Brevet sup. (11% en France, 43% au Japon)
 D : Diplôme d'Université (9% en France, 18% au Japon)

- FIGURE 7-2 -



Le partage des tâches ménagères: beaucoup de perplexité et un peu de méthodologie...

Une question qui n'a pas été reprise au Chapitre 2 consacré à la famille (mais qui a été incluse dans le questionnaire français de 1978 à 1983) concerne la répartition des tâches ménagères et des soins aux enfants entre hommes et femmes à l'intérieur d'un ménage.

Les personnes interrogées devaient choisir, à propos des "travaux du ménage et des soins aux enfants", l'un des items de réponse suivants:

- 1) *Toutes les tâches incombent à la femme.*
- 2) *Certaines tâches incombent plutôt à la femme.*
- 3) *Toutes les tâches doivent être indifféremment accomplies par l'homme et la femme.*

On n'enregistre pratiquement pas d'évolution importante des pourcentages de réponses en France pendant la période considérée (cf. Houzel-van Effenterre, 1985).

En 1983, la première réponse est choisie par 6% des Français et 22% des Japonais (27% des femmes et 16% des hommes; on observe ici encore un traditionalisme légèrement plus fort chez les Japonaises). Comme dans le cas des réponses traditionalistes relatives à la famille et au mariage, on note dans les deux pays une croissance sensible des pourcentages avec l'âge et une décroissance avec le niveau de diplôme.

La seconde réponse, "*certaines tâches incombent plutôt à la femme*" plus nuancée, est choisie par 29% des Français et 49% des Japonais.

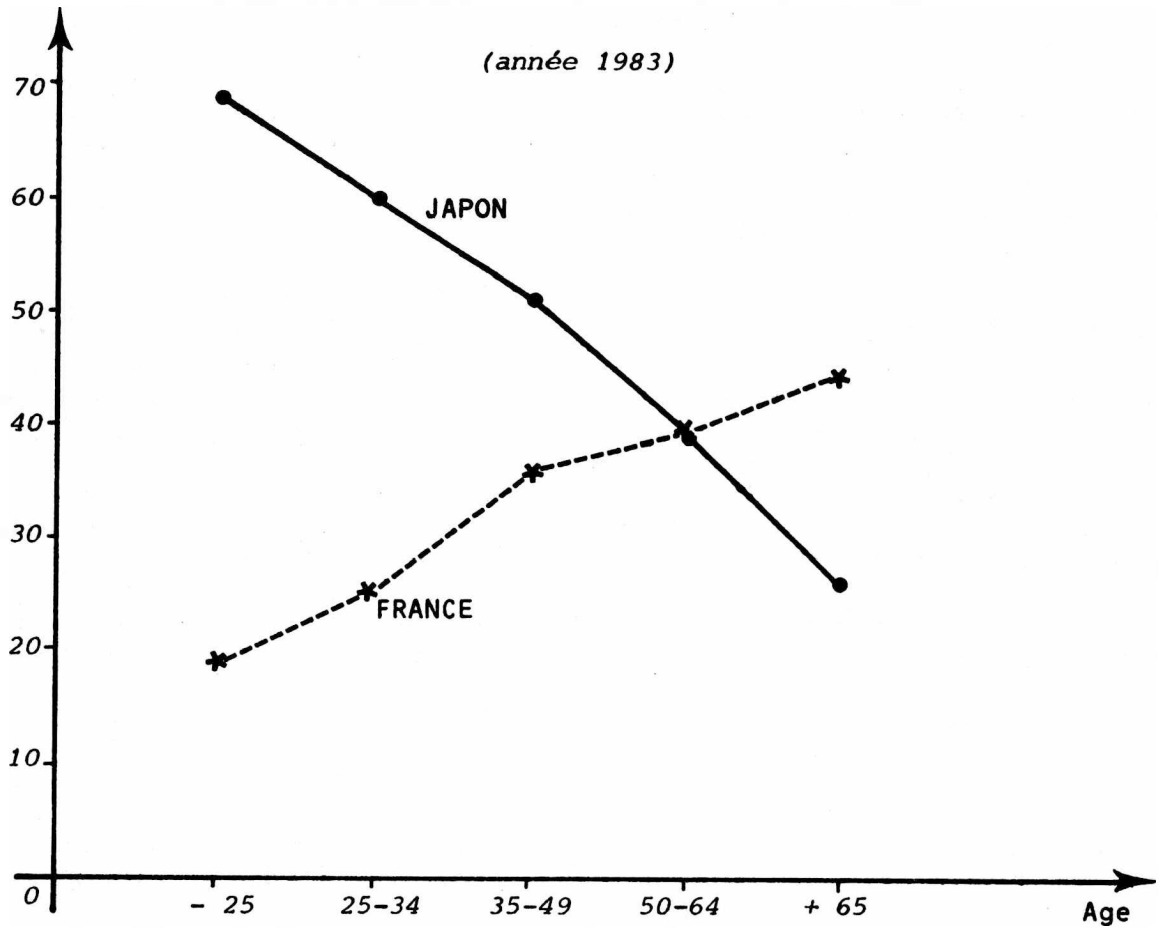
Il est intéressant de noter que cette réponse est considérée comme plutôt traditionaliste en France, et comme moderniste au Japon. On se fonde pour affirmer ceci sur les opinions associées et aussi sur les variations des taux de réponses en fonction de l'âge et du niveau d'instruction.

Cette réponse est en effet associée de façon significative aux deux autres réponses dites modernistes *la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu*, et *le mariage est une union qui peut être dissoute sur simple accord*.

Comme le montre assez clairement la Figure 7-3, les trajectoires des classes d'âge françaises et japonaises ont perdu le parallélisme précédemment observé pour la famille ou le mariage. On pourrait montrer de même que le niveau d'instruction a également des effets très différents dans les deux pays: effet faible, en France (décroissance de 32% pour les personnes sans diplôme, à 28% pour les diplômés d'université), effet marqué et de sens contraire au Japon (croissance régulière de 24% pour les personnes sans diplôme à 67% pour les diplômés d'université).

- FIGURE 7-3 -

% de personnes choisissant la réponse :
"certaines tâches incombent plutôt à la femme"



La troisième réponse, "Toutes les tâches doivent être indifféremment accomplies par l'homme et la femme" est nettement majoritaire en France (61%), où elle constitue visiblement "la réponse moderniste" à la question sur le partage des tâches; elle est minoritaire au Japon (25%), avec des variations selon l'âge et le diplôme qui peuvent surprendre, puisque ce pourcentage atteint 36% chez les personnes de plus de 65 ans, et décroît jusqu'à 19% chez les diplômés d'université.

Alors que les opinions sur la famille et le mariage induisaient des structures de réponse comparables dans les deux pays (malgré des niveaux fort différents), l'opinion sur le partage des tâches au sein de la famille n'introduit pas les mêmes clivages.

Cette question a été exclue du Chapitre 2 consacré à la famille et à la politique familiale car il s'agit techniquement parlant d'une "mauvaise question", même si, en France, et compte tenu des débats, des prises de positions, on peut situer intuitivement les personnes qui choisissent chacune des trois réponses. Il est toujours difficile de traduire une question hétérogène et ambiguë.

Essayons de montrer pourquoi dans ce cas particulier:

a) Le libellé initial mêle indistinctement "travaux du ménage" et "soins aux enfants"; on conçoit assez aisément qu'il puisse exister des distinctions ou des enjeux différents suivant les cultures (les soins aux enfants ne désignent vraisemblablement pas la même chose dans des pays où les degrés de compétition scolaire sont très différents).

b) Il n'est pas fait de distinction entre le cas où la femme travaille et celui où elle reste au foyer; on peut d'ailleurs s'étonner dans ces conditions que le troisième item de réponse soit aussi nettement majoritaire en France. Cette distinction est peut-être encore plus nécessaire au Japon, où la femme au foyer a une mission d'éducation des enfants socialement reconnue, sinon valorisée.

c) Il n'est pas toujours facile de distinguer le normatif et le réel à propos d'une assertion ou d'une question, et il est encore moins facile de vérifier si le dosage existant initialement entre ces deux aspects est conservé dans une traduction.

Autrement dit, la personne interrogée comprend-elle, pour la première réponse que "il faut" ou "il est bien" (normatif) que toutes les tâches incombent à la femme, ou au contraire que, en pratique, toutes les tâches incombent à la femme?

Il est clair que la question est comprise comme normative en France; il est facile de vérifier que même à l'intérieur du ménage de la personne interrogée, les choses ne se passent pas en pratique comme les réponses à la question pourraient le faire penser (on dispose en effet dans l'enquête des temps consacrés au travail ménager par la personne interrogée et par son conjoint). En revanche, il n'est pas sûr que la question ait été comprise de cette façon au Japon.

On notera que la même ambiguïté existe dans le libellé de la question sur le mariage, qui n'a pratiquement pas de sens en Français si elle n'est pas comprise comme normative: "le mariage est une union indissoluble" est clairement compris comme "le mariage est, à mon avis,

une union qui ne doit pas être dissoute". L'écueil a été évité lors de la traduction, la personne interrogée étant amenée à prendre parti pour ou contre le divorce.

Ainsi, ce sont les corrélations entre réponses qui auront permis de déceler des ambiguïtés ou des anomalies dans leur signification réelle. Le cadre factuel -ici, l'âge, le niveau d'éducation- joue un rôle important de "garde-fou" dans les interprétations, alors que les opinions ou perceptions associées donnent des éléments d'identifications des glissements sémantiques.

On verra plus bas qu'une suspicion encore plus nette a frappé une des questions relatives à l'accès aux soins médicaux.

Des comparaisons entre Japon, Allemagne fédérale, Etats-unis, portant sur "la place de la femme dans la société" (Sugiyama, 1984) fournissent des éléments d'appréciations voisins sur les attitudes et opinions vis à vis de la famille, l'institution du mariage, le partage des tâches au sein du couple.

7.3 L'ENVIRONNEMENT PHYSIQUE ET TECHNOLOGIQUE

Les Japonais paraissent moins satisfaits de leur cadre de vie, et moins attachés, en moyenne, à la préservation de l'environnement que les Français.

Dans les deux pays, ces opinions se modulent de la même façon en fonction de l'âge, du niveau d'instruction, du type d'agglomération.

Les questions relatives au cadre de vie et à la préservation de l'environnement (Chapitre 3, Tableaux 3-1 et 3-2) ont des libellés qui ne présentent pas de graves ambiguïtés, mais les grilles de réponses proposées vont poser des problèmes que les spécialistes de comparaisons internationales d'enquêtes par sondage connaissent bien: face à une échelle de satisfaction ou d'importance, certains individus choisissent des items extrêmes (très satisfait, très important, pas du tout satisfait, pas du tout important), d'autres des items de réponse médians (assez satisfait, assez important, peu satisfait, peu important), mais les proportions de ces individus sont très variables selon les contextes culturels.

Dans l'article de Sugiyama déjà cité, il apparaît ainsi que les Américains du nord, aux réponses tranchées, se distinguent des Allemands de l'ouest, plus nuancés, mais surtout des Japonais dont les réponses sont assez systématiquement modérées.

Ce dernier résultat est largement confirmé dans l'enquête de 1983, pour laquelle les items médians ont des pourcentages beaucoup plus élevés au Japon.

On s'efforcera donc de ne pas limiter les comparaisons aux items extrêmes.

67% des Japonais sont satisfaits de leur *cadre de vie quotidien* (dont 6% de très satisfaits), ce qui est faible par rapport au pourcentage de 81% obtenu en France la même année (avec 26% de réponses "très satisfaits" que l'on se gardera de comparer au 6% japonais pour les raisons qui viennent d'être évoquées).

Comme les Français, les Japonais sont d'autant plus satisfaits qu'ils sont âgés: il y a 53% de satisfaits chez les jeunes de moins de 25 ans, et ce taux augmente régulièrement jusqu'à 80% pour les personnes de plus de 65 ans (en France, les pourcentages de satisfaits de leur cadre de vie quotidien pour ces deux catégories extrêmes sont respectivement de 71% et 88%).

Les habitants de Tokyo sont moins satisfaits (64%) que ceux des "petites villes" de moins de 50.000 habitants (73%), de même que les habitants de la région parisienne (72%) le sont moins que ceux des communes de moins de 5000 habitants (84%).

Alors qu'une quasi-unanimité se dégage en France pour dire que la *préservation de l'environnement* est quelque chose d'important (97% de réponses, dont 68% de "très important" en 1983), ce ne sont "que" 87% des Japonais qui pensent de même (avec quand même 37% de réponses "très important", le pourcentage attaché à cette dernière réponse atteignant 44% chez les hommes).

Les réponses "très important", bien que non comparables en niveau, varient de la même façon dans les deux pays: on est d'autant plus sensible à la préservation de l'environnement que l'on est plus diplômé, et d'autant moins que l'on est plus âgé.

Ainsi, entre les deux classes extrêmes de diplômés, les pourcentages de "très important" croissent de 28% à 50% au Japon (de 61% à 77% en France); entre les deux classes d'âge extrêmes, ils décroissent de 42 à 28% au Japon (de 74% à 57% en France).

Tokyo et Paris sont plus attachés à la préservation de l'environnement que les petites villes ou communes, bien que les variations de pourcentages soient moins nettes.

*
* *

Les Japonais font plus confiance à la science que les Français.

Dans les deux pays, les plus instruits sont les plus confiants. Mais, au Japon surtout, la confiance est plus élevée chez les hommes, et croît régulièrement avec l'âge.

En 1983, 39% des Japonais estiment que *les découvertes scientifiques améliorent beaucoup la vie quotidienne*, ce qui, pour une réponse "extrême", est beaucoup, comparé aux 32% des Français, pourtant plus enclins à s'exprimer de façon tranchée (cf Tableau 3-3 du Chapitre 3).

La réponse modérée, "les découvertes scientifiques améliorent un peu la vie", est choisie par 48% des Japonais et 54% des Français. Enfin, 7% seulement des Japonais répondent "pas du tout", ce que font 13% des Français.

Ces résultats ne correspondent pas à ceux de l'enquête réalisée en 1984 pour les Journaux "Le Monde " et "Asahi Shimbun" (cf Pons, 1984) où les Japonais semblaient plus circonspects que les Français vis à vis de la science; il ne s'agissait en fait que d'une conjecture, les libellés des questions posées dans les deux pays étant fort peu comparables.

On a vu au Chapitre 3 que les réponses très positives vis à vis du progrès scientifique augmentaient simultanément avec le niveau de diplôme et avec le niveau de vie mesuré par un indicateur d'équipement.

On ne dispose pas des informations de base permettant de mettre en évidence la simultanéité de l'effet de ces deux facteurs au Japon; il est clair cependant que dans ce dernier pays, la confiance augmente avec le niveau de diplôme, les réponses "beaucoup" étant choisies par 31% des personnes sans diplôme, et par 46% des diplômés d'université.

Mais il semble que les Japonais soient plus enthousiastes (48% de réponses "beaucoup") que les Japonaises (32% seulement), différence inexistante en France pour cette même question.

Une autre distinction importante entre le Japon et la France est la croissance de la confiance en la science avec l'âge: le pourcentage de réponses "beaucoup" augmente régulièrement de 29% pour les Japonais de moins de 25 ans à 47% pour ceux de plus de 65 ans.

On pourrait penser que cette croissance avec l'âge est masquée en France par la diminution simultanée du nombre de personnes diplômées, mais il n'en est rien: l'effet de l'âge reste peu important même à l'intérieur d'une tranche de diplôme spécifiée.

*
* *

A propos de la diffusion de l'informatique, les Japonais sont plutôt moins enthousiastes et plus résignés que les Français, ce qui peut étonner, compte tenu de leur dynamisme dans ce domaine de production.

La question posée qui correspond au tableau 3-4 du Chapitre 3 ne comporte pas d'échelle homogène d'appréciation, mais trois items de réponse que l'on peut résumer par "souhaitable", "inévitable", "regrettable". La réponse "souhaitable" obtient en 1983 un pourcentage de 25% au Japon, contre 34% en France. La réponse "inévitable" (abréviation de "peu souhaitable, mais inévitable") obtient une importante majorité au Japon (60%) , alors qu'elle reste légèrement minoritaire en France; enfin, la réponse "regrettable et dangereuse" n'obtient que 6% au Japon, contre 15% en France la même année.

Les pourcentages de réponses "souhaitable" augmentent avec le niveau d'instruction et décroissent avec l'âge, de façon tout à fait similaire dans les deux pays.

Comme pour les découvertes scientifiques, les femmes sont en retrait par rapport aux hommes au Japon (20% de "souhaitable" chez elles, contre 32% chez les hommes).

En revanche, contrairement à ce qui s'est passé dans le cas des découvertes scientifiques, l'âge n'a pas un effet positif sur l'appréciation de la diffusion de l'informatique.

Il faut préciser que la question, dans sa formulation même (cf tableau 3-4), évoque des changements dans les conditions de vie à venir. On a vu, en France comme au Japon, à quel point l'âge avait un effet négatif sur l'appréciation de ces conditions de vie lorsqu'il est question de l'avenir; il est possible que cet effet prime sur le scientisme que l'on a pu déceler précédemment chez les Japonais plutôt âgés.

7.4 SANTE ET SOINS MEDICAUX

Les Japonais paraissent plutôt moins satisfaits que les Français de leur santé

13% des Japonais estiment leur état de santé "très satisfaisant" en 1983, contre 27% des Français la même année (cf le tableau 4-1 du Chapitre 4 pour le libellé exact de la question et la série complète concernant la France). Cette différence pourrait être mise au compte de la modération systématique des enquêtés nippons s'il existait une compensation au niveau des items de réponse plus modérés; mais l'état de santé personnel est trouvé simplement "satisfaisant" par 59% des personnes interrogées dans les deux pays. Le report de suffrage a bien lieu sur la réponse "peu satisfaisant", formulée par 21% des répondants

au Japon, contre 11% en France. Enfin, la réponse extrême "pas du tout satisfaisant" est choisie par 5% des Japonais et 3% des Français.

L'effet du sexe sur les appréciations sur la santé (insatisfaction plus prononcée chez les femmes) est très peu marqué au Japon, puisqu'il n'y a, pour les réponses exprimant une satisfaction, qu'un point d'écart entre hommes et femmes, contre quatre points en France.

Comme en France, et malgré la mention "par rapport aux personnes de votre âge", l'insatisfaction augmente avec l'âge: le pourcentage total d'insatisfaits croît de 22% à 30% entre 25 et 65 ans; beaucoup plus nettement qu'en France, l'insatisfaction diminue avec le niveau de diplôme: 38% d'insatisfaits chez les personnes sans diplôme (qui ne forment que 8% de la population), et 22% chez les diplômés d'université (18% de la population).

Cette plus grande satisfaction relative des Français en matière de santé corrobore les résultats de l'enquête "Asahi Shimbun-Le Monde" précitée.

Les Japonais pensent plus majoritairement que les Français que "le maintien en bonne santé n'est pas l'affaire des médecins" mais une affaire d' "hygiène de vie"

La question dont les résultats français figurent au tableau 4-3 du Chapitre 4 n'a pas été posée au Japon en 1983, mais lors de l'enquête légère réalisée en 1982. La très bonne concordance des résultats de 1981 et de 1983 pour les questions communes (une quinzaine environ) incite à donner quelques ordres de grandeur concernant des questions ne figurant qu'en 1982: malgré une réticence certaine à utiliser des réponses tranchées, un Japonais sur deux n'est "pas du tout d'accord" avec l'affirmation selon laquelle "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins"; de plus, un Japonais sur quatre n'est "pas très d'accord" (La réponse "pas du tout d'accord" obtient 23% en France en 1981).

Enfin, 83% des Japonais expriment leur accord total avec l'assertion: "le maintien en bonne santé est votre propre affaire, c'est à dire un problème d'hygiène de vie", ce que font 64% des Français en automne 80, dernière année où cette question a été posée dans l'enquête du CREDOC.

Le questionnement sur l'assertion: "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations" a donné lieu à un contresens, immédiatement décelé par l'analyse des données.

Une des garanties de fidélité de la traduction des libellés des diverses questions est assurée par la stabilité, au moins approximative, des "patterns" obtenus par une description systématique des associations entre opinions exprimées (cf la typologie des opinions du Chapitre 8 pour un exemple de ce type de description).

L'existence d'une erreur sur le sens de la question concernant les rapports entre santé, argent et relations a été détectée par l'équipe du Professeur Hayashi (dont les travaux ont déjà été cités) avant même que la nature exacte de l'erreur soit connue: le positionnement des modalités de réponses sur le premier plan factoriel fait apparaître des configurations analogues pour les deux pays, à l'exception des réponses concernant précisément cette question, et aussi d'ailleurs des réponses à la question sur le partage des tâches ménagères qui a été évoquée plus haut.

Les divergences entre les caractéristiques de base des répondants dans les deux pays sont très nettes: Au Japon, les pourcentages de personnes qui sont tout à fait d'accord avec la phrase "on est mieux soigné avec de l'argent et des relations" décroissent avec le niveau de diplôme, (de 34% pour les personnes sans diplôme à 11% pour celles qui ont été à l'université), alors qu'ils augmentent au contraire en France (de 28% à 34% pour les deux catégories équivalentes).

Ils augmentent régulièrement avec l'âge au Japon (de 9% à 31% lorsque l'on passe des personnes ayant moins de 25 ans à celles ayant plus de 65 ans), alors que l'âge n'a aucun effet particulier en France.

Comme la question sur la répartition des soins aux enfants et des tâches ménagères à l'intérieur du couple, cette question n'est pas a priori une bonne question parce que son libellé est composite: argent et relations sont deux privilèges appartenant à des registres différents, et dont les effets sont probablement très différents. Mais il semble que le contresens soit dû à quelque chose de plus fondamental que cette hétérogénéité de libellé.

Lorsque cette question est posée en France, elle s'insère sans qu'il soit besoin de le préciser dans un débat séculaire sur l'effet des inégalités sociales, où des expressions telles que "avoir les moyens et le bras long", "avoir de l'argent et des relations" sont fréquemment employées. Ceux qui sont tout à fait d'accord avec l'assertion proposée manifestent ainsi leur critique du fonctionnement du système de soins médicaux en même temps d'ailleurs que leur réprobation des inégalités sociales existantes.

Avec un libellé qui provient d'une traduction aussi fidèle que possible, la même question est comprise au Japon de façon radicalement opposée. Tout se passe comme si elle était libellée comme suit: "est-ce que vous considérez que le fait d'être mieux soigné avec de l'argent et des relations est une bonne chose?". Ceux qui approuvent l'assertion ne sont certainement plus des personnes progressistes, ou critiques par égalitarisme...

Ainsi, les Français qui approuvent l'assertion dénoncent une situation réelle qu'ils trouvent regrettable, alors que les Japonais qui approuvent le font, pourrait-on dire, au premier degré: ils approuvent une situation (réelle ou idéale), et donc ne la trouvent évidemment pas regrettable.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions de trouver que tout sépare ceux qui donnent des réponses identiques dans les deux pays.

On remarque que la question comportant l'approbation éventuelle de l'assertion "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins" a visiblement été comprise de la même façon dans les deux pays: il s'agissait de répondre à la question équivalente "le maintien en bonne santé doit-il être avant tout l'affaire des médecins?". Le caractère lapidaire et normatif de l'assertion ne laissait aucun doute sur son contenu et sur la signification de l'approbation demandée. Une confusion certaine aurait été provoquée en faisant précéder le libellé initial de "En pratique", expression suffisamment vague pour signifier "En réalité", et donc enlever tout contenu normatif ou idéal à l'assertion (ce qui a pour effet de faire approuver ceux qui exprimaient leur désaccord précédemment).

On voit mal comment ces subtilités pourraient traverser sans dommage l'épreuve d'une traduction. L'exemple japonais a le mérite d'attirer l'attention sur d'importants décalages sémantiques. Mais on ne peut s'empêcher de penser que ceux-ci peuvent exister à l'intérieur même de l'hexagone, entre Paris et certaines dunes du désert français..., entre les jeunes-instruits-urbains et certains ruraux âgés, peu instruits et isolés.

*
* *

La comparaison avec les questions des chapitres précédents s'arrête ici, les thèmes "Solidarité", "Changement social", "Justice", n'ayant pas été repris dans l'enquête japonaise de 1983.

En revanche, une batterie de questions sur les inquiétudes des Français, suivie dans l'enquête française à partir de 1981 seulement, a été insérée dans le questionnaire commun, et sera analysée au paragraphe ci-dessous.

7.5 LES INQUIETUDES EN FRANCE ET AU JAPON

De quoi est-on inquiet? Qui est inquiet? Ces questions sont bien légitimes quand les mots "futur" et "inconnu" s'identifient comme jamais ils ne l'ont fait dans le passé. La peur, l'angoisse, l'inquiétude sont les réactions normales de tout être devant une telle béance. Mais cette attitude générale se différencie beaucoup si l'on précise quels sont les risques encourus. De plus, elle se module considérablement suivant la situation, le degré de concernement et le degré de sensibilité des personnes interrogées.

De 1981 à 1983, une batterie de questions a été insérée dans l'enquête du CREDOC pour mesurer le degré d'inquiétude de la population française vis à vis de sept risques: La maladie grave, l'accident de la

route, la guerre, le chômage, l'agression dans la rue, l'accident de centrale nucléaire, l'accident du travail. Les réponses consistaient, pour chaque risque évoqué, en un choix d'item dans une échelle à quatre positions (beaucoup, assez, un peu, pas du tout inquiet) (cf Boscher, 1985).

La même batterie a été incluse dans le questionnaire de la vague 1983 de l'enquête nationale japonaise, en même temps que les questions dont les réponses viennent d'être analysées.

Globalement, les Japonais se déclarent plus souvent inquiets.

En tête des inquiétudes en France: La maladie grave, qui vient au second rang au Japon. (Ce sont les accidents de la route qui inquiètent le plus les Japonais).

Au second rang en France: le chômage, qui vient au dernier rang au Japon.

Les deux dernières colonnes du Tableau 7-1 permettent en effet de comparer les pourcentages des réponses "beaucoup" et "assez" pour les deux pays en 1983.

Quatre thèmes dominent nettement en France: La maladie grave (71% s'en inquiètent, dont 51% beaucoup), le chômage (57%), la guerre (54%) et les accidents de la route (51%).

Les autres risques (agression, accidents du travail ou de centrales nucléaires) se situent à plus de 12 points d'écart.

Au Japon, les accidents de la route dominent très nettement (77% d'inquiets, dont 43% de "beaucoup inquiets", réponse tranchée et donc quelque peu dissuasive a priori pour les enquêtés nippons). A plus de 20 points d'écart vient la maladie grave (56%), puis la guerre (53%), l'accident du travail (49%), l'accident de centrale nucléaire (46%), l'agression (43%), et en tout dernier lieu, le chômage (42%).

Pour la France, l'évolution sur trois ans des pourcentages de réponses "beaucoup" (Tableau 7-1) montre qu'un accroissement sensible de l'inquiétude globale est décelable, même dans une période de temps aussi courte. On ne dispose malheureusement pas de la même information à propos du Japon.

TABLEAU N° 7 - 1

"On éprouve parfois de l'inquiétude, pour soi-même ou pour des proches."

Pouvez-vous me dire si les risques suivants vous inquiètent ?

	Pourcentage de réponses "beaucoup"				Somme des réponses "assez" et "beaucoup"	
	FRANCE			JAPON	FRANCE	JAPON
	1981	1982	1983	1983	1983	1983
Maladie graves	46	47	51	29	71	56
Accident de la route	30	38	47	43	51	77
Guerre	37	34	43	34	54	53
Chômage	35	35	40	23	57	42
Aggression dans la rue	19	23	28	23	39	43
Accident de Centrale Nucléaire	11	18	23	26	34	46
Accident du travail	17	18	22	22	37	49

Encerclés : les deux plus forts pourcentages de chaque année.

Soulignés : les deux plus faibles.

TABLEAU N° 7 - 2

LES FEMMES PLUS INQUIETES QUE LES HOMMES EN FRANCE ET AU JAPON

% de personnes qui "s'inquiètent beaucoup" pour chacun des sept risques spécifiés.

	FRANCE		JAPON	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Maladie grave	44	53	24	33
Accident de la route	38	53	39	47
Guerre	37	45	29	38
Chômage	35	41	19	27
Agression dans la rue	22	31	21	25
Accident de cent.nucléaire	20	25	20	30
Accident du travail	19	22	20	24

Encerclés les plus forts écarts entre sexes pour chaque pays.

Les caractéristiques des personnes inquiètes sont étonnamment similaires en France et au Japon:

Dans les deux pays, quel que soit le risque spécifié:

Les femmes sont plus inquiètes que les hommes

Les personnes peu instruites plus inquiètes que les personnes instruites

L'inquiétude croît avec l'âge. Elle est faible dans les grosses agglomérations.

La plus grande inquiétude des femmes ne souffre aucune exception dans aucun des deux pays, comme le montre le Tableau 7-2. L'écart entre les pourcentages d'hommes et de femmes qui s'inquiètent beaucoup peut atteindre 15 points en France, dans le cas des accidents de la route (l'écart correspondant est de huit points au Japon), et 10 points au Japon, à propos des accidents de centrales nucléaires (l'écart correspondant en France n'étant que de 8 points).

Cette caractérisation assez générale des personnes inquiètes permet d'envisager la construction d'un "indicateur général d'inquiétude" susceptible d'affecter à chaque individu une note d'inquiétude (cf Boscher, 1985). Les valeurs de cet indicateur opposeront les femmes âgées peu instruites (valeurs très élevées) aux hommes jeunes instruits (valeurs faibles). On parle d'indicateur et non de facteur (terme ayant une trop forte connotation psychologique) dans la mesure où les variables de situations (âge, sexe, diplôme) jouent clairement un rôle fondamental dans le phénomène étudié ici; ceci n'exclut évidemment pas l'effet conjoint de déterminants plus psychologiques.

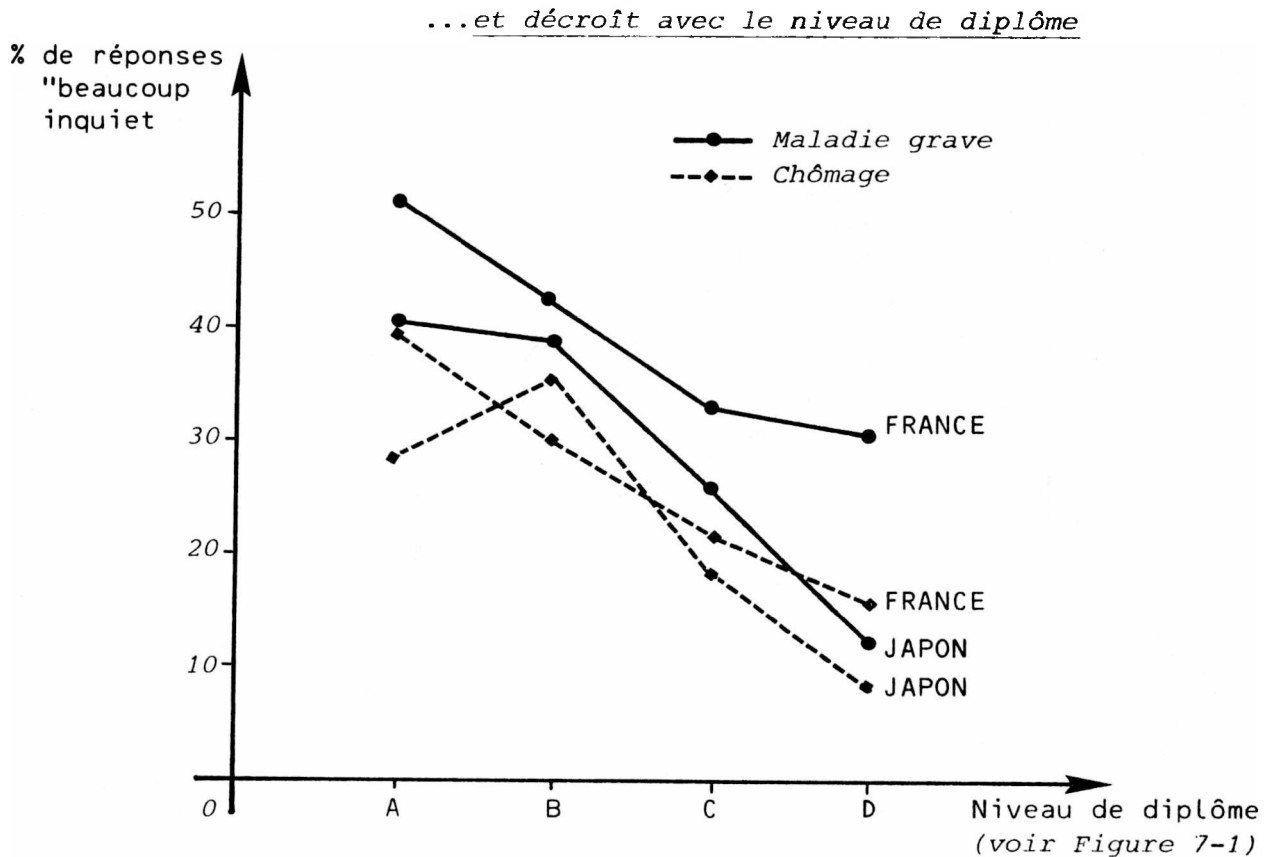
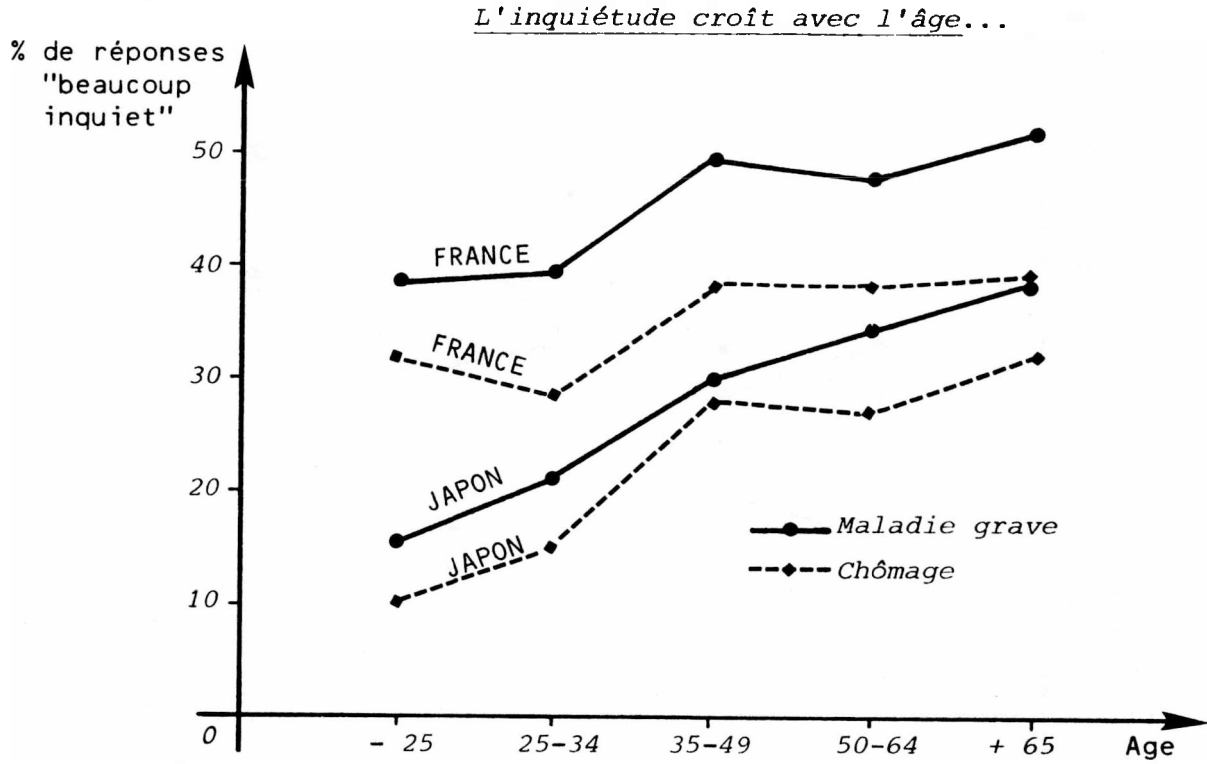
En se limitant aux quatre risques les plus générateurs d'inquiétude dans l'ensemble des deux pays (maladie grave, accident de la route, guerre, chômage), on va observer des nuances dans la façon dont les inquiétudes se modulent suivant l'âge et le niveau d'instruction de la personne interrogée.

Les Français se déclarent plus souvent très inquiets que les Japonais à propos de la *maladie grave* et du *chômage* (Figure 7-4), alors que ces derniers sont plus préoccupés par les risques d'*accidents de la route* et le risque de *guerre* (Figure 7-5).

D'une manière générale, l'effet de l'âge (indissociable de l'effet de génération) est sensiblement plus marqué au Japon pour les quatre principaux risques cités (parties supérieures des Figures 7-4 et 7-5). Il est semble-t-il assez bien établi que la rapidité des transformations subies par ce pays depuis la dernière guerre a pour corollaire d'importantes variations de valeurs (en termes plus techniques: un fort gradient axiologique) d'une génération à une autre. Ceci n'est probablement pas sans conséquence sur la sensibilité à certains motifs d'inquiétude. Cet effet est notablement plus marqué dans le cas de l'inquiétude vis à vis d'une guerre éventuelle: les jeunes Français sont nettement plus inquiets que les jeunes Japonais, alors que la situation

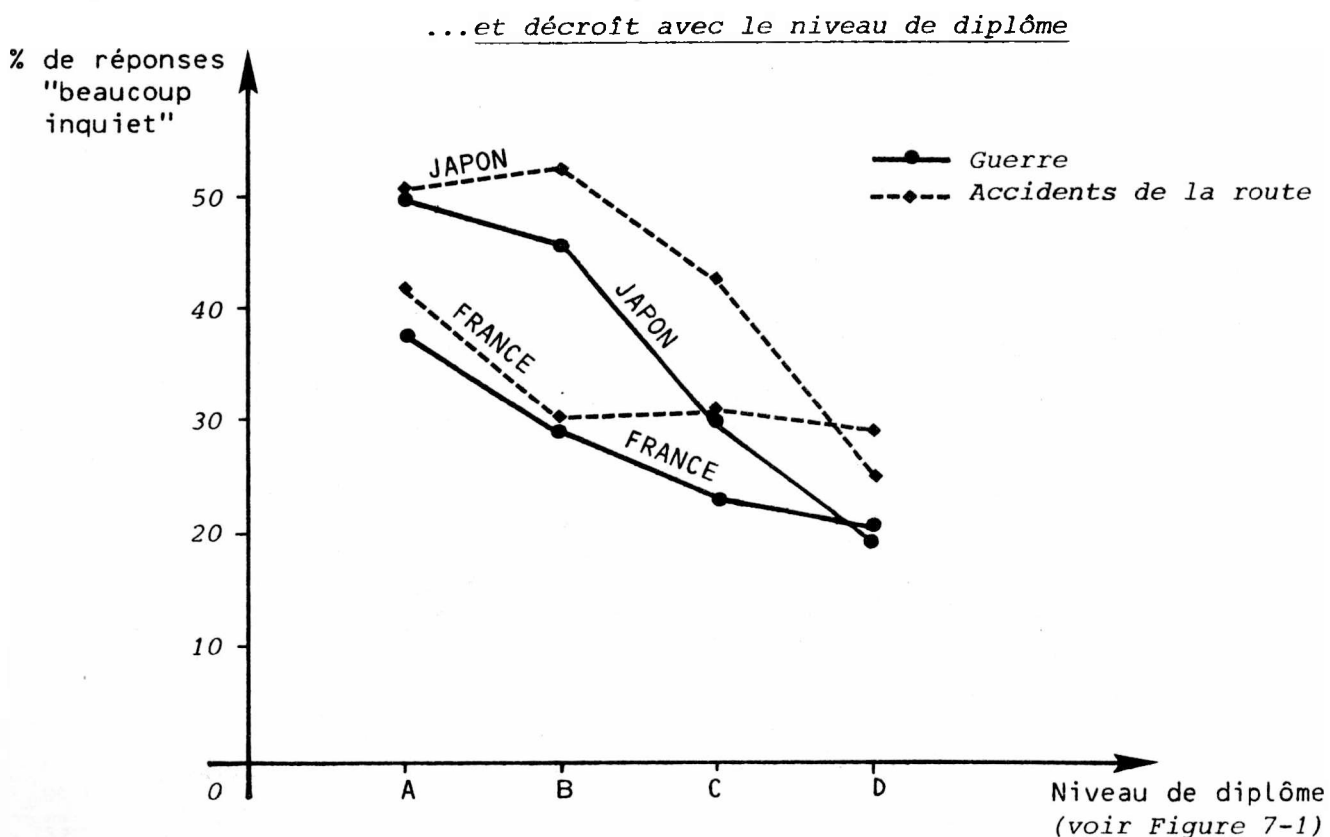
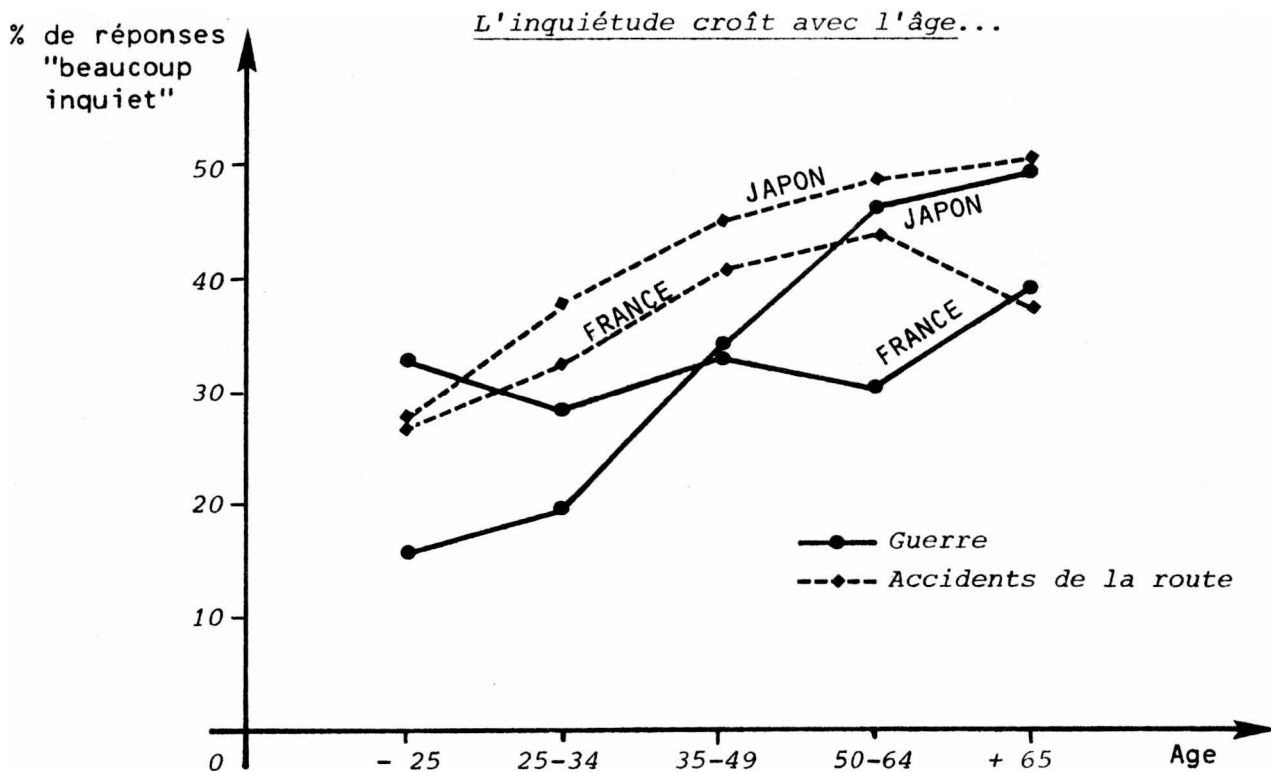
- FIGURE 7-4 -

Les Français plus inquiets : maladie grave et chômage



- FIGURE 7-5 -

Les Japonais plus inquiets : guerre et accidents de la route



est inverse pour les personnes plus âgées des deux pays (partie supérieure de la Figure 7-5).

Parmi les autres irrégularités constatées (par rapport à un modèle stipulant une liaison toujours positive âge-inquiétude et une liaison toujours négative niveau d'instruction-inquiétude), on note une inquiétude exceptionnelle des très jeunes vis à vis du chômage en France (partie supérieure de la Figure 7-4), une absence d'inquiétude non moins exceptionnelle vis à vis du chômage des personnes non diplômées au Japon (partie inférieure de la même figure).

Les personnes de plus de 65 ans sont relativement peu inquiétées par les accidents de la route en France (on sait que cette classe d'âge est la moins mobile) (partie supérieure de la Figure 7-5), alors qu'au Japon, ce sont les personnes non diplômées que l'on peut s'étonner de ne pas voir plus inquiètes (partie inférieure de la même figure).

Ces légers écarts restent faibles comparés aux similitudes structurelles que confirment les analyses statistiques plus systématiques (analyses factorielles) de la batterie de questions relatives à l'inquiétude pour les deux pays (Hayashi et al. 1985).

Chapitre 8

**LES AFFINITES ENTRE OPINIONS,
UNE SYNTHÈSE**

Chapitre 8

LES AFFINITES ENTRE OPINIONS, UNE SYNTHÈSE

L'ensemble des réponses d'un individu aux diverses questions d'opinion sur la vie économique, la famille, la vie au travail, la santé, l'environnement, le progrès, n'est pas un ensemble informel.

On y décèle en effet une certaine organisation apparente, des éléments de structure: il existe des affinités entre les différentes réponses; et la simple description de ces affinités, dont l'existence est pourtant intuitive, va immédiatement poser plusieurs problèmes de méthodes et d'interprétation.

Prenons un exemple simple, pour montrer que la difficulté annoncée ne doit rien à la technicité ou à la virtuosité du statisticien, mais qu'elle se situe à un niveau à la fois plus élémentaire et fondamental.

On a vu que les personnes qui exprimaient des opinions critiques vis à vis du fonctionnement de la justice manifestaient souvent de l'insatisfaction à propos de l'évolution de leur propre niveau de vie; il est fréquent que ces mêmes personnes aient également une opinion assez négative sur l'intérêt des découvertes scientifiques.

Il s'agit ici de *covariations statistiques* c'est à dire tout simplement de regroupements anormalement fréquents de réponses. Il ne s'agit pas d'implications strictes d'une réponse à partir d'une autre. Il n'existe pas non plus de lien causal direct entre ces réponses.

Le seul fait d'énoncer l'existence de ces affinités, et de constater qu'il ne peut raisonnablement exister de lien causal simple entre chaque couple de réponses suscite en général assez rapidement une interprétation en termes de variables cachées, appelées encore *variables ou facteurs latents*.

En termes de psycho-sociologie spontanée, on pourra entendre des interprétations du type "il existe une insatisfaction latente" (variable cachée plutôt psychologique) ou encore " certaines situations ou

difficultés impliquent une vision bien sombre de la réalité..." (variable latente plutôt socio-économique).

Quelle que soit la puissance des outils statistiques utilisés, on ne pourra que conjecturer l'existence et l'interprétation de telles variables cachées.

Mais l'on voit que la distance entre description et interprétation est infime: une description résumée est une interprétation, et sans un minimum d'interprétation, la description n'est pas "résumable"...

Dire qu'il existe des affinités entre réponses, c'est dire aussi qu'il existe des individus qui ont donné simultanément toutes ou presque toutes ces réponses. C'est là un résultat bien classique en statistique et plus particulièrement en *analyse des données*:

Une structure observable sur des variables implique également une structure sur les individus... l'ensemble des variables et l'ensemble des individus ne prennent forme que l'un par l'autre.

C'est un des grands mérites de Jean Paul Benzecri (1973) d'avoir mis l'accent sur des méthodes comme l'analyse des correspondances qui font jouer des rôles symétriques à ces deux ensembles, d'avoir en quelque sorte réhabilité les individus dans une science statistique qui les occultait.

A ce stade peut intervenir la tentation de classer, c'est à dire de donner le statut de groupe à ces individus, puis celle, plus atavique et moins prudente, de nommer les classes, de pourvoir les individus du groupe d'une étiquette suggestive (pour l'exemple ci-dessus: "les râleurs" ou encore "les paumés"). On reviendra sur ce dernier point, qui est source de beaucoup d'abus, ou simplement d'erreurs: s'il est quelquefois loisible d'isoler quelques classes, et si, plus rarement encore, on peut trouver dans la langue française un vocable ou une expression qui recouvre raisonnablement les traits caractéristiques de certaines d'entre elles, il est illusoire et dangereux de mettre l'ensemble de la population dans des tiroirs étiquetés.

En bref, l'existence de covariations entre opinions exprimées induit sur l'ensemble des réponses une certaine structure, ou une certaine organisation.

Cette organisation peut être décrite par la mise en évidence de variables cachées (méthodes factorielles) ou de groupes d'individus (méthodes de classification), ou encore par l'utilisation conjointe de ces deux familles de méthodes, qui est l'option retenue dans ce chapitre.

Curieusement peut-être, un des obstacles majeurs que l'on rencontrera est le caractère trop suggestif de l'information de base: la nature instable ou évanescence d'une structure pourra disparaître sous les discours interprétatifs, plus spontanés, communicables et séduisants que les épreuves de validité tatillonnes des statisticiens.

On ne prend jamais assez de précautions méthodologique (et même déontologique) pour décrire avec des outils puissants une structure trop faible sur des données trop suggestives....

Il existe heureusement de puissants instruments de validation qui sont les simulations dans le cas d'un corpus de données unique, et la simple vérification de la stabilité des structures dans le cas où l'on dispose de plusieurs recueils indépendants: ce dernier cas est précisément celui des enquêtes répétitives. Si deux échantillons indépendants correspondant à deux années consécutives produisent des structures analogues, c'est bien la preuve qu'il existe effectivement une structure stable sous-jacente.

En pratique, on trouvera plus aisément quelques traits structuraux stables: dans une typologie, on pourra voir quelques "noyaux" apparaître avec une certaine permanence, immergés dans un magma instable. On sera toujours très loin d'une partition en classes bien délimitées: beaucoup de Français sont rigoureusement inclassables, et la majorité d'entre eux est formée d'individus très difficilement classables.

*
* *

Le but de ce chapitre est de donner une description d'ensemble des réponses aux questions étudiées au cours de tous les chapitres précédents, en utilisant bien sûr le fait que ces réponses ont été données simultanément par les mêmes individus: on s'efforcera donc de décrire, pour une année ou un groupe d'années les affinités entre réponses, qui donneront une vue d'ensemble des "perceptions associées" évoquées à propos de chaque question au fil des chapitres précédents.

De façon corrélatrice ou "duale", on décrira les regroupements d'individus induits par les similitudes de réponses et l'on observera pour finir la légère déformation de la structure des réponses au cours du temps..

Les outils de description

On utilisera conjointement deux méthodes de description statistique fort complémentaires: L'analyse factorielle (l'analyse des correspondances multiples) et la classification (ici, une technique de classification dite mixte). Le lecteur trouvera dans l'ouvrage de Lebart et alii (1984) quelques renseignements sur ces méthodes, des exemples d'application commentés (ces exemples concernent tous l'enquête sur les conditions de vie et aspirations des Français) et surtout des références permettant d'en savoir plus.

Telle qu'elle est utilisée ici, l'analyse factorielle produit des cartes planes où les points représentent des modalités de réponses, et où les proximités entre points représentent précisément les affinités entre ces réponses. Les règles de lecture seront explicitées au moment de la présentation des résultats.

La classification permettra de mettre en évidence les principaux regroupements d'individus selon les "profils d'opinions exprimées" les plus significatifs. Ces regroupements, qui seront décrits de façon systématique à partir de l'ensemble des caractéristiques objectives des

individus qu'ils contiennent (sexe, âge, équipement, diplômes de la personne interrogée et de ses ascendants, profession, types de logement et d'agglomération, etc..) pourront figurer sur les cartes planes précédentes et faciliter ainsi leur lecture.

La notion de question active

Présenter les résultats d'une étude typologique (qu'il s'agisse d'analyse factorielle ou de classification) n'a de sens que si la liste des questions dites "actives" est clairement spécifiée. Il n'existe pas en effet de typologie universelle: une typologie ne peut se faire que d'un certain point de vue, caractérisé par la composition de l'ensemble des variables actives, c'est à dire des variables utilisées pour calculer les distances entre individus. On peut espérer que si cet ensemble est suffisamment large, le fait de retirer ou d'ajouter une question ne bouleversera pas les résultats typologiques obtenus.

L'ensemble des questions actives doit satisfaire un critère d'homogénéité dont les fondements sont assez intuitifs: il faut que les calculs des distances aient un sens, de façon à ce que les regroupements mis en évidence ultérieurement aient aussi un sens: il serait par exemple très maladroit de mélanger des variables objectives et des variables d'opinion, car les regroupements obtenus seraient ambivalents, et donc difficile à interpréter.

Alors que l'ensemble homogène des questions actives permet de définir un point de vue, l'ensemble des questions dites illustratives ou supplémentaires permettra d'identifier et de caractériser a posteriori les regroupements obtenus. Cet ensemble n'a nul besoin d'être homogène, car ses éléments interviendront un par un. Lorsqu'une classe a été mise en évidence, il est en effet loisible d'étudier aussi bien la structure démographique que les attitudes et opinions des individus qui la composent.

Dans la représentation synthétique que l'on va tenter dans ce chapitre, les variables ou questions actives (au nombre de 14) auront l'ambition de décrire les opinions et perceptions vis à vis des conditions de vie en général.

Toutes les variables disponibles par ailleurs sur les mêmes individus auront le statut de variables illustratives.

Liste des questions actives de la typologie:

Deux questions sur la perception de l'évolution des conditions de vie, étudiées au Chapitre 1:

- 1) Evolution du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années (Tableau 1-1)
- 2) Evolution des conditions de vie au cours des cinq prochaines années (Tableau 1-4)

Trois questions sur le thème "Famille" étudiées au Chapitre 2:

- 3) Accord avec l'idée: "La famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu" (Tableau 2-1)
- 4) Opinion sur le mariage (Tableau 2-2)
- 5) Opinion à propos du travail des femmes (Tableau 2-3)

Trois questions sur l'environnement physique et technologique, étudiées au Chapitre 3:

- 6) Opinion sur le cadre de vie quotidien (Tableau 3-1)
- 7) Opinion sur l'importance de la préservation de l'environnement (Tableau 3-2)
- 8) Opinion sur l'effet des découvertes scientifiques sur l'amélioration de la vie quotidienne (Tableau 3-3)

Trois questions sur la santé et l'institution médicale, étudiées au Chapitre 4:

- 9) Satisfaction vis à vis de l'état de santé personnel (Tableau 4-1)
- 10) Accord avec l'assertion "Le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins" (Tableau 4-3)
- 11) Accord avec l'assertion " On est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations (Tableau 4-4)

Une question sur l'attitude vis à vis des équipements collectifs, étudiée au Chapitre 5:

- 12) Choix entre trois solutions pour accroître l'efficacité de l'aide aux familles (Tableau 5-4)

Deux questions sur la justice et la société, étudiées au Chapitre 6:

- 13) Accord avec l'assertion "La société a besoin de se transformer profondément" (Tableau 6-1)
- 14) Opinion vis à vis du fonctionnement de la justice (Tableau 6-3)

*
* *

Le choix de ces questions va dans une certaine mesure conditionner les résultats des études typologiques: les structures que l'on va mettre en évidence seront *partiellement suscitées* et *partiellement découvertes*.

Elles sont partiellement suscitées parce qu'il existe dans tout recueil de questions de ce type des synonymies, des redondances, des liens logiques qui induiront une *structure des questions* avant toute enquête sur le terrain, avant que soit connue une quelconque *structure des réponses*.

Elles sont partiellement découvertes parce que l'étude méthodique de la structure des réponses va bien au delà (au niveau de la précision, de la finesse, des possibilités d'induction ou de validation) des

considérations a priori que l'on peut faire à propos de la composition de l'ensemble des questions actives.

Prétendre découvrir une structure des opinions qui soit totalement indépendante de la batterie des questions actives, ce serait imaginer que l'univers de toutes les questions possibles a été "saturé" par cette batterie; ce serait donc être autorisé à parler de représentativité à propos de questions, et non plus seulement à propos d'individus... Or ceci n'est pour l'instant qu'un domaine où les recherches, passionnantes et difficiles, sont encore très peu avancées.

L'univers des individus peut être formalisé de façon opératoire (et appauvrissante) grâce aux modèles que le calcul des probabilités permet d'élaborer; ces modèles ne sont d'ailleurs en aucune façon applicables à une enquête réalisée par la méthode des quotas, mais ils fournissent un cadre de référence commode dont les justifications empiriques sont satisfaisantes.

L'univers des questions est d'une nature fondamentalement différente.

Vis à vis du champ couvert: "la perception des conditions de vie dans leur rapport avec certaines institutions", la composition de l'ensemble des questions actives n'est certainement pas optimale; elle est fortement influencée par l'insertion économique du système d'enquêtes, par son mode de financement contractuel, et donc par les demandes des organismes et administrations clients.

On peut cependant affirmer que dans les limites d'interprétation observées ici, les résultats commentés plus bas ne seraient pas bouleversés par l'adjonction ou le retrait de deux ou trois questions ayant trait aux mêmes thèmes (encore faut-il que ces questions soient différentes et n'induisent pas de déséquilibre évident dans la batterie).

En bref, la prise en compte de la composition de l'ensemble des questions actives est fondamentale (et trop souvent négligée), mais il existe quand même une certaine invariance des résultats vis à vis du détail de cette composition; de cette relative invariance découle la notion empirique et "informalisable" d' "échantillon représentatif de questions".

Un exercice permet d'éviter toute circularité dans les raisonnements, et de démêler quelque peu les parties suscitées et découvertes des structures: à partir des seuls libellés des questions actives, tenter de prévoir, comme le ferait un "collège d'experts", la structure des réponses, avant toute "immersion dans le bain statistique". La comparaison entre structure "stipulée" et structure observée permet alors de clarifier considérablement l'interprétation des résultats.

*
* *

8-1 LES PRINCIPALES ZONES DE L'ESPACE DES OPINIONS

Les 14 réponses aux questions actives répartissent les individus interrogés de façon continue dans l'espace. Il n'existe pas de regroupement très net d'individus dans ce continuum, mais il est toujours possible de le découper en grandes zones de la façon la moins arbitraire possible; les cloisons séparatrices éviteront ainsi les régions de forte densité et seront disposées de façon à ce que la dispersion des individus soit minimale à l'intérieur des zones.

Une optimisation de ce découpage permet de mettre en évidence huit zones, dont les frontières et les effectifs sont incertains.

Les centres de ces zones sont positionnés comme des modalités supplémentaires dans le plan factoriel de la Figure 8-1 (où sont représentées les proximités statistiques existant entre une quarantaine de modalités de réponses aux questions actives, choisies parmi les plus caractéristiques).

Chaque zone, définie par des regroupements privilégiés d'opinions, est identifiée a posteriori à partir des caractéristiques objectives des individus qui la composent. Sa position dans l'espace des opinions représenté de façon approchée par la Figure 8-1 est décrite par deux ou trois mots-clés (droite, gauche, centre, haut, bas...). Elle est ensuite affectée d'un libellé mnémotechnique le plus neutre possible (les choix des libellés seront explicités au moment de la description des zones), puis décrite par un individu "modal", individu fictif cumulant les caractéristiques socio-démographiques les plus saillantes de la zone.

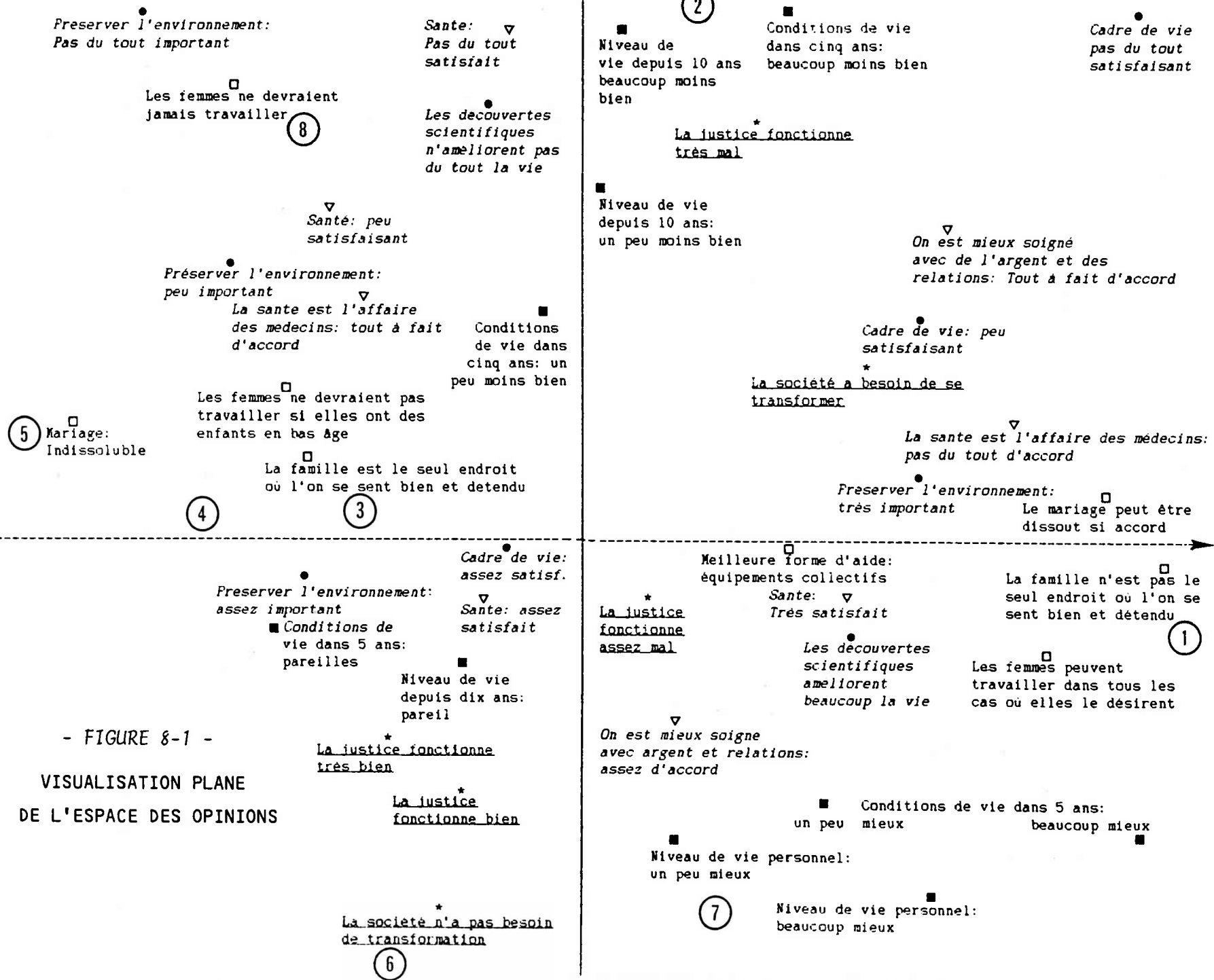
On décrira ensuite de façon plus détaillée les six zones les plus stables dans le temps parmi les huit zones apparaissant au total et décrites ci-dessous..

Zone 1: (Droite de la Figure 8-1) *Modernistes* (environ 18%)

Cette zone, très typée et stable dans le temps, est formée de personnes ayant des idées modernistes sur la famille; elles sont également favorables à la protection de l'environnement et au progrès technique; mobiles, peu inquiètes, elles ont une vie sociale active.
Elément modal: *Un(e) jeune parisien(ne) sans enfant ayant des diplômes élevés mais un niveau de vie moyen.*

Zone 2: (Haut-droit) *Insatisfaits/ Exclus* (environ 11%)

Cette zone, également très typée et stable dans le temps, est formée de personnes pessimistes, insatisfaites, inquiètes, critiques, isolées socialement.
Elément modal: *un ouvrier ou un chômeur sans diplôme cumulant de graves difficultés de plusieurs ordres (logement, famille, santé) dans un cadre de vie peu plaisant.*



- FIGURE 8-1 -
 VISUALISATION PLANE
 DE L'ESPACE DES OPINIONS

Zone 3: (Centre-gauche) *Pessimistes modérés* (environ 16%)

On a affaire ici à une zone de transition instable (centre de la Figure 8-1): Satisfaction vis à vis du cadre de vie, de la santé, opinions mitigées sur la famille, léger pessimisme pour le reste.

Élément modal: *Un(e) provincial(e) de 50 ans, marié(e) avec enfants, peu diplômé(e), mais avec un niveau de vie moyen.*

Zone 4: (Gauche de la Figure 8-1) *Traditionalistes* (environ 15%)

Zone stable mais peut s'agréger certaines années aux zones 3 ou 6. Opinions très traditionalistes sur la famille, mais assez critiques sur la justice et la société.

Élément modal: *Un(e) retraité(e), ayant eu des enfants, sans diplôme ou avec le C.E.P., habitant un pavillon en zone rurale.*

Zone 5: (Gauche) *"ne sait pas"* (environ 8%)

Zone stable de "non-expression", qui regroupe aussi bien des attitudes de désintérêt vis à vis de l'enquête, que le refus de s'impliquer, parfois l'ignorance pure et simple, .

Élément modal: *Une femme âgée sans diplôme habitant une petite commune.*

Zone 6: (Bas-Gauche) *Conservateurs* (environ 13%)

Pas de transformation pour une société où la justice fonctionne bien, satisfaction vis à vis des conditions de vie, optimisme vis à vis du progrès technique.

Élément modal: *Une personne proche de la cinquantaine, à haut niveau d'équipement et de revenu, diplômée, propriétaire.*

Zone 7: (Bas-droit) *Optimistes modérés* (environ 12%)

Zone instable, comme la zone 3 : modération signifie aussi hésitation, et opinions peu typées, marquant plutôt une satisfaction assez générale (santé, cadre de vie quotidien, conditions de vie..).

Élément modal: *Une personne d'une trentaine d'années, provinciale, active, ayant des enfants, un niveau de diplôme faible ou moyen.*

Zone 8: (Haut-gauche) *"Non participant"* (environ 5%)

Autre zone de réponses du type "ne sait pas", comme la zone 5: ces réponses concernent plutôt le thème famille.

Élément modal: *Un homme célibataire d'âge très variable, sans diplôme, ayant des ressources très faibles.*

Après cette description extrêmement sommaire des zones, il est nécessaire de faire plusieurs remarques, qui vont dans le sens des précautions évoquées au début de ce chapitre.

1) On parle de zones et non de classes ou de groupes pour que ne se relâche pas la vigilance du lecteur: il s'agit de portions d'espace et non d'entités sociologiques ou de catégories ayant une existence indépendante de la batterie des questions actives utilisée ici.

2) Les libellés de ces zones sont purement mnémotechniques; on justifiera leur choix lors de la description détaillée qui va suivre, de façon à ce que soit toujours nette la distinction entre fait statistique et interprétation socio-économique.

3) La description sommaire des zones est trompeuse en ce qui concerne leurs proximités relatives: on pourrait penser par exemple que les zones 5 et 8 sont proches, et pourraient être agrégées en une région unique de "non-réponses" ou de réponses "ne sait pas". Comme le montre la figure 8-1, et comme le confirme le "dendrogramme" de la figure 8-2, (voir la définition et les règles de lecture de ce dendrogramme au bas de cette figure) la zone 5 est surtout proche de la zone 4 (traditionalistes). Sur ce dendrogramme, représentant la façon dont s'agrègeraient progressivement les 8 zones de la droite vers la gauche, en fonction de leurs proximités réelles, on voit que les zones 4 et 5 s'agrègent très tôt, alors que la zone 8 s'agrège beaucoup plus tard, après que les zones 6 et 3 aient rejoint les zones 4 et 5. Ces deux dernières zones sont d'ailleurs toutes deux caractérisées par des répondants âgés et un habitat rural.

*
* *

LA ZONE 1: (Droite de la Figure 8-1) "*Les Modernistes*":

Un "noyau moderniste" a été défini au Chapitre 2 comme l'ensemble des personnes répondant simultanément *La famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu - Le mariage est une union qui peut être dissoute sur simple accord des deux parties - Les femmes devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent*.

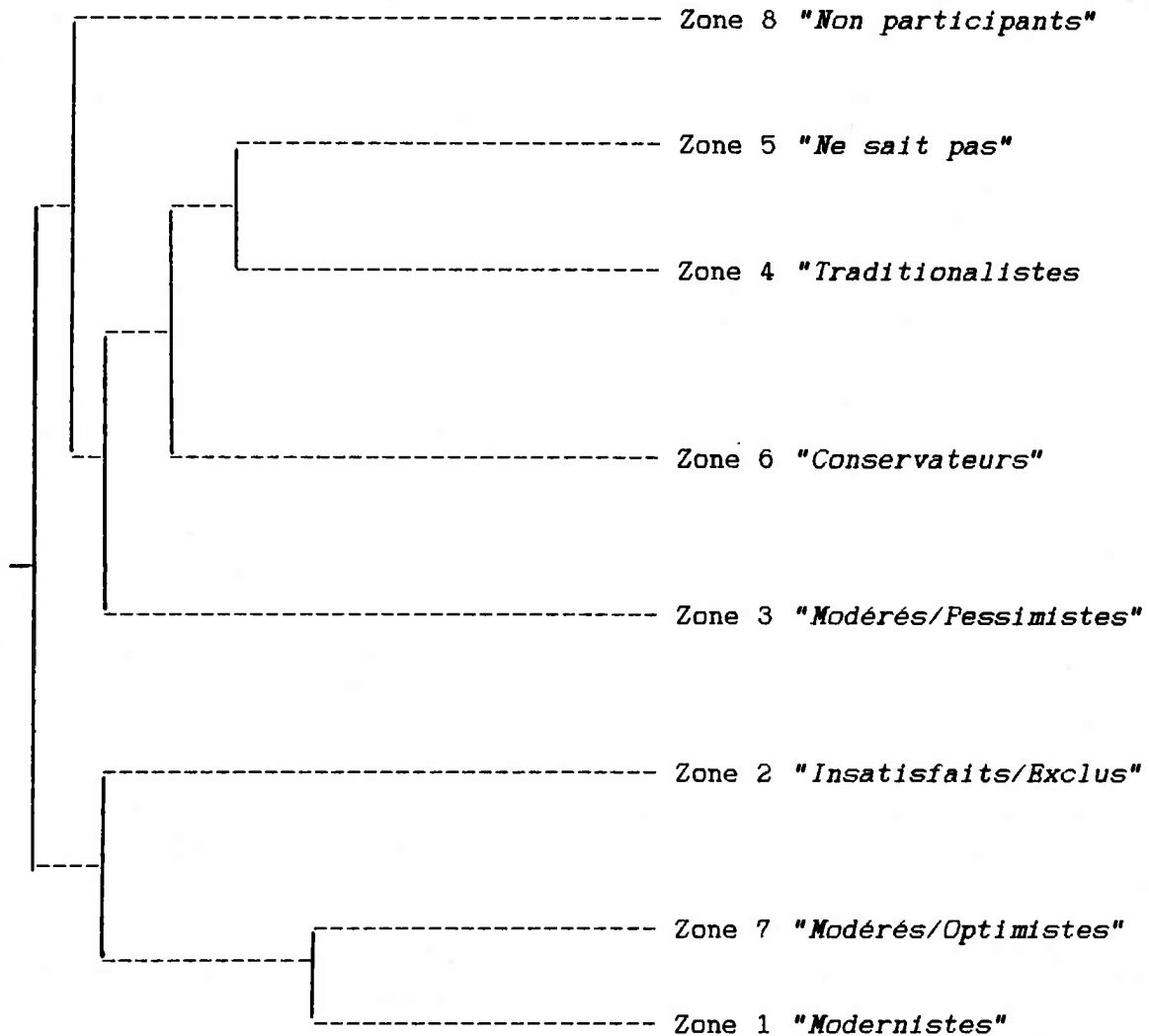
60% des individus appartenant à la zone 1 appartiennent à ce "noyau moderniste" qui ne représente pourtant que 14% des Français. Ceci est à l'origine du libellé choisi pour désigner cette zone.

On va maintenant caractériser la zone 1 par les opinions les plus significatives (on distinguera successivement les opinions, les caractéristiques de comportement, enfin, les caractéristiques de base).

Chaque pourcentage interne à la zone sera suivi, entre parenthèses, du pourcentage moyen dans l'ensemble de la population.

- FIGURE 8-2 -

REPRESENTATION PAR CLASSIFICATION HIERARCHIQUE
 ("Dendrogramme") DES PROXIMITES ENTRE LES 8 ZONES.



Règles de Lecture: Les zones s'agrègent (à partir de la droite) d'autant plus tôt qu'elles sont proches dans l'espace des opinions,

Ainsi, contrairement à ce que l'on observe sur la Figure 8-1 qui ne donne qu'une approximation plane de l'espace, et donc qui déforme les distances, la zone 1 est la zone la plus proche de la zone 7. La figure 8-2 permet donc de compléter la figure 8-1.

De la même façon, la zone 5 est plus proche de la zone 4 que de la zone 8, avec laquelle on aurait pu être tenté de l'agréger.

Principales opinions

87% pensent que "La famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu" (35%)

84% pensent que "le mariage est une union qui peut être dissoute sur simple accord" (35%)

83% pensent que "les femmes devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent" (37%)

86% pensent que "préserver l'environnement est une chose très importante" (65%)

39% ne sont pas du tout d'accord avec l'assertion "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins" (22%)

38% préconisent "plus d'équipements collectifs" pour améliorer l'aide aux familles (26%)

88% pensent que "la société a besoin de se transformer profondément" (74%)

34% préconisent des changements radicaux de la société (23%)

Caractéristiques de comportement

31% se couchent après 23 h (13%)

35% fréquentent un cinéma (17%)

57% participent aux activités d'au moins une association (44%)

20% adhèrent à une association culturelle (12%)

25% adhèrent à une association sportive (16%)

Caractéristiques de base:

Ce sont celles des personnes appartenant au noyau moderniste étudié au chapitre 2: Jeunes, instruits, urbains et surtout parisiens. Les deux sexes sont également représentés.

L'âge moyen des personnes de cette zone est de 33 ans (contre 45 en moyenne dans l'échantillon, ce qui la situe à 32 écart-types au dessous de la moyenne); en revanche, l'âge moyen de fin d'études y est de 19 ans (contre 16 1/2 en moyenne, ce qui situe maintenant la zone à plus de 18 écart-types au dessus de la moyenne de ce point de vue).

Signalons également que le revenu global mensuel moyen de ces personnes jeunes est à 8 écart-types au dessus de la moyenne (9380 F84, contre 8230, alors que l'indicateur d'équipement est au contraire à 8 écart-types au dessous...

52% n'ont jamais eu d'enfant (28%)

32% habitent la région parisienne (15%)

23% sont au moins du niveau du baccalauréat (11%)

78% ont moins de 40 ans (47%)

67% sont des locataires (51%)

20% sont diplômés d'université ou de grande école (8%)

13% ont un père ayant fait des études supérieures (6%)

17% sont cadres moyens (8%)

12% sont étudiants (4%)

8% sont professions libérales ou cadres supérieurs (4%)

Comme le montre la disposition des classes sur l'arbre hiérarchique de la figure 8-2, cette classe est assez voisine de la classe 7, également formée de jeunes personnes, dont les caractéristiques sont cependant beaucoup plus floues. Une coupure de l'arbre de façon à n'obtenir que six classes aurait pour effet de faire fusionner les zones 1 et 7 en une zone unique de "Modernistes/Optimistes/Modérés" représentant environ 30% de la population. Toutes les caractéristiques de cette nouvelle zone restent celles des modernistes, mais elles seront légèrement atténuées, ce qui se manifestera par des différences entre pourcentages internes et pourcentages moyens moins marquées.

*
* *

LA ZONE 2: (Haut droit de la Figure 8-1) "*Les insatisfaits/Exclus*":

Cette zone est la plus stable de toutes; elle est probablement la seule à mériter le statut de "classe" au sens statistique du terme dans la mesure où elle réapparaît chaque année avec un effectif remarquablement constant (il oscille entre 9% et 13%). Elle réapparaît même si la batterie des questions actives subit des ponctions ou des adjonctions relativement importantes.

Le début du libellé de cette zone veut simplement traduire le pessimisme et l'insatisfaction marqués des réponses les plus caractéristiques (cf plus bas); la seconde partie du libellé est inspirée par le titre de l'ouvrage de R.Lenoir (1974), dont le sous-titre est précisément "un Français sur dix", ordre de grandeur étonnamment similaire avec celui trouvé ici.

On va encore décrire cette zone par les pourcentages internes d'opinions et de caractéristiques de base les plus significatifs, ceux-ci étant accompagnés (toujours entre parenthèses) par les pourcentages moyens dans l'ensemble de la population.

Opinions ou perceptions

69% pensent que leur "niveau de vie personnel va beaucoup moins bien" (13%)

62% pensent que leurs "conditions de vie vont beaucoup se détériorer au cours des cinq prochaines années" (12%)

61% pensent que "la justice fonctionne très mal" (26%)

85% déclarent "s'imposer régulièrement des restrictions" (61%)

51% sont tout à fait d'accord avec l'assertion "on est mieux soigné avec de l'argent et des relations" (28%)

17% sont "pas du tout satisfaits de leur cadre de vie quotidien" (5%); 21% en sont peu satisfaits (14%)

90% pensent que "la société a besoin de se transformer" (74%)

43% préconisent pour ce faire des "transformations radicales" (23%)

55% ont déclaré "avoir souffert de nervosité au cours des quatre dernières semaines" (37%). De la même façon, 28% ont déclaré avoir souffert d'"état dépressif" (15%); 38% ont déclaré avoir souffert d'"insomnie" (25%), 49% de "mal au dos" (38%) et 43% de "maux de tête" (34%)

58% estiment que leurs dépenses de logement sont "une très lourde charge" ou "une lourde charge" (38%)

45% s'estiment "beaucoup inquiets de l'éventualité du chômage" (25%) et 30% s'estiment "beaucoup inquiets de l'éventualité d'une agression dans la rue" (16%)

46% s'estiment "beaucoup inquiets de l'éventualité d'une maladie grave" (32%). De façon analogue, 40% s'estiment "beaucoup inquiets de l'éventualité d'un accident de la route" (26%); 21% de l'éventualité d'un accident du travail" (13%);

25% se déclarent "beaucoup gênés par les bruits dans leur logement" (14%)

23% sont tout à fait d'accord avec l'assertion "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins" (14%)

26% pensent que "les découvertes scientifiques n'améliorent pas du tout la vie" (12%)

31% estiment que "la diffusion de l'informatique est une chose regrettable" (18%)

54% estiment que les prestations destinées aux familles ne suffisent pas (42%)

Caractéristiques objectives

Contrairement à la zone précédente, ni l'âge, ni le niveau d'étude ne diffèrent de façon significative des moyennes générales; la région n'intervient pas non plus. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, de n'avoir pas vu apparaître parmi les opinions significatives celles relatives à la famille, au mariage, ou au travail des femmes, qui dépendent toutes trois de ces critères (cf chapitre 2).

Le revenu mensuel global (7170 F84) est à 6 écart-types au dessous de la moyenne (8230F). Le nombre réel d'enfants (2.1) est très significativement supérieur à la moyenne de l'échantillon (1.8), alors que le nombre idéal d'enfants (2.3) est inférieur à la moyenne (2.4) (Ce nombre idéal cité en vue de comparaison avec le nombre réel n'est évidemment pas une caractéristique objective).

38% souffrent d'un handicap, d'une infirmité ou d'une maladie chronique (26%)

38% n'ont aucun élément de patrimoine (27%)

15% sont chômeurs (en 1983 et 84) (6%)

53% sont locataires (44%)

22% habitent en HLM ou ILN (16%)

9% sont séparés ou divorcés (5%)

28% touchent des allocations familiales (21%)

18% ont au plus un équipement (13%) (voir liste des équipements chapitre 1)

25% sont ouvriers (19%)

10% ont cinq enfants ou plus (7%)

Cette zone n'a pas de caractéristiques socio-démographiques aussi typées que la zone 1: elle constitue avant tout une classe de personnes aux ressources faibles, au niveau de vie bas, qui subissent des tensions ou font face à des difficultés variées.

Le "fait statistique" est l'apparition de cette classe chaque année. Il existe malgré tout des personnes ayant des diplômes ou des ressources élevées dans cette classe; elles ont alors des problèmes de santé, de logement, des problèmes personnels ou familiaux, ou peut-être des traits psychologiques ou une personnalité spécifiques, ou encore une attitude particulière vis à vis de l'enquête.

On a donc affaire ici typiquement à une "classe polythétique", c'est à dire une classe qui peut être définie non par une combinaison fixe d'attributs, mais par la possession d'un certain nombre d'attributs dans une liste: il y a dans ce cas cumul de handicaps variés. Il est intéressant de voir apparaître une caractérisation multi-thèmes de la classe la plus stable: il s'agit d'un élément de confirmation de l'hypothèse, annoncée dans l'introduction, de la valeur heuristique de l'étendue du champ d'observation.

On note également que les trois zones dont les ressources moyennes sont inférieures à la moyenne nationale sont les zones 2, 5, 8. La zone 2 est la seule des trois qui exprime vraiment des opinions; c'est aussi la seule dont le niveau socio-culturel ne soit pas très bas (voir plus bas les descriptions des zones 5 et 8). En somme, les personnes de cette classe ont pu s'exprimer, ce qui est encore un privilège, peut-être le seul: on retrouve ici le biais fondamental de l'instrument d'observation mentionné au cours des chapitres précédents: la possibilité et sans doute la volonté même de participer à l'enquête ne sont pas indépendantes des caractéristiques des répondants.

*
* *

ZONE 4: (Centre gauche de la Figure 8) "*Les Traditionalistes*":

Un "noyau traditionaliste" a été défini au chapitre 2 comme l'ensemble des personnes répondant simultanément *La famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu; le mariage est une union indissoluble;* et l'une ou l'autre de ces deux assertions: *les femmes ne devraient jamais travailler; les femmes ne devraient jamais travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âge.*

C'est bien sûr la présence majoritaire de ce "noyau" au sein de la zone 4 (54% , contre 18% en moyenne) qui justifie le choix de son libellé.

On emploie ici, de façon conventionnelle le mot traditionaliste à propos de la famille et le mot conservateur à propos de la société en général. On va d'ailleurs voir que les traditionalistes (au moins ceux

de la zone 4...) estiment que la société a besoin de se transformer profondément.

Opinions et perceptions

- 67% estiment que le "mariage est une union indissoluble" (26%)
- 93% pensent que "la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu" (64%)
- 57% estiment que "leurs conditions de vie au cours des cinq prochaines années vont rester semblables" (31%)
- 59% pensent que "les femmes ne devraient jamais travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âge" (34%)
- 48% sont très satisfaits de leur cadre de vie quotidien (28%)
- 90% pensent que la société a besoin de se transformer (74%)
- 64% préconisent pour ce faire des réformes progressives (49%)
- 53% sont "pas du tout d'accord" avec l'assertion "on est mieux soigné avec de l'argent et des relations" (40%)
- 49% déclarent ne pas s'imposer de restrictions (38%)
- 35% estiment que "la justice fonctionne très mal" (26%)

Caractéristiques objectives

On ne s'étonnera pas de trouver des caractéristiques souvent opposées à celles des "modernistes": L'âge moyen des personnes de la zone 4 est de 53 ans, (21 écart-types au-dessus de la moyenne globale de 45 ans), alors que l'âge moyen de fin d'études est de 15 ans (12 écart-types au-dessous de la moyenne).

Le nombre moyen d'enfants, 2.3 , est, en termes de moyennes, très supérieur à la valeur moyenne globale (1.8), et il en est de même pour le nombre idéal d'enfants: 2.6 contre 2.4.

- 67% sont des provinciaux de plus de 40 ans (46%)
- 40% ont plus de 60 ans (25%)
- 69% habitent un pavillon (54%)
- 62% sont propriétaires ou accédants (49%)
- 51% n'ont aucun diplôme ou ont le CEP (38%)
- 58% ont une mère n'ayant aucun diplôme (47%)
- 39% habitent des communes de moins de 2000 habitants (29%)

*
* *

ZONE 5: (Gauche de la Figure 8-1) "Ne sait pas"

Il peut sembler paradoxal de s'attarder sur une zone aussi peu intéressante du point de vue des opinions exprimées; mais cette zone est stable dans le temps, et réapparaît chaque année avec une belle constance. Elle pourra en fait jouer un rôle méthodologique important: alors que les refus ou les dissimulations entachent la qualité des enquêtes socio-économiques usuelles, les réponses du type "ne sait pas" viendront s'ajouter aux défections précédentes dans le cas des mesures de perceptions ou d'opinions.

Opinions et perceptions

(On notera NSP pour "ne sait pas")

65% répondent NSP à la question "la société a-t-elle besoin de se transformer" (9%)

53% répondent NSP à la question sur le fonctionnement de la justice (7%); 8% refusent de répondre à cette question (2%)

26% répondent NSP à la question "comment accroître l'efficacité de l'aide aux familles" (9%)

82% répondent NSP à une question demandant d'évaluer le pourcentage de la production d'électricité d'origine nucléaire (55%)

12% répondent NSP à la question sur la diffusion de l'informatique

82% pensent que "la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu" (64%)

29% appartiennent au "noyau traditionaliste" (chapitre 2) (18%)

Caractéristiques objectives

L'âge moyen des personnes de cette zone (55 ans) est encore plus élevé que celui des traditionalistes. Curieusement, l'âge moyen de fin d'études est aussi un peu plus élevé (16 ans). Le revenu mensuel global (6257 F84) est inférieur à celui des "insatisfaits".

67% sont des femmes (53%)

23% sont des veuves (9%)

46% n'ont aucun diplôme (26%)

64% ont une mère n'ayant aucun diplôme (47%)

55% ont un père n'ayant aucun diplôme (40%)

43% habitent des communes de moins de 2000 habitants (29%)

75% n'appartiennent à aucune association (56%)

Le fait qu'il s'agisse préférentiellement de femmes âgées peu instruites habitant en milieu rural, alors que les questions "non-répondues" sont peut-être les plus politiques de ce questionnaire (les transformations de la société, la justice) ne fait que confirmer les résultats de travaux classiques de méthodologie d'enquête et de sociologie électorale (cf. par exemple Lancelot (1968) et l'article de Michelat et Simon dans la revue "Pouvoirs" (1985) qui donne les références de nombreux travaux récents sur le sujet).

ZONE 6: (Bas de la Figure 8-1) "*Les conservateurs*"

On a vu au chapitre 6 que seulement 17% des Français estimaient que la société n'a pas besoin de se transformer profondément. Or cette opinion très minoritaire est partagée par 67% des personnes appartenant à la zone 6: cette particularité est à l'origine de son libellé mnémotechnique.

Opinions et perceptions

- 75% estiment que "la justice fonctionne bien ou très bien" (25%)
- 55% pensent que "leurs conditions de vie au cours des cinq prochaines années vont rester semblables" (31%)
- 51% pensent que "les découvertes scientifiques améliorent beaucoup la vie" (34%)
- 40% considèrent "la diffusion de l'informatique" comme une chose "souhaitable" (30%)
- 22% pensent que "leur niveau de vie personnel depuis dix ans va beaucoup mieux" (9%)
- 58% estiment que "le mariage est une union qui peut être dissoute en cas de problèmes graves" (35%)
- 56% déclarent "ne pas s'imposer de restrictions budgétaires" (38%)
- 51% sont "pas du tout d'accord" avec l'assertion "on est mieux soigné avec de l'argent et des relations" (40%)
- 71% pensent que "la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu" (64%)
- 91% n'ont pas déclaré d'état dépressif (85%), 70% n'ont pas déclaré de nervosité (62%).
- 50% s'adresseraient à leurs parents, en cas de difficultés dues à un chômage prolongé (43%)

Caractéristiques objectives

Alors que l'âge moyen des personnes de cette zone s'écarte peu de la moyenne nationale (tout comme l'âge moyen de fin d'études), le revenu mensuel global (9860 F84) surpasse de dix écart-types le revenu moyen.

Ce sont essentiellement les ressources et les taux de possession d'équipements qui distinguent cette zone du reste de la population.

- 57% sont propriétaires ou accédants (49%)
- 64% ont un téléviseur couleur (54%)
- 30% ont un lave-vaisselle (22%)
- 25% ont plusieurs voitures (20%)

Bien que les cadres supérieurs et professions libérales soient légèrement sur-représentés (6% contre 4% en moyenne), le spectre socio-professionnel de cette zone est très large.

ZONE 8: (Haut gauche de la Figure 8-1) "*Non-participants*" (environ 5%)

Cette seconde zone de non-formulation de réponses est un peu moins stable que la zone 5. Elle présente le même intérêt méthodologique; la comparaison de ces deux zones met bien en évidence la double influence du thème traité et des caractéristiques des personnes interrogées sur le fait de ne pas répondre.

Opinions et perceptions

- 50% répondent "ne sait pas" à la question sur le mariage (4%)
- 35% trouvent que la préservation de l'environnement est "une chose peu importante" (4%)
- 12% choisissent l'item "les femmes devraient toujours travailler" pour la question sur le travail des femmes (2%)
- 20% répondent "ne sait pas" à propos de l'appréciation des conditions de vie dans les cinq ans à venir (9%)
- 24% estiment que "les découvertes scientifiques n'améliorent pas du tout la vie" (12%)

Caractéristiques objectives

Le revenu mensuel global est voisin de celui de la zone 5, c'est à dire très bas. En revanche, l'âge est moyen (45 ans).

- 32% sont des célibataires (dont les 2/3 sont des hommes) (18%)
- 43% n'ont aucun diplôme (28%)
- 52% ont un père n'ayant aucun diplôme (40%)
- 60% ont une mère n'ayant aucun diplôme (47%)
- 42% n'ont jamais eu d'enfant (28%)

Comme pour la zone 5, l'enquêteur a noté deux fois plus fréquemment qu'en moyenne : "peu ou pas intéressé".

Cette zone a en commun avec la zone 5 un niveau (et probablement aussi un milieu) socio-culturel bas, et des ressources très faibles. Mais alors que dans ce contexte le groupe où prédominent les femmes âgées se désintéresse des questions relatives au changement social et à la justice, l'autre groupe, plus difficile à cerner (il y a quand même 20% d'hommes célibataires) se désintéresse visiblement du mariage et de l'environnement.

La réunion de ces deux zones représente environ 13% des personnes interrogées : l'importance relative de ce regroupement montre bien les limites de la compétence de ce type de questionnement: conçu par et pour des personnes se situant en moyenne dans la partie inférieure droite de la Figure 8-1, le questionnaire n'est pas "reçu" dans la zone diamétralement opposée (haut et gauche de la figure).

Comme le montrera la Figure 8-3, mais surtout la Figure 8-4, cette direction correspond à des effets réguliers et cumulables de l'âge et du diplôme.

8.2 QUI PENSE QUOI? LES CARACTERISTIQUES DES REPONDANTS DANS L'ESPACE DES OPINIONS

On a vu comment s'organisaient les principales réponses aux questions actives d'opinions: sur la Figure 8-1, les proximités graphiques représentent des affinités statistiques: deux réponses proches seront souvent données par les mêmes personnes.

On a alors représenté sur le même graphique les zones comme des réponses supplémentaires à la question (fictive) "à quelle zone appartenez-vous?".

On peut de façon tout à fait analogue représenter les caractéristiques de base qui seront considérées comme autant de réponses à des questions du type " quel diplôme avez-vous?...à quelle classe d'âge appartenez-vous?"..etc...

Les descriptions zone par zone qui viennent d'être faites donnent déjà une certaine idée de l'"ancrage factuel" des opinions et perceptions, mais un positionnement direct des caractéristiques de base a le mérite de montrer à quel point l'espace des opinions est un continuum. Les modalités des différentes variables prises en compte s'ordonnent en effet assez régulièrement dans le plan de la Figure 8-3.

Il n'y a pas de discontinuité entre les "traditionalistes" âgés, ruraux, peu instruits situés dans la partie gauche de la Figure 8-3 et les "modernistes" jeunes, instruits, urbains situés à l'extrémité droite de l'axe horizontal de cette même figure.

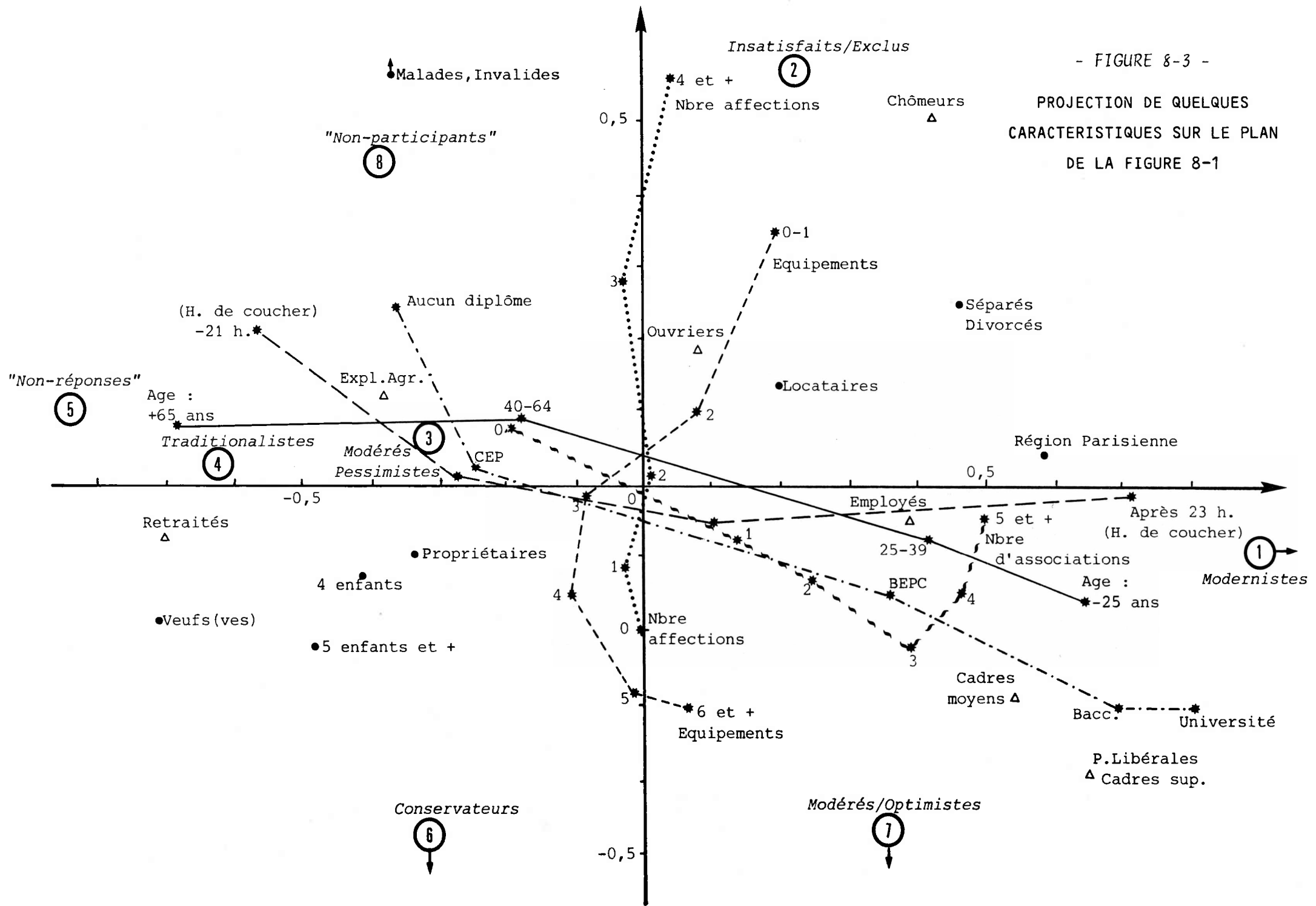
Deux autres variables objectives varient aussi de façon régulière le long de cet axe:

L'heure de coucher, mesure qui peut paraître sommaire ou anecdotique, mais qui résume très bien les interrelations existant entre l'âge, le diplôme, et le degré d'urbanisation: les caractéristiques des traditionalistes sont les mêmes que celles des personnes qui se couchent tôt (avant 22h, quelque fois avant 21h), et, de façon symétrique, les caractéristiques des modernistes rejoignent celles des personnes se couchant après 23h.

La seconde variable objective dont les modalités s'ordonnent régulièrement le long de l'axe horizontal est *le nombre d'associations fréquentées*, établie d'après la liste d'associations étudiée au Chapitre 5 (cf Tableau 5-1): le point "0" se situe à gauche de la Figure 8-3 près des points "CEP" et "40-64 ans", alors que le point "5 associations ou plus" est près du point "région parisienne" et de la classe d'âge "25-39 ans".

- FIGURE 8-3 -

PROJECTION DE QUELQUES
CARACTERISTIQUES SUR LE PLAN
DE LA FIGURE 8-1



Il y a de même une certaine continuité entre les "conservateurs" et les "modérés/optimistes" d'âge moyen situés dans la partie basse du graphique, et les insatisfaits dans la partie haute. *Le nombre d'équipements et d'éléments de patrimoine* jalonne régulièrement cette direction verticale, tout comme *le nombre d'affections déclarées*, indicateur déjà étudié dans ses rapports avec l'insatisfaction au Chapitre 1 (Figure 1-6 et Figure 1-14).

Ce dernier indicateur est d'ailleurs la seule caractéristique des personnes interrogées de la Figure 8-3 qui ne soit pas construite à partir de données purement objectives ("avoir des insomnies" comporte en effet un élément d'appréciation plus important que "avoir des valeurs mobilières"...)

L'espace des opinions dont la Figure 8-1 fournit une approximation plane est, rappelons-le, un espace construit à partir d'une batterie de questions subjectives.

Il faut bien comprendre que l'espace de la Figure 8-3 est le même espace: les points représentant les caractéristiques objectives ont été tracés sur une figure différente simplement pour des raisons d'encombrement. L'intérêt de porter ces caractéristiques sur un graphique séparé est aussi d'attirer l'attention du lecteur sur le fait que les variables objectives n'ont pas participé à la construction des axes.

Si l'on peut lire sur la Figure 8-3 que deux classes d'âges voisines sont représentées par des points voisins, cela ne peut s'interpréter que d'une seule façon: les personnes appartenant à ces deux classes d'âge ont des opinions voisines (et ces opinions concernent les thèmes traités dans la batterie active).

Les proximités observées n'ont donc rien de structurel: pour s'en convaincre, il suffit d'observer que *si les caractéristiques objectives portées sur la Figure 8-3 étaient des variables actives, elles ne se positionneraient pas du tout de la même façon.*

Certe, il existe une liaison (peut-être moins franche) entre l'âge et le diplôme, mais il existe aussi des liaisons entre le niveau d'équipement et le diplôme d'une part, et entre le niveau d'équipement et l'âge d'autre part qui n'apparaissent pas sur la Figure 8-3.

Le niveau d'équipement tel qu'il est mesuré ici croît avec l'âge entre 18 et 40 ans, et ceci quel que soit le niveau de diplôme (il croît bien sûr plus vite si le niveau de diplôme est élevé). Au delà de cet âge, c'est le diplôme ou la catégorie socio-professionnelle qui permettent de différencier les divers niveaux d'équipement ou d'éléments de patrimoine.

Or les jeunes, surtout s'ils ont une instruction élevée, constituent une catégorie qui, en moyenne, n'exprime ni insatisfaction, ni pessimisme; et qui, toujours en moyenne, est peu équipée. Il y a donc conflit entre les effets de l'âge et de l'équipement, et, comme cela est souvent le cas en statistique, cette situation conflictuelle va se traduire par un effet d'interaction: si les directions des lignes polygonales décrivant l'âge et le diplôme sont approximativement perpendiculaires à celle décrivant le niveau d'équipement dans la représentation plane de l'espace des opinions (Figure 8-3), c'est que la

variable pertinente pour expliquer certaines variations d'opinions est l'"équipement à âge ou à diplôme constant".

La Figure 8-4 met ainsi en évidence l'excellent *déploiement* de la variable croisée "Age x Diplôme x Equipement" dans le plan principal des opinions.

La Figure 8-4: Une "mise en cage factuelle" des opinions

Toujours sur le même plan principal des opinions figurent maintenant deux grilles:

Celle de gauche, en traits pleins, concerne des catégories d'individus ayant en commun le fait d'être sans diplôme, ou d'avoir comme plus haut diplôme le certificat d'études primaires (CEP).

La grille située plus à droite, en pointillé, concerne des catégories d'individus ayant au moins le niveau du baccalauréat.

Les sommets des deux grilles identifiés par la lettre F correspondent à des catégories à équipement Faible, les sommets identifiés par la lettre M correspondent à des catégories ayant un niveau d'équipement Moyen, enfin les sommets identifiés par la lettre E correspondent à des catégories dont le niveau d'équipement est Elevé.

De plus, les quatre éléments verticaux de chacune des deux grilles correspondent aux quatre classes d'âge, repérées sur la figure par leurs bornes inférieures.

On aura noté que le niveau d'instruction intermédiaire (BEPC ou équivalent) utilisé tout au long de cet ouvrage est absent de la Figure 8-4: la grille correspondante occupe une position strictement médiane, position ne faisant que confirmer l'extrême régularité du déploiement de la variable croisée "âge x diplôme x équipement" dans l'espace des opinions; c'est évidemment pour des raisons de lisibilité graphique que cette troisième grille n'a pas été tracée dans la partie centrale de la figure.

Pour un âge donné et un niveau de diplôme donné, les manifestations d'insatisfaction ou de pessimisme augmentent lorsque le niveau d'équipement et de patrimoine diminue.

Pour un âge donné, et à niveau d'équipement constant, le "modernisme" augmente avec le niveau de diplôme.

Pour un niveau de diplôme donné, et toujours à niveau d'équipement constant, le "traditionalisme" augmente avec l'âge.

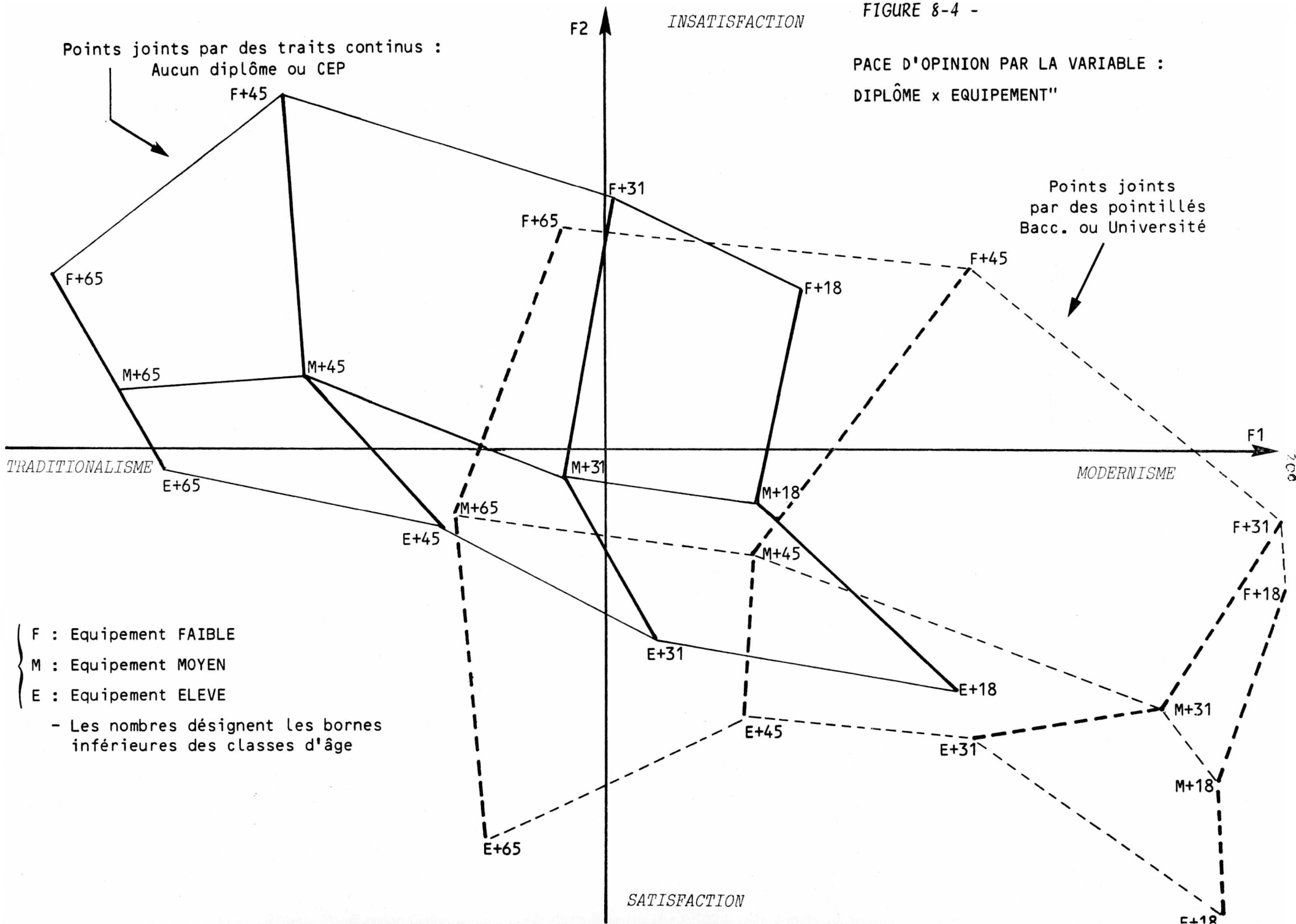
FIGURE 8-4 -

INSATISFACTION

PACE D'OPINION PAR LA VARIABLE :
DIPLÔME x EQUIPEMENT"

Points joints par des traits continus :
Aucun diplôme ou CEP

Points joints par des pointillés
Bacc. ou Université



En superposant les Figures 8-1 et 8-4, on constate que la plupart des zones d'opinions (dont les pastilles numérotées représentent les centres) sont atteintes par les sommets des grilles précédentes, ce qui veut dire que les profils d'opinions des différents sommets recouvrent les principales configurations observables. C'est pourquoi on parle de façon imagée de "mise en cage des opinions" : aucune "combinaison d'opinions" (usuellement observable) n'échappe aux "combinaisons de situations" correspondant aux sommets de la grille.

On peut faire trois remarques:

1) *Les variables ayant servi à construire la "cage factuelle" sont extrêmement frustes*: pour obtenir un nombre raisonnable de catégories (ici 36, dont seulement 24 sont représentées) compatible avec la taille de l'échantillon (14000), il a fallu agréger les descripteurs de niveaux d'instruction et de niveaux d'équipement de façon à n'obtenir que trois postes pour chacun d'entre eux.

Si l'on avait distingué, comme cela a pu être fait sur la Figure 8-3, les personnes sans diplôme de celles ayant le CEP, les diplômés de l'enseignement supérieur des simples bacheliers, on aurait obtenu une couverture horizontale de l'espace des opinions encore meilleure. Même chose pour la couverture verticale de cet espace, en gardant l'indicateur d'équipement initial en six postes au lieu de celui en trois postes qui est effectivement représenté sur la Figure 8-3.

2) *D'autres variables auraient pu également intervenir, si la taille de l'échantillon l'avait permis, pour étendre les grilles de la "cage factuelle"*.

Le type d'agglomération (distinction entre les communes de moins et de plus de 2000 habitants, et parmi ces dernières, distinction de l'agglomération parisienne) qui a fait les preuves de son pouvoir discriminatoire lorsqu'il est combiné à l'âge et au diplôme (cf par exemple au chapitre 2, la figure 2-7, qui met en évidence l'importance de cette variable pour caractériser les modernistes).

Le type de logement (distinction entre pavillons, HLM/ILN, autres immeubles) est également un critère objectif simple évidemment performant lorsqu'il s'agit d'expliquer le degré de satisfaction vis à vis du cadre de vie quotidien (cf par exemple au chapitre 3, la figure 3-1); ce critère est cependant associé à des opinions qui débordent le cadre de l'environnement: habitat individuel et satisfaction générale vont souvent de pair.

Enfin le sexe que l'on a vu apparaître comme critère significatif à propos du thème santé et des restrictions budgétaires, mais aussi à propos des réponses "ne sait pas" est un élément de clivage supplémentaire, avec le nombre d'enfants (on devrait dire les nombres d'enfants, car le nombre total d'enfants apporte une information de nature différente que le nombre d'enfants à charge). On peut imaginer sans peine, dans le cas d'un échantillon plus important, une amélioration des grilles précédentes en faisant éclater certains sommets à partir de ces critères supplémentaires... mais on est très vite

conduit à considérer un nombre de cas tellement grand que les résultats n'ont plus aucune valeur opératoire.

Choisir de faire des statistiques, c'est considérer que chaque Français n'est pas un cas particulier. Or ceci est une hypothèse de travail qui paraît peut-être simpliste, mais que toute analyse approfondie conduit à rejeter très vite: le choix d'un modèle, c'est à dire d'une représentation simplifiée de la réalité ayant une certaine valeur opératoire n'est pas comme dans les sciences exactes la recherche forcenée de tous les facteurs et de toutes les mesures pouvant contribuer à l'explication du phénomène à l'étude, mais au contraire l'élimination par des critères de type économiques (coûts, encombrement, rendements) des variables les moins pertinentes, et ceci dans un univers de variables pratiquement sans limite.

La prise en compte des critères supplémentaires qui viennent d'être évoqués conduirait par croisement à une grille ayant plus de 8000 sommets, alors que chaque critère considéré isolément reste extrêmement grossier: à part le sexe, et l'âge (encore que le nombre et les limites des classes peuvent sûrement être optimisés), tous ces critères sont facilement criticables par les spécialistes concernés.

3) *Ce que l'on appelle ici de façon imagée la "mise en cage de l'opinion" ne fait que systématiser une démarche suivie tout au long des chapitres précédents à propos des réponses à chaque question traitée isolément.*

Le déploiement des réponses à la question sur l'image de la famille (Chapitre 2, Figure 2-3) en fonction de l'âge, du niveau de diplôme, (et aussi du type d'agglomération) est bien sûr tout à fait analogue à ce que l'on observe le long de l'axe horizontal de la Figure 8-4, puisque les deux réponses relatives à l'image de la famille caractérisent précisément cet axe horizontal de modernisme.

Le déploiement des réponses à la question sur l'effet des découvertes scientifiques (Chapitre 3, Figure 3-4) en fonction de l'âge, du niveau de diplôme, du niveau d'équipement est analogue aux déploiements verticaux observables sur la Figure 8-4, puisque l'on observe dans les deux cas une augmentation de la satisfaction ou de l'optimisme (à niveau de diplôme et âge constant) en fonction du niveau d'équipement. L'effet simultané de l'âge et du niveau d'équipement a également été observé au Chapitre 1 (Figure 1-8) à propos des appréciations sur l'évolution des conditions de vie des Français.

Mais la Figure 8-4 n'est pas qu'une simple réunion de ces deux cas particuliers: c'est un fait statistique d'une portée beaucoup plus considérable, puisque cette figure représente maintenant une approximation de l'espace des réponses à des questions touchant tout un ensemble de thèmes variés.

Par confrontation avec la Figure 8-1, elle permet de conjecturer le degré de dépendance de chacune des 14 questions actives vis à vis des critères définissant la grille, mais elle donne aussi des éléments (conjecturaux) d'explication des affinités entre réponses (par exemple:

si les personnes optimistes en ce qui concerne l'avenir sont aussi modernistes à propos de la famille, c'est parce qu'il s'agit fréquemment dans les deux cas de jeunes diplômés...).

Ceci nous amènera à nous interroger à la fin de ce Chapitre sur le caractère intrinsèque des typologies établies à partir de variables subjectives de ce type, et sur l'autonomie des structures mises en évidence.

8.3 EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES OPINIONS

La description synthétique des opinions présentée dans ce chapitre et matérialisée par les Figures 8-1 à 8-4 concerne l'ensemble de la période 1978-1984. C'est la relative stabilité de la structure annuelle qui a autorisé cette fusion des différentes années.

La présentation de ces descriptions pose des problèmes matériels évidents (il serait souhaitable de disposer de documents de formats plus grands, avec si possible des graphismes et des couleurs variés), et il est difficile de présenter même de façon sommaire les diverses cartes homologues de la Figure 8-1 obtenues chaque année.

La seule évolution de structure notable concerne l'angle existant entre l'"axe d'insatisfaction" (axe qui se confond pratiquement avec l'axe vertical sur la Figure 8-1), et l'axe de "modernisme" (assez voisin de l'axe horizontal).

Lors des premières années d'enquêtes (de 1978 à 1981), l'"axe d'insatisfaction" est plus incliné vers l'axe horizontal (environ 60 degrés), autrement dit, il existe en début de période plus d'individus qui sont à la fois modernistes et insatisfaits. Ceci a déjà été noté plusieurs fois au cours des chapitres précédents, notamment lors de la description du noyau moderniste au Chapitre 2, et à propos des opinions sur la transformation de la société et sur le fonctionnement de la justice au Chapitre 6.

Il existe une possibilité technique simple de mise en évidence de la légère déformation de structure au cours du temps: elle consiste à positionner sur le "plan principal des opinions" (décrit par les Figures 8-1, 8-3, 8-4) les points représentant les années (comme des réponses à la question fictive : quelle année avez-vous été interrogé?) et les points représentant les croisements des réponses (ou des caractéristiques objectives) et des années.

La trajectoire de la France dans l'espace des opinions entre 1978 et 1984 est décrite par la ligne polygonale grasse de la partie centrale de la Figure 8-5.

On peut lire sur ces déplacements qui peuvent paraître d'amplitudes modestes, mais qui sont très significatifs (chaque point représente 2000 individus enquêtés) la synthèse des observations faites à propos des graphiques d'évolution des chapitres précédents.

a) Les opinions modernistes sur la famille se diffusent jusqu'en automne 1981 (déplacement des points-années vers la partie droite de la figure 8-5), avec une amplitude exceptionnelle en 1981.

b) Après 1981, la progression se fait dans le sens d'une insatisfaction croissante, (déplacements des points-années vers le haut) surtout entre 1983 et 1984.

c) On peut noter une forte poussée de mécontentement entre 1979 et 1980, qui est la seule année avant 1984 à figurer dans le demi-plan supérieur, suivie d'une poussée un peu moins marquée de satisfaction entre 1980 et 1981 (il s'agit malgré tout de la plus forte poussée dans ce sens de toute la période considérée).

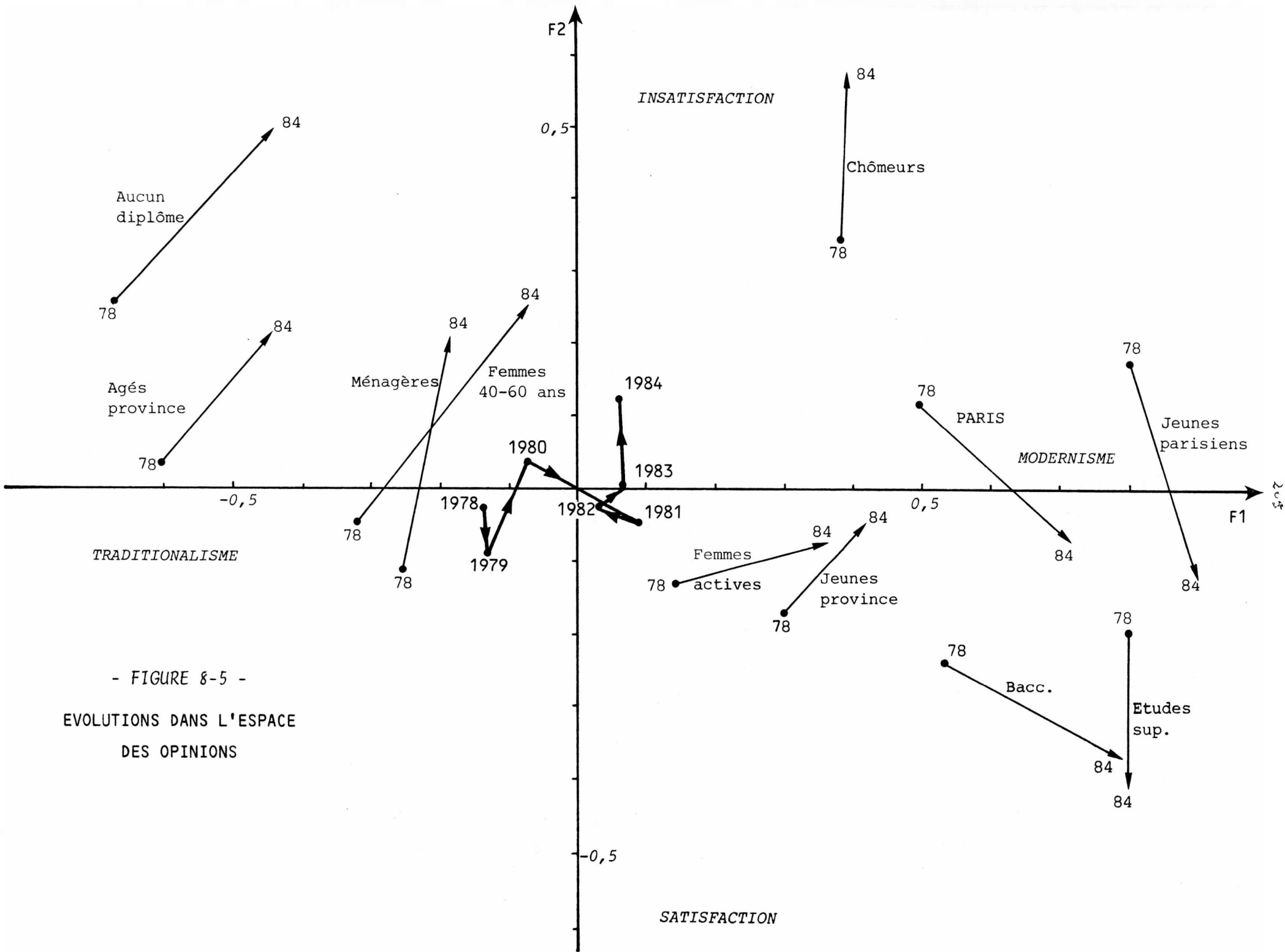
La stabilisation des opinions modernistes sur la famille a pu être observée au Chapitre 2 (cf notamment le tableau 2-1 donnant les pourcentages de réponses à la question sur l'image de la famille), alors que la "poussée moderniste" de l'automne 1981 s'est traduite par des effets de "baïonnette" sur plusieurs courbes d'évolution: évolution du pourcentage de personnes approuvant la phrase "les femmes devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent" (Figure 2-5 du Chapitre 2), du pourcentage de personnes très favorables à la préservation de l'environnement (Figure 3-2 du Chapitre 3), du pourcentage de personnes favorables à l'accroissement des équipements collectifs (Figure 5-2 du Chapitre 5).

Pour évaluer graphiquement l'intensité et la direction moyenne du déplacement de l'ensemble du pays dans l'espace des opinions, on peut par exemple prendre les points moyens des deux premières, puis des deux dernières années, et les joindre par un segment de droite, orienté, bien sûr, vers la partie supérieure droite de la Figure 8-5.

Pour travailler avec des effectifs significatifs, les évolutions entre catégories s'étudieront en regroupant les deux premières et les deux dernières années.

Si une réponse ou une catégorie se déplace selon la même direction et la même amplitude que l'ensemble du pays, on considérera ce déplacement comme normal.

Il en est pratiquement ainsi des provinciaux de plus de 40 ans (notés: âgés-province) sur la partie gauche de la Figure 8-5: leur déplacement entre les deux premières années (notées 78 sur le graphique) et les deux dernières (notées 84) est voisin du déplacement moyen (en fait, la pente est un peu forte: l'insatisfaction de cette catégorie a



- FIGURE 8-5 -
 EVOLUTIONS DANS L'ESPACE
 DES OPINIONS

probablement augmenté légèrement plus que celle de l'ensemble des Français).

Mais les personnes sans diplôme, à gauche, expriment un accroissement d'insatisfaction exceptionnel (le segment est plus long et plus vertical que le segment moyen). Même constatation pour les "ménagères" (femmes au foyer) et l'ensemble des femmes âgées de 40 à 60 ans, toujours sur la partie gauche, mais plus près du centre.

En revanche, les parisiens (partie droite de la Figure 8-5), et surtout les parisiens de moins de 40 ans (plus à droite), (et plus encore les jeunes parisiens sans enfant, non portés sur le graphique parce que trop éloignés à droite) ont vu leur niveau moyen de satisfaction et d'optimisme augmenter au cours de la période 1978-1984.

Notons qu'il s'agit d'une satisfaction globale (qui concerne aussi bien les conditions de vie que la science ou la justice) mais relative (ces catégories sont en fin de période plus satisfaites par rapport aux autres, alors que c'était l'inverse en début de période, mais ceci n'empêche pas que le niveau de satisfaction générale puisse avoir baissé, comme cela est le cas pour la perception de l'évolution du niveau de vie étudiée au Chapitre 1).

De façon voisine, mais à partir d'un niveau de satisfaction plus élevé au départ, les bacheliers et les personnes diplômées de l'enseignement supérieur (partie droite de la Figure 8-5) voient leur satisfaction relative augmenter. On note que les simples bacheliers "gagnent en modernisme" (déplacement vers la droite) pour rejoindre en 1984 le niveau que les personnes ayant fait des études supérieures avaient déjà en 1978.

Mais ces dernières ne semblent pas avoir évolué de ce point de vue, comme si un niveau de "saturation" avait été atteint.

L'augmentation de l'insatisfaction des chômeurs (partie supérieure droite de la Figure 8-5) est légèrement supérieure à celle de l'ensemble du pays: les chômeurs restent la catégorie la plus insatisfaite globalement, mais l'écart avec des catégories telles que les parisiens ou les personnes diplômées s'est considérablement accru en 7 ans.

Après ces déplacements de catégories objectives, on va brièvement commenter les déplacements des points-réponses des individus pour trois questions d'opinions. Ceux qui estiment que la justice fonctionne assez bien (bas de la Figure 8-5), ont une trajectoire voisine de celle de l'ensemble du pays, un peu plus longue cependant sur l'axe du modernisme. Ceux qui estiment que l'évolution du niveau de vie des Français va beaucoup mieux sont, en 1984, plus modernistes, beaucoup plus que ne le laisse prévoir l'accroissement moyen de ces opinions dans le pays. Ceci est confirmé par le déplacement inverse (partie haute de la figure) de ceux qui pensent que cette évolution va beaucoup moins bien: ces personnes étaient plus modernistes en 1978. On vérifie là encore ce phénomène plusieurs fois cité de diminution de l'insatisfaction des modernistes entre 1978 et 1984.

8.4 EXISTENCE ET AUTONOMIE DES STRUCTURES

Ce chapitre a commencé par une mise en garde contre les passages insidieux de la description à l'interprétation; mise en garde également contre le caractère trop suggestif de l'information de base, qui impose une lecture ascétique des résultats d'études typologiques.

Il a continué avec un avertissement sur le rôle fondamental et trop souvent minimisé des variables dites "actives"; suivi d'un avertissement sur l'ambiguïté des structures observées, partiellement construites et partiellement découvertes.

On peut craindre, comme le fait P. Bourdieu (1979) avant de présenter des graphiques assez similaires à ceux de ce chapitre, que le lecteur n'y voit qu'une boule de cristal; ou encore qu'y soit satisfait un voyeurisme sociologique n'ayant que peu de rapport avec la curiosité scientifique.

Pourquoi toutes ces précautions?

Parce qu'en fin de compte, le statut des résultats n'est pas d'un type familier.

Parce qu'en fait il ne s'agit même pas vraiment de résultats, mais de nouvelles données. L'information initiale a changé de nature: elle est plus "offerte" mais aussi plus vulnérable. La réflexion critique y gagne, mais la sociologie spontanée y trouvera son compte, avec, dans certains cas, un alibi technique.

Les graphiques d'analyse des données sont en général faits pour trouver, et non pour prouver. Il y a donc quelque impudeur à publier systématiquement ces outils de travail, ce qui explique aussi certaines des réticences précédentes.

Il existe quand même des situations favorables pour lesquelles graphiques et typologies méritent d'être publiés: lorsque la stabilité des structures mises en évidence est éprouvée sur des échantillons indépendants, ce qui est bien le cas ici; lorsque le lecteur dispose de l'information de base et des éléments permettant de la critiquer, ce qui est également le cas puisque pour chaque point-réponse de la figure 8-1, on peut trouver dans les chapitres qui précèdent la série complète des pourcentages correspondant de 1978 à 1984, accompagnés des tableaux ou graphiques ventilant cette réponse selon les caractéristiques de base les plus pertinentes.

Ce qu'on appelle ici structure est plutôt l'équivalent du mot anglais *pattern*: c'est une configuration relativement stable, mais passive. Le mot "passive" indique en fait que la structure observée peut n'être qu'une apparence, qu'elle n'est pas obligatoirement le produit d'une dynamique où ses éléments constitutifs joueraient un rôle actif. L'observateur est un peu comme un martien observant de sa soucoupe un défilé du quatorze juillet ou une partie de rugby: certaines régularités sont frappantes, d'autres subtiles, mais le pourquoi de ces événements est d'un autre ordre.

Ambiguïté fondamentale de la structure des opinions

Les affinités entre opinions, et le réseau de ces affinités auquel on peut donner le nom de *structure passive* ou celui de *configuration* résultent en fait de compromis: on distinguera de façon simplificatrice trois niveaux de formation ou d'existence d'affinités.

1) *Le niveau sémantique*, que l'on peut étudier à partir du seul questionnaire sans procéder à une enquête sur le terrain: ce niveau définira la partie de la structure qui est "suscitée" et non observée. Il est imputable aux seules affinités de sens entre questions (on a parlé plus haut de "synonymie").

Prenons un exemple: on a demandé aux personnes interrogées ce qu'elles pensent de l'évolution de leur niveau de vie, mais aussi ce qu'elles pensent de leur cadre de vie quotidien. Il n'est pas absurde de penser que dans une certaine mesure, le cadre de vie quotidien est un élément du niveau de vie. Il existe a priori une relation d'implication entre les réponses à ces questions. Cette relation n'est que probable, et ce sera le rôle de l'enquête sur le terrain d'en déterminer la vraisemblance.

2) *Le niveau psychologique*, ou plus généralement *personnel* qui est responsable de liaisons à partir de facteurs latents en rapport avec la personnalité ou l'histoire personnelle de l'individu interrogé: un état dépressif, pour prendre un exemple extrême, peut être à l'origine d'appréciations défavorables du cadre de vie et du fonctionnement de la justice. La batterie des questions relatives à l'inquiétude évoquée au chapitre 7 donne lieu à des réponses où doit se faire sentir l'influence de facteurs généraux d'anxiété repérables sur des échelles homologuées comme celle de Taylor (1953), (cf De Bonis, 1968; Amiel-Lebigre, 1985).

3) *Le niveau structurel*, qui désigne ici la mosaïque des situations objectives, des trajectoires sociales, des réseaux de contraintes physiques et économiques. Des exemples de l'importance de ce niveau peuvent être trouvés tout au long des chapitres précédents: traditionalisme des personnes âgées en milieu rural, satisfaction des personnes à haut niveau de vie, etc...

Il existe d'autres distinctions possibles, et il existe probablement des effets d'interaction importants entre les deux derniers niveaux. Il faudrait faire intervenir dans un cadre général un niveau "médiatique", mais nous nous limitons dans cette étude aux mesures de perceptions susceptibles de donner lieu à des tendances lourdes.

En première approximation, on peut considérer que la structure observée est un compromis entre les structures émanant des trois niveaux cités.

On a voulu montrer au cours des pages précédentes que le niveau structurel (c'est à dire: le cadre factuel, les situations) jouait un rôle considérable dans la formation des affinités entre opinions, rôle pourtant absent de nombreux discours interprétatifs.

Pour être concret, la contemplation de la Figure 8-1 peut facilement induire des interprétations du type "il y a indépendance entre le degré de modernisme vis à vis de la famille et le niveau de satisfaction générale" (En fait, l'orthogonalité dans un plan ne suffit pas à impliquer l'indépendance dans tout l'espace des opinions, mais on ne discutera pas cet aspect technique).

Une telle assertion peut stimuler des interprétations psychologiques dans un espace apparemment abstrait et autonome dont les éléments seraient des valeurs, des sentiments, des tendances.

La lecture de la Figure 8-4 qui est le complément indispensable de la Figure 8-1 fait dire, en termes volontairement plus prosaïques: "lorsqu'on a un niveau de vie inférieur à celui de sa classe d'âge (ou de diplôme), on n'est pas content"; ou encore: "le fait d'être nanti ou exclu n'est pas une question d'âge ni de génération, et donc n'a que peu de chose à voir avec l'évolution des moeurs..."

Si les interprétations plus psychologisantes priment souvent sur celles prenant en compte le cadre factuel sous-jacent, ce n'est pas seulement à cause de leur pouvoir séducteur (elles font appel à une intuition immédiate); c'est aussi parce que ce cadre factuel intervient presque toujours dans un contexte d'interaction difficile à mettre en évidence de façon claire dans le cas de petits échantillons.

Les mesures de perception manifestent en effet fréquemment une grande sensibilité aux gradients d'évolution (on l'a vu à propos de l'évolution des conditions de vie), aux différences conditionnées (différence de niveau de vie à âge égal, par exemple), aux variations locales.

L'un des apports notables de l'étude méthodique des opinions et perceptions est précisément la mise en évidence de la *combinatoire des situations* qui les conditionnent ou les influencent.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABRAMS M. A. (1976) - A Review of Works on Subjective Social Indicators 1971-1975. Occasional Papers in Survey Research n°8, SSRC Survey Unit.
- ALBERT M. (1982) - Le Défi Français. 317p , Ed. du SEUIL, Paris.
- AMIEL-LEBIGRE F. (1985) - Evénements de la Vie et Risques Psycho-pathologiques. in Evénement et Psychopathologie. p 9-16, SIMEP Paris.
- ANDREWS F., WITHEYS S. (1976) - Social Indicators of Well Being. Plenum Press. New York , London.
- BABEAU A., LEBART L. (1984) - Les Conditions de Vie et les Aspirations des Français. Futuribles, Avril 1984, p 37-51.
- BENZECRI J.P. (1973) - L'Analyse des Données. Tome 1: La Taxinomie, 640p; Tome 2: L'Analyse des Correspondances, 624p , Dunod, Paris.
- BERTIER E. (1985) - Les Français jugent leur Niveau de Vie, Futuribles, mars 1985, p 39-50.
- BONIS (De) M. (1968) - Etude Factorielle de la Symptomatologie subjective de l'anxiété pathologique. Revue de Psychologie Appl. Vol 18, n°4, p177-187.
- BOSCHER F. (1985) - Inquiétude et Insécurité; Que craignent les Français? Consommation et Mode de Vie, n°3. CREDOC, Paris.
- BOSCHER F., DUFLOS C., LEBART L., (1985) - Solidarité, Inquiétude. Les Français à l'Automne 84 . Consommation, n°1 . p 3-20. Dunod , Paris.
- BOURDIEU P. (1973) - L'Opinion Publique n'existe pas. Les Temps Modernes, n°318 p 1292-1307 Paris
- BOURDIEU P. (1979) - La Distinction; Critique Sociale du Jugement. Editions de Minuit, Paris.
- BRIAN E. (1983) - Pratique et Perception des Transports. Rapport CREDOC, 275p. CREDOC, Paris.

CAMPBELL A., CONVERSE P., ROGERS W. (1976) - The Quality of American Life .
Russel Sage. New York.

CAMPBELL A., CONVERSE P. (1972) - The Human Meaning of Social Change.
Russel Sage. New York.

CANTRIL H. (1965) - The Pattern of Human Concerns. Rutgers University
Press . New Brunswick N.J.

CASTRO H. (1978) - Situation et Perception des Français en Matière de
Logement et de Santé. Rapport CREDOC, 102p. CREDOC, Paris.

CAYROL R. (1986) - La Nouvelle Communication Politique. 215p. Larousse.
Paris.

C.E.R.C. (Centre d'étude des revenus et des coûts) (1985) Les Revenus
des Français , La Croissance et la Crise (1960, 1983) . La Doc. Franc.

CHOMBART de LAUWE P.H. (1970) - Aspirations et Transformations
Sociales. (ouvrage collectif, sous la dir. de..) 388p , Ed.
Anthropos, Paris.

DUFLOS C. (1981) - Environnement et Cadre de Vie. 164p, CREDOC, Paris.

DUFLOS C. (1986) - Les Français bien dans leur élément. Consommation et
Mode de Vie, n°8, CREDOC, Paris.

FABRE J., MORLAT G., PAGES J.P., STEMMELEN E. (1981) - Les Structures de
l'Opinion Publique , Le progrès technique , n° 22-24 (A.N.R.T.)

FONTAINE C. (1985) - Conjoncture Sociale : Le Point Bas .Chroniques
d'actualité de la SEDEIS .Tome XXXII , n° 1 .Sedeis , Paris.

FONTAINE C. (1986) - Conjoncture Sociale, Eclaircie et Echéances
électorale. Chroniques d'actualité de la SEDEIS. Tome XXXIV, n°1,
Sedeis, Paris.

FORSE M. (1982) - Les Français redécouvrent les Vertus du Micro-social.
Revue de l'O.F.C.E., n°1, p105-114. Paris.

FORSE M. (1985) - Ethique Personnelle et Inquiétude Sociétale,
Futuribles, mars 1985, p 29-38.

GEORGE A. (1979) - Exploitation du thème "santé" de l'enquête 78-79 sur
les situations et perceptions relatives aux conditions de vie et à la
qialité de la vie des Français. 94p, CREDOC, Paris.

GEORGE.A. (1983) - Santé et Institution médicale: Attitudes et Opinions.
156p, CREDOC, Paris.

GIRARD A., STOETZEL J. (1985) - Les Français et les Valeurs du Temps
présent. R. franc. sociol. XXVI, 3-31.

- GROS F. (1985) - La Vie Associative. Consommation et Mode de vie. Décembre 1985, Credoc, Paris.
- HAYASHI C. (1956) - Theory and Examples of Quantification. (II) Proc. of The Inst. of Stat. Math. 4(2) p 19-30.
- HAYASHI C., NISHIHARA S., SUZUKI T., MIZUNO K., SAKAMOTO Y. (1977) - Changing Japanese Values, Statistical Surveys and Analyses. Research committee on the study on national character. Inst. of Stat. Math. Tokyo.
- HAYASHI C., SUZUKI T., HAYASHI F. (1984) - Comparative Study of Lifestyle and Quality of Life: Japan and France. Behaviormetrika, n°15, 1-17.
- HAYASHI C., HAYASHI F., SUZUKI T., LEBART L., KURODA Y. (1985) - Comparative Study of Quality of Life and Multidimensional Data Analysis: Japan, France and Hawaii. 3ème Journ.intern. "Analyse des Données et Informatique, INRIA; in Data Analysis and Informatics, North Holland, à paraître.
- HEALY J.R. (1978) - Is Statistics a Science? J.Roy. Stat. Soc. A 141 Part3 .
- HOUZEL-van EFFENTERRE Y. (1981) - Famille , Politique Familiale. Enquête Aspirations, Phase 3,vol.2 Rapport CREDOC.114p Paris.
- HOUZEL-Van EFFENTERRE Y. (1983) - Attitudes à l'égard de la Famille et Politique Familiale, Enquête Aspirations, Phase 4,vol.1 Rapport Credoc 116p Paris.
- HOUZEL-Van EFFENTERRE Y. (1985) - La Famille se transforme, Les Opinions se nuancent. Consommation n°1, p 21-30. Dunod Paris.
- INGLEHART R. (1977) - The Silent Revolution . Princeton University Press N.J. U.S.A.
- I.N.S.E.E. (1984) - Données Sociales .Insee ed. Paris
- I.N.S.E.E. (1985) - Tableaux de l'Economie Française . Insee ed. Paris
- KATONA G. (1964) - The Mass Consumption Society. Mac Graw Hil . New York
- KELLERHALS J., TROUTOT P.Y., LAZEGA E. (1984) - Microsociologie de la Famille. 127p P.U.F. Paris
- LANCELOT A. (1968) - L'Abstentionisme Electoral. Armand Colin. Paris.
- LEBART L.,HOUZEL Van EFFENTERRE Y. (1980) - Le Système d' Enquête sur les Aspirations des Français. Consommation n°1 ,Dunod. Paris.
- LEBART L. (1982) - L' Analyse Statistique des Réponses Libres dans les Enquêtes Socio-Economiques . Consommation n° 1 ,Dunod .Paris.

- LEBART L., MORINEAU A., WARWICK K. (1984) - Multivariate Descriptive Statistical Analysis. 231p, J.Wiley and son, New York.
- LECOMTE T. (1984) - Evolution de la Morbidité Déclarée. France 1970-1980. Rapport CREDOC-CREDES. Paris.
- LENOIR R. (1974) - Les Exclus . 184p Le Seuil , Paris
- MENDRAS H., FORSE M. (1983) - Le Changement Social . 284p Armand Colin, Paris.
- MERMET G. (1985) - Francoscopie . 428p Larousse, Paris
- MEYNAUD H., DUCLOS D. (1985) - Les Sondages d' Opinion . 128p La Découverte, Paris
- MICHEL A. (1978) - Sociologie de la Famille et du Mariage. P.U.F. Paris, 1978.
- MICHELAT G., SIMON M. (1985) - Les Sans-Réponses aux questions politiques. Revue Pouvoirs, n°33, p41-56 PUF Paris
- MICHELAT G., SIMON M. (1985) - Déterminations socio-économiques, organisation symbolique, et vote. Revue franc. de sociol. Janv/Mars.
- MINC A. (1982) - L'Après-Crise est commencée. 309p , Gallimard, Paris.
- OKAMOTO H. (1984) - Japon-France; les idées toutes faites mises en cause. Le Monde, 4 Mai, p 17.
- PLEUVRET P. (1983) - Opinions des Français sur l'Evolution des Niveaux de Vie . Phase 4 et 5 . Rapport CREDOC ,72p.
- PONS P. (1984) - Japon -France : à la recherche l'un de l'autre. Le Monde, 4 Mai 1984.
- POTEL J.-Y. (1985) - (Sous la direction de) L'Etat de la France et de ses Habitants. 640p, Editions La Découverte. Paris
- ROUSSEL L. (1975) - Le Mariage dans la Société Française Contemporaine. P.U.F.-I.N.E.D. Paris.
- SAUVY A. (1970) - Socialisme en Liberté. 416p, Denoël. Paris.
- SCHUMAN H., PRESSER S. - Questions and Answers in Attitude Surveys. 370p Academic Press, New York
- SEGALEN M. (1981) - Sociologie de la Famille. Colin. Paris
- SOFRES (1984) - Opinion Publique . 287 p Gallimard, Paris.
- SOFRES (1985) - Opinion Publique . 336 p Gallimard, Paris.

STOELZEL J. (1983) - Les Valeurs du Temps Présent : Une Enquête Européenne -310p P.U.F. ,Paris.

SUGIYAMA M. (1984) - A Woman's Place in Society Comparative Attitudes in Japan, West Germany and the United States. Behaviormetrika, n°15, p 55-75.

TABARD N. (1974) - Besoins et Aspirations des Familles et des Jeunes. 514p, coll. Etudes CAF, C.N.A.F. , Paris.

TAYLOR J.A. (1953) - A personality Scale of Manifest Anxiety. J. Abnorm. Soc. Psychol. n°48, p285-290.

VEENHOVEN R. (1984) - Conditions of Happiness . 461p. D.Reidel Publishing Comp. Dordrecht/Boston/Lancaster.

YSMAL C. (1986) - Le Comportement électoral des Français. 122p, Ed. La Découverte.

Annexe

Annexe

Le système d'enquêtes sur les conditions de vie et les aspirations des Français

Ce système d'enquêtes, principalement au service des administrations, des institutions publiques et para-publiques et des grandes entreprises, a pour fonction l'observation et le suivi dans le temps des phénomènes en mutation de notre société. Il répond à un besoin des décideurs en matière d'information économique et sociale. Il faut souligner que cette enquête est réalisée chaque automne depuis 1978 avec une vague supplémentaire au printemps depuis 1984.

Son objectif précis est le repérage, en niveau, de l'évolution et de la structure d'un ensemble d'indicateurs objectifs et subjectifs décrivant et résumant les *attitudes, les opinions et les aspirations des Français vis-à-vis des conditions de vie et de la qualité de la vie.*

Son originalité tient à ce que chaque thème est abordé sous son aspect factuel, concret, et à travers l'opinion des personnes interrogées. On enregistre ainsi des informations subjectives et objectives qui sont analysées simultanément. Ceci permet d'appréhender des tendances et des évolutions et de procéder aussi à des « coupes instantanées » dans un cadre d'analyse rigoureux.

A l'origine de l'instrument d'observation que le CREDOC a mis au point, on trouve en effet l'idée suivante : le repérage de changements significatifs et la détermination ou l'identification d'aspirations nouvelles, en période de mutations relativement rapides, exigent la prise en compte d'indicateurs subjectifs. Ce que pensent, ce que perçoivent les Français, ou au moins ce qu'ils disent penser ou percevoir, constitue un élément essentiel d'information pour appréhender ces transformations.

Cependant, les indicateurs quantitatifs que l'on peut construire à partir de ces informations subjectives ne sont que des repères et ne sont pas significatifs en eux-mêmes : ce sont surtout les variations et les évolutions qui sont interprétables. Ceci exige donc la répétition des observations et a conduit à un système d'enquêtes annuelles.

De ces objectifs découlent les *trois caractéristiques principales* du système d'enquêtes :

- les thèmes traités sont multiples et visent, à l'intérieur des limites techniques, à recouvrir les aspects les plus variés des conditions de vie, telles qu'elles sont vécues et perçues;
- le questionnaire contient une large part de questions subjectives (incluant notamment des questions ouvertes), avec cependant un important ancrage factuel;
- une périodicité annuelle. Environ les trois quarts du questionnaire sont reconduits tous les ans; certaines questions apparaissent avec une périodicité plus grande, d'autres n'apparaissent qu'une fois.

Les enquêtes sont réalisées auprès de 2 000 individus représentant la population française de 18 ans et plus.

Le questionnaire est articulé en une série de grands thèmes. On peut classer les thèmes abordés en plusieurs rubriques d'importance inégale :

- Formation : éducation, formation générale et professionnelle;
- Famille : évolution de la famille, travail féminin, perception des aides et prestations, fréquentation des équipements...;
- Environnement physique : informations et appréciations sur les problèmes généraux d'environnement et sur le cadre de vie quotidien;
- Emploi, qualité de la vie au travail : horaires, avenir, avantages;
- Chômage, protection sociale;
- Santé : handicaps, recours aux soins récents;
- Situation économique générale : revenus divers de la personne interrogée, du foyer; patrimoine; évolution du niveau de vie;
- Transport : usage et perception des transports (urbains, généraux, quotidiens ou occasionnels);
- Environnement familial et social : nature et fréquence des relations familiales et sociales, vie associative;
- Organisation du temps, loisirs : contraintes horaires, activités pratiquées et souhaitées, vacances;
- Energie : attitudes vis-à-vis des problèmes d'énergie;
- Problèmes généraux : inégalités, science et société....

ENQUETE 1981 - 1982 - Phase IV

- . Rapport préliminaire (Février 1982)
- . Méthodes factorielles appliquées aux batteries de variables homogènes (Octobre 1982)
- . Volume 1 : Attitudes à l'égard de la famille et politique familiale (Juin 1983)
- . Volume 2 : Opinions et attitudes à l'égard de l'environnement (Février 1983)
- . Volume 3 : Pratiques et perception des transports (Juin 1983)
- . Volume 4 : Evolution des niveaux de vie, perception des revenus (Novembre 1983)
- . Volume 5 : Attitudes face aux problèmes d'énergie (Janvier 1983)
- . Volume 6 : Deux aspects des problèmes énergétiques : les économies d'énergie, l'énergie solaire (Mars 1983)
- . Volume 7 : Le temps libre, les vacances (Décembre 1983)

ENQUETE 1982 - 1983 - Phase V

- . Rapport préliminaire (Mars 1983)
- . Rapport final : Quelques points de vue sur les opinions et les attitudes des Français (Juillet 1984)
- . Thème environnement : Annexes statistiques N°1 (Décembre 1983)
- . Thème énergie : Annexes statistiques N°1 (Décembre 1983)
- . Opinion des Français sur l'évolution des niveaux de vie : annexes statistiques 1978-1982 (Septembre 1983)
- . Thème transport : Rapport technique N°1 (Mars 1984)
- . Thème énergie : Rapport technique (Juillet 1984)
- . Analyse du contenu des questions ouvertes ayant trait au thème transport (Décembre 1984)

ENQUETE 1983 - 1984 - Phase VI

- . Rapport préliminaire (Mars 1984)
- . Rapport final : Nouveaux points de vue sur les opinions et les attitudes des Français (Juillet 1985)
- . Thème transports : rapport technique (Septembre 1985)
- . Thème environnement : annexes statistiques (Octobre 1984)
- . Comment les Français perçoivent-ils les revenus de quelques professions types ? (Novembre 1984)
- . La famille et la politique familiale vues par les Français dans les enquêtes "aspirations" 1978-1983 (Février 1985)

VAGUE DE PRINTEMPS 1984

- . Rapport technique (Juillet 1984)
- . Attitudes vis-à-vis de l'énergie : note complémentaire au rapport de la vague de printemps 1984 (Août 1984)

ENQUETE 1984 - 1985 - Phase VII

- . Rapport préliminaire (Mars 1985)
- . Attitudes vis-à-vis de l'énergie - note technique (Mars 1985)
- . Rapport technique - thème "Energie" (Septembre 1985)
- . Rapport technique - thème "Transports" (Avril 1986)

VAGUE DE PRINTEMPS 1985

- . Rapport technique (Août 1985)
- . Attitudes vis-à-vis de l'énergie : note complémentaire au rapport de la vague de printemps 1985 (Septembre 1985)

ENQUETE 1985 - 1986 - Phase VIII

- . Thème "Education" - Rapport technique (Janvier 1986)
- . "Estimation et jugements sur les revenus de quelques professions types - Annexes statistiques - Enquêtes 1978 - 1985 -(Janvier 1986)
- . Rapport préliminaire (Mars 1986)
- . Note technique - Attitudes vis-à-vis de l'énergie (Mars 1986)

